

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30205]

## 6 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion et l'assainissement des sols

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les articles D.29-1 à D.29-28 ;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, l'article 3, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, modifié par le décret du 9 avril 1998 ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Vu la partie règlementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2018 ;

Vu le rapport du 20 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions généralesSection 1<sup>re</sup>. — Des définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'Administration : l'administration au sens de l'article 2, 18<sup>o</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, à savoir la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou son délégué ;

2<sup>o</sup> la B.D.E.S. : la Banque de données de l'état des sols au sens des articles 11 et suivants du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

3<sup>o</sup> la cession : tout acte de cession, à l'exclusion des :

a) actes à caractère familial :

- la cession entre époux ou ex-époux intervenant soit pendant le mariage, soit dans le cadre d'une procédure de divorce par consentement mutuel, soit dans le cadre de la liquidation du régime matrimonial consécutive au prononcé du divorce ou au décès ;

- l'apport en communauté ou dans une société limitée créée accessoirement au régime de la séparation de biens d'un bien appartenant à l'un des époux ou futurs époux par contrat de mariage ou par acte modificatif du régime matrimonial ;

- la cession entre cohabitants légaux ou ex-cohabitants légaux intervenant soit pendant la cohabitation légale soit dans le cadre de la liquidation de l'indivision consécutive à la cessation de celle-ci ;

- la cession entre héritiers ou ayants-cause et, le cas échéant, le conjoint survivant ou le cohabitant légal survivant, intervenant dans le cadre de la liquidation-partage amiable ou judiciaire d'une succession, en ce compris la conversion de l'usufruit successoral du conjoint ou du cohabitant légal survivant ;

- la donation totale ou partielle d'un immeuble à des parents jusqu'au quatrième degré inclus, en ce compris le partage d'ascendant, ainsi que les partages consécutifs à une donation en indivision.

b) actes intervenant dans le contexte d'une copropriété forcée :

- l'établissement des statuts de l'immeuble tels que visés à l'article 577-4 du Code civil ;

- la déclaration unilatérale ou la convention de dérogation visée à l'article 577-3, alinéa 1<sup>er</sup>, in fine, du Code civil, en vue de la non-application des articles 577-3 et suivants du Code civil ;

4<sup>o</sup> le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 : le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

5<sup>o</sup> l'enquête technique : l'enquête réalisée par l'ISSeP visant à évaluer la capacité du laboratoire à mettre en œuvre les méthodes du C.W.E.A., conformément aux exigences de l'agrément et portant sur l'organisation du demandeur, la vérification des capacités techniques, des installations et équipements, des procédures, du système de gestion de la qualité, des moyens humains, des qualifications dont dispose le laboratoire, en ce compris la réalisation d'analyses de contrôles sur des échantillons ou prélèvements ainsi que l'audition des personnes ressources et la mise en évidence de tout élément pouvant interférer avec la délivrance de l'agrément ou sa mise en œuvre ;

6<sup>o</sup> l'extrait conforme : l'extrait numérique de la B.D.E.S., issu du système informatique de l'Administration, transmis électroniquement ou en version papier ;

7<sup>o</sup> le fonctionnaire chargé de la surveillance : le Département de la Police et des Contrôles de l'Administration ;

8<sup>o</sup> l'installation ou l'activité historiques : l'installation ou l'activité ou composantes individuelles de telles installations ayant pu, par leur nature, leur mode d'utilisation ou les produits impliqués, ou par un événement, avoir pu présenter un risque pour le sol ;

9<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ;

10° le préleveur : la personne physique, enregistrée, agissant sous les directives d'un expert pour effectuer des prélèvements d'échantillons de sols conformément au CWEA ;

11° le rapport de conformité : le rapport d'audit établi par le responsable qualité ou, en cas de certification, par l'organisme certificateur dans le cadre de l'ISO 9001 : 2015 ou postérieure permettant de démontrer que le titulaire d'agrément a mis en œuvre les actions correctrices adéquates en regard des plaintes émises ou en regard des non-conformités et avertissements émis par l'Administration ;

12° le référentiel cartographique : le plan parcellaire cadastral fourni par l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale au Service public de Wallonie dans sa version la plus récente disponible dans le catalogue des données et services du Géoportail de la

Wallonie ;

13° « Règlement n°1272/2008 » : le Règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006 ;

14° « Règlement de minimis » : le Règlement (CE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

15° la source de référence : les services de l'Administration, l'autorité, l'organisme, la SPAQuE ou le service public dont il est question à l'article 15, § 2, 1°, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, y compris la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, avec lesquels l'Administration établit individuellement un protocole définissant les modalités pour la transmission des données, y compris leur rectification ;

16° un projet de phytomanagement : un projet de mise en culture d'espèces végétales sur un site présentant des caractéristiques telles qu'il est, en l'état, non utilisable à des fins alimentaires ou à un usage résidentiel, ou présentant des signes d'abandon ou d'altération du sol.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'Administration, au sens de l'article 15, § 2, 1°, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 qui gère les plans de remédiation visés à l'article 2, 31°, e), du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, s'entend comme étant la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie.

#### Section 2. — De l'accès aux terrains

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les personnes à qui sont confiées les missions visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ainsi que la SPAQuE dans l'exercice de ses missions visées à l'article 8, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, sont autorisées à pénétrer sur les terrains visés par des obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Cet accès ne peut être opéré que pour autant qu'une notification soit faite, au moins quinze jours avant tout accès, au propriétaire des parcelles concernées ou au titulaire de droit réel, et, le cas échéant, à l'exploitant du terrain lorsqu'il est immédiatement connu.

Au cas où le site est occupé par une tierce personne, le propriétaire ou le titulaire de droit réel qui reçoit la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> informe sans délai cette tierce personne des opérations et périodes envisagées.

La notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> comporte au minimum les éléments suivants :

1° la nature des opérations envisagées sur le terrain, ainsi que le motif pour lequel elles doivent être opérées au droit du terrain ;

2° une description des moyens techniques qui seront mis en œuvre ;

3° la date à laquelle l'entame des opérations visées est envisagée, ainsi que leur durée prévue ;

4° les coordonnées téléphoniques, postales et électroniques, respectivement du titulaire des obligations, de l'expert et, le cas échéant, d'une personne de contact à la SPAQuE ;

5° la reproduction de l'article 8 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et de l'alinéa 2 du présent article.

Le Ministre peut imposer l'affichage préalable, à proximité du terrain visé, des informations qu'il détermine.

§ 2. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles et pouvant générer un danger quelconque, le délai de notification prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> peut être réduit, sans toutefois être inférieur à deux jours.

§ 3. Après intervention menée en vertu du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, les terrains, dont le titulaire des obligations n'est pas titulaire de droits réels, sont remis en état et nettoyés de tout déchet ou matériaux quelconques résultant de l'intervention.

#### Section 3. — De la situation d'un terrain

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la présence de déchets est suspectée, qu'ils soient déposés sur le sol ou incorporés au sol, toute personne titulaire de droits réels, titulaire des obligations, exploitant du terrain ou la SPAQuE dans le cadre des missions qui lui sont confiées peut introduire, directement ou par l'intermédiaire d'un mandataire, une demande auprès de l'Administration visant à déterminer, de manière anticipée, si les déchets visé peuvent être distingués du sol ou s'ils ont été recyclés, valorisés ou éliminés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux déchets ou gérés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux déchets de l'industrie extractive.

La demande est accompagnée d'un rapport réalisé par un expert qui comporte au minimum :

1° un plan de localisation précis du massif de déchets ;

2° une description du dépôt de déchets en ce compris l'historique établi sur la base des données disponibles, le volume, l'épaisseur, les caractéristiques, la présence ou non d'une couche de couverture ainsi que sa nature ;

3° tout élément permettant de démontrer que les déchets peuvent être distingués du sol ou que les déchets ont été recyclés, valorisés ou éliminés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux déchets ou gérés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux déchets de l'industrie extractive.

§ 2. Dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande de décision anticipée, l'Administration détermine, sur base des éléments joints à la demande, si les conditions permettant l'exclusion du champ d'application du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont rencontrées.

Cette décision anticipée sur la situation du terrain vaut pour l'avenir, pour autant qu'il n'y ait pas de pollution avérée ou de pollution potentielle présente dans le sol sous les déchets visés, ou de pollutions ou suspicions de pollutions postérieures à la valorisation des déchets.

§ 3. La demande est considérée comme irrecevable lorsqu'elle porte exclusivement sur des terres valorisées conformément à l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

#### CHAPITRE II. — Banque de données de l'état des sols

##### Section 1<sup>re</sup>. — De la constitution de la Banque de données de l'état des sols

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les données destinées à alimenter la B.D.E.S. ou à en rectifier le contenu, sont transmises à l'Administration par chacune des sources de référence suivant les procédures et les modalités techniques reprises dans un protocole établi respectivement entre l'Administration et chacune des sources de référence.

Le protocole contient au minimum les modalités relatives à :

1° la fourniture, actualisée selon la périodicité convenue, des parcelles cadastrées ou non, polluées ou potentiellement polluées, dont la source de référence a connaissance ainsi que les motifs d'inscription à la B.D.E.S. ;

2° la fourniture, actualisée selon la périodicité convenue, des données et informations relatives à ces parcelles, y compris celles concernant le droit de rectification et celles visées à l'article 7, § 3, alinéa 2 ;

3° les dispositions à respecter, notamment en terme de confidentialité et de respect du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE ;

4° les modalités et procédures de rectification des données ;

5° l'engagement de la source de référence à assurer la gestion adéquate des demandes de rectification de données ;

6° le contenu minimal des rapports sollicités de manière périodique par l'Administration en vue notamment de rédiger le rapport annuel visé à l'article 118 ;

7° l'engagement par la source de référence de fournir, à l'Administration, les données suivant les procédures et standards techniques, informatiques et cartographiques définis par l'Administration et de participer au groupe technique visé à l'article 12, § 2.

Le protocole contient les éléments garantissant, pour les données transmises, la compatibilité avec les systèmes développés par l'Administration et les formats et contingences techniques y associés.

§ 2. Le protocole est établi et signé conjointement par la source de référence et l'Administration.

**Art. 5.** Les terrains présents dans la B.D.E.S. respectent les périmètres du référentiel cartographique.

Une fois insérés dans la B.D.E.S., les données relatives aux terrains ne subissent aucune actualisation du fait des éventuelles modifications cadastrales.

Les requêtes formulées à la B.D.E.S. s'opèrent au moyen du référentiel cartographique.

**Art. 6.** L'Administration transmet mensuellement et par voie électronique, à chaque commune, un fichier actualisé reprenant les parcelles qui ont été reprises ou retirées de l'inventaire des terrains de la B.D.E.S. au cours du mois écoulé.

Pour ce qui concerne l'inscription dans l'inventaire des terrains en catégorie 1 et 2, les communes concernées avertissent, dans les deux mois de la réception du fichier, les titulaires de droits réels et les exploitants de l'inscription des parcelles qui les concernent. Un feuillet informatif précisant les modalités de consultation de la B.D.E.S. et de rectification des données qu'elle contient, est joint aux avertissements.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de gestion et de surveillance de la banque de données de l'état des sols recense et examine la liste des parcelles pour lesquelles un transfert en données de catégorie 1 est proposé.

Dans le cadre de la mission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le comité convie un représentant de l'ISSeP.

Les parcelles reprises sur la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° être reconnues, en référence aux dispositions du guide des activités ou installations anciennes repris dans le CWBP, comme ayant pu contenir une installation ou activité potentiellement polluantes pour le sol ;

2° être reconnues comme ayant subi un événement ayant engendré une pollution potentielle pour le sol ;

3° présenter un indice de qualité de l'information élevé suivant une méthodologie déterminée par le Ministre pour ce qui concerne sa localisation géographique sur base d'un ou plusieurs documents ou constat de terrain et pour ce qui concerne sa sémantique.

§ 2. Le comité de gestion et de surveillance de la banque de données de l'état des sols transmet, annuellement, au Ministre, la liste des parcelles pour lesquelles un transfert depuis la catégorie 3 vers la catégorie 1 est proposé. Le comité motive sa proposition en regard des critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

§ 3. Dans les soixante jours à dater de la transmission de la liste par le comité de gestion et de surveillance de la banque de données de l'état des sols, le Gouvernement adopte la liste définitive des parcelles pour lesquelles un transfert depuis la catégorie 3 vers la catégorie 1 est opéré au sein de la B.D.E.S..

Les parcelles sont inscrites dans la B.D.E.S. par la source de référence désignée par le Comité, conformément aux modalités établies dans le protocole.

##### Section 2. — De l'accès à la Banque de données de l'état des sols

**Art. 8.** L'accès aux données de la B.D.E.S. s'opère via le Portail environnement du Service public de Wallonie.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Pour les données de la B.D.E.S. non directement accessibles conformément à l'article 8, une demande d'accès est introduite par le demandeur à l'Administration au moyen du formulaire, dûment rempli, dont le modèle est repris à l'annexe 1<sup>re</sup>. Le formulaire est accessible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

La demande est introduite par voie électronique, par voie recommandée, ou par dépôt et consignation dans un registre sur place à l'Administration.

Sauf pour ce qui concerne une demande de consultation sur place, la demande est irrecevable lorsqu'elle concerne des données de la B.D.E.S. disponibles sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

§ 2. Une demande est jugée abusive au sens de l'article D.18, § 1<sup>er</sup>, b, du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement lorsqu'elle porte sur un nombre de parcelles manifestement trop élevée ou sur des parcelles non cadastrées relevant de plusieurs divisions.

§ 3. Suivant le type de demande, l'Administration délivre les données disponibles sollicitées, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande, par voie électronique ou par voie postale.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prolongé de trente jours. L'Administration informe le demandeur de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation avant la fin du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

*Section 3. — De la rectification des données*

**Art. 10.** La demande de rectification des données de la B.D.E.S. est introduite à l'Administration par voie électronique au moyen du formulaire dûment rempli, dont le modèle est repris à l'annexe 2. Le formulaire est accessible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie

La demande contient tous les éléments utiles justifiant une rectification des données.

**Art. 11.** L'Administration accuse réception de la demande dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande. Dans le même délai, l'Administration transmet aux sources de référence concernées la demande de rectification. L'Administration précise la date de réception de la demande ainsi que, le cas échéant, quelles sont les sources de références concernées.

Une source de référence concernée peut adresser une demande de complément d'information au demandeur. Dans ce cas, la source de référence en informe l'Administration et, le cas échéant, les autres sources de référence concernées. Le demandeur notifie à la source de référence qui en a fait la demande, dans les quinze jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, les compléments demandés. Au-delà de ce délai, la demande de rectification est rejetée.

Lorsque la demande introduite est manifestement abusive, l'Administration considère la demande comme étant irrecevable, et en informe le demandeur.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les sources de référence concernées examinent la demande et formulent leurs conclusions à l'attention de l'Administration. Ces conclusions sont transmises à l'Administration dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande auprès des sources de référence.

§ 2. Lorsque les conclusions des sources de référence sont cohérentes, les conclusions sont notifiées par l'Administration au demandeur dans les quarante jours ouvrables de la réception de la demande.

Lorsque les conclusions des sources de référence ne sont pas concordantes, l'Administration en informe les sources de référence concernées qui constituent un groupe technique. Dans le même délai, l'Administration informe le demandeur que le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prolongé de quarante jours, et en explique les motifs.

Le groupe technique établit un rapport qu'il transmet à l'Administration dans les trente jours de l'information transmise par l'Administration. Le rapport transmis propose les éventuelles modifications à apporter aux données de la B.D.E.S. L'Administration notifie les conclusions du groupe technique au demandeur.

§ 3. Les rectifications jugées pertinentes sont réalisées par les sources de référence concernées selon les modalités établies dans le protocole. Elles en informent l'Administration.

**Art. 13.** Lorsque les éléments transmis dans le cadre de la demande de rectification permettent d'établir que les données reprises au sein de la B.D.E.S. pour la parcelle visée sont manifestement erronées, l'Administration peut confirmer au demandeur que les obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont suspendues jusqu'à ce qu'il soit définitivement statué sur la demande de rectification.

Lorsqu'il estime être dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur le mentionne expressément dans sa demande de rectification et sollicite la suspension des obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

*Section 4. — Du Comité de gestion et de surveillance de la Banque de données de l'état des sols*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Afin de constituer le comité de gestion et de surveillance de la Banque de données de l'état des sols, chaque administration et organismes d'intérêt public présentent au Ministre une liste de candidats effectifs et de candidats suppléants.

Le Ministre désigne les membres effectifs et suppléants, ainsi que le président du comité.

Les mandats sont conférés pour une période de cinq ans. Ils prennent cours le jour de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du comité.

Le comité peut convier toute personne disposant d'une expertise particulière à participer à titre consultatif aux travaux.

**Art. 15.** Outre les missions qu'ils lui sont dévolues par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, le comité de gestion et de surveillance de la Banque de données de l'état des sols examine si les données de catégorie 3 de la B.D.E.S. sont susceptibles d'être affectées en catégorie 1 conformément à l'article 7.

Il adresse un rapport annuel sur ses missions à l'Administration au plus tard le 31 mars de l'année suivante afin d'établir le rapport annuel visé à l'article 118.

**Art. 16.** Le comité est convoqué par le président au minimum deux fois par an. Chaque membre peut solliciter auprès du président la tenue d'une réunion supplémentaire sur base d'un ordre du jour. Le président justifie la suite qu'il réserve à la demande auprès de l'ensemble des membres du comité.

**Art. 17.** Le Ministre arrête le règlement d'ordre intérieur du comité. Celui-ci mentionne au minimum que :

1° tous les membres du comité sont convoqués aux réunions au moins quinze jours avant celle-ci ;

2° en cas d'absence, les membres effectifs peuvent se faire représenter par leur suppléant ;

3° l'ordre du jour est joint à la convocation ;

4° des décisions ne sont pas prises en dehors de l'ordre du jour ;

5° le comité délibère uniquement valablement si deux tiers de ses membres au moins sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, le comité est convoqué à nouveau dans un délai ne pouvant être inférieur à quinze jours, avec le même ordre du jour. Il statue alors valablement quel que soit le nombre de membres présents ;

6° les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité précise les modalités relatives à la rédaction et à la validation des procès-verbaux, ainsi que les modalités relatives aux missions visées à l'article 7.

## Section 5. — Des extraits conformes

**Art. 18.** Lorsqu'un extrait conforme doit être joint à la demande de permis, l'extrait conforme date de moins de trois mois avant l'introduction de la demande.

L'extrait conforme permet d'attester des informations requises par les annexes 4 à 15 de la partie réglementaire du CoDT pour ce qui concerne les données relatives à la gestion et à l'assainissement des sols.

**Art. 19.** La demande visant la délivrance d'un extrait conforme, concernant une ou plusieurs parcelles, est introduite de manière électronique par le biais du module dédié mis à disposition sur le Portail environnement du Service public de Wallonie. Dans ce cas, moyennant le paiement direct du droit de dossier sur le compte de l'Administration, l'extrait conforme est automatiquement délivré au demandeur par voie électronique.

La demande nécessitant une autorisation préalable lorsque la demande porte sur un nombre de parcelles cadastrées supérieur à 80 peut uniquement être introduite conformément à l'article 20. Par dérogation, le Ministre peut arrêter les modalités permettant l'introduction par le biais du module dédié visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> d'une demande nécessitant cette autorisation préalable.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande ne peut être introduite conformément à l'article 19, la demande visant la délivrance d'un extrait conforme, concernant une ou plusieurs parcelles, est introduite à l'Administration par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine.

A peine d'irrecevabilité, la demande comprend :

1° le formulaire, dûment complété, arrêté par le Ministre ;

2° la preuve du versement effectif du droit de dossier ;

3° pour les parcelles cadastrées : un extrait cadastral des parcelles objet de la demande ;

4° pour les parcelles sans références cadastrales : un plan reprenant la localisation, les contours et éventuellement un identifiant des parcelles ainsi que tout élément permettant de situer précisément ces parcelles, sur base du référentiel cartographique.

En application de l'alinéa 2, 2°, le demandeur verse le droit de dossier sur le compte de l'Administration avec mention du nom de la personne titulaire du compte à partir duquel le paiement est effectué et du numéro structuré mentionné dans le formulaire visé à l'alinéa 2, 1°.

§ 2. Lorsque la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup> porte sur un nombre de parcelles cadastrées supérieur à 80, le demandeur joint à sa demande toutes les informations et documents utiles pour justifier sa requête.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration accuse réception de la demande introduite conformément à l'article 20 dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande.

§ 2. La demande est irrecevable lorsque :

1° l'intégralité du droit de dossier n'a pas été versée ;

2° les informations et documents utiles permettant de justifier la demande conformément à l'article 20, § 2, n'ont pas été joints à la demande.

La décision d'irrecevabilité est notifiée au demandeur dans les vingt jours à dater de la réception de la demande.

§ 3. Si la demande est incomplète, l'Administration envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Le demandeur notifie à l'Administration, dans les soixante jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, les compléments demandés. Au-delà de ce délai, la demande est rejetée.

§ 4. L'Administration délivre l'extrait conforme par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande recevable et complète.

Les demandes portant sur un nombre de parcelles cadastrées supérieur à 80 sont jugées fondées par l'Administration lorsque les différentes parcelles visées par la même demande présentent un caractère d'unicité quant à un projet déterminé ou à un acte juridique envisagé ou réalisé.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Complémentairement à l'accès visé à l'article 19, les notaires peuvent introduire une demande visant la délivrance d'un extrait conforme, concernant une ou plusieurs parcelles, au moyen du portail e-notariat de la Fédération Royale du Notariat belge.

L'Administration adresse, suivant la périodicité convenue dans le protocole visé à l'alinéa 3, une facture pour tous les extraits délivrés aux notaires conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La Fédération Royale du Notariat belge en assure le paiement dans les quarante-cinq jours de la réception.

Un protocole entre l'Administration et la Fédération Royale du Notariat belge définit notamment les modalités relatives à la délivrance des extraits conformes et aux paiements. Le protocole fait l'objet d'une évaluation au moins tous les trois ans.

§ 2. Un extrait conforme délivré à un notaire conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> peut faire l'objet d'une actualisation ou d'une confirmation lorsque que la demande est identique à une demande effectuée endéans les six mois. L'extrait conforme actualisé est délivré gratuitement.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le modèle d'extrait conforme est repris en annexe 3.

§ 2. La durée de validité de l'extrait conforme est de dix ans maximum à dater de sa délivrance.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'extrait conforme est périmé lorsque :

1° les données inscrites dans la B.D.E.S. ayant généré l'extrait conforme font l'objet d'une modification postérieure à la délivrance de l'extrait conforme ;

2° un fait générateur visé au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 survient postérieurement à la délivrance de l'extrait conforme, pour autant que ce fait générateur ne fasse pas l'objet d'une demande de dérogation acceptée par l'Administration.

Les hypothèses de péremption visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont explicitement mentionnées dans les conditions générales, arrêtées par l'Administration, relatives à la délivrance d'un extrait conforme.

CHAPITRE III. — *Des agréments et enregistrements*Section 1<sup>re</sup>. — De l'agrément des experts

**Art. 24.** Pour effectuer les missions relatives aux investigations et à l'assainissement des terrains pollués, l'expert est agréé conformément à la présente section.

Pendant toute la durée de validité de son agrément, l'expert respecte les règles liées à son agrément et se soumet aux mesures de contrôle.

La liste des experts est tenue à jour par l'Administration sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des conditions et de la procédure d'agrément

**Art. 25.** L'agrément peut être délivré à une personne morale ou à une personne physique moyennant le respect des conditions fixées par le présent arrêté.

**Art. 26.** La délivrance de l'agrément est soumise aux conditions générales suivantes, dans le chef du demandeur :

1° si le demandeur est une personne physique, être ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen ;

2° si le demandeur est une personne morale, avoir été constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et avoir son administration principale ou son siège principal au sein de l'Espace économique européen, ou y avoir son siège social, à condition que ses activités aient un lien réel et durable avec l'économie d'un Etat membre de l'Espace économique européen ;

3° si le demandeur est une personne physique, ne pas avoir été condamné à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;

4° ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales, fédérales ou en matières sociales, fiscales et financières ou toute autre législation similaire d'un Etat membre de l'Union européenne ;

5° si le demandeur est une personne morale, compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, uniquement des personnes qui satisfont aux conditions prévues aux 3° et 4° ;

6° être en ordre en matière d'obligations sociales et fiscales ;

7° disposer des garanties financières suffisantes ;

8° disposer du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis ;

9° disposer d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, le Ministre peut préciser la liste du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des conditions visées à l'article 26, la délivrance de l'agrément est soumise aux conditions particulières suivantes, dans le chef du demandeur :

1° disposer personnellement ou contractuellement, d'une ou plusieurs personnes compétentes, qui possèdent un diplôme d'études supérieures à caractère scientifique et attestent d'une expérience professionnelle de trois ans minimum dans le domaine relevant du chapitre IV du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif aux techniques d'assainissement et au suivi des travaux d'assainissement, en ce compris la vérification de l'atteinte des objectifs d'assainissement, acquise dans les six ans précédant la date de la demande d'agrément ;

2° disposer des compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément d'expert ;

3° disposer personnellement ou contractuellement d'un ou de modèles d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et d'un ou de modèles d'analyse des risques pour les eaux souterraines, acceptés par l'Administration, et d'une ou plusieurs personnes qualifiées ayant l'expérience nécessaire pour appliquer les modèles visés et en interpréter les résultats ;

4° avoir à son service sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, au moins une personne habilitée chargée de contresigner tout rapport, étude ou projet établi en vertu du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et du présent arrêté ;

5° s'engager à contracter, dans le mois de la notification éventuelle de l'agrément, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation et couvrant toutes les activités pour lesquelles l'agrément est demandé ;

6° disposer d'un système de management de la qualité portant sur les prestations fournies dans le cadre de l'agrément sollicité ;

7° attester qu'il n'exerce pas, directement ou indirectement, personnellement ou par l'entremise d'une tierce personne physique ou morale, une fonction de direction ou de gestion dans une entreprise qui exerce une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou une activité ayant pour objet la réalisation d'actes et travaux d'assainissement.

Les personnes compétentes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et qualifiées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, répondent aux conditions visées à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est réputé disposer des compétences nécessaires le demandeur qui a à son service contractuellement une ou plusieurs personnes compétentes possédant l'expertise technique appropriée jugée suffisante par l'Administration, qui soit possèdent :

1° un diplôme à caractère scientifique de niveau universitaire ou équivalent, correspondant à l'ensemble des matières requises par l'agrément sollicité, à savoir la Biologie, la Pédologie, la Chimie, la Géologie, l'Hydrogéologie et le Génie Civil ;

2° un diplôme d'études supérieures à caractère scientifique et attestent d'une expérience professionnelle de trois ans minimum dans les domaines relevant du chapitre IV du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, en relation avec l'agrément sollicité, acquises dans les six ans précédant la date de la demande d'agrément.

§ 2. La personne habilitée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, est garante de la bonne application des règles édictées en Région wallonne dans le cadre des activités liées à l'agrément. Elle garantit la bonne mise en œuvre des mesures prévues par le système de management de la qualité visé au paragraphe 3 par rapport aux prestations fournies dans le cadre de l'agrément. La personne habilitée répond aux conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> satisfaire aux conditions générales prévues à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> ;
- 2<sup>o</sup> posséder un diplôme à caractère scientifique de niveau universitaire ou équivalent et justifier sa capacité à exercer sa fonction suite à une expérience professionnelle de trois ans minimum dans les domaines relevant du chapitre IV du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 en relation avec l'agrément, acquises dans les six ans précédant la date de la demande d'agrément ;
- 3<sup>o</sup> justifier d'une expérience suffisante dans l'application du décret, de ses arrêtés d'exécution, des CWEA et CWBP et des autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;
- 4<sup>o</sup> posséder la maîtrise de la langue française ou allemande ;
- 5<sup>o</sup> s'engager à suivre les modules de formation continue organisés par l'Administration au sujet de la législation et de ses évolutions, et de la pratique administrative ;
- 6<sup>o</sup> participer activement à des séances d'informations ou de formations reconnues par l'Administration comme étant en rapport avec ses missions et publiées sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

§ 3. Le système de management de la qualité visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, décrit, par le biais du manuel d'assurance qualité, les moyens mis en œuvre par l'expert en vue d'atteindre l'objectif de qualité des rapports produits, notamment leur conformité aux exigences légales, réglementaires et administratives en lien avec les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, en ce compris le CWEA et CWBP, et visant à accroître la satisfaction des clients par l'application efficace du système, par le biais notamment de l'application de mesures correctrices efficaces pour répondre aux avertissements et aux plaintes émises ainsi qu'aux non-conformités constatées. Le système de management de la qualité reconnu sous couvert d'une certification dans le cadre de la norme ISO 9001 : 2015 ou postérieure est reconnu par défaut dans le cadre de la présente procédure d'agrément.

**Art. 28.** La demande d'agrément est introduite, par voie électronique complétée d'une signature électronique approuvée par l'Administration, par le demandeur à l'Administration au moyen du formulaire, dûment rempli, dont le modèle est repris à l'annexe 4. Le formulaire est accessible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Si le demandeur est agréé, l'agrément d'expert peut être renouvelé pour une ou plusieurs périodes équivalentes, moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> l'agrément en cours n'est pas suspendu ;
- 2<sup>o</sup> le titulaire de l'agrément dispose d'un rapport de conformité jugé favorable par l'Administration.

§ 2. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite, par le titulaire de l'agrément, cent-vingt jours avant l'extinction de l'agrément en cours.

Lorsqu'aucune modification n'est intervenue depuis la dernière mise à jour de l'agrément en cours, le titulaire peut introduire sa demande de renouvellement sous la forme d'un dossier simplifié. Ce dossier simplifié comprend :

- 1<sup>o</sup> la demande de renouvellement ;
- 2<sup>o</sup> une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste qu'il remplit les conditions d'agrément ;
- 3<sup>o</sup> une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur s'engage au respect des règles visées à la sous-section 2 ;
- 4<sup>o</sup> un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation couvrant toutes les activités pour lesquelles l'agrément est demandé ou une copie du contrat d'assurance couvrant les mêmes responsabilités ;
- 5<sup>o</sup> le dernier rapport de conformité.

Le rapport visé à l'alinéa 2, 5<sup>o</sup>, rend notamment compte de la gestion des plaintes et non-conformités en rapport avec les exigences définies à l'article 27, § 3.

L'Administration statue sur la demande de renouvellement dans les soixante jours de la réception de la demande. Si la demande est incomplète, l'Administration envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Le demandeur notifie à l'Administration, dans les soixante jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, les compléments demandés. Au-delà de ce délai, la demande est rejetée. Dans ce cas, une nouvelle demande d'agrément uniquement peut être introduite conformément à l'article 28.

#### Sous-section 2. — Des règles à respecter en cours d'agrément

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de ses missions visées par l'agrément, l'expert :

- 1<sup>o</sup> est responsable du respect des conditions et règles de son agrément, de la qualité des prestations fournies dans le cadre de l'agrément et des résultats qu'il fournit dans le cadre de ses missions d'expert ;
- 2<sup>o</sup> fait effectuer les prélèvements de sols par un préleveur enregistré, et de les faire analyser par un laboratoire agréé ;
- 3<sup>o</sup> exécute les missions mentionnées en rapport avec son agrément conformément aux dispositions du CWEA et du CWBP ou des approches jugées équivalentes par l'Administration ;
- 4<sup>o</sup> exerce ses missions avec professionnalisme, dignité, en toute impartialité et indépendance, dans le respect de la confidentialité et avec la probité requise ;
- 5<sup>o</sup> fait contresigner les rapports, études ou projets par la personne habilitée visée à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> ;
- 6<sup>o</sup> fait participer les personnes habilitées aux modules de formation continue organisés par l'Administration au sujet de la législation et de ses évolutions, et de la pratique administrative, et à des séances d'information ou de formation reconnues par l'Administration comme étant en rapport avec ses obligations à concurrence d'au minimum six heures par an ;
- 7<sup>o</sup> fait participer les personnes compétentes visées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et qualifiées visées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, aux modules de formation organisés par l'Administration ou son mandataire, couvrant le domaine de compétence qui leur est propre ;

8° assure la veille technologique nécessaire à la connaissance de l'état de l'art dans le secteur de la gestion et de l'assainissement des sols ;

9° communique à l'Administration, sur simple demande, la liste des terrains sur lesquels des investigations, rapports, études ou projets émergeant aux matières gérées dans le cadre de son agrément sont réalisés, en cours ou projetés, et ce, pour la période indiquée dans la demande de l'Administration, en ce compris le planning des investigations ;

10° s'assure pour chaque rapport, étude ou projet introduit auprès de l'Administration qu'il ne se trouve pas dans un cas d'impossibilité d'exercer sa mission prévue à l'article 31 ;

11° dispose des moyens informatiques nécessaires pour assurer la transmission des informations entre les parties suivant les modalités définies dans le CWEA, le CWBP ou par l'Administration ;

12° en cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément, utilise le formulaire de notification de modification des données de l'agrément, mis à disposition sur le site internet de l'Administration ;

13° communique à l'Administration, sur simple demande, tout renseignement permettant de vérifier le respect des conditions et règles d'agrément définies au sein du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et du présent arrêté ;

14° informe l'Administration sur l'application et l'évolution du manuel de qualité et fournit, à première demande, toute pièce se rapportant à ce point et notamment un rapport de conformité ;

15° informe son donneur d'ordre sur ses droits, ses devoirs et ses responsabilités face aux dispositions réglementaires, plus particulièrement celles visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, ses arrêtés d'exécution ainsi que les CWEA et CWBP visés au chapitre 5 ;

16° s'assure, lors de toute communication relative au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, à ses arrêtés d'exécution, aux CWEA et CWBP et autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, que celle-ci soit en phase avec les lignes directrices de l'Administration, notamment celles reprises sur le portail environnement du Service public de Wallonie.

§ 2. Dans le mois de la notification de son agrément, l'expert contracte avec une compagnie d'assurances une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle et exploitation et couvrant toutes ses activités pour lesquelles l'agrément a été octroyé. Dans le même délai, une copie du contrat d'assurance, dûment signé, est notifiée à l'Administration.

A défaut de contrat d'assurance conclu dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'agrément est suspendu de plein droit. L'agrément ne retrouve ses effets qu'à compter du lendemain de la notification de la copie du contrat d'assurance, dûment signé, à l'Administration.

**Art. 31.** L'expert ne peut pas exercer les missions visées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 dans les cas suivants :

1° l'expert ou une tierce personne par l'entremise de laquelle il exerce une fonction de direction ou de gestion :

a) est lié en ligne directe jusqu'au troisième degré inclus ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus avec le donneur d'ordre ou, s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol, avec le donneur d'ordre ou l'exécuteur des travaux ou avec toute autre personne qui exerce une fonction de direction ou de gestion pour le compte du donneur d'ordre ou l'exécuteur précité ;

b) est personnellement ou par un intermédiaire, actionnaire, majoritaire ou associé actif du donneur d'ordre ou, s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol, du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux ;

c) exerce, en ligne directe ou en fait, personnellement ou par un intermédiaire, une fonction de direction ou de gestion chez le donneur d'ordre précité ou, s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol, du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux ;

2° les activités de l'expert sont, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, contrôlées ou gérées, sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre ou par l'exécuteur des travaux.

**Art. 32.** Annuellement, au plus tard le 31 janvier, l'expert transmet à l'Administration :

1° un rapport de conformité ;

2° la preuve que les personnes habilitées ont participé aux modules de formations conformément à l'article 27, § 2, 5° et 6°.

### Sous-section 3. — Du contrôle et des sanctions

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. L'expert se soumet aux contrôles, organisés par l'Administration ou par les personnes mandatées par celle-ci. Ces contrôles visent à vérifier le respect des règles et conditions de l'agrément, et notamment :

1° la réalisation des forages, des piézomètres, des piézais et des prélèvements selon les règles de bonnes pratiques ;

2° la mise en œuvre des actes et travaux d'assainissement selon le CWBP ;

3° tout autre élément vérifiable sur le terrain et jugé pertinent par l'Administration en tenant compte de la spécificité du dossier.

§ 2. Dans ce cadre, l'expert autorise l'Administration et les personnes qu'elle mandate à accéder à ses locaux et à consulter tout document se rapportant aux activités menées dans le cadre de l'agrément.

Ces contrôles sont réalisés à tout moment jugé opportun par l'Administration et peuvent être organisés sans avertissement préalable.

§ 3. A l'issue d'un contrôle, l'Administration adresse le procès-verbal à l'expert. Le procès-verbal synthétise l'objet du contrôle et ses conclusions en termes de bonnes pratiques.

Le cas échéant, sur base des conclusions du contrôle, l'Administration prend les mesures qui s'imposent en application des articles 38 et 39 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Les prestations d'un expert sont jugées de qualité manifestement insuffisante par l'Administration dans les cas suivants :

1° l'expert a commis une faute professionnelle jugée comme grave par l'Administration au vu du statut et de la responsabilité que lui confère son niveau d'expertise ;

2° l'expert a rédigé des rapports ayant donné lieu à des décisions de non-conformités ou incomplétudes récurrentes par l'Administration ;

3° l'expert a réalisé des prestations de terrain ayant fait l'objet d'un procès-verbal de contrôle de manquement visé à l'article 33, § 3.

§ 2. La décision de l'Administration concluant à une non-conformité est transmise par l'Administration à l'expert. Cette transmission vaut avertissement au sens de l'article 38 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Les décisions de non-conformité et les autres avertissements adressés sont intégrés en tant que plaintes dans le système de management de la qualité visé à l'article 27, § 3, et font l'objet d'actions correctrices vérifiables.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'expert ne respecte plus les règles et conditions de son agrément, l'Administration peut suspendre ou retirer l'agrément de l'expert.

L'agrément d'un expert peut également être suspendu ou retiré lorsque l'expert ne démontre pas, dans le rapport de conformité, qu'il a mis en œuvre les actions correctrices adéquates en regard des non-conformités et avertissements émis par l'Administration.

§ 2. Dans le cas où l'expert ne dispose plus de personne habilitée, l'agrément de l'expert est réputé suspendu de plein droit. L'expert en informe l'administration sans délai.

Lorsque la personne habilitée ne respecte plus les conditions visées à l'article 27, § 2, l'Administration peut modifier ou suspendre l'agrément de l'expert.

§ 3. En cas de retrait d'agrément, la décision de retrait précise la durée pendant laquelle le titulaire de l'agrément se voit interdire le dépôt d'une nouvelle demande d'agrément. La durée ne peut excéder trois ans.

#### Section 2. — De l'agrément des laboratoires

**Art. 36.** Pour réaliser les analyses prévues dans le cadre des investigations et de l'assainissement des terrains conformément au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, le laboratoire est agréé conformément à la présente section. La durée de l'agrément est limitée à cinq ans renouvelables.

L'agrément des laboratoires se décline selon les trois catégories suivantes :

1° catégorie 1 : agrément complet : le laboratoire met en œuvre toutes les analyses concernant les paramètres prévus à l'annexe 1<sup>re</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 pour les matrices sols et eaux ;

2° catégorie 2 : agrément partiel : le laboratoire met en œuvre une partie des analyses prévues à l'annexe 1<sup>re</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et les paramètres choisis sont indiqués par le demandeur dans le cadre de sa demande d'agrément ;

3° catégorie 3 : agrément complémentaire : le laboratoire met en œuvre les analyses concernant les paramètres ou matrices non-prévus à l'annexe 1<sup>re</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Le recours à la sous-traitance auprès d'un ou de plusieurs laboratoires agréés est permis en vue de couvrir l'ensemble des méthodes requises pour lesquelles le demandeur sollicite l'agrément.

Pendant toute la durée de validité de son agrément, le laboratoire respecte les règles liées à son agrément et se soumet aux mesures de contrôle.

La liste des laboratoires est tenue à jour par l'Administration sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des conditions et de la procédure d'agrément

**Art. 37.** L'agrément peut uniquement être délivré à une personne morale moyennant le respect des conditions fixées par le présent arrêté.

**Art. 38.** La délivrance de l'agrément est soumise aux conditions générales suivantes, dans le chef du demandeur :

1° avoir été constituée, conformément à la législation belge ou celle d'un autre Etat membre de l'espace économique européen et y avoir son siège ou son principal siège d'exploitation et justifier d'une activité ayant un lien effectif et durable avec l'économie du pays concerné ;

2° ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales, fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

3° ne compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui :

a) n'ont pas encouru une condamnation visée au 2° ;

b) n'ont pas été condamnés à une privation de leurs droits civils et politiques produisant encore ses effets ;

4° être en ordre en matière d'obligations sociales et fiscales ;

5° disposer des garanties financières suffisantes ;

6° disposer d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande et, dans ses rapports avec l'Administration et ses représentants ;

7° disposer d'au moins un interlocuteur technique, dont la disponibilité pendant la durée de l'agrément peut être garantie, chargé d'assurer les contacts avec l'administration et ses représentants, justifiant des connaissances techniques requises par l'agrément et d'une maîtrise de la langue française ou allemande.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des conditions visées à l'article 38, la délivrance de l'agrément est soumise aux conditions particulières suivantes, dans le chef du demandeur :

1° avoir à son service contractuellement un ou plusieurs responsables de laboratoire, satisfaisant aux conditions prévues à l'article 38, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, possédant les compétences et l'expertise technique appropriée, par le biais de la détention d'un diplôme à caractère scientifique :

a) soit de niveau universitaire ou équivalent correspondant au domaine de la chimie ;

b) soit de niveau universitaire ou équivalent et attestant d'une expérience professionnelle de trois ans minimum dans les domaines de l'agrément, acquises dans les six ans précédant la date de la demande d'agrément ;

2° avoir à son service sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, au moins une personne habilitée chargée de contresigner tout rapport, étude ou projet établi en vertu du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et du présent arrêté, et ayant autorité au sein du site d'exploitation concerné par la demande ;

3° disposer du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires pour mettre en œuvre les méthodes et procédures prévues par le CWEA et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis ;

4° mettre en œuvre un système de gestion de la qualité reconnu, soit sous couvert du système d'accréditation ISO 17025 incluant au minimum un paramètre analysé, ou de tout autre système de gestion de la qualité organisationnelle et technique des activités de laboratoire prescrit ou accepté par l'Administration ;

5° appliquer les méthodes du CWEA ou les méthodes jugées équivalentes par l'Administration pour les paramètres correspondant à la catégorie de l'agrément sollicité, visée à l'article 36. A défaut, s'engager à appliquer, à terme, les méthodes du CWEA ou jugées équivalentes pour l'ensemble des paramètres correspondant à l'agrément sollicité dans un délai défini ne dépassant pas une période de deux ans après obtention de l'agrément, suivant un planning d'engagement validé par l'Administration ;

6° attester qu'il n'a pas, à titre propre ou via une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, directement ou indirectement, dans une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou dans une activité ayant pour objet la réalisation matérielle d'actes et travaux d'assainissement.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le Ministre peut déterminer la liste du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires.

§ 2. La personne habilitée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est garante de la bonne application des règles édictées en Région wallonne dans le cadre des activités liées à l'agrément. Elle garantit la bonne mise en œuvre des mesures de qualité par rapport aux prestations fournies dans le cadre de l'agrément. La personne habilitée répond aux conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions générales prévues à l'article 38, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° ;

2° posséder un diplôme à caractère scientifique de niveau universitaire ou équivalent et justifier sa capacité à exercer sa fonction suite à une expérience professionnelle de trois ans minimum dans les domaines relevant du chapitre IV du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 en relation avec l'agrément, acquises dans les six ans précédant la date de la demande d'agrément ;

3° justifier d'une expérience suffisante dans l'application du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, de ses arrêtés d'exécution, des CWEA et CWBP et des autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

4° s'engager à suivre les modules de formation continue organisés par l'Administration au sujet de la législation et de ses évolutions, et de la pratique administrative.

§ 3. Ce système de management de la qualité visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, intègre les prestations fournies dans le cadre de l'agrément sollicité, en ce compris le respect des exigences légales, réglementaires et administratives applicables, notamment le CWEA et CWBP.

§ 4. En application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, l'Administration estime si une méthode peut être jugée équivalente soit sur base :

1° de la production d'une fiche justificative d'équivalence établie par l'ISSeP selon les principes établis dans le CWEA ;

2° de l'avis émis par l'ISSeP sur le rapport d'équivalence proposé par le laboratoire.

Le rapport d'équivalence répond aux principes établis dans le CWEA.

**Art. 40.** Dans les six mois de la notification du rapport d'enquête technique visé à l'article 41, la demande d'agrément est introduite, par voie électronique complétée d'une signature électronique approuvée par l'Administration, par le demandeur à l'Administration au moyen du formulaire, dûment rempli, dont le modèle est repris à l'annexe 5. Le formulaire est accessible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

La demande d'agrément comprend la réponse du demandeur aux manquements éventuellement mis en évidence par l'ISSeP lors de son enquête technique.

Lorsque le délai de six mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est dépassé, l'Administration sollicite auprès du demandeur un rapport d'actualisation de l'enquête technique.

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Préalablement à l'introduction de la demande d'agrément, le demandeur introduit auprès de l'ISSeP une demande d'enquête technique par siège d'exploitation. Il fournit à cette occasion le formulaire de demande d'agrément ainsi que le tableau récapitulatif général sous format informatique repris en annexe 6, dûment complétés.

L'ISSeP propose au laboratoire un minimum de deux dates de manière à réaliser l'enquête technique dans les soixante jours de la réception de la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. L'ISSeP remet au laboratoire le rapport d'enquête technique dans les soixante jours de la réalisation de l'enquête technique. Le rapport inclut une liste des manquements éventuels à régler préalablement à l'introduction de la demande d'agrément.

Ce rapport, daté et signé, accompagné du tableau récapitulatif général, dûment complété daté et signé par le laboratoire et l'ISSeP, est transmis par l'ISSeP à l'Administration dans le même délai.

§ 3. Les frais liés à l'enquête technique sont à charge du demandeur. Le Ministre peut arrêter le montant maximal admissible pour ceux-ci.

#### Sous-section 2. — Des règles à respecter en cours d'agrément

**Art. 42.** Dans le cadre de ses missions visées par l'agrément, le laboratoire est tenu :

1° de porter la responsabilité vis-à-vis des tiers du respect des conditions et règles de son agrément et de la qualité des prestations fournies dans le cadre de l'agrément ;

2° le cas échéant, de faire effectuer les prélèvements de sols par un préleveur agissant selon les règles et méthodes indiquées dans les CWBP et CWEA et d'exécuter, conformément au CWEA, les travaux pour lesquels il est agréé ;

3° d'exécuter les missions mentionnées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, conformément au CWEA ;

4° d'exercer ses missions avec professionnalisme, dignité, en toute impartialité et indépendance, dans le respect de la confidentialité et avec la probité requise ;

5° de porter l'entière responsabilité des travaux et des résultats qu'il fournit ainsi que des conclusions de son expertise ;

6° de faire figurer au sein des rapports d'analyse établis dans le cadre de l'agrément les données minimales requises visées dans le C.W.E.A. ;

7° de réaliser les analyses effectuées dans le cadre de son agrément sur les seuls sièges d'exploitation identifiés dans la décision d'octroi d'agrément ;

8° de faire signer ou contresigner les rapports d'analyse établis en vertu du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et du présent arrêté par une personne habilitée visée à l'article 39, § 2 ;

9° de faire participer les personnes habilitées aux séances de formation continue organisées par l'Administration et de communiquer à l'Administration annuellement, pour le 31 janvier, la preuve que cette disposition est respectée ;

10° d'informer l'Administration annuellement sur l'évolution des actions reprises au sein de son planning d'engagement visé à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° ;

11° de conserver les archives se rapportant aux activités menées dans le cadre de l'agrément pendant une durée minimale de cinq ans ;

12° de communiquer à l'Administration, sur simple demande, l'inventaire des analyses émergeant aux matières gérées dans le cadre du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et du présent arrêté, réalisées ou en cours ;

13° de s'assurer pour chaque mission réalisée dans le cadre de son agrément qu'il ne se trouve pas dans un cas d'impossibilité d'exercer sa mission prévue à l'article 43 ;

14° d'utiliser le formulaire de notification de modification des données de l'agrément mis à disposition sur le site internet de l'Administration ;

15° de transmettre sans délai à l'Administration et à l'ISSEP tout rapport d'audit constatant des non-conformités, émis dans le cadre du système de d'accréditation ISO 17025 ou autre système reconnu et admis par l'Administration ;

16° de s'assurer, lors de toute communication relative au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, à ses arrêtés d'exécution, aux CWEA et CWBP et autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, que celle-ci soit en phase avec les lignes directrices de l'Administration, notamment celles reprises sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

**Art. 43.** Le laboratoire ne peut pas exercer les missions visées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 dans les cas suivants :

1° le laboratoire ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion :

a) est lié en ligne directe jusqu'au troisième degré inclus ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus avec le donneur d'ordre ;

b) est, personnellement ou par un intermédiaire, actionnaire, majoritaire ou associé actif du donneur d'ordre ;

c) exerce, en ligne directe ou en fait, personnellement ou par un intermédiaire, une fonction de direction ou de gestion chez le donneur d'ordre ;

2° les activités du laboratoire sont, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, contrôlées ou gérées, sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre.

#### Sous-section 3. — Du contrôle et des sanctions

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Le laboratoire se soumet aux contrôles de l'Administration et de l'ISSEP, ainsi qu'aux analyses en aveugle et aux tests et essais inter-laboratoires d'aptitude organisés par l'ISSEP.

§ 2. Dans ce cadre, le laboratoire autorise l'ISSEP à accéder à ses locaux et à consulter tout document, fichier et appareillage se rapportant aux activités menées dans le cadre de l'agrément.

Ces contrôles sont réalisés à tout moment jugé opportun par l'ISSEP et peuvent être organisés sans avertissement préalable. Ces contrôles peuvent être organisés sur site de prélèvement ou dans les locaux du laboratoire. Ils peuvent avoir pour objet l'analyse d'échantillons de référence.

§ 3. A première demande de l'Administration, le laboratoire fournit la preuve qu'il dispose de l'expérience et des qualifications professionnelles requises, notamment par :

1° un curriculum vitae des personnes visant à faire spécifiquement référence aux qualifications requises, en ce compris le relevé des diplômes, ainsi qu'à l'expérience acquise, en ce compris le descriptif et une copie des diplômes de ces personnes ;

2° une copie des diplômes des personnes ;

3° une copie du contrat de travail liant le demandeur d'agrément aux personnes ou un document contresigné par les deux parties attestant d'un engagement au sein de la société sous forme d'un contrat de travail, avec indication de la durée.

A première demande de l'Administration, le laboratoire communique à l'Administration et à l'ISSEP les résultats des essais inter-laboratoire d'aptitude qui ne sont pas organisés par l'ISSEP. Il communique également à l'Administration tout renseignement permettant de vérifier le respect des conditions et règles d'agrément.

**Art. 45.** Des tests et essais inter-laboratoires d'aptitude ou des analyses en aveugle visant à vérifier les résultats des analyses mises en œuvre dans le cadre de l'agrément peuvent être organisés par l'ISSEP.

Les frais liés aux tests et essais inter-laboratoires d'aptitude sont à charge du laboratoire.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Tout rapport défavorable émis par l'ISSEP suite aux contrôles, constats, examens des rapports d'audit, tests et essais inter-laboratoires d'aptitude ou autres analyses en aveugle ou analyses d'échantillons est considéré comme une non-conformité.

Lorsqu'il émet un rapport défavorable, l'ISSEP le notifie concomitamment au laboratoire concerné et à l'Administration.

§ 2. L'Administration adresse un avertissement dans les quinze jours à dater de la notification visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. En cas de non-conformité, le laboratoire met en œuvre les mesures correctrices requises et transmet à l'Administration, dans les six mois, un rapport portant sur le suivi des non-conformités relevées. L'Administration peut requérir un nouveau rapport de l'ISSeP ou des éléments complémentaires.

§ 4. Les prestations du laboratoire sont jugées de qualité manifestement insuffisante par l'Administration dans les cas suivants :

1° le laboratoire a commis une faute professionnelle jugée comme grave par l'Administration au vu du statut et de la responsabilité que lui confère son niveau d'expertise ;

2° le laboratoire a fourni, de manière récurrente, des résultats ayant donné lieu à des décisions de non-conformités au sens du paragraphe 1<sup>er</sup> ;

3° le laboratoire a réalisé des prestations ayant fait l'objet d'un procès-verbal de contrôle de manquement.

§ 5. La décision de l'Administration concluant à une non-conformité est transmise par l'Administration au laboratoire. Cette transmission vaut avertissement au sens de l'article 38 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Les décisions de non-conformité et les autres avertissements adressés sont intégrés en tant que plaintes dans le système de management de la qualité visé à l'article 39, § 3, et font l'objet d'actions correctrices.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'Administration constate que le laboratoire ne remplit plus, pour certains paramètres, certaines conditions ou constate la survenance d'un critère de non-conformité, l'agrément du laboratoire peut être modifié ou suspendu par la révision de la catégorie d'agrément.

L'agrément du laboratoire peut également être suspendu ou retiré lorsque les échantillons sont analysés sur d'autres sites d'exploitation que ceux identifiés dans la demande d'agrément.

§ 2. Dans le cas où le laboratoire ne dispose plus de personne habilitée, l'agrément du laboratoire est réputé suspendu de plein droit.

Lorsque la personne habilitée ne respecte plus les conditions visées à l'article 39, § 2, l'Administration peut modifier ou suspendre l'agrément du laboratoire.

§ 3. Lorsque le laboratoire ne respecte plus les règles et conditions de son agrément, l'Administration peut suspendre ou retirer l'agrément du laboratoire.

L'agrément d'un laboratoire peut également être suspendu ou retiré lorsque le laboratoire ne démontre pas, dans le rapport de conformité, qu'il a mis en œuvre les actions correctrices adéquates en regard des non-conformités et avertissements émis par l'Administration.

§ 4. L'agrément du laboratoire peut être retiré lorsque le détenteur de l'agrément a commis une faute professionnelle jugée comme grave par l'Administration.

§ 5. En cas de retrait d'agrément, la décision de retrait précise la durée pendant laquelle le titulaire de l'agrément se voit interdire le dépôt d'une nouvelle demande d'agrément. La durée ne peut excéder trois ans.

### Section 3. — Des prélèvements d'échantillons de sols

**Art. 48.** La réalisation des prélèvements d'échantillons de sols est effectuée exclusivement soit par :

1° un expert personnellement en tant que personne physique ;

2° une personne visée à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 4° ;

3° un préleveur enregistré conformément à la présente section.

Tout prélèvement est effectué conformément à la présente section.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la liste des préleveurs enregistrés est tenue à jour par l'Administration sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des conditions et de la procédure d'enregistrement des préleveurs

**Art. 49.** Pour être enregistré en qualité de préleveur, le demandeur répond aux conditions suivantes :

1° être une personne physique ;

2° être ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen ;

3° ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales, fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

4° ne pas avoir été condamné à une privation de ses droits civils et politiques produisant encore ses effets ;

5° disposer du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions de prélèvements d'échantillons de sols ;

6° disposer du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations vers les laboratoires, les experts ou vers l'Administration ;

7° disposer d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande ;

8° disposer d'une attestation de l'ISSeP, de moins de douze mois, démontrant la participation au module de formation portant sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans les CWEA, CWBP et autres documents techniques ;

9° s'engager à contracter, dans le mois de la notification éventuelle de l'enregistrement, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation et couvrant toutes les activités du préleveur.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, le Ministre détermine la liste du matériel et des moyens techniques nécessaires.

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'enregistrement est introduite par le demandeur à l'Administration au moyen du formulaire, dûment rempli, dont le modèle est repris à l'annexe 7. Le formulaire est accessible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

Le formulaire et ses annexes sont introduits par voie électronique complétés d'une signature électronique approuvée par l'Administration.

§ 2. Dans les trente jours de la réception du formulaire, l'administration vérifie si la demande est complète et, s'il échet, informe le demandeur des éléments manquants. Lorsque le dossier est complet et recevable, l'Administration notifie au demandeur son numéro d'enregistrement dans les trente jours à dater de la réception de la demande complète.

§ 3. Dans le mois de la notification de son enregistrement, le préleveur contracte avec une compagnie d'assurances une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle et exploitation et couvrant toutes ses activités de préleveur. Dans le même délai, une copie du contrat d'assurance, dûment signé, est notifiée à l'Administration.

A défaut de contrat d'assurance conclu dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'enregistrement est suspendu de plein droit. L'enregistrement ne retrouve ses effets qu'à compter du lendemain de la notification de la copie du contrat d'assurance, dûment signé, à l'Administration.

#### Sous-section 2. — Des conditions relatives aux experts

**Art. 51.** Pour réaliser des prélèvements d'échantillons de sols, l'expert établit, dans sa demande d'agrément, qu'il répond aux conditions suivantes :

1° disposer du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions de prélèvements d'échantillons de sols ;

2° s'engager à contracter, dans le mois de la notification éventuelle de l'agrément, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation et couvrant toutes les activités de prélèvement.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le Ministre détermine la liste du matériel et des moyens techniques nécessaires.

#### Sous-section 3. — Des règles à respecter dans le cadre des prélèvements d'échantillons de sols

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'exercice des activités de prélèvement, les personnes visées à l'article 48 :

1° effectue les prélèvements de sol en ce compris le choix de la méthode de prélèvement, l'échantillonnage, le conditionnement et la conservation des échantillons jusqu'à la remise au laboratoire, sous les directives de l'expert et conformément au CWBP et au CWEA ;

2° complète et signe les fiches de prélèvement établies selon le modèle figurant dans le CWEA ;

3° participe aux séances d'informations, de remise à niveau et de formations reconnues par l'Administration ou son mandataire comme étant en rapport avec ses missions ;

4° communique à l'Administration, sur simple demande, tout renseignement permettant de vérifier le respect des conditions visées à la présente section.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, l'Administration communique par le biais du Portail environnement du Service public de Wallonie la tenue des séances visées.

**Art. 53.** Une personne visée à l'article 48 ne peut pas exercer ses activités de prélèvement lorsque :

1° elle est liée en ligne directe jusqu'au troisième degré inclus ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus avec le donneur d'ordre ou, s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol, avec le donneur d'ordre ou l'exécuteur des travaux ou avec toute autre personne qui exerce une fonction de direction ou de gestion pour le compte du donneur d'ordre ou l'exécuteur précité ;

2° elle est personnellement ou par un intermédiaire, actionnaire, majoritaire ou associé actif du donneur d'ordre ou, s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol, du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux ;

3° elle exerce, en ligne directe ou en fait, personnellement ou par un intermédiaire, une fonction de direction ou de gestion chez le donneur d'ordre précité ou, s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol, du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux ;

4° les activités de la personne visée à l'article 48 sont, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, contrôlées ou gérées, sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre ou par l'exécuteur des travaux.

#### Sous-section 3. — Du contrôle et des sanctions

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'Administration constate que l'une des personnes visées à l'article 48, ne remplit pas les conditions ou les règles visées à la présente section, elle peut lui adresser un avertissement.

§ 2. L'enregistrement du préleveur ou l'agrément de l'expert peuvent être suspendu ou retiré lorsque :

1° les conditions visées aux articles 52 et 53 ne sont pas respectées ;

2° deux avertissements ont été adressés endéans une période d'un an ;

3° lorsque les prestations fournies sont considérées par l'administration comme de qualité manifestement insuffisante ;

4° les prélèvements effectués ne sont pas effectués aux endroits identifiés par l'expert.

L'enregistrement du préleveur peut être suspendu ou retiré lorsque les conditions de son enregistrement ne sont plus réunies.

§ 3. L'Administration notifie à la personne visée à l'article 48 par envoi recommandé ou par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi, son intention de la sanctionner en précisant les éléments qui le justifient.

La personne peut faire valoir ses observations dans un délai de trente jours à dater de la notification par l'Administration de son intention de la sanctionner, et si elle le souhaite, demander à être entendu endéans ce délai.

L'Administration envoie sa décision statuant sur la suspension ou le retrait dans un délai de soixante jours à dater de la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

En cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être suspendu immédiatement, sans audition préalable de son titulaire. Dans ce cas, l'Administration précise la durée de la suspension qui ne peut être supérieure à deux mois.

En cas de retrait, aucune nouvelle demande d'enregistrement ou d'agrément ne peut être formulée dans un délai de six mois qui suivent la décision.

**Art. 55.** Un recours auprès du Ministre est ouvert aux personnes visées à l'article 48 contre la décision de suspension ou de retrait. Le requérant introduit son recours conformément à l'article 109.

Dans les nonante jours à dater de la réception du recours, le Ministre statue sur le recours.

En l'absence de décision du Ministre, le recours est réputé rejeté.

#### CHAPITRE IV. — Des obligations

##### Section 1<sup>re</sup>. — De la convention de gestion des sols

**Art. 56.** La convention de gestion des sols encadre les obligations respectives des parties au droit d'un ou plusieurs terrains et fixe la programmation des investigations et, le cas échéant, des mesures d'assainissement et d'évaluation finale, la réalisation de mesures de sécurité et de suivi.

Une convention de gestion des sols peut être conclue entre la Région wallonne, qui est représentée à cet effet par l'Administration et les parties suivantes :

1° une personne qui s'engage volontairement conformément à l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou un titulaire des obligations, pour plusieurs terrains ;

2° plusieurs personnes qui s'engagent volontairement conformément à l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou plusieurs titulaires des obligations, pour un même terrain, après concertation des titulaires ;

3° le porteur de projet qui soit s'est engagé volontairement conformément à l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou soit est titulaire des obligations, lorsque le terrain pollué ou potentiellement pollué est visé par un projet au sens de l'article D.IV.31 du CoDI, pour lequel un procès-verbal est approuvé ou réputé approuvé ;

4° les personnes qui s'engagent volontairement conformément à l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou les titulaires des obligations, lorsque la situation rencontrée comporte des éléments de nature à complexifier la mise en œuvre du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Pour les missions qui lui sont confiées, la SPAQuE peut également être partie à une convention de gestion des sols conclues entre les parties visées à l'alinéa 2.

En application de l'alinéa 2, 4°, sont considérées comme étant de nature à complexifier la mise en œuvre du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, les situations suivantes :

1° lorsqu'un établissement au sens du permis d'environnement comporte plusieurs installations ou activités présentant un risque pour le sol et que l'une des autorisations de ces installations ou activités, accessoires, faisant partie de l'établissement qui arrive à échéance et que cette échéance constitue un élément générateur au sens de l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

2° lorsque la soumission volontaire en vertu des dispositions de l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 émane d'un exploitant qui est cessionnaire de permis relatif à un établissement qui comporte une ou plusieurs activités présentant un risque pour le sol et qui se substitue aux personnes visées à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 lors de la survenance du fait générateur visé à l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

3° lorsque la soumission volontaire en vertu des dispositions de l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 émane d'une personne morale ou physique à laquelle les obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ont été transférées en vertu de l'article 31, § 7, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

4° lorsque la réalisation des obligations de l'article 19 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont mises en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé.

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Les obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 peuvent être réparties au sein de deux conventions successives qui visent respectivement :

1° uniquement la réalisation des investigations sur les terrains concernés et, le cas échéant, la réalisation de mesures de suivi ;

2° la réalisation d'un projet d'assainissement, l'exécution des mesures d'assainissement, l'évaluation finale subséquente aux mesures d'assainissement et, le cas échéant, la réalisation de mesures de sécurité.

§ 2. Lorsqu'il est fait application du paragraphe 1<sup>er</sup>, la première convention prévoit et organise les modalités de conclusions de la convention ultérieure.

La première convention de gestion des sols prend fin à l'issue de l'approbation par l'Administration de l'étude de caractérisation ou combinée portant sur l'ensemble des terrains visés.

**Art. 58.** La convention de gestion des sols indique notamment :

1° une référence au cadre juridique qu'elle vise à mettre en œuvre, ainsi que les objectifs à atteindre, en ce compris, le cas échéant, les objectifs intermédiaires ;

2° l'objet de la convention ;

3° la date d'entrée en vigueur et la durée de la convention ;

4° l'identification précise des terrains visés par la convention ;

5° le cas échéant, la désignation d'un mandataire ;

6° la programmation des investigations et, le cas échéant, les actes et travaux d'assainissement ;

7° le cas échéant, la mise en œuvre d'un comité de suivi et ses modalités de fonctionnement ;

8° les modalités relatives au suivi et modification de la programmation des investigations ;

9° les engagements des parties à la convention ;

10° les mesures en cas de non-respect des obligations et engagements ;

11° le cas échéant, les modalités de sortie ou de résiliation d'un titulaire.

Le contenu minimal de la convention visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être complété d'autres dispositions conclues entre les parties, pour autant qu'elles ne dérogent pas au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Le Ministre peut établir un ou plusieurs modèles de convention de gestion des sols.

**Art. 59.** En cas de pluralité de parties, la convention identifie le mandataire désigné par ces parties.

Ce mandataire est chargé des relations avec l'Administration et avec l'expert commun chargé des opérations d'investigations et d'assainissement.

**Art. 60. § 1<sup>er</sup>.** La demande visant la conclusion d'une convention de gestion des sols est introduite à l'Administration.

La demande comporte :

1° un document démontrant que les titulaires se trouvent dans une des situations visées à l'article 21 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et répondent aux conditions fixées dans le présent arrêté ;

2° une proposition de convention de gestion des sols, dûment complétée ;

3° les annexes à la convention reprenant à tout le moins :

a) la matrice cadastrale relative aux terrains concernés ;

b) les terrains concernés identifiés selon les références cadastrales des parcelles ou partie de parcelles concernées ou, pour les terrains non cadastrés, selon leur périmètre établi sur un plan cadastral ;

c) la programmation d'investigations et, le cas échéant, d'assainissements, avec la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements ;

4° si les titulaires ne disposent pas de droits réels sur les terrains concernés, la preuve que le projet de convention a été communiqué, aux titulaires de droits réels.

En cas de pluralités de titulaires, la demande, cosignée par tous les titulaires, est introduite par un mandataire.

§ 2. Lorsque l'Administration propose d'initiative la conclusion d'une convention, elle en informe les titulaires et sollicite les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> dans le délai qu'elle fixe en tenant compte des circonstances.

§ 3. Lorsque la SPAQuE propose d'initiative la conclusion d'une convention, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, elle en informe l'Administration et les personnes concernées. Dans les trente jours de la réception de l'information, l'Administration sollicite, auprès des personnes concernées et de la SPAQuE, dans le délai qu'elle fixe, les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 61.** Dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande de conclusion d'une convention de gestion des sols, l'Administration statue sur le caractère recevable de celle-ci.

Si la demande est incomplète, elle adresse, dans le même délai, au demandeur un relevé des documents et informations manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Dans ce cas, les demandeurs disposent de soixante jours pour fournir à l'Administration les compléments demandés. A défaut de réaction dans ce délai, la demande est réputée irrecevable.

Dans un délai de trente jours à dater de la réception des compléments demandés, l'Administration statue sur le caractère recevable de la demande. A défaut de réaction dans ce délai, la demande est réputée recevable.

Lorsque, suite à la réception des documents transmis par le demandeur, la demande est à nouveau jugée incomplète, elle est déclarée irrecevable. Dans ce cas, les délais fixés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 pour la réalisation des obligations sont immédiatement applicables à dater du lendemain du jour où la demande est déclarée irrecevable.

**Art. 62.** Dans un délai de soixante jours à dater de la décision statuant sur la recevabilité ou, à défaut, à dater du jour suivant l'expiration du délai imparti à l'Administration pour envoyer sa décision de recevabilité, l'Administration statue sur la demande de convention de gestion des sols. Lorsque l'Administration refuse de conclure une convention de gestion des sols, elle le motive et notifie sa décision au demandeur.

Les échéances fixées par le décret pour la réalisation des obligations redeviennent immédiatement applicables à dater du lendemain de la notification du refus de la conclusion de la convention.

**Art. 63.** La durée de la convention est fixée compte tenu :

1° du nombre de terrains concernés et de l'ampleur de la pollution présumée de ceux-ci ;

2° des caractéristiques des terrains concernés et de leur complexité ;

3° des caractéristiques du projet mené sur les terrains visés.

La durée assure une articulation entre la réalisation des obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et la mise en œuvre du projet mené sur les terrains visés.

La durée de la convention est prorogeable de l'accord des parties.

**Art. 64. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque les parties le jugent nécessaire, un comité de suivi est instauré. Ce comité encadre l'exécution de la convention de gestion des sols.

Le comité de suivi est composé d'un représentant de l'Administration qui en assure la présidence, et d'un représentant de chacune des autres parties à la convention. Le mandataire désigné en fait également partie.

La convention prévoit la fréquence des réunions du comité de suivi. Celui-ci se tient au moins à fréquence annuelle.

§ 2. Le comité est convoqué par le président.

Chaque partie peut solliciter auprès du président la tenue d'une réunion sur base d'un ordre du jour. Le président justifie dans un délai maximum de quinze jours la suite qu'il réserve à la demande auprès de l'ensemble des parties du comité de suivi. Le comité peut se réunir de manière électronique si l'ordre du jour le permet.

Préalablement à la tenue d'un comité de suivi, au plus tard quinze jours précédant la date fixée de la réunion, les parties ou leur mandataire envoient, par courrier électronique, au président et aux membres du comité de suivi, une proposition d'ordre du jour et un rapport d'état d'avancement des actions inhérentes à l'exécution de la convention.

§ 3. Lors des réunions du comité de suivi, les parties peuvent y inviter, d'un commun accord, des personnes disposant d'une compétence particulière ou concernées par l'exécution de la convention. Préalablement à la tenue d'un comité de suivi, les parties informent les autres membres du comité de suivi, dans un délai de dix jours précédant la réunion, de la qualité et de la nature de ces personnes. Le président se réserve le droit de ne pas en accepter la présence.

§ 4. Lors des réunions de comité de suivi, les parties ou leur mandataire rédige le procès-verbal de la réunion. Celui-ci est soumis dans les quinze jours à l'ensemble des participants pour remarques et validation. En absence de remarque dans les trente jours, le procès-verbal est accepté.

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Annuellement, au plus tard à la date anniversaire de la convention, les parties ou leur mandataire communiquent à l'Administration un rapport sur l'état d'avancement de la réalisation de la programmation des investigations et assainissements sur chaque terrain concerné, et, le cas échéant, une proposition d'actualisation des priorités et des dates de réalisation des investigations et assainissements.

Lorsqu'un comité de suivi a été institué en vertu de l'article 64, ce rapport fait l'objet d'une présentation dans le cadre d'une de ces réunions.

§ 2. La programmation des investigations et assainissements ainsi que, le cas échéant, la liste des terrains concernés peuvent être révisés de l'accord des parties conformément aux modalités prévues dans la convention.

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup>. A tout moment, une partie peut solliciter son retrait de la convention moyennant le respect d'un délai de préavis de quatre mois. La demande est introduite auprès de l'Administration par voie électronique, ou par voie recommandée.

Dans les soixante jours de la réception de la demande, l'Administration statue sur la demande. La décision est notifiée au demandeur, ainsi qu'aux autres parties.

Lorsqu'un comité de suivi a été institué en vertu de l'article 64, son avis sur le retrait de la partie est requis.

§ 2. En cas de sortie d'une des parties, le mandataire dispose d'un délai de quarante jours pour :

1° faire part à l'Administration de la volonté individuelle de chacune des parties de poursuivre ou de quitter la convention ;

2° le cas échéant, proposer une modification du programme de la convention, selon les dispositions prévues à l'article 65, § 2.

**Art. 67.** Au terme de la convention ou du préavis visé à l'article 66, ainsi qu'en cas de non-respect du programme d'investigations et d'assainissement, les délais fixés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 pour la réalisation des obligations du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 redeviennent immédiatement applicables à dater du terme de la convention ou de l'échéance du préavis susmentionné.

Sauf à ce que les parties aient convenu entre elles de modifier la convention, il est considéré qu'il y a non-respect, total ou partiel, de la convention, si les échéances qui y sont fixées ne sont pas respectées et si le titulaire contractant ou un des titulaires contractant refuse d'obtempérer à l'injonction qui lui est faite par l'Administration dans les délais qu'elle fixe, par une mise en demeure par recommandé.

#### Section 2. — De la mise en œuvre des faits générateurs

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des obligations générées à l'occasion d'une demande de permis d'urbanisme, unique ou intégré sur un terrain renseigné dans la banque de données de l'état des sols comme pollué ou potentiellement pollué

**Art. 68.** Aucune étude d'orientation n'est requise à l'occasion d'une demande de permis d'urbanisme, unique ou intégré sur un terrain renseigné dans la B.D.E.S. comme pollué ou potentiellement pollué, lorsque la demande de permis n'implique pas des actes et travaux visés à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Dans ce cas, le demandeur du permis mentionne les informations dans le formulaire accompagnant le cadre spécifique à la gestion des sols repris dans les annexes 4 à 15 de la Partie réglementaire du CoDT. Le modèle de ce formulaire est repris en annexe 8 du présent arrêté.

**Art. 69.** Aucune étude d'orientation n'est requise à l'occasion d'une demande de permis d'urbanisme, unique ou intégré sur un terrain renseigné dans la B.D.E.S. comme pollué ou potentiellement pollué, lorsque la demande de permis rencontre un des cas visés à l'article 23, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Dans ce cas, le demandeur du permis mentionne les informations dans le formulaire accompagnant le cadre spécifique à la gestion des sols repris dans les annexes 4 à 15 de la Partie réglementaire du CoDT. Le modèle de ce formulaire est repris en annexe 8 du présent arrêté.

**Art. 70.** Aucune étude d'orientation n'est requise à l'occasion d'une demande de permis d'urbanisme, unique ou intégré sur un terrain renseigné dans la B.D.E.S. comme pollué ou potentiellement pollué, lorsque les actes et travaux de nature ou d'ampleur limitée correspondent :

1° au placement d'une installation fixe non destinée à l'habitation, non ancrée ou incorporée au sol, et dont l'appui au sol assure la stabilité au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du CoDT ;

2° à la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage ou le placement d'une installation fixe incorporée au sol ou ancrée au sol au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du CoDT, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies :

a) la construction ou l'installation est non destinée à l'habitation ;

b) l'emprise au sol est inférieure à quarante mètres carrés ;

c) les actes et travaux ne nécessitent pas d'excavation de sol ;

d) aucune partie du sol n'est munie d'un revêtement imperméable dû aux travaux entrepris dans le cadre du permis ;

3° à la modification sensible du relief du sol sur une surface inférieure à quarante mètres carrés et dont la hauteur, en remblai ou en déblai, est de maximum cinquante centimètres par rapport au niveau naturel du terrain ;

4° au défrichage ou la modification de la végétation au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, du CoDT, sur une surface inférieure à vingt mètres carrés ;

5° à un boisement au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, lorsque celui-ci est destiné à établir un projet de phytomanagement dont l'objectif n'est pas un assainissement.

Le demandeur de permis qui se trouve dans l'un des cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> mentionne les informations dans le formulaire accompagnant le cadre spécifique à la gestion des sols repris dans les annexes 4 à 15 de la Partie réglementaire du CoDT. Le modèle de ce formulaire est repris en annexe 8 du présent arrêté.

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le demandeur de permis concerné par le fait générateur visé à l'article 23 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 estime pouvoir faire application d'une dérogation visée à l'article 29 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, il adresse à l'Administration une demande de dérogation préalablement au dépôt de sa demande de permis.

La demande de dérogation contient les éléments probants permettant d'établir l'application de la dérogation soulevée.

Pour les dérogations visées à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, le demandeur de permis joint à sa demande de dérogation une déclaration sur l'honneur précisant qu'il n'a pas connaissance de pollution postérieure, de pollution non investiguée ou d'élément significatif intervenu depuis la réalisation d'une étude antérieure approuvée ou, le cas échéant, de l'octroi d'une dispense. Le Ministre peut arrêter le modèle de cette déclaration sur l'honneur.

§ 2. L'Administration dispose d'un délai de soixante jours pour statuer sur la dérogation. Dans le même délai, l'Administration peut requérir des informations complémentaires auprès du demandeur. Cette demande de compléments suspend le délai d'instruction de la demande de dérogation. Le demandeur notifie à l'Administration, dans les quinze jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, les compléments demandés. Au-delà de ce délai, la demande est rejetée. Le délai recommence à courir à compter de la réception des compléments par l'Administration.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la dérogation est réputée refusée.

La décision refusant la dérogation peut faire l'objet d'un recours conformément aux articles 77 et 78 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

§ 3. Lorsque l'Administration accorde la dérogation, le demandeur de permis mentionne cette information dans le formulaire accompagnant le cadre spécifique à la gestion des sols repris dans les annexes 4 à 15 de la Partie réglementaire du CoDT. Le modèle de ce formulaire est repris en annexe 8 du présent arrêté.

En outre, il joint à sa demande de permis la décision de l'administration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La décision est datée de moins de six mois à compter du dépôt de la demande de permis.

**Art. 72.** Lorsque le demandeur d'un permis d'urbanisme, unique ou intégré sur un terrain renseigné dans la B.D.E.S. comme pollué ou potentiellement pollué n'obtient pas son permis ou renonce à le mettre en œuvre, et décide de ne pas poursuivre les investigations ou de ne pas réaliser le projet d'assainissement, il le notifie sans délai à l'Administration.

Sous-section 2. — Des obligations générées à l'occasion de l'exploitation d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol

**Art. 73.** § 1<sup>er</sup>. Aucune étude d'orientation n'est requise à l'occasion de l'exploitation d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol, lorsque l'installation ou l'activité répond à l'une des conditions suivantes :

1° le périmètre de l'établissement ou de l'activité concerné contient des parcelles pour lesquelles il est possible de démontrer qu'aucune activité ou installation présentant un risque pour le sol n'est présente, auquel cas lesdites parcelles ne doivent pas être couvertes par l'étude d'orientation ;

2° l'installation ou l'activité est ou a été confinée sans contact avec le sol, de telle manière qu'elle n'a pas pu causer une pollution du sol ;

3° les dépôts de produits repris dans la liste des installations ou activités présentant un risque pour le sol concernent uniquement des dépôts de produits en petits conditionnements aisément manipulables sans aide mécanique et le permis ou l'autorisation contient des conditions particulières liées aux bonnes pratiques en termes de stockage et de conditionnement pour lesquelles il peut être démontré que ces mesures de prévention ont été respectées sur toute la durée du permis ou de l'autorisation ;

4° dans le cas où il est démontré que l'installation ou l'activité ne fait et n'a pas fait usage de produits classés selon le Règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006, comme présentant un risque ou un danger envers la santé autre que corrosif et irritant, ou envers l'environnement autre que pour la couche d'ozone, ou que ces produits ne sont pas de nature à causer une pollution du sol ou des eaux souterraines ;

5° dans le cas où l'exploitation de l'établissement ou de l'activité concernée a toujours été régie, ou est régie depuis la délivrance d'un certificat de contrôle du sol relatif aux parcelles concernées, par un permis ou une autorisation faisant référence à des conditions sectorielles comportant des mesures de prévention spécifiquement dédiées à la protection des sols et qu'il peut être démontré que ces mesures de prévention ont été respectées sur toute la durée du permis ou de l'autorisation ;

6° dans le cas où il peut être démontré que les seuils établis dans les critères relatifs à l'installation ou l'activité présentant un risque pour le sol n'ont jamais été atteints sur toute la durée du permis ou de l'autorisation.

Lorsque l'exploitant d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol se trouve dans une des hypothèses visées à l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 estime pouvoir faire application d'une hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il le notifie à l'Administration dans les dix jours de la survenance du fait générateur. La notification contient les éléments probants, en ce compris un rapport d'un expert établissant qu'une ou plusieurs hypothèses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rencontrée.

§ 2. L'Administration dispose d'un délai de soixante jours pour marquer son éventuel désaccord sur l'application de l'article 24, § 3, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Dans le même délai, l'Administration peut requérir des informations complémentaires. Cette demande de compléments suspend le délai d'instruction de la notification. L'exploitant notifie à l'Administration, dans les quinze jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, les compléments demandés. Au-delà de ce délai, la demande est rejetée. Le délai recommence à courir à compter de la réception des compléments par l'Administration.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'application de l'article 24, § 3, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 est réputée confirmée.

La décision de désaccord visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut faire l'objet d'un recours conformément aux articles 77 et 78 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsque l'exploitant d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol compte, avant le terme de son permis ou de sa déclaration autorisant l'installation ou l'activité visée, introduire une nouvelle demande de permis ou d'autorisation ou une demande de renouvellement de son permis ou de son autorisation, il notifie à l'Administration le fait qu'il estime faire application d'une hypothèse visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette notification est introduite au plus tard nonante jours avant le dépôt de sa demande de permis ou d'autorisation ou de sa demande de renouvellement de son permis ou de son autorisation. La notification contient les éléments probants, en ce compris un rapport d'un expert établissant qu'une ou plusieurs hypothèses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rencontrée.

Le paragraphe 2 est d'application.

Lors du dépôt de sa demande de permis ou d'autorisation ou de sa demande de renouvellement de son permis ou de son autorisation, l'exploitant mentionne dans sa demande que la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> a été introduite et l'éventuelle décision de l'administration ou le fait que l'application de l'article 24, § 3, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 est réputée confirmée. Le cas échéant, il joint la décision de l'Administration à sa demande. La décision ou le fait que l'application de l'article 24, § 3, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 est réputée confirmée est daté de moins de six mois à compter du dépôt de la demande de permis.

Le Ministre peut arrêter un formulaire à joindre à la demande de permis ou d'autorisation ou à la demande de renouvellement du permis ou de l'autorisation reprenant la notification visée à l'alinéa 3.

**Art. 74.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'exploitant d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol qui se trouve dans une des hypothèses visées à l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 estime pouvoir faire application d'une dérogation visée à l'article 29 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, il adresse à l'Administration une demande de dérogation dans les dix jours de la survenance du fait générateur. La demande de dérogation contient les éléments probants permettant d'établir l'application de la dérogation soulevée.

Pour les dérogations visées à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, l'exploitant joint à sa demande de dérogation une déclaration sur l'honneur précisant qu'il n'a pas connaissance de pollution postérieure, de pollution non investiguée ou d'élément significatif intervenu depuis la réalisation d'une étude antérieure approuvée ou, le cas échéant, de l'octroi d'une dispense. Le Ministre peut arrêter le modèle de cette déclaration sur l'honneur.

§ 2. L'Administration dispose d'un délai de soixante jours pour statuer sur la demande de dérogation. Dans le même délai, l'Administration peut requérir des informations complémentaires. Cette demande de compléments suspend le délai d'instruction de la demande de dérogation. Le demandeur notifie à l'Administration, dans les quinze jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, les compléments demandés. Au-delà de ce délai, la demande est rejetée. Le délai recommence à courir à compter de la réception des compléments par l'Administration.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la dérogation est réputée refusée.

La décision refusant la dérogation peut faire l'objet d'un recours conformément aux articles 77 et 78 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'exploitant d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol compte, avant le terme de son permis ou de sa déclaration autorisant l'installation ou l'activité visée, introduire une nouvelle demande de permis ou d'autorisation ou une demande de renouvellement de son permis ou de son autorisation, il introduit sa demande de dérogation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> au plus tard nonante jours avant le dépôt de sa demande de permis ou d'autorisation ou de sa demande de renouvellement de son permis ou de son autorisation. La demande de dérogation contient les éléments probants permettant d'établir l'application de la dérogation soulevée.

Le paragraphe 2 est d'application.

Lors du dépôt de sa demande de permis ou d'autorisation ou de sa demande de renouvellement de son permis ou de son autorisation, l'exploitant mentionne dans sa demande que la décision de l'Administration portant sur sa demande de dérogation. Il joint la décision de l'Administration à sa demande. La décision de l'Administration est datée de moins de six mois à compter du dépôt de la demande de permis.

Le Ministre peut arrêter un formulaire à joindre à la demande de permis ou d'autorisation ou à la demande de renouvellement du permis ou de l'autorisation reprenant la notification visée à l'alinéa 3.

#### Sous-section 3. — Des obligations générées à l'initiative de l'Administration

**Art. 75.** En cas d'indications sérieuses qu'une pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les valeurs seuil ou les concentrations de fond lorsque ces dernières sont supérieures aux valeurs seuil, l'Administration notifie à la personne pour laquelle une désignation est envisagée, son intention de faire application des dispositions de l'article 26 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

L'Administration précise dans sa notification :

- 1° en quelle qualité de titulaire, il est envisagé de désigner cette personne ;
- 2° le périmètre du terrain concerné ;
- 3° les indications sérieuses dont elle dispose pour établir la présence ou la suspicion d'une pollution ;
- 4° le cas échéant, les mesures de suivi dont la mise en œuvre est imposée jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'étude d'orientation ;
- 5° l'obligation pour la personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> d'informer le titulaire de droits réels sur le terrain et, s'il échet, l'exploitant, simultanément à la transmission des observations visées à l'article 76.

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. La personne visée par la notification visée à l'article 75 dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la notification pour faire valoir ses observations.

Le cas échéant, il joint tout document justificatif utile de nature à établir qu'il se trouve dans un des cas visés à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou 29 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

A peine d'irrecevabilité de ses observations, la personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en informe simultanément le titulaire de droits réels sur le terrain et, s'il échet, l'exploitant et en apporte la preuve à l'Administration.

§ 2. L'Administration statue sur les observations fournies et notifie à la personne sa décision motivée au sens de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

L'Administration adresse une copie de la décision au titulaire de droits réels du terrain et, s'il échet, à l'exploitant.

§ 3. En l'absence d'observation transmise dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la notification de l'Administration vaut décision motivée au sens de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Dans ce cas, le délai pour introduire l'étude d'orientation prend cours le jour suivant l'expiration du délai visé.

## Section 3. — Des dispenses

**Art. 77.** L'Administration peut dispenser, totalement ou partiellement, le titulaire des obligations d'introduire une étude d'orientation ou une étude de caractérisation lorsque :

1° une impossibilité technique et définitive empêche irrémédiablement la réalisation complète ou partielle des investigations nécessaires ;

2° les objectifs et le contenu de l'étude d'orientation sont rencontrés par une étude d'incidence, une étude indicative ou dans le cadre de toute autre étude de la qualité du sol ;

3° les objectifs de l'étude de caractérisation sont rencontrés au terme des investigations liées spécifiquement à la phase d'orientation et qu'une seconde phase d'investigation n'est pas nécessaire ou sont rencontrés par une étude d'incidence, une étude indicative ou dans le cadre de toute autre étude de la qualité du sol.

Dans le cas où la pollution du sol ou de l'eau souterraine s'étend en dehors du périmètre des parcelles faisant initialement l'objet de l'étude, si une impossibilité liée à un droit d'accès empêche, en dehors des limites du terrain, la réalisation complète ou partielle des investigations nécessaires sur ces autres parcelles, l'Administration peut dispenser le titulaire des obligations d'introduire l'étude d'orientation ou l'étude de caractérisation pour ce qui concerne ces parcelles en dehors du périmètre initial. Le titulaire des obligations fournit un document permettant de démontrer que le titulaire de droits réels du terrain concerné qui a refusé l'accès a pris connaissance des dispositions de l'article 7 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et que le terrain fait l'objet d'un refus d'accès exprès ou tacite.

**Art. 78.** Toute personne visée à l'article 26 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 qui peut présenter un intérêt peut adresser à l'Administration, dans les trente jours à dater de l'élément générateur de l'obligation visée, une demande de dispense dans les mêmes conditions que le titulaire des obligations. Il joint à sa demande les pièces justificatives et preuves nécessaires.

**Art. 79.** L'Administration notifie au demandeur sa décision dans les trente jours à dater de la réception de la demande de dispense.

La décision expose les motifs pour lesquels elle considère qu'une étude d'orientation ou une étude de caractérisation n'est pas nécessaire et précise si les articles 47 et suivants du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont d'application et, le cas échéant, les conditions liées à cette dispense.

En l'absence de notification dans ce délai, la demande est réputée refusée et les échéances prévues pour la réalisation des obligations générées sont applicables. Dans ce cas, le délai prend cours le jour suivant l'expiration du délai visé.

La décision refusant la dispense peut faire l'objet d'un recours conformément aux articles 77 et 78 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

## CHAPITRE V. — Du déroulement des investigations et de l'assainissement des terrains

Section 1<sup>re</sup>. — Du Code wallon de bonnes pratiques

**Art. 80.** La réalisation des études d'orientation, de caractérisation, combinée, du projet d'assainissement et de l'évaluation finale respectent les règles minimales suivantes :

1° l'utilisation et le respect des concepts définis au sein d'un glossaire ;

2° le recours à des stratégies d'échantillonnage et d'analyse définies en fonction de l'historique du terrain, de caractéristiques des sources potentielles de pollutions, des polluants pertinents et d'un paquet standard d'analyses à appliquer sur un nombre d'échantillons défini sur base de critères objectifs ;

3° la recherche des données à caractère administratif, environnemental et technique nécessaires à la mise en œuvre des investigations et, le cas échéant, à l'évaluation des risques et l'assainissement des pollutions ;

4° la mise en œuvre de méthodologies permettant de rencontrer les objectifs fixés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 pour les études d'orientation, de caractérisation et combinées, les projets d'assainissement, les actes et travaux d'assainissement et les évaluations finales ;

5° la définition du type d'usage à considérer et des scénarios qui trouvent à s'appliquer dans l'étude de risques en fonction de la situation de fait et de droit, actuelle ou future du terrain lorsque celle-ci est connue ;

6° l'interprétation des résultats en application des dispositions légales en vigueur et en termes d'évaluation des risques de menace grave pour la santé humaine, les eaux souterraines et l'environnement ;

7° l'utilisation des meilleures techniques disponibles dans la détermination du processus d'assainissement ;

8° la justification de la suffisance des investigations réalisées eu égard aux objectifs fixés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 et l'argumentation de l'adéquation de tout choix opéré pour atteindre ces objectifs ;

9° le respect, dans le cadre du rapportage, d'une table des matières structurée portant également sur les annexes et les cartes et les plans, visant à harmoniser la présentation des rapports et en faciliter l'instruction par l'Administration ;

10° la transmission des données et des dossiers à l'Administration selon les modalités qu'elle détermine ;

11° le recours à des procédures techniques spécifiques et simplifiées pour ce qui concerne les investigations et analyses de risques relatives aux remblais.

Les règles minimales visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont précisées dans le CWBP.

**Art. 81.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration élabore le CWBP qui comprend de manière détaillée, les procédures techniques et les modalités auxquelles satisfont les études d'orientation, de caractérisation et combinées, les projets d'assainissement et les actes et travaux d'assainissement.

Le CWBP précise les règles minimales sous forme de guides de référence, à savoir au minimum :

1° un glossaire reprenant les concepts employés au sein des différents guides ainsi qu'une liste des acronymes couramment utilisés ;

2° un guide de référence pour l'étude d'orientation ;

3° un guide de référence pour l'étude de caractérisation ;

4° un guide de référence pour l'étude combinée;

5° un guide de référence pour l'étude de risques ;

6° un guide de référence pour le projet d'assainissement ;

7° un guide de référence pour le projet d'assainissement dans le cadre d'une procédure accélérée d'assainissement ;

8° un guide de référence pour l'évaluation finale ou une section équivalente dans un guide de référence pour l'évaluation finale pour ce qui concerne l'expertise et le rapportage à l'issue de la réalisation des mesures de gestion immédiates. A défaut de ce guide, le guide de référence pour l'évaluation finale est d'application.

Les principaux éléments à prendre en considération pour l'établissement des guides de référence sont détaillés en annexe 9. Cette annexe fixe également la structure et le contenu des rapports qui s'imposent aux experts dans le cadre de leur mission.

L'Administration développe les guides en respectant les principes de proportionnalité et de transparence et en étant en accord avec l'état de l'art. Les guides sont révisés régulièrement.

§ 2. L'Administration peut compléter le CWBP par d'autres guides de référence ou techniques permettant de faciliter et de formaliser la mise en œuvre des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, notamment :

1° des lignes directrices pour l'établissement de statistiques ;

2° un guide de référence pour les activités ou installations historiques ;

3° des guides de référence ou techniques concernant, les sédiments, les réservoirs et les intrants sur ou dans les sols ;

4° des guides de référence en rapport avec la protection des sols, la lutte et la remédiation des altérations de la qualité du sol ;

5° un guide de référence pour les investigations et l'assainissement des pollutions liées aux citernes à mazout domestiques de moins de 25.000 litres ;

6° un guide de référence pour l'assainissement et les techniques d'assainissement.

§ 3. Le CWBP est disponible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

**Art. 82.** Le CWBP peut renseigner des outils pour servir la mise en œuvre des méthodologies préconisées.

#### *Section 2. — Du Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyses*

**Art. 83.** Les méthodes de prélèvement et d'échantillonnage, de conservation, de prétraitement et d'analyse des échantillons ainsi que les procédures analytiques permettant de déterminer entre autres les teneurs en polluants dans les sols respectent les règles minimales suivantes :

1° se référer à des méthodes de référence pour la réalisation des prélèvements, des échantillons et des analyses, ainsi que toutes les opérations connexes s'y rapportant ;

2° s'appuyer sur des méthodes d'échantillonnage et d'analyses spécifiques et simplifiées pour ce qui concerne les remblais ;

3° se référer à un index des méthodes de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse ainsi que de toutes les opérations s'y rapportant ;

4° se référer, le cas échéant, à des méthodes jugées équivalentes par l'Administration sur base de critères objectifs.

**Art. 84.** § 1<sup>er</sup>. Le CWEA précise les règles minimales visées à l'article 83, en regroupant notamment les méthodes de références qui y sont visées, et identifie les types de matrices auxquelles sont applicables ces méthodes de référence.

Le CWEA précise clairement les types de matrices auxquelles sont applicable les méthodes de référence y contenues.

Le CWEA peut notamment :

1° fixer des lignes directrices pour l'interprétation des résultats et imposer des grilles d'interprétation ;

2° fixer des lignes directrices pour l'établissement de statistiques ;

3° fixer les critères pour établir l'équivalence entre les méthodes du CWEA et les méthodes alternatives proposées par les experts ou laboratoires ;

4° imposer les modèles et modalités à respecter pour les bulletins de prélèvement et d'analyse, les bulletins de saisie d'information, les rapports ou tableurs à fournir dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

5° définir des champs d'application spécifiques pour des méthodes et appareils d'investigation.

§ 2. Le Ministre approuve le CWEA et ses révisions sur base des propositions de l'Administration et de l'ISSEp. Il fixe la date de son entrée en vigueur.

§ 3. Le CWEA est disponible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

#### *Section 3. — De la réalisation des études d'orientation, des études de caractérisation et des études combinées*

##### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Du contenu et des modalités de transmission des données et documents à l'Administration*

**Art. 85.** L'étude d'orientation contient au minimum les éléments suivants :

1° l'identification et la localisation des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

2° les extraits certifiés conformes des plans et matrices cadastraux récents ;

3° l'identification du titulaire de l'obligation et de sa qualité, et, le cas échéant, des propriétaires et des exploitants des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

4° l'identification de la présence ou de l'absence, d'une zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine, de terrains situés dans un site Natura 2000 et terrains bénéficiant d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

5° l'identification de l'affectation au plan de secteur des parcelles faisant l'objet de l'étude, de leurs utilisations actuelles et projetées et de leurs types d'usage ;

6° l'identification des situations de droit et de fait des parcelles adjacentes aux parcelles faisant l'objet de l'étude ;

7° l'identification et l'inventaire de toutes les sources potentielles de pollution présentes au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude, actuelles ou historiques ;

8° les descriptions lithologiques des forages réalisés dans le cadre de l'étude et les bulletins de prélèvements des échantillons du sol et de l'eau souterraine ;

9° la démonstration de l'atteinte des objectifs de l'étude d'orientation dans le cas de la mise en œuvre d'une stratégie dérogatoire aux stratégies définies dans le CWBP ;

10° la démonstration de l'investigation de toutes les sources potentielles de pollution identifiées au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude, y inclus l'analyse des polluants pertinents y relatifs ;

11° s'il échet, l'évaluation de la pertinence des données analytiques issues d'études antérieures disponibles et, le cas échéant, leur valorisation dans le cadre de l'étude d'orientation ;

12° l'interprétation des résultats ;

13° la comparaison des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine avec les normes du décret en ce qui concerne les polluants y normés ;

14° le modèle conceptuel du site sous la forme soit d'un texte structuré de manière uniforme pour chaque zone du terrain, soit d'un tableau synoptique, accompagné d'une représentation schématique ;

15° les conclusions opérationnelles ;

16° le cas échéant, les éléments probants permettant de solliciter une dérogation en vertu de l'article 30 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ou une dispense prévue à l'article 77.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 12°, la comparaison est présentée dans les tableaux de synthèse des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine dont le formalisme et les informations devant y figurer pour chaque échantillon analysé sont précisés dans le CWBP.

**Art. 86.** L'étude de caractérisation contient au minimum les éléments suivants :

1° la confirmation ou, le cas échéant, l'actualisation des éléments visés à l'article 85, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5° ;

2° les descriptions lithologiques des forages réalisés dans le cadre de l'étude et les bulletins de prélèvements des échantillons du sol et de l'eau souterraine ;

3° la démonstration de l'atteinte des objectifs de l'étude de caractérisation dans le cas de la mise en œuvre d'une stratégie dérogatoire aux stratégies définies dans le CWBP ;

4° l'investigation des pollutions présentes au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude et mises en évidence au stade de l'étude d'orientation ;

5° la caractérisation des pollutions présentes au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude, et dont l'origine est une source potentielle de pollution présente sur ces dites parcelles, pour les types d'usage définis comme pertinents ;

6° s'il échet, la caractérisation d'un remblai pollué présent au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

7° la délimitation des taches de pollution dont l'origine est une source potentielle de pollution présente au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

8° l'évaluation de l'impact des pollutions du sol sur le terrain voisin en regard des types d'usage de la parcelle voisine concernée ;

9° la comparaison des résultats d'analyses de sol pour tous les types d'usage définis comme pertinents ;

10° la comparaison des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine avec les normes du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 en ce qui concerne les polluants y normés ;

11° le modèle conceptuel du site sous la forme soit d'un texte structuré de manière uniforme pour chaque zone du terrain, soit d'un tableau synoptique, accompagné d'une représentation schématique ;

12° les volumétries des pollutions du sol et de l'eau souterraine ;

13° les concentrations représentatives relatives à chaque pollution détectée ;

14° la qualification des pollutions en pollution historique, nouvelle ou mixte et leur justification ;

15° le cas échéant, l'étude de risques, tenant compte des bases d'évaluation considérées comme pertinentes ;

16° l'interprétation des résultats en lien avec la menace grave et la nécessité d'assainir ;

17° les conclusions opérationnelles et additionnelles ;

18° le cas échéant, les éléments probants permettant de solliciter une dérogation en vertu de l'article 30 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, la délimitation est réalisée, le cas échéant, en dehors de limites du terrain, dans le cas où la pollution du sol ou de l'eau souterraine s'étend en dehors du périmètre des parcelles faisant l'objet de l'étude.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, la comparaison est présentée dans les tableaux de synthèse des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine dont le formalisme et les informations devant y figurer pour chaque échantillon analysé sont précisés dans le CWBP.

**Art. 87.** L'étude combinée contient au minimum les éléments suivants :

1° l'identification et la localisation des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

2° les extraits originaux certifiés conformes des plans et matrices cadastraux récents ;

3° l'identification du titulaire de l'obligation et de sa qualité, et, le cas échéant, des propriétaires et des exploitants des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

4° l'identification de la présence ou de l'absence, d'une zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine, de terrains situés dans un site Natura 2000 et terrains bénéficiant d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

5° l'identification de l'affectation au plan de secteur des parcelles faisant l'objet de l'étude, de leurs utilisations actuelles et projetées et de leurs types d'usage tels que définis dans le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

6° l'identification des situations de droit et de fait des parcelles adjacentes aux parcelles faisant l'objet de l'étude ;

7° l'identification et l'inventaire de toutes les sources potentielles de pollution présentes au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude, actuelles ou historiques ;

8° les descriptions lithologiques des forages réalisés dans le cadre de l'étude et les bulletins de prélèvements des échantillons du sol et de l'eau souterraine ;

9° la démonstration de l'investigation de toutes les sources potentielles de pollution identifiées au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude, y inclus l'analyse des polluants pertinents y relatifs ;

10° s'il échet, l'évaluation de la pertinence des données analytiques issues d'études antérieures disponibles et, le cas échéant, leur valorisation dans le cadre de l'étude d'orientation ;

11° la démonstration de l'atteinte des objectifs de l'étude de caractérisation dans le cas de la mise en œuvre d'une stratégie dérogatoire aux stratégies définies dans le CWBP ;

12° l'interprétation des résultats ;

13° la comparaison des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine avec les normes du décret en ce qui concerne les polluants y normés ;

14° le modèle conceptuel du site sous la forme soit d'un texte structuré de manière uniforme pour chaque zone du terrain, soit d'un tableau synoptique, accompagné d'une représentation schématique ;

15° l'investigation des pollutions présentes au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

16° la caractérisation des pollutions présentes au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude, et dont l'origine est une source potentielle de pollution présente sur ces dites parcelles, pour les types d'usage définis comme pertinents ;

17° s'il échet, la caractérisation d'un remblai pollué présent au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

18° la délimitation des taches de pollution dont l'origine est une source potentielle de pollution présente au droit des parcelles faisant l'objet de l'étude ;

19° l'évaluation de l'impact des pollutions du sol sur le terrain voisin en regard des types d'usage de la parcelle voisine concernée ;

20° la comparaison des résultats d'analyses de sol pour tous les types d'usage définis comme pertinents ;

21° la comparaison des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine avec les normes du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 en ce qui concerne les polluants y normés ;

22° le modèle conceptuel du site sous la forme soit d'un texte structuré de manière uniforme pour chaque zone du terrain, soit d'un tableau synoptique, accompagné d'une représentation schématique ;

23° les volumétries des pollutions du sol et de l'eau souterraine ;

24° les concentrations représentatives relatives à chaque pollution détectée ;

25° la qualification des pollutions en pollution historique, nouvelle ou mixte et leur justification ;

26° le cas échéant, l'étude de risques, tenant compte des bases d'évaluation considérées comme pertinentes ;

27° l'interprétation des résultats en lien avec la menace grave et la nécessité d'assainir ;

28° les conclusions opérationnelles et additionnelles ;

29° le cas échéant, les éléments probants permettant de solliciter une dérogation en vertu de l'article 30 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 18°, la délimitation est réalisée, le cas échéant, en dehors des limites du terrain, dans le cas où la pollution du sol ou de l'eau souterraine s'étend en dehors du périmètre des parcelles faisant l'objet de l'étude.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 20°, la comparaison est présentée dans les tableaux de synthèse des résultats d'analyses du sol et de l'eau souterraine dont le formalisme et les informations devant y figurer pour chaque échantillon analysé sont précisés dans le CWBP.

**Art. 88.** L'étude d'orientation, de caractérisation ou combinée, l'état d'avancement des actes et travaux et l'évaluation finale sont introduits en deux exemplaires sur support papier accompagnés d'une version complète sur support informatique.

Le projet d'assainissement est introduit en quatre exemplaires sur support papier accompagnés d'une version complète sur support informatique.

La structure des rapports respecte la table des matières standardisée disponible dans le CWBP.

**Art. 89.** Le Ministre fixe les modalités de transmission des documents communiqués à l'Administration. Il peut en outre :

1° répartir le contenu des études entre la version papier et la version informatique ;

2° imposer l'utilisation de formulaires informatisés et fixer les modalités de transmission de ceux-ci ;

3° autoriser de remplacer les exemplaires sur support papier par un seul envoi sous format électronique.

#### Sous-section 2. — Des critères de non-conformité

**Art. 90.** Les décisions de l'Administration portant sur les études d'orientation, de caractérisation ou combinée peuvent conclure à une non-conformité dans les situations suivantes :

1° les méthodologies développées dans le CWBP et son contenu ne sont pas respectées, sans argumentation ;

2° les prescriptions du CWEA ne sont pas respectées ;

3° aucune donnée relative à un ou plusieurs éléments essentiels n'est fournie ou des données imprécises ou erronées y relatives sont fournies, ne permettant pas de rencontrer les objectifs définis par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

4° pour ce qui concerne les études d'orientation, les conclusions opérationnelles sont absentes ou incohérentes avec l'interprétation des résultats ;

5° pour ce qui concerne les études de caractérisation ou combinées, les conclusions opérationnelles sont absentes ou incohérentes avec le type de pollution rencontré et les conclusions de l'étude de risques.

## Sous-section 3. — De l'absence de valeurs déterminées pour un polluant

**Art. 91.** Lorsque, dans le cadre d'une étude d'orientation, d'une étude de caractérisation ou d'une étude combinée, le terrain présente un polluant pour lequel aucune valeur seuil n'a été déterminée conformément à l'article 9 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, l'Administration établit la valeur seuil pour ce polluant dans sa décision statuant sur l'étude visée ou, préalablement, sur demande de l'expert.

Pour établir cette valeur seuil, l'Administration sollicite l'avis de l'ISSeP et de la SPAQuE. Ces instances remettent leur avis endéans les trente jours à compter de la demande d'avis adressée par l'Administration.

En cas de demande formulée par un expert, dans les dix jours de la réception de l'avis de l'ISSeP et de la SPAQuE, l'Administration notifie la décision à l'expert.

## Section 4. — Du projet d'assainissement

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. Dans la décision qu'elle prend en statuant sur le caractère complet et recevable du projet d'assainissement, l'administration expose explicitement les obligations visées aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. L'annonce de projet s'effectue par l'apposition d'un avis indiquant qu'un projet d'assainissement a été introduit auprès de l'Administration.

L'avis est affiché par le demandeur sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, le lendemain du jour où il prend connaissance du caractère complet et recevable du projet d'assainissement ou le lendemain du jour où le projet d'assainissement est déclaré recevable par défaut. L'affichage s'opère pour une durée de trois semaines.

Dans le même délai et pour la même durée, l'administration communale affiche l'avis aux endroits habituels d'affichage. Elle peut le publier sur son site internet.

§ 3. Le demandeur est responsable de l'affichage de l'avis sur son terrain et de son maintien en bon état pendant la période de trois semaines.

§ 4. L'avis comporte au minimum une description des caractéristiques essentielles du projet d'assainissement, la période durant laquelle les réclamations et observations peuvent être envoyées au collège ainsi que les jours, heures et lieu où toute personne peut consulter le dossier. Le dossier soumis à annonce de projet peut être consulté gratuitement à l'administration communale, aux heures d'ouverture des bureaux.

§ 5. Toute personne peut obtenir des explications relatives au projet d'assainissement auprès de la personne désignée à cette fin par le collège communal concerné.

Les réclamations et observations sont adressées au collège communal pendant la période de quinze jours déterminée dans l'avis. L'affichage est réalisé au plus tard cinq jours avant la période durant laquelle les réclamations et observations peuvent être envoyées au collège communal.

§ 6. Le collège communal de chaque commune où une annonce de projet a été organisée envoie à l'Administration, dans les dix jours de la clôture de l'annonce de projet, les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D. 29-19 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

**Art. 93.** Par dérogation à l'article 92, l'article 68, § 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 est applicable au projet d'assainissement introduit selon les dispositions de l'article 68, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

**Art. 94.** Lorsqu'elle approuve le projet d'assainissement, l'Administration détermine si la remise d'un document relatant l'état d'avancement est nécessaire. Dans ce cas, l'Administration en détermine le contenu et les échéances auxquelles ce document est présenté à l'Administration.

Le document relatant l'état d'avancement est transmis à l'Administration par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine.

## Section 5. — De l'évaluation finale

**Art. 95.** § 1<sup>er</sup>. Au terme d'une évaluation finale réalisée par un expert dans le cadre d'une contre-expertise ordonnée par l'Administration qui confirme les conclusions d'une première évaluation finale, le titulaire sollicite, auprès de l'Administration, le remboursement des frais inhérent à la contre-expertise par envoi recommandé ou par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi.

La demande de remboursement comprend :

- 1° les factures originales liées à la contre-expertise ou une copie certifiées conforme de celles-ci ;
- 2° le numéro de compte et la mention du nom de la personne titulaire du compte sur lequel le remboursement doit être effectué ;
- 3° la preuve du paiement des factures visées au 1°.

En application de l'alinéa 2, 1°, les factures fournies permettent d'identifier clairement l'évaluation finale réalisée dans le cadre de la contre-expertise.

§ 2. L'Administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande de remboursement dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande de remboursement.

Si la demande est incomplète, l'Administration indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de l'envoi pour fournir à l'Administration les compléments demandés.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, l'Administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'Administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable. Si la demande est irrecevable, l'Administration indique au demandeur, les motifs de l'irrecevabilité.

Si l'Administration n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus, la demande est considérée comme recevable et l'instruction est poursuivie.

§ 3. L'Administration procède au remboursement dans un délai de soixante jours à dater de l'envoi de la décision attestant du caractère recevable de la demande de remboursement ou, à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

*Section 6. — Du certificat de contrôle du sol*

**Art. 96.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration attribue un certificat de contrôle du sol en référence à une parcelle.

Le certificat de contrôle du sol contient au minimum les informations suivantes :

1° le type de procédure au terme de laquelle est délivré le certificat, notamment par la référence aux études d'orientation, de caractérisation ou combinée, au projet d'assainissement, à l'évaluation finale des actes et travaux d'assainissement, à l'évaluation finale consécutive aux mesures de gestion immédiate ou l'évaluation finale d'actes et travaux d'assainissement confiés à la SPAQuE ;

2° la portée du certificat en termes d'emprise, de paramètres ainsi que les conditions de validité du certificat ;

3° l'identification et la localisation de la parcelle concernée complétée, le cas échéant, des références cadastrales ;

4° le ou les types d'usages compatibles en fonction de l'état du terrain au terme des études ou des actes et travaux d'assainissement ;

5° le cas échéant, les données relatives aux pollutions résiduelles définies sur base du type d'usage considéré ;

6° la description des mesures de sécurité et, le cas échéant, l'identité, les coordonnées et la qualité du titulaire à qui incombe la charge de ces mesures ;

7° la date de délivrance du certificat ;

8° un plan à l'échelle adéquate identifiant la localisation de la parcelle concernée et, le cas échéant, de la ou des zones concernées par le certificat au sein de la parcelle, l'étendue des pollutions résiduelles ainsi que les contraintes relatives aux mesures de sécurité.

§ 2. Le certificat de contrôle du sol peut être actualisé d'initiative par l'Administration, ou sur proposition de tout utilisateur concerné sur base d'un rapport élaboré par un expert, lorsque les éléments visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, sont modifiés, notamment lors de travaux ou en cas d'éléments nouveaux apparus après la délivrance du certificat, ou lorsque les mesures de sécurité visées dans le certificat sont obsolètes.

Les mutations parcellaires ainsi que les opérations réalisées sur base de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ne donnent pas lieu à une révision du certificat.

*Section 7. — Des hypothèses de concertations**Sous-section 1<sup>re</sup>. — De la concertation en cas de pluralité de titulaires*

**Art. 97.** § 1<sup>er</sup>. A la demande conjointe de plusieurs titulaires ou si elle l'estime nécessaire, l'Administration organise une réunion de concertation. Cette réunion a pour objet de permettre aux titulaires concernés de coordonner leurs actions en vue :

1° de mener des opérations d'investigation communes ;

2° d'introduire conjointement les études ;

3° le cas échéant, de déposer un projet d'assainissement commun ;

4° et, le cas échéant, d'établir une convention de gestion des sols.

§ 2. L'Administration convoque à la première réunion de concertation les titulaires concernés au minimum quinze jours avant sa tenue.

L'Administration dresse procès-verbal de la première réunion de concertation et le transmet aux titulaires dans les trente jours de la réunion. Ceux-ci disposent de quinze jours pour adresser leurs remarques à l'Administration. L'Administration adapte, s'il échet, le procès-verbal aux remarques qu'elle juge pertinente et transmet dans les quinze jours le procès-verbal définitif.

§ 3. Lors de la première réunion ou dans les quarante-cinq jours suivant cette réunion, les titulaires désignent un mandataire chargé des relations avec l'Administration et transmettent à cette dernière les coordonnées dudit mandataire et, s'il échet, le contenu de son mandat.

§ 4. En accord avec l'Administration, le mandataire convoque les autres réunions, propose un ordre du jour et assure la rédaction des procès-verbaux qu'il soumet à la validation des autres titulaires et de l'Administration dans les mêmes délais que ceux fixés au paragraphe 2.

*Sous-section 2. — De la concertation entre l'Administration et les instances consultées*

**Art. 98.** § 1<sup>er</sup>. A la demande d'une ou plusieurs instances consultées ou si elle l'estime nécessaire, l'Administration organise une réunion de concertation.

La demande de réunion de concertation émanant de l'Administration est formulée en même temps que la demande d'avis qu'elle sollicite auprès des différentes instances qu'elle désigne.

La demande de réunion de concertation émanant d'une instance d'avis est formulée auprès de l'Administration dans un délai de quinze jours à dater de la demande d'avis.

§ 2. La demande comporte :

1° trois propositions de dates de réunion dans les quinze jours qui suivent sa demande ;

2° les points à aborder lors de la réunion de concertation ;

3° les coordonnées de la personne de contact chargée de participer à la réunion de concertation.

§ 3. L'Administration convoque la réunion de concertation par voie électronique. Elle en informe toutes les instances d'avis, ainsi que les communes concernées.

CHAPITRE VI. — *Des subventions**Section 1<sup>re</sup>. — De l'objet et des conditions d'octroi de la subvention*

**Art. 99.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer des subventions, dans les conditions définies par le présent chapitre, pour la réalisation d'une étude d'orientation, une étude de caractérisation ou une étude combinée.

**Art. 100.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur de la subvention répond aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être une personne physique ou une personne morale de droit public ou privé ;
- 2° ne pas être désigné comme titulaire d'obligation en qualité d'auteur ou d'auteur présumé ;
- 3° être la personne à qui est adressée la facture de l'étude de sol réalisée.

§ 2. Si le demandeur est une entreprise, elle correspond à la définition d'une micro, petite ou moyenne entreprise telle que visée à l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

§ 3. Si le demandeur est une personne morale, cette dernière répond aux conditions cumulatives complémentaires suivantes :

- 1° la personne morale n'est pas faillie, saisie ou en règlement collectif de dettes ;
- 2° la personne morale n'a pas fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'une procédure de réorganisation judiciaire dans les cinq ans précédant la demande ;
- 3° la personne morale est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

**Art. 101.** L'étude de sols, pour laquelle une demande de promesse de subventionnement est introduite conformément à l'article 104, concerne une pollution historique ou une pollution mixte principalement générée avant la date du 30 avril 2007.

**Art. 102.** Le terrain concerné par la demande de subvention est, au moment où la demande est introduite conformément à l'article 104, repris dans la B.D.E.S. et est concerné par des informations de nature strictement indicative ou ayant fait l'objet d'un transfert en données de catégorie 1 conformément à l'article 7.

**Art. 103.** Le montant de la subvention correspond à soixante pour cent du montant de l'étude plafonné à :

- 1° 5.000 euros par étude d'orientation ou de caractérisation ;
- 2° 8.000 euros par étude combinée.

Si le demandeur n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, le montant de la subvention est calculé sur base du montant de l'étude incluant la taxe sur la valeur ajoutée.

*Section 2. — De la procédure d'octroi de la subvention*

**Art. 104.** Une demande de promesse de subvention est introduite préalablement à la réalisation d'une étude pouvant faire l'objet d'une subvention. La demande de promesse de subvention est introduite auprès de l'Administration, suivant les modalités qu'elle détermine, au moyen du formulaire, dûment rempli, dont le modèle est arrêté par le Ministre. Le formulaire est accessible sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

La demande de promesse comprend :

- 1° le formulaire dûment complété, daté et signé ;
- 2° une copie de la carte d'identité du demandeur ou pour les personnes morales, une copie de la carte d'identité du gérant ou de toute autre personne mandatée pour représenter la personne morale ;
- 3° si le demandeur est une personne morale, elle fournit une déclaration sur l'honneur mentionnant que l'aide sollicitée ne porte pas sur le montant des aides déjà accordées sous ce régime ou sous le régime d'une autre législation, à un montant supérieur à 200.000 euros sur une période de trois ans calculée conformément au Règlement de minimis ;
- 4° un engagement à faire réaliser l'étude visée par la demande dans les neuf mois de la notification de la promesse de subvention.

**Art. 105.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande de promesse de subvention n'est pas complète, l'Administration demande des compléments au demandeur dans un délai de trente jours. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de l'envoi pour fournir à l'Administration les compléments demandés.

Suite à la réception des compléments ou lorsque la demande de promesse de subvention est complète, le Ministre notifie au demandeur, par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine, dans un délai de nonante jours à dater de la réception de la demande complète, sa décision :

- 1° d'octroyer une promesse de subvention ;
- 2° de ne pas octroyer de promesse si les conditions ne sont pas remplies ;
- 3° de reporter l'examen de l'octroi de la subvention lorsque le budget annuel est épuisé.

Lorsque le Ministre décide d'octroyer la promesse de subvention, il confère un numéro d'ordre à la demande.

§ 2. L'étude de sols visée par la promesse de subvention est réalisée dans les six mois de la notification de la promesse de subvention.

Lorsque l'étude de sols n'est pas réalisée endéans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la promesse de subvention est caduque.

**Art. 106.** Postérieurement à la réalisation de l'étude de sols visée par la promesse de subvention, la demande formelle de subvention est introduite par envoi recommandé ou par voie électronique à l'Administration et est composée des éléments suivants :

- 1° une copie certifiée conforme de la facture relative à la réalisation de l'étude de sol faisant l'objet de la demande de subvention, établie au nom du demandeur, datée et signée par l'expert qui a réalisé l'étude de sol ;
- 2° une copie de la décision d'approbation de l'étude de l'Administration ou le numéro de référence unique ;

3° une preuve de paiement de la facture, datée et signée ;

4° une preuve que l'étude de sols visée a été réalisée dans les six mois de la notification de la promesse.

**Art. 107.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande formelle de subvention n'est pas complète, l'Administration demande des compléments au demandeur dans un délai de trente jours. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de l'envoi pour fournir à l'Administration les compléments demandés.

Suite à la réception des compléments ou lorsque la demande de subvention est complète, le Ministre notifie au demandeur, par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine, dans un délai de nonante jours à dater de la réception de la demande complète, sa décision :

1° d'octroyer définitivement la subvention ;

2° de ne pas octroyer la subvention si les conditions ne sont pas remplies ;

3° de reporter l'examen de l'octroi de la subvention lorsque le budget annuel est épuisé.

§ 2. En cas d'octroi, le Ministre notifie au demandeur l'octroi de la subvention et en précise le montant.

Les subventions sont octroyées dans la limite des budgets disponibles en suivant l'ordre conféré aux demandes.

Les subventions sont versées aux demandeurs dans un délai de trente jours à dater de la notification d'octroi.

§ 3. En cas de report, le Ministre notifie au demandeur le report de l'octroi de la subvention sous réserve de crédits budgétaires disponibles. Dans ce cas, la demande conserve le numéro d'ordre qui lui a été conféré.

§ 4. En cas de refus, le Ministre notifie au demandeur le refus d'octroyer la subvention et motive sa décision.

#### Section 3. — Du contrôle de la subvention

**Art. 108.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration peut procéder à des vérifications sur les informations transmises par le demandeur de la subvention jusqu'à deux ans après le versement du montant de la subvention.

§ 2. Si l'Administration constate que les éléments décrits dans la demande sont erronés ou ont été modifiés, elle met le demandeur en demeure, lorsque cela est possible, de régulariser sa demande et de lui transmettre les informations manquantes dans un délai de trente jours.

A défaut pour le demandeur de donner suite à la mise en demeure ou lorsqu'une régularisation n'est pas possible, le Ministre peut notifier au demandeur une décision motivée de remboursement de tout ou partie des montants perçus. Ce remboursement est sans préjudice d'autres poursuites éventuelles.

#### CHAPITRE VII. — Des recours

**Art. 109.** § 1<sup>er</sup>. Le recours visé aux articles 77 et 78 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 est introduit auprès de l'Administration.

§ 2. Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

1° les nom, prénom et adresse du requérant ;

2° si le requérant est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours ;

3° les références, l'objet et la date de la décision attaquée ;

4° l'identité et les coordonnées des titulaires de droit réels du terrain, s'ils diffèrent du requérant ;

5° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée ;

6° la copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit du droit de dossier.

§ 3. L'Administration sollicite l'avis des instances, administrations et autorités qu'elle juge nécessaire de consulter.

Ces instances, administrations et autorités envoient à l'Administration leur avis par envoi recommandé avec accusé de réception ou par tout autre procédé conférant date certaine dans un délai de quarante jours à dater de leur saisine.

§ 4. L'Administration envoie au Ministre le recours introduit, ainsi qu'un projet de décision dans un délai de septante jours à dater de la réception du recours.

Simultanément à l'envoi de la décision, le Ministre envoie une copie de sa décision :

1° à l'Administration ;

2° aux autorités et administrations qui ont émis un avis dans le délai imparti au cours de la procédure de recours ;

3° aux propriétaires du terrain concerné si ceux-ci ne sont pas le requérant ;

4° à l'exploitant si celui-ci n'est pas le requérant ;

5° au fonctionnaire chargé de la surveillance.

#### CHAPITRE VIII. — Des dispositions diverses et finales

##### Section 1<sup>re</sup>. — Des droits de dossier

**Art. 110.** § 1<sup>er</sup>. Le montant du droit de dossier est versé sur le compte indiqué sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

§ 2. L'Administration déclare irrecevable le dossier pour lequel le montant versé est inférieur au montant réellement dû. Dans ce cas, l'Administration fait procéder au remboursement du montant versé vers le compte à partir duquel le versement inexact a été effectué.

Si le montant versé est supérieur au montant dû, l'Administration fait procéder au remboursement du trop-perçu vers le compte à partir duquel le versement inexact a été effectué.

##### Section 2. — Des sûretés financières

**Art. 111.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la sûreté vise à couvrir, toute ou partie, des frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à tout ou partie des obligations du titulaire.

§ 2. Lorsque l'Administration impose une sûreté, Elle fixe le montant de la sûreté par une décision motivée prenant en considération les caractéristiques du terrain et les critères définis au paragraphe 3.

§ 3. Le montant de la sûreté s'établit selon les principes suivants :

1° pour garantir la réalisation des investigations liées aux études d'orientation et de caractérisation, un montant forfaitaire de 10.000 euros par hectare est établi avec un minimum de 2.500 euros, pour chacune des études, au prorata de la superficie du terrain à investiguer ;

2° pour garantir la réalisation du projet d'assainissement, un montant forfaitaire de 1.000 euros par hectare est établi au prorata de la superficie du terrain à assainir ;

3° pour garantir la réalisation des actes et travaux d'assainissement, le montant de la sûreté peut être établi jusqu'à concurrence du coût présumé des travaux d'assainissement, estimé par l'expert dans le projet d'assainissement ;

4° pour garantir la réalisation des mesures de suivi et de sécurité, le montant de la sûreté est établi en fonction du coût présumé desdites mesures en considérant, le cas échéant, respectivement leur fréquence de mise en œuvre et, à défaut de durée définie, une durée forfaitaire de leur maintien sur dix ans.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, en l'absence de projet d'assainissement approuvé établissant le coût des actes et travaux d'assainissement, le montant est établi :

1° pour ce qui concerne le sol, à l'exclusion des eaux souterraines, en fonction du volume supposé de pollution, du type de pollution et du coût de traitement de ce même volume au sein d'un centre de traitement de terres polluées dument autorisé ;

2° pour ce qui concerne les eaux souterraines, en fonction des caractéristiques du terrain, en estimant le volume d'eau souterraine sur base de la superficie du terrain et en considérant le coût de traitement du volume d'eau souterraine à traiter par pompage et traitement.

En l'absence d'une étude de caractérisation approuvée par l'Administration, le montant de la sûreté liée aux actes et travaux d'assainissement peut être établi sur base de la superficie du terrain, du type de pollution respectivement dans la fraction solide du sol et dans les eaux souterraines et du coût de traitement.

**Art. 112.** L'Administration peut adapter, à la hausse ou à la baisse, le montant de la sûreté financière :

1° selon les modalités insérées respectivement dans les décisions portant approbation de l'étude d'orientation, de caractérisation ou combinée, de projet d'assainissement ou d'évaluation finale ;

2° lorsqu'elle estime, au cours de la mise en œuvre des obligations par le titulaire, que le montant initialement fixé est insuffisant ou trop important.

L'adaptation du montant de la sûreté financière s'opère suivant les principes visés à l'article 111, § 3.

**Art. 113.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur justifie de la constitution du cautionnement. Cette justification est donnée par la production auprès de l'Administration, du récépissé de dépôt à la Caisse des dépôts et consignation, ou de l'établissement de crédit agréé, de la compagnie d'assurances, du gage de créance constitué entre les mains d'un notaire.

Ce récépissé, signé par le déposant et le dépositaire, indique au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise ainsi que les nom, prénom et adresse complète du titulaire d'obligation et, le cas échéant, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte avec la mention bailleur de fonds ou mandataire suivant le cas.

En toute hypothèse, le titulaire qui constitue la sûreté précise que la sûreté est en tout ou en partie libérable sur simple demande de l'Administration motivée par le cas de non-exécution des obligations.

§ 2. Le cautionnement est reconstitué lorsqu'il cesse d'être intégralement constitué notamment à la suite de prélèvements d'office.

**Art. 114.** Lorsque la sûreté est constituée sous la forme d'une ou de plusieurs garanties bancaires, elles répondent aux conditions suivantes :

1° il s'agit d'une garantie bancaire à première demande au bénéfice de la Région wallonne, le garant s'engageant à libérer le montant garanti dans un délai d'un mois à dater de l'envoi par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine, de la demande de libération de la garantie par la Région wallonne pour défaut d'exécution des obligations du débiteur dans un délai d'un mois à dater du jugement déclaratif de faillite du débiteur ;

2° le garant y déclare expressément renoncer au bénéfice de discussion et de division, au bénéfice des articles 2036, 2037 et 2039 du Code civil et, en général, au bénéfice de tout avantage et exception juridiquement prévus en faveur du garant à l'encontre tant du débiteur que de la Région wallonne ;

3° l'exécution des obligations du titulaire d'obligation, y sont garanties de façon inconditionnelle.

**Art. 115.** Si le titulaire visé par la constitution d'une sûreté ne respecte pas ses obligations, l'Administration envoie au titulaire une mise en demeure qui mentionne explicitement le délai imparti pour remplir ses obligations. Ce délai ne peut pas être inférieur à quinze jours.

Si le titulaire ne répond pas à ses obligations, l'Administration adresse au Ministre un document décrivant les obligations non rencontrées par le titulaire d'obligation.

En cas de constat d'inexécution partielle ou totale des obligations à charge du titulaire, par suite d'une carence de sa part ou par suite d'une sanction administrative, le Ministre peut proposer au Gouvernement, par une décision motivée, d'appeler la sûreté jusqu'à concurrence du montant engagé pour faire exécuter d'office les obligations visées. Dans ce cas, le Gouvernement peut solliciter la libération de tout ou partie de la sûreté financière pour couvrir les frais liés à l'exécution des obligations.

La demande d'exécution est adressée à la Caisse des dépôts et consignations, à l'établissement de crédit, à la compagnie d'assurances, au notaire.

Le paiement du montant appelé par la Caisse des dépôts et consignations, par l'établissement de crédit, par la compagnie d'assurances, par le notaire, à concurrence du montant appelé, a lieu dans un délai de deux mois à dater de l'appel du Gouvernement.

**Art. 116.** § 1<sup>er</sup>. La décision de l'Administration constatant que tout ou partie des obligations ont été remplies par le titulaire ou la décision du Gouvernement statuant sur recours et constatant tout ou partie des obligations ont été remplies par le titulaire d'obligation emporte libération au profit dudit titulaire de la sûreté ou de la partie de celle-ci relative respectivement à l'étude d'orientation, de caractérisation ou combinée, le projet d'assainissement, la réalisation de tout ou partie des actes et travaux d'assainissement, l'évaluation finale, la mise en œuvre de mesures de sécurité ou de suivi.

§ 2. La demande de libération, introduite par le titulaire, comprend une copie et une référence à la décision de l'Administration permettant d'établir que tout ou partie des obligations du titulaire sont rencontrées.

La demande de libération est adressée, selon le cas, à la Caisse des dépôts et consignations ou à l'établissement de crédit agréé, à la compagnie d'assurances, au notaire dans un délai de trente jours à dater de la décision de l'Administration ou, à défaut, à dater de l'expiration d'un délai de soixante jours à dater de la demande de libération effectuée par le titulaire d'obligation.

A peine de nullité, lorsque la sûreté a été établie en suite à une décision prise conformément à l'article 68 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, cette demande de libération est notifiée le même jour au fonctionnaire technique par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine. Une copie de cette notification est adressée, selon le cas, à la Caisse des Dépôts et Consignations, à l'établissement de crédit, à la compagnie d'assurances, au notaire ou à l'organisme agréé par le fonctionnaire technique.

§ 3. La libération de la sûreté ou d'une partie de celle-ci a lieu dans un délai de soixante jours à dater de la demande de libération.

**Art. 117.** En cas de cession d'un terrain pour lequel des mesures de sécurité ont été prononcées et couvertes par une sûreté, le cédant en informe l'Administration et sollicite la libération de la sûreté à son bénéfice. Il joint à sa notification la preuve que le cessionnaire a constitué une sûreté équivalente conformément à la présente section.

L'Administration statue sur la demande conformément à l'article 116.

#### Section 3. — Du rapport annuel

**Art. 118.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration soumet à l'approbation du Gouvernement un rapport annuel circonstancié au plus tard le 31 octobre de chaque année. Le Gouvernement le transmet ensuite au Parlement.

Le rapport permet au Gouvernement et au Parlement d'appréhender la gestion des sols pollués sur le territoire de la Région wallonne.

Le rapport comporte :

- 1° les éléments issus de la gestion des études et projet au sens des articles 42 à 75 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;
- 2° les éléments issus de la gestion des agréments au sens des articles 32 à 41 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;
- 3° les éléments issus de la gestion de la B.D.E.S., en ce compris les éléments en provenance des sources de référence ;
- 4° les conclusions et recommandations de l'Administration en regard des observations présentées dans le rapport.

Les éléments visés à l'alinéa 3, 1°, permettent d'exposer les statistiques relatives aux études introduites auprès de l'Administration en termes de répartition géographique des terrains, d'éléments générateurs au sens du chapitre III du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, de type d'étude et projet introduits et instruits, de dérogation et de recours.

Les éléments visés à l'alinéa 3, 2°, permettent d'exposer les statistiques en matière d'octroi, suspension, modification et retrait d'agrément. Ils permettent également d'identifier les conditions ou règles susceptibles d'être modifiées ou contrôlés d'avantage en regard des observations du rapport.

Les éléments visés à l'alinéa 3, 3°, permettent d'exposer les statistiques relatives à la gestion de la B.D.E.S. et notamment : sa composition par catégorie ainsi que les changements de catégorie intervenus sur la période de rapportage et les données relatives aux demandes de rectifications. Ils comportent également une synthèse des travaux du Comité de gestion et de surveillance de la banque de données de l'état des sols.

#### Section 4. — Des dispositions diverses et transitoires

**Art. 119.** En l'absence de procédures techniques spécifiques et simplifiées pour ce qui concerne les investigations et analyse de risques relatives aux remblais, visées à l'article 80, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, le CWBP en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté reste d'application.

En l'absence de méthodes d'échantillonnage et d'analyses spécifiques et simplifiées pour ce qui concerne les remblais, visées à l'article 83, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le CWEA en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté reste d'application.

A défaut de guide de référence pour l'étude combinée visé à l'article 81, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4°, l'étude combinée satisfait conjointement aux guides de référence pour l'étude d'orientation et pour l'étude de caractérisation.

A défaut d'un guide de référence pour le projet d'assainissement dans le cadre d'une procédure accélérée d'assainissement, visé à l'article 81, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 7°, le projet d'assainissement satisfait aux guides de référence pour l'étude d'orientation, l'étude de caractérisation et le projet d'assainissement. Le rapport relatif à la procédure accélérée comprend deux sections distinctes dont les structures sont respectivement celles visées à l'annexe 9 pour l'étude combinée et le projet d'assainissement.

**Art. 120.** Par dérogation à l'article 24, les experts, titulaires d'un agrément délivré en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, continuent à être agréés conformément au présent arrêté jusqu'à l'échéance de leur agrément.

Par dérogation à l'article 36, les laboratoires, titulaires d'un agrément délivré en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, continuent à être agréés conformément au présent arrêté jusqu'à l'échéance de leur agrément.

**Art. 121.** Par dérogation à l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, le demandeur d'enregistrement en qualité de préleveur n'est pas tenu de produire l'attestation de l'ISSeP tant qu'aucune formation portant sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons n'a été organisée. Dans ce cas, le demandeur produit un document attestant de son engagement à suivre la formation dès son organisation.

**Art. 122.** En l'absence de dispositif de signature électronique reconnu par l'Administration, une version papier des formulaires, dûment rempli, daté et signé est introduite à l'Administration par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine lors de l'introduction d'une demande d'agrément en qualité d'expert, lors de l'introduction d'une demande d'agrément en qualité de laboratoire ou lors d'une demande d'enregistrement en qualité de préleveur.

**Art. 123.** Pour l'année 2019, le rapport établis par l'Administration comportent uniquement les éléments visés à l'article 118, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° et 4°.

**Art. 124.** La transmission à l'Administration des dossiers et données via les modules officiels des applications informatiques GESOL et B.D.E.S. permet de donner une date certaine à l'envoi et à la réception desdits dossiers et données.

**Art. 125.** Les informations à communiquer à l'Administration dans le cadre de situations visées à l'article 80 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont introduites au moyen du formulaire repris en annexe 9. Ce formulaire ainsi que, le cas échéant, tout élément probant permettant de justifier la situation visée sont transmis par voie électronique.

**Art. 126.** Lorsqu'une étude d'orientation a été approuvée conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, et ce, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'étude de caractérisation introduite après le 1<sup>er</sup> janvier 2019 comporte une actualisation des conclusions de l'étude d'orientation basée sur les normes établies en vertu de l'annexe 1<sup>re</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Dans ce cas, les dispositions de l'article 75, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont réputées rencontrées.

Lorsqu'une étude de caractérisation a été approuvée conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, et ce, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le projet d'assainissement introduit après le 1<sup>er</sup> janvier 2019 reconsidère les conclusions prises en vertu de l'article 45, 4<sup>o</sup>, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Lorsqu'une étude de caractérisation a été approuvée conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, et ce, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2017, une nouvelle étude combinée peut être introduite conformément au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018. Dans ce cas, les dispositions de l'article 75, § 2, du décret sont réputées rencontrées.

Lorsqu'un projet d'assainissement a été approuvé conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, et ce, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la révision des objectifs d'assainissement fixés dans la décision et, le cas échéant, la révision de la nécessité de procéder aux travaux d'assainissement peuvent être sollicitées auprès de l'Administration conformément aux dispositions de l'article 70, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018.

**Art. 127.** La première transmission du fichier actualisé reprenant les parcelles qui ont été reprises ou retirées de l'inventaire des terrains de la B.D.E.S. telle que visée à l'article 6 s'opère à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

#### Section 5. — Des dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 128.** Dans l'article R87, dans la partie règlementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon du 5 février 2015 et du 23 juin 2016, le 14<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 14<sup>o</sup> le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols ; ».

**Art. 129.** Dans l'article R90, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols. ».

**Art. 130.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation, il est inséré un article 17/1 rédigé comme suit :

« Art. 17/1. § 1<sup>er</sup>. La finalisation des procédures de réhabilitation respecte le calendrier ci-après :

1<sup>o</sup> les compléments aux plans de réhabilitation sollicités et non communiqués dans les délais prescrits, sont introduits avant le 15 janvier 2020. Les compléments aux plans de réhabilitation introduits plus de deux ans après la demande contiennent une actualisation de la situation environnementale telle que visée à l'article 3, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, et, le cas échéant, du processus de réhabilitation ;

2<sup>o</sup> les travaux de réhabilitation non réalisés dans le délai prescrit par l'arrêté ministériel statuant sur les travaux à exécuter sont significativement mis en œuvre avant le 15 janvier 2020 ;

3<sup>o</sup> les états des lieux prévus par l'arrêté ministériel statuant sur les travaux à exécuter sont introduits dans les six mois à dater de la fin des travaux et, au plus tard, avant le 15 janvier 2023, sauf dérogation accordée par le Ministre, lorsque la poursuite des opérations de réhabilitation ou de post-gestion est jugée nécessaire.

§ 2. Tout manquement au respect des délais mentionnés au paragraphe 1<sup>er</sup> donne lieu à la clôture systématique du dossier dans la présente procédure et à l'obligation d'introduire une étude d'orientation conformément aux dispositions du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ou un plan de remise en état sur base des dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets dans les six mois à dater de l'échéance du délai. ».

**Art. 131.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols est abrogé.

**Art. 132.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « 2008 » sont remplacés par les mots « 2018 » ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 6, les mots « concernant les 27<sup>o</sup> » sont remplacés par « concernant le 26<sup>o</sup> ».

**Art. 133.** A l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « et pour autant qu'à tout moment leur origine soit établie » sont insérés après les mots « ne sont pas soumis aux chapitres 2 à 4 » ;

2<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup>, les mots « ou d'une des exploitations concernées par le contrat de culture des productions ayant généré les terres » sont insérés après les mots « parcelles agricoles de l'exploitation ».

**Art. 134.** A l'article 5 du même arrêté, la mention « § 1<sup>er</sup> » est abrogée après les mots « Art. 5 ».

**Art. 135.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les prélèvements sont réalisés par un préleveur enregistré au sens du décret et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. ».

**Art. 136.** A l'article 8 du même arrêté, les mots « l'article 5, § 2 » sont remplacés par les mots « l'article 5 ».

**Art. 137.** A l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « 80 % des valeurs seuil » sont remplacés par les mots « 40% des valeurs seuils en hydrocarbures pétroliers et 80 % des autres valeurs seuil » ;

2° au 2°, les mots « 80% des concentrations de fond » sont remplacés par les mots « 40% des valeurs seuils en hydrocarbures pétroliers et 80% des autres concentrations ».

**Art. 138.** A l'article 15, 1°, du même arrêté, les mots « figurant à l'article 14 » sont insérés entre les mots « les valeurs » et le mot « applicables ».

**Art. 139.** A l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, les mots « ainsi que les acteurs concernés par la production et la valorisation des terres de productions végétales » sont insérés après les mots « à l'article 33 ».

**Art. 140.** A l'article 48 du même arrêté, dans la 1<sup>re</sup> colonne du tableau sous le point A, pour les métaux, la lettre « S » est remplacée par « Sb ».

**Art. 141.** A l'article 51 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, dans la note de bas de page, les mots « jusqu'au 30 octobre 2019 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 octobre 2019 » ;

2° au 2°, dans le tableau afférent à la rubrique 90.28.01, les mots « 90.28.01.02 » sont remplacés par les mots « 90.28.01.01 », les mots « 90.28.01.03 » sont remplacés par les mots « 90.28.01.02 », et les mots « 90.28.01.04 » sont remplacés par les mots « 90.28.01.03 » ;

3° au 2°, dans le tableau afférent à la rubrique 90.28.02, les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du (date) » sont remplacés par les mots « de l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière » ;

4° au 2°, dans la note de bas de page, les mots « jusqu'au 30 octobre 2019 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 octobre 2019 » et les mots « à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019 » sont remplacés par les mots « à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019 ».

**Art. 142.** A l'article 52 du même arrêté, les mots « l'annexe XXXVI » sont remplacés par les mots « l'annexe XXXV ».

**Art. 143.** A l'article 53 du même arrêté, les mots « l'annexe XXXVI » sont remplacés par les mots « l'annexe XXXV ».

**Art. 144.** A l'article 63 du même arrêté, les mots « 30 octobre » sont remplacés par les mots « 31 octobre ».

**Art. 145.** A l'article 64, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 48 et 51 » sont remplacés par les mots « 48, 51 à 55 ».

**Art. 146.** A l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, le 3° est abrogé.

**Art. 147.** A l'article 4, § 2, du même arrêté, les mots « déterminé à la septième colonne de l'annexe 1<sup>re</sup> » sont remplacés par les mots « prévu à l'annexe 1<sup>re</sup> ».

**Art. 148.** A l'annexe I du même arrêté, dans la ligne afférente au code 190305, les mots « RW 99 » sont remplacés par les mots « Chapitre C de Qualiroutes » dans la colonne relative aux caractéristiques du déchet valorisé.

**Art. 149.** Dans les annexes 4 à 15 de la partie réglementaire du Code du Développement Territorial, le contenu du cadre « Décret relatif à la gestion des sols » est remplacé par « Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. ».

**Art. 150.** A l'exception de l'annexe 3, le Ministre est habilité à compléter, modifier, ou remplacer les annexes du présent arrêté.

#### Section 6. — Des dispositions finales

**Art. 151.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 152.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

## Annexe I



FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION  
EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT AUX DONNÉES  
REPRISES DANS LA B.D.E.S.

DÉPARTEMENT  
DU SOL ET  
DES DECHETS

DIRECTION DE  
LA  
PROTECTION  
DES SOLS

Avenue Prince de  
Liège 15  
B-5100 NAMUR  
(Jambes)

Formulaire de demande d'accès à l'information en matière d'environnement aux données reprises dans la B.D.E.S.

**1. Identification du demandeur :**

Vous êtes :  Expert  Notaire  citoyen  Autre : \_\_\_\_\_

Nom :

Prénom :

Rue et n° :

CP et Commune :

Téléphone :

GSM :

Adresse email :

**2. Données de la B.D.E.S .sollicitées**

- **Localisation de(s) la (es) parcelles**

Rue et n° :

CP et Commune :

Coordonnées cadastrales : Consultez <http://bdes.spw.wallonie.be/portal>

\*

Commune :

Division :

Section :

- **Numéro de parcelle 1 :**

Donnée sollicitée :

N° dossier administration identifié dans la B.D.E.S. : \_\_\_\_\_

—

**Numéro de parcelle 2 :**

Donnée sollicitée :

N° dossier administration identifié dans la B.D.E.S. : \_\_\_\_\_

--

**Numéro de parcelle 3 :**

Donnée sollicitée :

N° dossier administration identifié dans la B.D.E.S. : \_\_\_\_\_

--

**Numéro de parcelle 4 :**

Donnée sollicitée :

N° dossier administration identifié dans la BDES : \_\_\_\_\_

Remarque :

**3. Réponse souhaitée:** *(cocher les cases correspondant à votre choix)***- Support**

- 1. fichier électronique (gratuit)
- 2. support physique/clé USB (payant : A € par clé usb)
- 3. support papier (payant : B € la feuille)

**- Fourniture de la réponse**

- 4. Transmise par mail (gratuit)
- 5. Envoyée voie postale recommandé avec accusé de réception  
(A payer : prix du support + prix du recommandé)
- 6. Retirée par le demandeur à l'administration (A payer : prix du support)

Je m'engage à payer le prix de la fourniture et de la livraison de l'information demandée. (A cocher obligatoirement pour les choix 2,3,5 et6)

Date de la demande, \_\_\_\_\_  
demandeur,

Signature du

\_\_\_\_\_

—

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 2



DÉPARTEMENT DU SOL ET  
DES DECHETS

DIRECTION DE LA  
PROTECTION DES SOLS

Avenue Prince de Liège 15  
B-5100 NAMUR (Jambes)

## Formulaire pour demande de « Rectification des données de la B.D.E.S. »

Sur base de l'article 13 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et de l'assainissement des sols, une demande de rectification des données dans la Banque de Données de l'Etat des Sols (B.D.E.S.) peut être formulée par le présent formulaire :

<b>1. Identification du demandeur pour la demande de rectifications des données B.D.E.S.</b>	
<u>Vous êtes :</u>	<input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> Autre ayant-droit <input type="checkbox"/> Personne tierce <input type="checkbox"/> Expert <input type="checkbox"/> Notaire <input type="checkbox"/> Fonctionnaire <input type="checkbox"/> Autre : _____
<u>Nom :</u>	_____ <u>Prénom :</u> _____
<u>Rue :</u>	_____ <u>N° :</u> _____
<u>Code Postal :</u>	_____ <u>Commune :</u> _____
<u>Téléphone :</u>	_____ <u>GSM :</u> _____
<u>Courriel :</u>	_____ <u>Activité / Rôle :</u> _____
<u>N° de registre des personnes physiques :</u> _____	

<b>2. Données d'identification complémentaire en cas de représentation d'une entité morale</b>	
<u>Dénomination :</u>	_____
<u>Numéro B.C.E. :</u>	_____
<u>Site web :</u>	_____ <u>FAX :</u> _____

<b>3. Localisation géographique de la parcelle concernée par la demande de rectification</b>	
<u>Numéro de parcelle :</u> -----	<u>Commune :</u> -----
<u>Dénomination</u> -----	<u>GEOM :</u> -----

<b>4. Référence de parcelle cadastrale</b> (consulter : <a href="http://geoportail.wallonie.be/walonmap">http://geoportail.wallonie.be/walonmap</a> )	
<u>Catégorie :</u> <input type="checkbox"/> Parcelle cadastrée / <input type="checkbox"/> Parcelle non cadastrée	
<u>CAPAKY :</u> -----	<u>CAPATY :</u> -----
<u>Feuille cadastrale :</u> -----	<u>Code INS :</u> -----
<u>Nom Commune :</u> -----	<u>Code Division :</u> -----
<u>Nom de Division :</u> -----	<u>Section :</u> ----- <u>Radical :</u> -----
<u>Bis :</u> ----- <u>Exposant :</u> -----	<u>Puissance :</u> ----- <u>Version :</u> -----

<b>5. Identification pour la parcelle cadastrée de la source de référence attribuée</b>	
<u>Source :</u> -----	<u>Référence :</u> -----
<u>Description :</u> -----	<u>Activité liée :</u> -----
<u>Catégorie :</u> -----	<u>Autre activité :</u> -----
<b>Clef d'assignation de la demande de rectification au(x) source(s) de référence</b>	
<input type="checkbox"/> SPW / DGO3 / DSD => <input type="checkbox"/> BDES (1) <input type="checkbox"/> BEDSS (2) <input type="checkbox"/> DOREHA (3) <input type="checkbox"/> GESOL (4)	
<input type="checkbox"/> SPW / DGO3 / DPA => <input type="checkbox"/> RGPE(5) <input type="checkbox"/> RGPT (6) <input type="checkbox"/> IPPC/IED (7) <input type="checkbox"/> SEVESO (8)	
<input type="checkbox"/> SPW / DGO4 => <input type="checkbox"/> SAED (9) <input type="checkbox"/> SAR (10)	<input type="checkbox"/> SPAQuE => <input type="checkbox"/> WALSOLS (11)
<input type="checkbox"/> Université de Liège => <input type="checkbox"/> Sites historiques (12)	<input type="checkbox"/> Cadastre => <input type="checkbox"/> Cadastre.be (13)

<b>6. Objet(s) de la demande de rectification dans la banque de donnée BDES</b>					
<u>Statut à l'inventaire :</u> <input type="checkbox"/> Repris à l'inventaire... <input type="checkbox"/> Concerné par les info. ... <input type="checkbox"/> Non répertorié					
<u>Situation à l'inventaire :</u>		Activités et installations	Terrains pollués	Catégorie I ou II	Inventaire des CCS
	Mention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Depuis le	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>Attestation / CCS :</u> <input type="checkbox"/> Type <input type="checkbox"/> Référence <input type="checkbox"/> Visualiser <input type="checkbox"/> Délivrance <input type="checkbox"/> Statut <input type="checkbox"/> Abrogation					
<u>Mesures (suivi et sécurité) :</u> <input type="checkbox"/> Zone <input type="checkbox"/> Catégorie <input type="checkbox"/> Description <input type="checkbox"/> Urgence <input type="checkbox"/> Début <input type="checkbox"/> Fin					
<u>Procédures :</u> <input type="checkbox"/> Type <input type="checkbox"/> Stade <input type="checkbox"/> Date de début <input type="checkbox"/> Date du dernier statut <input type="checkbox"/> Statut					

<b>8. Remarques (s) et Document(s) authentiques en rectification sous pièce(s) jointe(s)</b>	
<u>Ma remarque concerne :</u>	-----
<u>Ma remarque :</u>	----- -----
<u>Pièce(s) jointe(s) fournie(s) :</u>	<input type="checkbox"/> par email <input type="checkbox"/> par recommander <input type="checkbox"/> par l'application BDES
<u>Pièce jointe 1 :</u>	-----    Intitulé : -----
<u>Pièce jointe 2 :</u>	-----    Intitulé : -----
<u>Pièce jointe 3 :</u>	-----    Intitulé : -----

<b>9. Pour réception de votre demande de rectification, ce document doit être envoyé soit</b>	
<u>Par email :</u>	<a href="mailto:contact.bdes.dgarne@spw.wallonie.be">contact.bdes.dgarne@spw.wallonie.be</a>
<u>Par courrier :</u>	SPW – DGO3 - Département du Sol et des Déchets (D.S.D.) A l'attention du secrétariat de la Direction de la Protection des Sols (D.P.S.) Service rectification – Gestion de la Banque de Données de l'Etat des Sols (B.D.E.S.) Avenue Prince de Liège 15 5100 JAMBES

<b><u>10. Pour adresse d'expédition :</u></b>	
Je souhaite que la réponse me soit envoyée :	
<input type="checkbox"/> par mail =>	<input type="checkbox"/> à l'adresse courrielle mentionnée du demandeur <input type="checkbox"/> à l'adresse suivante : _____
<input type="checkbox"/> par courrier =>	<input type="checkbox"/> à l'adresse mentionnée du domicile du demandeur <input type="checkbox"/> à l'adresse suivante : _____
Date de la demande, _____	Signature du demandeur,
Année de la demande, _____	_____

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

**Annexe 3**

Département du Sol et des Déchets  
Direction de la protection des sols

Avenue Prince de Liège 15  
B-5100 NAMUR (Jambes)

Tél. : +32 (0)81 33 51 38  
Fax : +32 (0)81 33 51 15

<http://bdes.environnement.wallonie.be>

**EXTRAIT CONFORME DE LA BDES  
N°0000320**

VALIDE JUSQU'AU XX/XX/XXXX

PARCELLE CADASTRÉE À XX

**RÉFÉRENTIEL** : PLAN PARCELLAIRE CADASTRAL - SITUATION AU XX/XX/XXXX.

Cet extrait constitue un résumé des informations officiellement disponibles à l'Administration en date du **xx/xx/xxxx**. La consultation de la Banque de Données de l'État des Sols (B.D.E.S.) mise en place par la Direction de la Protection des Sols, vous permet d'obtenir des informations plus complètes et le cas échéant de solliciter une rectification des données.

PLAN DE LA PARCELLE OBJET DE LA DEMANDE ET DES DONNÉES ASSOCIÉES



SITUATION DANS LA B.D.E.S.

Le périmètre surligné dans le plan ci-dessus est-il :

- Repris à l'inventaire des procédures de gestion de la pollution du sol  
et/ou à l'inventaire des activités et installations présentant un risque pour le sol (Art. 12 §2, 3°, du décret) ? :  
**Oui/Non<sup>i</sup>**
- Concerné par des informations de nature strictement indicative (Art. 12 §4, du décret) ? : **Oui/Non<sup>i</sup>**

**Cette parcelle est/n'est pas<sup>i</sup> soumise à des obligations au regard du décret sols.**

<sup>i</sup> Biffer la mention inutile



---

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO



**Annexe 4****FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT EXPERT**

*Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration.*

*Le demandeur référence les annexes au formulaire et les présente selon le libellé du présent formulaire.*

*Les documents et attestations requis sont les originaux et datés de moins de trois mois*

**CADRE I : IDENTITE DU DEMANDEUR****1. S'il s'agit d'une personne morale****1.1. Identité :**

Raison sociale ou dénomination (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) : .....

Forme juridique :.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) : .....

Numéro d'identification auprès de la TVA :

**1.2. Adresse du siège social :**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

: .....

E-mail : .....@.....

**1.3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation intervenant dans le cadre de l'agrément et pour le(s)quel(s) la demande est effectuée :**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :

NOM :

.....  
.....

Prénom:

.....  
.....

Fonction :

.....  
.....

: .....

E-mail : .....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel

préférentiel : .....

**1.4. Adresse de la /des autre(s) antenne(s) en Région wallonne(\*) :**

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

Personne de contact :

NOM :

.....  
.....

Prénom:

.....  
.....

Fonction :

.....  
.....

: .....

E-mail : .....@.....

(\* ) Ces antennes seront également renseignées dans la liste éditée sur le portail environnement wallonie

**1.6. Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande est introduite :**

1.6.1 Personnes physiques :

NOM : .....

Prénom:.....

Fonction :.....

NOM : .....

Prénom:.....

Fonction :.....

NOM : .....

Prénom:.....

Fonction :.....

1.6.2 Personnes morales :

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés:

.....

Raison sociale ou dénomination :

.....

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés:

.....

## 2. S'il s'agit d'une personne physique

### 2.1. Identité :

NOM :

Prénom:

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) : .....

Numéro d'identification auprès de la TVA :

### 2.2. Adresse :

Pays : .....

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

: .....

E-mail : .....@.....

**2.3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation intervenant dans le cadre de l'agrément et pour le(s)quel(s) la demande est effectuée :**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :

NOM :  
.....Prénom:  
.....Fonction :  
.....: .....

E-mail : .....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :  
.....**2.5. Adresse de la /des autre(s) antenne(s) en Région wallonne(\*) :**

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

Personne de contact :

NOM :  
.....Prénom:  
.....Fonction :  
.....  
.....

: .....

E-mail : .....@.....

(\*) Ces antennes seront également renseignées dans la liste éditée sur le portail environnement wallonie

## **CADRE II : RENSEIGNEMENTS GENERAUX A FOURNIR PAR LE DEMANDEUR**

### **1. Identité de la (des) personne(s) habilitée(s) proposée(s), visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et § 2 :**

NOM :

Prénom:

: .....

E-mail : .....@.....

NOM :

Prénom:

: .....

E-mail : .....@.....

### **2. Identité de la (des) personne(s) qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration, visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> :**

NOM :

Prénom:

: .....

E-mail : .....@.....

NOM :

Prénom:

: .....

E-mail : .....@.....

**3. Identité de la (des) personne(s) qualifiée(s) dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement, visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> :**

NOM :

Prénom:

: .....

E-mail : .....@.....

NOM :

Prénom:

: .....

E-mail : .....@.....

**CADRE III : ANNEXES**

*Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.*

*Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.*

**Documents d'identification de la personne (physique ou morale) qui sollicite l'agrément (visée au cadre I, point 1.1 ou.2.1)**

Annexe 1 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés

Annexe 2 (si le demandeur est une personne morale) Fournir une copie de la publication des statuts, en version coordonnée, de la personne morale ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts

**Compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément**

Annexe 3 Joindre le tableau « **Expérience qualifications** » mis à disposition sur le portail environnement de la Wallonie dûment complété, daté et signé par le demandeur et par chacune des personnes visées à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>.

Ce tableau reprend :

- l'identité des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé ;
- les qualifications de ces personnes : diplôme / nombre d'année d'expérience (en relation avec l'agrément sollicité) ;
- les matières couvertes par chaque personne en regard des compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément ;

- pour les personnes qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du/des modèle(s) d'analyse des risques visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le nom du/des modèle(s) d'analyse des risques maîtrisé(s) ;

- le type de contrat et la durée d'engagement.

**Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) habilitée(s) visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et § 2.**

Fournir pour chacune des personnes habilitées :

- Annexe 4 : un curriculum vitae détaillé faisant le relevé des diplômes et faisant au minimum état de l'expérience acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément ;
- Annexe 5 : copie du (des) diplôme(s) ;
- Annexe 6 : copie du contrat de travail liant la personne habilitée au demandeur d'agrément (ou un document contresigné par les deux parties attestant d'un engagement au sein de la société sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, avec indication de la durée).

**Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration, visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>**

- Annexe 7 : Fournir pour chacune des personnes qualifiées pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques: un curriculum vitae assorti d'une note démontrant l'expérience d'utilisation du (des) modèle(s) d'évaluation des risques.

**Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) qualifiée(s) dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement, visée(s) à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>**

- Annexe 8 : Fournir pour chacune des personnes qualifiées dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement : un curriculum vitae faisant le relevé des diplômes et faisant état de l'expérience dans le domaine des techniques et du suivi des travaux d'assainissement acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément.

**Garanties morales et financières**

Annexe 9.1. Fournir pour le demandeur visé au cadre I, point 1.1 (personne morale) une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société), attestant que le demandeur :

- dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité ;

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations sociales, fiscales et financières ;
- a rempli ses obligations en matière de sécurité sociale, de contributions directes et de TVA ;
- n'a pas à titre propre ou via une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, directement ou indirectement, dans une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ou dans une activité ayant pour objet la réalisation matérielle d'actes et travaux d'assainissement
- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

Annexe 10.1 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées au cadre I., point 1.6.1, attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privée de ses droits civils et politiques.

Annexe 10.2 Fournir, pour chacune des sociétés administratrices visées au cadre I., point 1.6.2, une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par une personne pouvant engager ladite société, attestant que la société :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

Annexe 9.2 Fournir pour le demandeur visé au cadre I, point 2.1 (personne physique), une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée, attestant que le demandeur :

- dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité ;
- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations sociales, fiscales et financières ;
- a rempli ses obligations en matière de sécurité sociale, de contributions directes et de TVA ;

- n'a pas à titre propre ou via une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, directement ou indirectement, dans une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ou dans une activité ayant pour objet la réalisation matérielle d'actes et travaux d'assainissement
- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privé de ses droits civils et politiques.

Annexe 11 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées aux articles 26, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privé de ses droits civils et politiques.

Annexe 12 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, attestant qu'il/elle s'engage à suivre les modules de formation organisés par l'administration ou son mandataire couvrant le domaine de compétences qui lui est propre (évaluation des risques/techniques d'assainissement)

Annexe 13 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et § 2 attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privée de ses droits civils et politiques ;
- possède la maîtrise de la langue française ;
- s'engage à suivre :
  1. les modules de formation continue organisés par l'administration ou son mandataire ;
  2. des séances d'information ou de formation reconnues par l'administration comme étant en rapport avec ses missions à concurrence d'au minimum 12

heures par an.

**Matériel et moyens techniques, informatiques et humains visés à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>**

Annexe 12 : Joindre le relevé du matériel, ainsi que des moyens techniques, informatiques et humains dont le demandeur dispose pour mettre en œuvre les méthodes et procédures légales et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis.

**Contrat d'assurance visé à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.**

Annexe 13 : Fournir un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle couvrant les activités pour lesquelles l'agrément est demandé

**Système de management de la qualité portant sur les prestations fournies dans le cadre de l'agrément sollicité visé à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> et § 3.**

Annexe 14 : Fournir :

- soit copie du certificat ISO 9001 : 2015 (ou postérieur) valide ;
- soit copie du manuel d'assurance qualité.

**Respect des règles visées aux articles 30 à 32.**

Annexe 15 : Joindre la déclaration dont le modèle est fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie, selon laquelle le demandeur s'engage à respecter et faire respecter l'ensemble des règles visées aux articles 30 à 32, dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société.

Le ou les soussignés, ....., personne(s) identifiée(s) au cadre I., point 1.6.1 ou 2.1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes, sont complètes et exactes.

Fait à ....., le .....

Signature

**Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

**Annexe 5****FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT LABORATOIRE**

*Introduire un formulaire de demande d'agrément par siège d'exploitation concerné.*

*Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration.*

*Le demandeur référence les annexes et les présente selon le libellé du présent formulaire.*

*Les documents et attestations requis sont les originaux et de date récente (de moins de trois mois).*

**CADRE I : OBJET DE LA DEMANDE**

La demande concerne l'agrément en qualité de laboratoire\* :

0 de **catégorie 1** (agrément « complet » : le laboratoire met en œuvre toutes les analyses prévues à l'annexe I du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols pour les matrices sol et eau)

0 de **catégorie 2** (agrément « partiel » : le laboratoire met en œuvre une partie des analyses prévues à l'annexe I du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ; les paramètres choisis sont précisés, par type de matrice (matrices sol ou eau), au sein d'une annexe (ils peuvent porter sur des packs analytiques – matrices sol/eau ou analyses organiques/minérales, etc.))

0 de **catégorie 3** (agrément « complémentaire » : le laboratoire met en œuvre les analyses concernant les paramètres ou matrices non-prévus à l'annexe I du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols : les paramètres choisis sont précisés, par type de matrice (solide ou liquide), au sein d'une annexe spécifique)

(\*) Cocher la ou les catégories(s) demandée(s).

**CADRE II : IDENTITE DU DEMANDEUR****1. Identité :**

Raison sociale ou dénomination (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) : .....

Forme juridique :.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) : .....

Numéro d'identification auprès de la TVA :

**2. Adresse du siège social :**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

: .....

E-mail : .....@.....

**3. Adresse du siège d'exploitation visé par la demande :**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

**Interlocuteur technique possédant une maîtrise suffisante de la langue française et des modalités techniques**

NOM :  
.....

Prénom :  
.....

Fonction :  
.....

: ..... Fax : ..... E-mail :  
.....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

**Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :**

NOM :

.....  
.....

Prénom :

.....  
.....

Fonction :

.....  
.....

: .....

E-mail : .....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

.....

**5. Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande est introduite :**

5.1 Personnes physiques :

NOM : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

NOM : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

5.2 Personnes morales :

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés: .....

Raison sociale ou dénomination :

.....

Forme juridique :

.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés: .....

**6. Identité de la (des) personne(s) habilitée(s) proposée(s), visée(s) à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et § 2**

NOM :

Prénom :

: .....

E-mail : .....@.....

NOM :

Prénom :

: .....

E-mail : .....@.....

**CADRE III : ANNEXES**

*Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.*

*Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.*

**Paramètres pour lesquels l'agrément est demandé**

Annexe 1 Joindre la liste « **Paramètres\_Agrément\_Laboratoire** » mise à disposition sur le site internet de l'administration dûment complétée : identifier, au sein de cette liste, les paramètres pour lesquels l'agrément est demandé.

En cas de recours à la sous-traitance :

- a. identifier, au sein de cette liste les paramètres pour lesquels la sous-traitance est prévue ;
- b. indiquer, pour les paramètres du point a., le laboratoire agréé chargé de la sous-traitance ;
- c. fournir **copie de la convention de sous-traitance**, avec identification du site d'exploitation et indication de la durée de la sous-traitance (Annexe 2).

**Documents d'identification de la personne morale qui sollicite l'agrément (visée au cadre II 1. et 2.)**

Annexe 3 Fournir une copie de la publication des statuts (version coordonnée) de la personne morale ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts

Annexe 4 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés

**Annexe GEN 3 Documents spécifiques au siège d'exploitation pour lequel la demande est introduite (organisation, compétences)**

Annexe 4 Fournir un organigramme détaillé du siège d'exploitation, intégrant les personnes visées à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> (responsable(s) de laboratoire et personne(s) habilitée(s)) ainsi qu'un organigramme situant le laboratoire au sein de la structure-mère

Annexe 5 Joindre le tableau « **Expérience \_ qualifications** » mis à disposition sur le site internet de l'administration dûment complété, daté et signé par le demandeur et par chacune des personnes visées à l'article 39 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> (responsable(s) de laboratoire et personne(s) habilitée(s)).

Ce tableau reprend notamment :

- l'identité des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé ;
- les qualifications de ces personnes : diplôme / nombre d'année d'expérience (en relation avec l'agrément sollicité) ;
- les matières couvertes par chaque personne en regard des compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément ;
- le type de contrat et la durée d'engagement.

#### **Données spécifiquement requises pour la (les) personne(s) habilitée(s)**

Fournir pour chacune des personnes habilitées :

- Annexe 6 : un curriculum vitae détaillé faisant le relevé des diplômes et faisant au minimum état de l'expérience acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément ;
- Annexe 7 : copie du (des) diplôme(s) ;
- Annexe 8 : copie du contrat de travail liant la personne habilitée au demandeur d'agrément (ou un document contresigné par les deux parties attestant d'un engagement au sein de la société sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, avec indication de la durée).

#### **Garanties morales et financières**

Annexe 9 Fournir pour le demandeur visé au cadre II. 1 et 2 (personne morale), une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société, attestant que le demandeur :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations sociales, fiscales et financières ;
- a rempli ses obligations en matière de sécurité sociale, de contributions directes et de TVA ;
- dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité ;
- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'a pas à titre propre ou via une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, directement ou indirectement, dans une activité de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres au sens de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ou dans une activité ayant pour objet la réalisation matérielle d'actes et travaux d'assainissement.

Annexe 10.1 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées au cadre II. 5.1, attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privée de ses droits civils et politiques.

Annexe 10.2 Fournir, pour chacune des sociétés administratrices visées au cadre II. 5.2, une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par une personne pouvant engager ladite société, attestant que la société :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;

Annexe 11 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privée de ses droits civils et politiques.

Annexe 12 Fournir les déclarations sur l'honneur, dûment datée et signée par chacune des personnes visées à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et § 2, attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privée de ses droits civils et politiques ;
- s'engage à suivre les modules de formation continue organisés par l'administration ou son mandataire.

**Matériel et moyens techniques, informatiques et humains visés à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>**

Annexe 13 : Joindre le relevé du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains dont le demandeur dispose pour mettre en œuvre les méthodes et procédures légales et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis, établi selon le modèle fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie.

**Système de gestion de la qualité reconnu visé à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> (pour les laboratoires de catégorie 1 ou 2)**

Annexe 14 : Fournir, pour les laboratoires de catégorie 1 ou 2 :

- a. soit copie du certificat d'accréditation ISO 17025 (incluant au minimum un paramètre analysé) ;
- b. soit les documents attestant de la mise en œuvre d'un autre système de gestion de la qualité organisationnelle et technique des activités de laboratoire, prescrit ou admis par l'administration.

**Rapport d'enquête technique de l'ISSeP visé à l'article 41 et planning de mise en œuvre des dispositions de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.**

Annexe 15 : Fournir le rapport de l'ISSeP visé à l'article 41.

Ce rapport intègre, pour les laboratoires de catégorie 1 ou 2, le « **Tableau récapitulatif général** » mis à disposition par l'administration sur le Portail environnement de la Wallonie, dûment complété et signé par les parties.

**Respect des règles visées aux articles 42 et 43.**

Annexe 16 : Joindre la déclaration dont le modèle est fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie, selon laquelle le demandeur s'engage à respecter et faire respecter l'ensemble des règles visées aux articles 42 et 43, dûment datée et signée par une personne pouvant engager la société.

Le ou les soussignés, ....., personne(s) identifiée(s) au cadre II. 5.1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes, sont complètes et exactes.

Fait à ....., le .....

Signature

**Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO



Chrome : CAS-7440-47-3									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
Chrome III : CAS-16065-83-1 (les valeurs proposées dans le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols pour le chrome total se basent sur le chrome trivalent)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
chrome VI (CAS-18540-29-9)									
Analyse								S-II-4	
Prétraitement									
Prélèvement									
cuivre (CAS-7440-50-8)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
mercure (Hg inorganique : CAS-7487-94-7)									
Analyse								S-II-3	-
Prétraitement									
Prélèvement									
nickel (CAS-7440-02-0)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
plomb (CAS-7439-92-1)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
zinc (CAS-7440-66-6)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
<b>Hydrocarbures aromatiques non halogénés</b>									
benzène (CAS-71-42-2)									
Analyse								S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
Ethylbenzène (CAS-100-41-4)									
Analyse								S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement									
Prélèvement									
Toluène (CAS-108-88-3)									
Analyse								S-III-1.1 ; S-III-1.2	





Prélèvement										
Tetrachlorométhane (CAS-56-23-5)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
Tetrachloroéthène (PCE) (CAS-127-18-4)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
Trichloroéthène (TCE) (CAS-79-01-6)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
1,2-Dichloroéthène (somme) (DCE)										
cis-DCE (CAS-156-59-2)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
trans-DCE (CAS-156-60-5)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
Chloroéthène (VC) (CAS-75-01-4)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
1,1,1 - trichloroéthane (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
1,1,2 - trichloroéthane (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
1,2 - dichloroéthane (1,2 - DCA) CAS-107-06-2)										
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
<b>Cyanures</b>										
Cyanures libres (CAS-57-12-5)										
Analyse									S-II-5.1 ; S-II-5.2	
Prétraitement										
Prélèvement										
<b>Autres composés organiques</b>										

Methyl-tert-butyl-éther (MTBE) (CAS-1634-04-4)									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Prétraitement									
Prélèvement									
<b>Hydrocarbures pétroliers</b>									
Fraction EC > 5-8 (pas de CAS)									
Analyse									S-III-4
Prétraitement									
Prélèvement									
Fraction EC > 8-10 (pas de CAS)									
Analyse									S-III-4
Prétraitement									
Prélèvement									
Fraction EC > 10-12 (pas de CAS)									
Analyse									S-III-5
Prétraitement									
Prélèvement									
Fraction EC > 12-16 (pas de CAS)									
Analyse									S-III-5
Prétraitement									
Prélèvement									
Fraction EC > 16-21 (pas de CAS)									
Analyse									S-III-5
Prétraitement									
Prélèvement									
Fraction EC > 21-35 (pas de CAS)									
Analyse									S-III-5
Prétraitement									
Prélèvement									
<b>Autres paramètres</b>									
Matière sèche (pas de CAS)									
Analyse									
Prétraitement									S-I-3
Prélèvement									
Indice phénol (pas de CAS)									
Analyse									S-III-2.1
Prétraitement									
Prélèvement									
<b>Matrice : eau</b>									
<b>Métaux/métalloïdes</b>									
arsenic (CAS-7440-38-2)									
Analyse									E-II-1.1 ; E-II-1.2.1







trans-DCE (CAS-156-60-5)									
Analyse								E-III-1.1 ; E-III-1.2	
Prétraitement									
Chloroéthène (VC) (CAS-75-01-4)									
Analyse								E-III-1.1 ; E-III-1.2	
Prélèvement									
1,1,1 - trichloroéthane (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6)									
Analyse								E-III-1.1 ; E-III-1.2	
Prélèvement									
1,1,2 - trichloroéthane (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5)									
Analyse								E-III-1.1 ; E-III-1.2	
Prélèvement									
1,2 - dichloroéthane (1,2 - DCA) (CAS-107-06-2)									
Analyse								E-III-1.1 ; E-III-1.2	
Prélèvement									
<b>Cyanures</b>									
Cyanures libres (CAS-57-12-5)									
Analyse								E-II-4	
Prélèvement									
<b>Autres composés organiques</b>									
Methyl-tert-butyl-éther (MTBE) (CAS-1634-04-4)									
Analyse								E-III-1.1 ; E-III-1.2	
Prélèvement									
<b>Hydrocarbures pétroliers</b>									
Fraction EC > 5-8 (pas de CAS)									
Analyse								E-III-4	
Prélèvement									
Fraction EC > 8-10 (pas de CAS)									
Analyse								E-III-4	
Prélèvement									
Fraction EC > 10-12 (pas de CAS)									
Analyse								E-III-5	
Prélèvement									
Fraction EC > 12-16 (pas de CAS)									
Analyse								E-III-5	
Prélèvement									
Fraction EC > 16-21 (pas de CAS)									
Analyse								E-III-5	
Prélèvement									
Fraction EC > 21-35 (pas de CAS)									
Analyse								E-III-5	
Prélèvement									
<b>Autres paramètres</b>									

Indice phénol (pas de CAS)									
Analyse									E-III-2.1
Prélèvement									
<b>Pour les laboratoires de catégorie 3 :</b>									
<b>liste des composés (paramètres ou matrices non-prévus à l'annexe 1 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018)</b>									
Matrice : ...									
Paramètre : ...									
Analyse									
Prétraitement									
Prélèvement									

Le représentant du Laboratoire certifie que les méthodes renseignées dans le tableau sont celles appliquées par le laboratoire et s'engage à mettre en œuvre les mesures correctives dans les délais définis au sein de la colonne 10.

Date :

Signature :

Sur base de son enquête technique, le représentant de l'ISSEP déclare avoir vérifié que le laboratoire met en œuvre les méthodes indiquées dans le tableau ainsi que la conformité de ces méthodes par rapport au CWEA.

Date :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

**Annexe 7****FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT PRELEVEUR**

*Le demandeur référence les annexes et les présente selon le libellé du présent formulaire.*

*Les documents et attestations requis sont les originaux et de datés de moins de trois mois, exception faite de l'attestation de l'ISSeP à fournir en annexe 3, et qui doit avoir été délivrée au maximum 12 mois avant l'introduction du présent formulaire).*

*Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration.*

**CADRE I : IDENTITE DU DEMANDEUR (Personne physique)****1. Identité du préleveur :**

NOM :

Prénom :

Désirant exercer l'activité de préleveur\* :

0 pour compte propre

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) : .....

Numéro d'identification auprès de la TVA :

0 pour compte de la société suivante :

Raison sociale ou dénomination (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) : .....

Forme juridique :.....

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) : .....

Numéro d'identification auprès de la TVA :

(\*) Case à cocher

**2. Adresse:**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

: .....

E-mail : .....@.....

**3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation visé(s) par la demande**

Pays : .....

Commune : ..... Code postal :  
.....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

: .....

E-mail : .....@.....

**4. Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :**

NOM : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

: .....

E-mail : .....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

.....

**CADRE II : ANNEXES**

*Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.*

*Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.*

**Documents d'identification de la personne qui sollicite l'enregistrement (visée au cadre I, point 1.)**

Annexe 1 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés

**Garanties morales ; matériel et moyens techniques et informatiques**

Annexe 2 Fournir, une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le demandeur visé au cadre I, attestant qu'il/elle :

- n'est pas sous le coup d'une condamnation aux législations environnementales régionales (pour la Région wallonne, ceci vise les infractions de première et de deuxième catégorie, telles que définies dans le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement), fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- n'est pas privé de ses droits civils et politiques,
- dispose du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'enregistrement est requis ;
- dispose du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations vers les laboratoires, les experts ou vers l'administration
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande ;

**Attestation de participation à la formation ISSeP - Préleveur**

Annexe 3 Fournir copie de l'attestation récente (de moins de 12 mois) délivrée par l'ISSeP attestant de la participation active du demandeur au module de formation portant sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans les CWEA, CWBP et autres documents techniques en rapport avec le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

**Contrat d'assurance**

Annexe 4 Fournir la copie du contrat d'assurance ou un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'enregistrement, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation couvrant les activités du préleveur

**Respect des règles visées aux articles 52 et 53**

Annexe 5 : Joindre la déclaration dont le modèle est fourni par l'administration par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie, selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées aux articles 52 et 53, dûment datée et signée le demandeur.

Le soussigné, ....., personne(s) identifiée(s) au cadre I.1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes sont complètes et exactes.

Fait à ....., le .....

Signature

**Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du site internet portail environnement de la Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'administration.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 8

**Formulaire associé au cadre "Décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols" mentionné aux annexes 4 à 9 de la partie réglementaire du Code du Développement Territorial**

**FORMULAIRE ASSOCIE AU CADRE "DECRET RELATIF A LA GESTION ET A L'ASSAINISSEMENT DES SOLS" DES FORMULAIRES DE DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME, UNIQUE OU INTEGRE**

*Ce formulaire et ses annexes éventuelles doivent accompagner le formulaire de demande de permis sollicité auprès des autorités compétentes définies par le Code du Développement Territorial.*

*Les documents requis sont datés de moins de trois mois*

*Les termes "Décret sol" de ce formulaire font référence au Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.*

*Une aide au remplissage de ce formulaire est disponible sur le Portail environnement du Service Public de Wallonie*

<https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html>

**CADRE I : VERIFICATION DES DONNEES RELATIVES AU BIEN INSCRITES DANS LA B.D.E.S.**

I.1. Veuillez indiquer la liste des parcelles cadastrales concernées par le bien pour lequel une demande de permis est sollicitée et leur statut dans la B.D.E.S. soit au moyen du tableau dûment rempli ci-dessous soit en joignant une capture d'écran en couleur de l'identification des parcelles concernées issue de la B.D.E.S. et mentionnant la date de consultation (un extrait conforme peut également être fourni en lieu et place de la capture d'écran, attention cet extrait conforme est payant)

Référence de la parcelle cadastrale concernée	Date de consultation de la B.D.E.S.	Statut de la parcelle dans la B.D.E.S. : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Catégorie 1 et/ou 2 – telle(s) que définie(s) à l'article 12 §2 et/ou 3 du Décret sols</li> <li>- Catégorie 3 – telle que définie à l'article 12 §4 du Décret sols</li> <li>- Sans statut (pas de couleur)</li> </ul>

I.2 Avez-vous des informations complémentaires relatives à l'état du sol, en lien avec l'objet de la demande de permis, non présentes dans la BDES et non encore transmises à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ?

- Oui, veuillez suivre la procédure prévue par le décret sols en vue de soit
- introduire une demande de rectification (utilisation du bouton "rectification" prévu à cet effet pour chaque parcelle re prise dans la B.D.E.S.)
  - ou de déclarer une pollution du sol (formulaire de déclaration de pollution du sol accessible sur le Portail de l'environnement du Service Public de Wallonie)
- Non

## **CADRE II : DOCUMENTS REQUIS EN VERTU DES OBLIGATIONS DU DECRET SOLS**

II.1. Les parcelles cadastrales dont question au cadre I.1 et reprises en catégorie 1 et/ou 2 sont-elles visées par une demande de permis correspondant à l'une des situations suivantes, ce qui entraîne la non application de l'obligation de réaliser une étude d'orientation pour ces parcelles (veuillez cochez la case correspondante) :

1° demande de permis ayant pour objet principal la réalisation d'un réseau de distribution, de production ou d'assainissement d'eau, d'électricité ou de gaz, de télécommunication, de téléinformatique, de télédistribution ou de transport de gaz, d'électricité ou de fluide;

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées: .....

Non

2° demande de permis ayant pour objet principal la réalisation de travaux de voiries;

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées: .....

Non

3° demande de permis concernant un établissement temporaire au sens de l'article 1er, 4°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et dont la durée d'exploitation continue n'excède pas un an.

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées: .....

Non

4° demande de permis pour laquelle les actes et travaux sont de nature ou d'ampleur limitée et correspondant soit :

1° au placement d'une installation fixe non destinée à l'habitation et dont l'appui au sol assure la stabilité au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du CoDT ;

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées:

.....

Non

2° à la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage ou le placement d'une l'installation fixe incorporée au sol ou ancrée au sol au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du CoDT, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies :

a) la construction ou l'installation est non destinée à l'habitation ;

b) l'emprise au sol est inférieure à quarante mètres carrés ;

c) les actes et travaux ne nécessitent pas d'excavation de sol ;

d) aucune partie du sol n'est munie d'un revêtement imperméable dû aux travaux entrepris dans le cadre du permis ;

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées:

.....

Non

3° à la modification sensible du relief du sol sur une surface inférieure à quarante mètres carrés et dont la hauteur, en remblai ou en déblai, est de maximum cinquante centimètres par rapport au niveau naturel du terrain ;

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées:

.....

Non

4° au défrichage ou la modification de la végétation au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, du CoDT, sur une surface inférieure à vingt mètres carrés ;

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées:

.....

Non

5° à un boisement au sens de l'article D.I.V.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, lorsque celui-ci est destiné à établir un projet de phytomanagement.

Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées:

.....

Non

II.2. Pour les parcelles dont question au cadre I.1, reprises en catégorie 1 et/ou 2 et non concernées par une des situations décrites au point II.1, la demande de permis implique-t-elle des actes et travaux visés à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret sols, à savoir:

1<sup>o</sup> la mise en oeuvre d'actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>, du CoDT, pour autant qu'ils impliquent une modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols (c'est-à-dire une modification de la surface au sol ou remaniement du sol du fait d'actes et travaux susceptibles d'empêcher ou de rendre exagérément difficile des investigations, des analyses ou des actes et travaux d'assainissement visant une pollution du sol identifiée au niveau du terrain ou localisée à proximité directe);

- Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées et décrivez brièvement les actes et travaux envisagés: .....
- Non

2<sup>o</sup> un changement du type d'usage vers un usage plus contraignant, généré par un changement d'affectation (tel que définit à l'annexe 2 du Décret sols) ou d'usage de fait (tel que définit à l'annexe du même décret);

- Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées et le changement d'usage envisagé : .....
- Non

II.3. Pour les parcelles dont question au cadre I.1, reprises en catégorie 1 et/ou 2, non concernées par une des situations décrites au point II.1 mais concernées par les actes et travaux décrits au point II.2, une dérogation au sens de l'article 29, §1<sup>er</sup> du Décret sols peut-elle être activée?

- Oui, veuillez
- spécifier la dérogation applicable : ....
  - en cas d'activation d'une dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> ou 4<sup>o</sup> de l'article 29, §1<sup>er</sup>, joindre une attestation sur l'honneur qu'aucune pollution ou suspicion de pollution, postérieure ou non investiguée, ou qu'aucun élément significatif qui aurait pu être pris en considération n'est intervenu sur les parcelles concernées
- Non, veuillez joindre à ce formulaire une étude d'orientation portant sur ces parcelles, réalisée par un expert agréé, tel que requis par le Décret sol, et veuillez introduire concomitamment cette étude à la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement

Je, soussigné ....., certifie que les informations fournies dans ce formulaire sont sincères et véritables.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 9

### **Code Wallon de Bonnes Pratiques Principaux éléments à prendre en considération pour l'établissement des guides de référence, structure et contenu des rapports**

#### **Guide de référence pour l'étude d'orientation (GREO)**

Le guide définit le niveau de qualité auquel doit répondre l'étude d'orientation pour rencontrer les objectifs définis dans le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols. Il précise les données à récolter ainsi que les spécificités méthodologiques auxquelles les experts en gestion des sols doivent se conformer pour répondre à ces objectifs.

L'étude d'orientation a pour objectif de vérifier la présence potentielle d'une pollution du sol et de fournir, le cas échéant, une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution. La conclusion de l'étude doit permettre de justifier la nécessité de procéder ou non à une étude de caractérisation et, le cas échéant, une étude de risques. L'étude peut également conduire à des recommandations quant aux éventuelles mesures de suivi à mettre en place.

Elle peut également conduire à une proposition de certificat de contrôle du sol (CCS) lorsqu'aucune pollution n'affecte le terrain. Dans ce cas, les conclusions de l'étude doivent permettre de garantir l'absence de pollution avec une qualité et un niveau d'information suffisants.

Dans cette optique, le guide définit les données à récolter et méthodologies à suivre de manière à :

- disposer des données historiques, administratives et environnementales relatives à un terrain ;
- établir les stratégies et les plans d'échantillonnage ;
- réaliser les investigations en matière de recherche de pollution (nombre de forages, de piézomètres, d'analyses..) selon des directives précises pour assurer un "standard commun » et la qualité des informations ;
- interpréter les résultats eu égard au cadre réglementaire et aux caractéristiques du terrain ;
- structurer et rédiger le rapport d'étude ;
- fournir un cadre de référence permettant à l'administration de pouvoir juger de la conformité de l'étude et de la représentativité des résultats présentés.

Le guide autorise la dérogation aux prescriptions méthodologiques prescrites pour autant qu'une justification, étayée par une argumentation de qualité, soit fournie et que la méthode alternative permette d'obtenir un même niveau de qualité de l'information.

## **Contenu du GREO**

### **introduction**

Le guide présente en introduction les objectifs spécifiquement poursuivis par l'étude d'orientation et le rôle de l'expert.

### **méthodologie**

Le guide organise la réalisation d'une étude d'orientation en trois phases successives :

#### **Phase I : Etude préliminaire**

Le guide fixe les données à récolter et l'objectif de l'étude préliminaire. Il définit les moyens et méthodes à mettre en œuvre afin de :

- 1) rassembler les données et observations pertinentes relatives au terrain et ses environs. Dans cette optique, le guide définit les ressources devant être mobilisées ou consultées afin de rassembler les données :
  - administratives ;
  - historiques en ce compris l'inventaire des activités qui se sont succédées sur le terrain ;
  - environnementales.
- 2) identifier et localiser les sources potentielles de pollution ainsi que les polluants pertinents, en ce compris les remblais.

#### **Phase II : Investigation des zones suspectes**

Le guide fixe les données à récolter dans le cadre de la phase d'investigation et les objectifs poursuivis par celle-ci.

Le guide définit les stratégies d'échantillonnage et d'analyse qui s'appliquent selon les hypothèses faites sur la distribution des polluants – tâche *versus* remblai - potentiellement présents dans le sol et en fonction des données issues de l'étude préliminaire.

Il précise également les principes nécessaires à l'élaboration et à la présentation du plan d'échantillonnage en fonction des zones suspectes et des caractéristiques du terrain ainsi que les directives applicables et recommandations quant à l'exécution des travaux de terrain et d'analyses.

#### **Phase III : Interprétation des résultats et conclusions**

Le guide détermine les modalités de présentation et d'interprétation des résultats par rapport notamment au cadre technique (observations de terrain, stratégies appliquées, caractéristiques du terrain...) et au cadre légal (parcellaire, normes, obligations...) notamment par le biais d'un modèle conceptuel du site (MCS).

Il précise la portée des conclusions eu égard aux objectifs de l'étude d'orientation, à la mise en œuvre de mesures de suivi (nature et délais), la nécessité de procéder à une étude de caractérisation, à une étude de risques.

Le guide rappelle les objectifs de l'étude et fixe les données à présenter pour déterminer si ces objectifs sont pleinement rencontrés.

Il définit la méthodologie visant à synthétiser, interpréter et présenter l'ensemble de ces données sous la forme d'un modèle conceptuel du site (MCS).

### **contenu et structure du rapport de l'étude d'orientation**

Le guide fixe le contenu et la structure du rapport et de ses annexes ainsi que les modalités utiles à l'introduction des études par un mandataire.

Le guide détermine le contenu du résumé de l'étude.

Il définit les cartes et plans qui doivent être joints au rapport et fixe un certain nombre de recommandations quant à la présentation de ceux-ci afin d'en assurer la lisibilité.

Il renseigne également une série de tableaux permettant de présenter l'information de manière synthétique.

Il fixe les formulaires de récolte de données, informatisés ou non, ainsi que leurs modalités de transmission à l'administration.

Le guide définit les modalités de présentation de la page de garde de l'étude et les données qui doivent y figurer.

Le rapport comprend au minimum cinq chapitres, un résumé et un certain nombre d'annexes, de cartes et de plans, structuré comme suit:

Résumé

Chapitre 1 : Introduction

Chapitre 2 : Contexte général

Chapitre 3 : Investigation des zones suspectes

Chapitre 4 : Interprétation des résultats

Chapitre 5 : Conclusions opérationnelles et recommandations

Annexes, cartes et plans

### **Guide de référence pour l'étude de caractérisation (GREC)**

Le guide définit le niveau de qualité auquel doit répondre l'étude de caractérisation pour rencontrer les objectifs définis dans le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. Il précise les données à récolter ainsi que les spécificités méthodologiques auxquelles les experts en gestion des sols doivent se conformer pour répondre à ces objectifs.

L'étude de caractérisation a pour objectifs d'identifier la nature, de délimiter spatialement et d'évaluer l'intensité des pollutions rencontrées et, le cas échéant, d'établir si elles constituent des menaces graves. Dans ce dernier cas, la conclusion de l'étude doit également permettre de justifier la nécessité de procéder ou non à une étude de risques et, le cas échéant, intégrer cette étude. L'étude peut également conduire à des recommandations quant aux éventuelles mesures de sécurité/suivi à mettre en place.

L'étude de caractérisation doit également déterminer la nécessité de procéder ou non à un assainissement et donner des indications quant aux délais et à l'urgence pour réaliser l'assainissement.

L'étude de caractérisation peut enfin conduire, dans le cas des **pollutions historiques**, à une proposition de certificat de contrôle du sol (CCS) lorsque

ces dernières ne constituent pas une **menace grave**. Les conclusions de l'expert doivent alors permettre de garantir cette affirmation avec une qualité et un niveau d'information suffisants.

Dans cette optique, le guide définit les données à récolter et méthodologies à suivre de manière à :

- disposer des données nécessaires à la réalisation de l'étude ;
- établir les stratégies et les plans d'échantillonnage ;
- réaliser les investigations en matière de délimitations et volumétries des pollutions (nombre de forages, de piézomètres, d'analyses..) selon des directives précises pour assurer un « standard commun » et la qualité des informations ;
- interpréter les résultats eu égard au cadre réglementaire et aux caractéristiques du terrain en intégrant la préservation d'atteinte manifeste au droit civil de tiers concerné par la pollution ;
- structurer et rédiger le rapport d'étude ;
- fournir un cadre de référence permettant à l'administration de pouvoir juger de la conformité de l'étude et de la représentativité des résultats présentés.

Le guide autorise la dérogation aux prescriptions méthodologiques prescrites pour autant qu'une justification, étayée par une argumentation de qualité, soit fournie et que la méthode alternative permette d'obtenir un même niveau de qualité de l'information.

## **Contenu du GREC**

### **Introduction**

Le guide présente en introduction les objectifs spécifiquement poursuivis par l'étude de caractérisation et le rôle de l'expert.

### **Méthodologie**

Le guide organise la réalisation d'une étude de caractérisation en trois phases successives :

#### **Phase I : Etude préparatoire**

Le guide fixe les données à récolter et l'objectif de l'étude préparatoire. Il définit les moyens et méthodes à mettre en œuvre afin de :

- 1) recenser, compléter et actualiser les données et observations pertinentes relatives au terrain faites au stade de l'étude d'orientation.

Le guide peut renvoyer aux prescriptions du GREO pour l'acquisition de données manquantes.

- 2) valider ou actualiser le modèle conceptuel du site (MCS) ;
- 3) préciser l'objet de l'étude et identifier les données à acquérir notamment par la qualification des pollutions en tache de pollution et remblai.

### **Phase II : Caractérisation des pollutions**

Le guide fixe les données à récolter dans le cadre de cette phase d'investigation et les objectifs poursuivis par celle-ci.

Le guide définit les stratégies d'échantillonnage et d'analyse qui s'appliquent selon les hypothèses que l'on peut faire sur la distribution des polluants potentiellement présents dans le sol – tache *versus* remblai - et en fonction des données issues de l'étude préparatoire et de l'étude d'orientation.

Il définit des directives générales applicables en matière notamment de délimitation des pollutions par rapport aux normes, de calcul de la volumétrie, de polluants pertinents et de définition du niveau piézométrique.

Le guide prévoit les règles qui s'appliquent pour la combinaison des stratégies.

Il précise également les principes nécessaires à l'élaboration et à la présentation du plan d'échantillonnage en fonction des zones critiques et des caractéristiques du terrain ainsi que les directives applicables et recommandations quant à l'exécution des travaux de terrain et d'analyses.

### **Phase III : Interprétation des résultats et conclusions**

Le guide détermine les modalités de présentation et d'interprétation des résultats par rapport notamment au cadre technique (observations de terrain, stratégies appliquées, caractéristiques du site...) et au cadre légal (parcellaire, normes, obligation d'assainissement, objectifs d'assainissement...).

Il détermine les modalités de prise en compte des conclusions d'une étude de risques réalisée conformément au guide de référence pour l'étude de risques (GRER), dans les conclusions de l'étude de caractérisation.

Il précise la portée des conclusions eu égard aux objectifs de l'étude de caractérisation notamment à la mise en œuvre de mesures de sécurité (nature et délais), à la nécessité et à l'urgence de procéder à un assainissement et aux objectifs de celui-ci.

Le guide rappelle les objectifs de l'étude et fixe les données à présenter pour déterminer si ces objectifs sont pleinement rencontrés.

Il définit la méthodologie visant à synthétiser, interpréter et présenter l'ensemble de ces données sous la forme d'un modèle conceptuel du site (MCS).

### **Contenu et structure du rapport de l'étude de Caractérisation et de l'étude combinée**

Le guide fixe le contenu et la structure du rapport et de ses annexes ainsi que les modalités utiles à l'introduction des études par un mandataire.  
Le guide détermine le contenu du résumé de l'étude.

Il définit les cartes et plans qui doivent être joints au rapport et fixe un certain nombre de recommandations quant à la présentation de ceux-ci afin d'en assurer la lisibilité.

Il renseigne également une série de tableaux permettant de présenter l'information de manière synthétique.

Il fixe les formulaires de récolte de données, informatisés ou non, ainsi que leurs modalités de transmission à l'administration.

Le guide définit les modalités de présentation de la page de garde de l'étude et les données qui doivent y figurer.

Le rapport comprend au minimum cinq chapitres, un résumé et un certain nombre d'annexes, de cartes et de plans, structuré comme suit:

Résumé

Chapitre 1 : Introduction

Chapitre 2 : Actualisation du contexte général

Chapitre 3 : Caractérisation des pollutions

Chapitre 4 : Interprétation des résultats

Chapitre 5 : Conclusions opérationnelles, additionnelles et recommandations

Annexes, Cartes et Plans

A défaut de guide de référence pour l'étude combinée, le guide de référence pour l'étude de caractérisation fixe le contenu et la structure du rapport de l'étude combinée qui comprend au minimum cinq chapitres, un résumé et un certain nombre d'annexes et de plans, structuré comme suit:

Résumé

Chapitre 1 : Introduction

Chapitre 2 : Contexte général

Chapitre 3 : Investigation des zones suspectes et travaux de caractérisation des pollutions

Chapitre 4 : Interprétation des résultats

Chapitre 5 : Conclusions opérationnelles, additionnelles et recommandations

Annexes, Cartes et Plans

### **Guide de référence pour l'étude de risques (GRER)**

Le guide définit le niveau de qualité auquel doit répondre l'étude de risques pour rencontrer les objectifs définis dans le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols. Il précise les données à récolter ainsi que les spécificités méthodologiques auxquelles les experts en gestion des sols doivent se conformer pour répondre à ces objectifs.

L'étude de risques a pour objectifs de déterminer :

1. le niveau de risque encouru pour la santé de l'homme et la qualité de l'environnement, eu égard notamment à la mobilité éventuelle des polluants et à l'usage du terrain et doit permettre d'identifier qu'une pollution constitue ou non une menace grave;
2. la nécessité et l'urgence de l'assainissement et, dans l'affirmative, les recommandations quant aux dates auxquelles les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés ;
3. les recommandations quant aux mesures de sécurité ou aux mesures de suivi éventuelles.
4. les concentrations en polluants permettant de supprimer la menace grave ;
5. les risques résiduels résultant d'un assainissement partiel en fonction des meilleures techniques disponibles.

Le guide définit les données à récolter et les méthodologies à suivre de manière à :

- réaliser une étude de risques selon les 3 volets suivants :
  - évaluation des risques pour la santé humaine ;
  - évaluation des risques pour les eaux souterraines (risques de lessivage et de dispersion) ;
  - évaluation des risques pour les écosystèmes.
- réaliser, pour chacun des trois volets, une étude de risques en 2 étapes :
  - une **évaluation simplifiée des risques** (ESR), à l'aide d'outils simples à caractère conservatoire ;
  - une **évaluation détaillée des risques** (EDR), recourant à la modélisation et éventuellement à des mesures spécifiques afin de prendre en compte l'ensemble des caractéristiques du site et des pollutions présentes.
- interpréter les résultats obtenus en termes de risques et de menace grave et déterminer les mesures de sécurité et/ou de suivi liées au(x) scénario(s) d'exposition considéré(s) ;
- structurer et rédiger le rapport d'étude ;
- fournir un cadre de référence permettant à l'administration de pouvoir juger de la conformité de l'étude et de la représentativité des résultats présentés.

Ce guide donne les lignes directrices, les prescriptions et les recommandations à suivre lors de la réalisation d'une étude de risques. Celles-ci portent notamment sur :

- les liens à établir avec les études antérieures (étude d'orientation et étude de caractérisation) ;
- les scénarii applicables en fonction de l'usage du terrain ;
- la concentration en polluant à considérer en fonction du type de pollution rencontrée ;
- les volets sur lesquels l'étude de risques doit porter en fonction notamment de l'usage du terrain ;
- les conditions dans lesquelles une ESR et/ou une EDR sont réalisées ;
- les critères qui établissent la menace grave ;
- les règles en matière d'additivité des risques.

Le guide détermine les outils ou logiciels informatiques à utiliser dans le cadre de l'application du GRER et les modalités d'utilisation et de paramétrage de ces outils.

Le guide autorise la dérogation aux prescriptions méthodologiques prescrites pour autant qu'une justification, étayée par une argumentation de qualité, soit fournie et que la méthode alternative permette d'obtenir un même niveau de qualité de l'information.

### **Contenu du GRER**

Le guide se compose de cinq parties.

## **PARTIE A : METHODOLOGIE GENERALE**

Le guide présente les objectifs spécifiquement poursuivis par l'étude de risques, le rôle de l'expert et fixe les principes généraux qui s'appliquent pour la réalisation de l'étude de risques.

Il contient :

- les concepts clés et leurs critères d'interprétation;
- la description des étapes de la méthodologie ;
- les consignes d'application générale dans la réalisation des études de risques notamment en lien avec le modèle conceptuel du site, les concentrations en polluants, les types d'usage de fait et de droit, actuel ou projeté et les conditions d'occupation du terrain;
- les critères généraux de décision établissant la menace grave;
- les règles d'interprétation des résultats et de globalisation de ceux-ci en fonction des 3 volets d'évaluation des risques.

La méthodologie générale applicable à l'ESR et à l'EDR est organisée en trois phases

- 1. Phase I : Analyse préliminaire**
- 2. Phase II : Analyse des données- caractérisation des risques.**
- 3. Phase III : Interprétation des résultats**

## **PARTIE B : méthodologie d'évaluation des risques pour la santé humaine**

Le guide détermine la méthodologie pour évaluer le niveau de risque encouru pour la santé humaine pouvant résulter d'une exposition à une pollution en estimant la dose à laquelle est exposé un récepteur (cible humaine) via les différentes voies de transfert pertinentes.

Le guide définit les concepts sur lesquels s'appuie la méthodologie ; il détermine les données et paramètres à prendre en considération pour cibler le modèle conceptuel du site sur l'évaluation des risques pour la santé humaine.

Il détermine les données à récolter, fixe la méthodologie à appliquer pour réaliser l'ESR et l'EDR, le(s) outil(s) préconisé(s) ainsi que les modalités d'utilisation et de paramétrage de cet (ces) outil(s).

Dans le cadre de l'ESR, le guide fixe les valeurs limites acceptables pour la santé humaine et la méthodologie pour évaluer les données du terrain par rapport à ces valeurs limites.

Dans le cadre de l'EDR, il établit le mode d'évaluation de la dose d'exposition et de l'indice de risques.

Le guide établit les règles d'interprétation des résultats en matière d'acceptabilité des risques (critères de décision), de besoins de mesures de sécurité et/ou de suivi et de détermination des objectifs d'assainissement pour la protection de la santé humaine.

### **PARTIE C : méthodologie d'évaluation des risques pour les eaux souterraines**

Le guide établit la méthodologie d'évaluation des risques pour les eaux souterraines visant à préciser les effets possibles d'une pollution existante au droit d'un terrain sur les ressources en eau souterraine et les autres cibles/récepteurs associés aux eaux souterraines, tels que les eaux de surface et les captages.

Le guide définit les concepts liés aux notions hydrogéologiques sur lesquels s'appuie la méthodologie ; il détermine les données et paramètres à prendre en considération pour cibler le modèle conceptuel du site sur l'évaluation des risques pour les eaux souterraines.

Il détermine les données à récolter et fixe la méthodologie à appliquer pour réaliser l'ESR et l'EDR, le(s) outil(s) préconisé(s) ainsi que les modalités d'utilisation et de paramétrage de cet (ces) outil(s).

Les risques peuvent être envisagés sur base des différents processus de transfert des polluants dans les zones saturées et insaturées (lessivage, dispersion...). Dans ce cas, le guide fixe également les règles d'intégration des risques selon les différents processus de transfert envisagés.

Dans le cadre de l'ESR, le guide fixe les valeurs limites acceptables pour les eaux souterraines et la méthodologie pour évaluer les données du terrain par rapport à ces valeurs limites.

Dans le cadre de l'EDR, le guide fixe la méthodologie visant à modéliser le transfert des polluants vers ou dans les eaux souterraines et à en mesurer l'impact. Cette évaluation détaillée porte sur les récepteurs, leurs conditions d'exposition et les sources de pollution.

Le guide établit les règles d'interprétation des résultats en matière d'incertitudes, d'acceptabilité des risques (critères de décision), de besoins de mesures de sécurité et/ou de suivi et de détermination des objectifs d'assainissement pour la protection des eaux souterraines.

### **PARTIE D : méthodologie d'évaluation des risques pour les écosystèmes**

Le guide établit la méthodologie d'évaluation des risques pour les écosystèmes. Elle vise à déterminer la présence avérée ou non d'un stress biologique ou d'une menace grave pour l'écosystème, pour l'un ou l'autre des récepteurs écologiques considérés, du fait de la présence de polluants dans les sols et/ou dans les eaux souterraines.

La méthodologie applicable à l'ESR et à l'EDR comprend trois phases :

Le guide définit les concepts liés aux écosystèmes sur lesquels s'appuie la méthodologie ; il détermine les données et paramètres à prendre en considération (concentration représentative, type de polluant, scénario d'exposition, récepteur écologique...) et la méthodologie à appliquer pour cibler le modèle conceptuel du site sur l'évaluation des risques pour les écosystèmes.

Il détermine les données à récolter et fixe la méthodologie à appliquer pour réaliser l'ESR et l'EDR, le(s) outil(s) préconisé(s) ainsi que les modalités d'utilisation et de paramétrage de cet (ces) outil(s).

Dans le cadre de l'ESR, le guide fixe les valeurs limites acceptables pour les écosystèmes et la méthodologie pour évaluer les données du terrain par rapport à ces valeurs limites.

Dans le cadre de l'EDR, le guide fixe la méthodologie visant à modéliser ou à mesurer l'impact écotoxicologique. Cette évaluation détaillée porte sur les récepteurs, leurs conditions d'exposition et les sources de stress du terrain considéré.

Le guide établit les règles d'interprétation des résultats, différenciées selon l'usage du terrain et son environnement immédiat.

L'interprétation porte sur les incertitudes, l'acceptabilité des risques (critères de décision), le besoin de mesures de sécurité et/ou de suivi et la détermination des objectifs d'assainissement pour favoriser la restauration de la qualité biologique du milieu.

#### **PARTIE E : contenu et structure du rapport de l'étude de risques**

Le guide fixe le contenu et la structure du rapport et de ses annexes pour l'ESR et pour l'EDR. Il précise les éléments qui sont en liens avec les études déjà réalisées (étude d'orientation et de caractérisation).

Le guide détermine le contenu du résumé de l'étude.

Il définit les cartes et plans qui doivent être joints au rapport et fixe un certain nombre de recommandations quant à la présentation de ceux-ci afin d'en assurer la lisibilité.

Il renseigne également une série de tableaux permettant de présenter l'information de manière synthétique.

Il fixe les formulaires de récolte de données informatisés ou non ainsi que leurs modalités de transmission à l'administration, en lien avec les outils d'évaluation des risques.

Le guide définit les modalités de présentation de la page de garde de l'étude et les données qui doivent y figurer.

Le rapport comprend au minimum quatre chapitres, un résumé et un certain nombre d'annexes, de cartes et de plans, structuré comme suit:

##### Résumé

Chapitre 1 : Caractéristiques du site

Chapitre 2 : Analyse préliminaire

Chapitre 3 : Evaluation des risques (ESR et EDR)

Chapitre 4 : Globalisation des résultats et conclusions

Annexes, cartes et plans

### **Guide de référence pour le projet d'assainissement (GRPA)**

Le guide définit le niveau de qualité auquel doit répondre le projet d'assainissement pour répondre aux prescriptions fixées aux articles 53 à 58 du décret du 01 mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. Il précise les données à récolter ainsi que les spécificités méthodologiques auxquelles les experts en gestion des sols doivent se conformer pour répondre à ces objectifs.

Le projet d'assainissement a pour objectif de proposer le type et le mode d'exécution des travaux d'assainissement les plus opportuns pour atteindre les objectifs d'assainissement définis dans le décret et, le cas échéant, en fonction des meilleures techniques disponibles.

Dans cette optique, le guide définit les données à récolter et les méthodologies à suivre de manière à :

- disposer des données nécessaires à l'élaboration du projet d'assainissement ;
- analyser les différentes techniques applicables et sélectionner la variante optimale rencontrant au mieux les objectifs du décret et mettant en œuvre les meilleures techniques disponibles au sens du décret ;
- décrire la variante optimale et ses modalités de mise en œuvre ;
- structurer et rédiger le rapport et en assurer sa lisibilité dans le cadre de la consultation publique (annonce de projet ou le cas échéant, enquête publique) ;
- fournir un cadre de référence permettant à l'administration de pouvoir juger de la conformité de l'étude et de la représentativité des résultats présentés.

Le guide autorise la dérogation aux prescriptions méthodologiques prescrites pour autant qu'une justification, étayée par une argumentation de qualité, soit fournie et que la méthode alternative permette d'obtenir un même niveau de qualité de l'information.

### **Contenu du GRPA**

#### **introduction.**

Le guide présente en introduction les objectifs spécifiquement poursuivis par le projet d'assainissement, les étapes à suivre, les principes méthodologiques, le rôle de l'expert et les concepts sur lesquels s'appuie la méthodologie.

Le guide établit le contenu du résumé non technique de l'étude et ses objectifs.

#### **La méthodologie**

Le guide précise les principes généraux sur lesquels se base la méthodologie, organisée en trois phases successives.

### **Phase I : Etude préparatoire**

Le guide fixe les données à récolter et l'objectif de l'étude préparatoire. Il définit les moyens et méthodes à mettre en œuvre afin de rassembler les données nécessaires à l'élaboration du projet d'assainissement et à l'actualisation du modèle conceptuel du site (données d'études, objectifs d'assainissement, contraintes spécifiques au terrain, techniques applicables,...).

### **Phase II : Sélection de la variante d'assainissement optimale**

La **Phase II** est la phase de **sélection de la variante d'assainissement optimale**, qui inclut une évaluation qualitative des techniques d'assainissement en fonction des conditions et contraintes spécifiques de la situation rencontrée.

Le guide prévoit d'évaluer, en première approche, la faisabilité d'un assainissement par le processus d'excavation permettant l'évacuation totale de la pollution.

Le guide établit la méthodologie visant à procéder à une analyse comparative qualitative des techniques envisageables, **Fout! Verwijzingsbron niet gevonden.Fout! Verwijzingsbron niet gevonden.** en vue de sélectionner les techniques d'assainissement applicables aux pollutions à assainir en tenant compte des conditions et contraintes spécifiques du terrain.

Le guide fixe également au moyen de critères, la méthodologie de comparaison des variantes et de sélection de la variante optimale. Ces critères doivent prendre en considération les notions de meilleures techniques disponibles au sens du décret et d'assainissement soutenable.

### **Phase III : Description de la variante optimale retenue**

Le guide détermine les éléments nécessaires à la description de la variante d'assainissement retenue (dimensionnement, résultats attendus, délais de réalisation, mesures de suivi pendant les travaux, coûts,...), ainsi que, le cas échéant, les mesures de sécurité (en ce compris les restrictions d'accès, d'usage et d'utilisation et les mesures de contrôle) ainsi que les mesures de réparation complémentaire et compensatoire.

#### **contenu et structure du rapport du projet d'assainissement**

Le guide fixe le contenu et la structure du rapport et de ses annexes ainsi que les modalités utiles à l'introduction du rapport par un mandataire.

Il définit les cartes et plans qui doivent être joints au rapport et fixe un certain nombre de recommandations quant à la présentation de ceux-ci afin d'en assurer la lisibilité.

Il renseigne également une série de tableaux permettant de présenter l'information de manière synthétique.

Il fixe les formulaires de récolte de données, informatisés ou non, ainsi que leurs modalités de transmission à l'administration.

Le guide définit les modalités de présentation de la page de garde de l'étude et les données qui doivent y figurer.

Le rapport comprend au minimum sept chapitres et un certain nombre d'annexes, cartes et de plans, structurés comme suit:

Chapitre 1 : Introduction

Chapitre 2 : Mise à jour des données administratives

Chapitre 3 : Etude préparatoire

Chapitre 4 : Examen de l'option simplifiée "excavation-évacuation totale"

Chapitre 5 : Techniques applicables, variantes d'assainissement et analyse comparative

Chapitre 6 : Description détaillée de la variante retenue

Chapitre 7 : Conclusions et recommandations

**Annexes, cartes et plans**

**Guide de référence pour l'évaluation finale (GREF)**

Le guide définit le niveau de qualité auquel doit répondre l'évaluation finale pour rencontrer les objectifs définis dans le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols. Il précise les données à récolter ainsi que les spécificités méthodologiques auxquelles les experts en gestion des sols doivent se conformer pour répondre à ces objectifs.

L'évaluation finale a pour objectifs :

- d'évaluer la conformité des travaux réalisés et des objectifs atteints avec le projet d'assainissement et les conditions fixées par l'administration dans son approbation du projet ;
- de proposer un certificat de contrôle du sol par parcelle cadastrale concernée.

Dans cette optique, le guide définit les données à récolter et méthodologies à suivre de manière à:

- disposer des données nécessaires à l'élaboration de l'évaluation finale et du certificat de contrôle du sol;
- décrire la réalisation des travaux;
- interpréter les résultats et le cas échéant, évaluer les risques résiduels ;
- élaborer la/les proposition(s) de certificat(s) de contrôle du sol ;
- structurer et rédiger le rapport ;
- fournir un cadre de référence permettant à l'administration de pouvoir juger de la conformité de l'étude et de la représentativité des résultats présentés.

Le guide autorise la dérogation aux prescriptions méthodologiques prescrites pour autant qu'une justification, étayée par une argumentation de qualité, soit fournie et que la méthode alternative permette d'obtenir un même niveau de qualité de l'information.

## **Contenu du GREF**

### **introduction.**

Le guide présente en introduction les objectifs spécifiquement poursuivis par l'évaluation finale, les étapes de la méthodologie, le rôle de l'expert et les concepts sur lesquels s'appuie la méthodologie.

Le guide fixe les modalités utiles à l'introduction des études par un mandataire.

Le guide établit le contenu du résumé non technique de l'étude et ses objectifs.

### **La méthodologie**

La méthodologie est organisée en quatre phases successives.

#### **Phase I** : Surveillance des actes et travaux d'assainissement

Le guide fixe les données à récolter dans le cadre de la phase de réalisation des travaux et les modalités d'exécution des mesures de surveillance afin de pouvoir évaluer, au terme des travaux la conformité et la performance de ceux-ci.

#### **Phase II** : Validation des actes et travaux d'assainissement

Le guide fixe les données à récolter et les contrôles à réaliser, en fonction de la variante retenue, afin de valider la fin de l'assainissement et définit les critères d'arrêt.

Le guide détermine les mesures relatives à l'évaluation de la performance de l'assainissement et leur interprétation.

#### **Phase III** : Elaboration du modèle conceptuel du site, évaluation des risques, des mesures de sécurité et de postgestion.

Le guide détermine les éléments à prendre en considération pour établir le modèle conceptuel du site en fin de travaux (MCSFT) et pour définir les mesures de sécurité éventuellement nécessaires. Il détermine les différents types de mesures de sécurité.

Il précise également la méthode d'évaluation des risques résiduels.

#### **Phase IV** : Elaboration du Certificat de Contrôle du Sol (CCS)

Le guide fixe le contenu de la proposition de certificat de contrôle du sol. Le guide précise l'inventaire des données nécessaires à l'élaboration de la proposition de certificat de contrôle du sol pour chaque parcelle concernée, sur base du MCSFT.

Il fixe les données et critères à prendre en considération pour la consignation des pollutions résiduelles en fonction du type de pollution rencontrées.

Il détermine les modalités de localisation et de représentation des pollutions résiduelles, des infrastructures liées aux mesures de sécurité et des autres éléments de localisation utiles à la compréhension du document.

### **contenu et structure du rapport de l'EVALUATION FINALE**

Le guide fixe le contenu et la structure du rapport et de ses annexes ainsi que les modalités utiles à l'introduction du rapport par un mandataire  
Le guide détermine le contenu du résumé de l'étude.

Il définit les cartes et plans qui doivent être joints au rapport et fixe un certain nombre de recommandations quant à la présentation de ceux-ci afin d'en assurer la lisibilité.

Il renseigne également une série de tableaux permettant de présenter l'information de manière synthétique.

Il fixe les formulaires de récolte de données, informatisés ou non, ainsi que leurs modalités de transmission à l'administration.

Le guide définit les modalités de présentation de la page de garde de l'étude et les données qui doivent y figurer.

Le rapport comprend sept chapitres, un résumé et un certain nombre d'annexes et de plans:

Chapitre 1 : Introduction

Chapitre 2 : Contexte général

Chapitre 3 : Actes et travaux d'assainissement

Chapitre 4 : Validation des actes et travaux d'assainissement

Chapitre 5 : MCSFT et mesures de sécurité

Chapitre 6 : CCS (certificat de contrôle du sol)

Chapitre 7 : Conclusions et recommandations

### **Annexes, cartes et plans**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

**Annexe 10****Formulaire de déclaration de mesures de gestion immédiates**

*Le terme « titulaire » vise dans le présent formulaire, la personne physique / morale qui découvre la pollution et en assure la gestion conformément à la procédure visée à l'article 80 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. Le formulaire dûment complété, daté et signé par le titulaire (cadre I à IV) est adressé à la DGO3, Avenue prince de Liège n°15 à 5100 JAMBES par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine.*

**CADRE I : IDENTITE DU TITULAIRE****A. Personne physique**

NOM : .....

Prénom : .....

Qualité

- propriétaire
- exploitant
- autre : .....

Adresse :

Localité : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° .... boîte .....

☎ : ..... E-mail : .....@ .....

**B. Pour les personnes morales**

Dénomination sociale:.....

N° entreprise

Adresse

Localité : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° .... boîte .....

Personne de contact :

NOM : .....

Prénom :.....

En qualité de :

☎ : ..... E-mail : .....@ .....

**CADRE II : LOCALISATION DU TERRAIN CONCERNE**

Dénomination , lieu-dit:

Adresse

Localité : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ....

Références cadastrales : division ....., section....., n°.....

*Si le terrain est non cadastré, celui-ci est localisé sur un plan par sa délimitation sur fond cadastral et repris en annexe 1.*

**CADRE III: CONDITIONS RENCONTREES- ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

J'atteste sur l'honneur me trouver dans le cas suivant :

La pollution a été découverte le .....au cours d'un chantier dûment autorisé réalisé sur le terrain renseigné au cadre II.

Je n'avais pas connaissance de cette pollution et je ne pouvais raisonnablement pas en connaître l'existence avant sa découverte.

Les nécessités du chantier imposent de mettre en œuvre des mesures de gestion dans des délais incompatibles avec ceux prévus aux articles 42 à 69 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

La pollution résulte d'un accident survenu le ..... sur le terrain renseigné au cadre II et cette pollution doit être gérée en urgence par des mesures incompatibles avec les délais prévus aux articles 42 à 69 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

**CADRE IV: IDENTITE DE L'EXPERT AGREE ET DESCRIPTION DE LA POLLUTION**

Expert agréé désigné :.....
Description de la pollution ( au minimum contexte de la découverte / accident, polluant(s), volume )
.....
.....
.....
Durée estimée des mesures de gestion :.....

Date

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols.

Namur le, 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/30205]

## 6. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 bis D.29-28;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") in der Wallonischen Region (ISSeP), Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 3, ersetzt durch das Dekret vom 9. April 1998;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die Bodenbewirtschaftung;

Aufgrund der am 26. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 20. Juni 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 13. Juli 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

## Abschnitt 1 — Definitionen

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 des Dekrets vom 1. März 2018, das heißt die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder deren Beauftragter;

2° Datenbank über den Bodenzustand: die Datenbank im Sinne der Artikel 11 ff. des Dekrets vom 1. März 2018;

3° Abtretung: jeder Rechtsakt zur Abtretung, mit Ausnahme

a) der Rechtsakte familiärer Art:

- die Abtretung unter Ehepartnern oder ehemaligen Ehepartnern, die entweder während der Ehe, oder im Rahmen einer Ehescheidung im gegenseitigen Einverständnis, oder im Rahmen der güterrechtlichen Auseinandersetzung anschließend an die Verkündung der Ehescheidung oder an den Tod erfolgt;

- die Einbringung in die Gütergemeinschaft oder in eine beschränkte Gesellschaft, die ergänzend zum Güterstand der Gütertrennung in Bezug auf ein Gut, das einem der Ehepartner oder künftigen Ehepartner gehört, geschaffen wurde, durch einen Ehevertrag oder eine Urkunde zur Abänderung des ehelichen Güterstands;

- die Abtretung unter gesetzlich zusammenwohnenden Partnern oder ehemaligen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, die entweder während des gesetzlichen Zusammenwohnens oder im Rahmen der Auflösung der ungeteilten Rechtsgemeinschaft anschließend an deren Beendigung erfolgt;

- die Abtretung unter Erben oder Rechtsnachfolgern und gegebenenfalls dem hinterbliebenen Ehepartner oder dem hinterbliebenen gesetzlich Zusammenwohnenden im Rahmen der gültigen oder gerichtlichen Auseinandersetzung und Verteilung eines Nachlasses, einschließlich der Umwandlung des durch Erbfolge erworbenen Nießbrauchs des hinterbliebenen Ehepartners oder hinterbliebenen gesetzlich Zusammenwohnenden;

- die Schenkung eines ganzen oder eines Teils eines unbeweglichen Guts an Verwandte bis zum vierten Grad einschließlich, einschließlich der Erbteilung durch Verwandte in aufsteigender Linie, sowie die Teilungen anschließend an eine Schenkung an eine ungeteilte Rechtsgemeinschaft.

b) der Rechtsakte im Rahmen eines Zwangsmiteigentums:

- die Festlegung des Statuts des unbeweglichen Guts nach Artikel 577-4 des Zivilgesetzbuches;

- die einseitige Erklärung oder die Abweichungsvereinbarung nach Artikel 577-3 Absatz 1 *in fine* des Zivilgesetzbuches im Hinblick auf die Nichtanwendung der Artikel 577-3 ff. des Zivilgesetzbuches;

4° Dekret vom 1. März 2018: das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

5° technische Untersuchung: die von dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes (ISSeP) durchgeführte Untersuchung zur Bewertung der Fähigkeit des Labors, die Verfahren der Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) in Übereinstimmung mit den Anforderungen der Zulassung unter Berücksichtigung der Organisation des Antragstellers anzuwenden, die Überprüfung der technischen Kapazitäten, der Anlagen und Ausrüstungen, der Verfahren, des Qualitätssicherungssystems, der menschlichen Mittel, der Qualifikationen, über die das Laboratorium verfügt, einschließlich der Durchführung der Kontrollanalysen an Mustern und Testproben, sowie der Anhörung der fachkundigen Referenzpersonen und der Hervorhebung eines jeden Elements, das mit der Ausstellung der Zulassung oder mit ihrer Durchführung in Berührung kommt.

6° beglaubigter Auszug: der digitale Auszug aus der Datenbank über den Bodenzustand, der vom EDV-System der Verwaltung stammt, und in elektronischer oder Papierform übermittelt wird;

7° mit der Überwachung beauftragter Beamter: die Abteilung Polizei und Kontrollen der Verwaltung;

8° historische Anlage oder Aktivität: die Anlage oder die Aktivität oder Einzelkomponenten solcher Anlagen, die aufgrund ihrer Art, ihrer Verwendungsweise oder der betroffenen Produkte, oder eines Ereignisses, ein Risiko für den Boden haben darstellen können;

9° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

10° Probenehmer: die registrierte natürliche Person, die unter den Anweisungen eines Sachverständigen handelt, um die Entnahme von Bodenproben in Übereinstimmung mit dem Wallonischen Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) durchzuführen;

11° Konformitätsbericht: der vom Qualitätsmanager, oder im Falle einer Zertifizierung, von der bescheinigenden Stelle im Rahmen des Standards ISO 9001 - 2005 (oder später) erstellte Auditbericht, durch den nachgewiesen werden kann, dass der Inhaber der Zulassung die geeigneten Abhilfemaßnahmen eingeleitet hat, um den erörterten Klagen oder Konformitätsmängeln und den von der Verwaltung ausgehenden Warnmeldungen Rechnung zu tragen;

12° kartografische Referenzunterlage: der von der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation dem Öffentlichen Dienst der Wallonie zur Verfügung gestellte Katasterparzellenplan, in seiner letzten verfügbaren Fassung im Katalog der Daten und Dienstleistungen des Geoportals der Wallonie;

13° Verordnung Nr. 1272/2008: die Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen und zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006;

14° De-Minimis-Verordnung: die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

15° Referenzquelle: die Dienststellen der Verwaltung, die Behörde, die Einrichtung, die SPAQuE (Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität) oder der öffentliche Dienst, von denen in Artikel 15 § 2 Ziffer des Dekrets vom 1. März 2018 die Rede ist, einschließlich der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, mit denen die Verwaltung einzeln ein Protokoll zur Bestimmung der Modalitäten für die Übermittlung der Daten, einschließlich ihrer Berichtigung, erstellt;

16° Phytomanagement-Projekt: ein Projekt zur Züchtung von Pflanzenarten an einem Standort, der so beschaffen ist, dass er in seinem jetzigen Zustand nicht für die Ernährung oder für Wohnzwecke geeignet ist, oder der Anzeichen von Verwahrlosung oder Bodenveränderungen aufweist.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 ist die Verwaltung im Sinne von Artikel 15 § 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 1. März 2018, die die Abhilfepläne nach Artikel 2 Ziffer 31 Buchstabe e des Dekrets vom 1. März 2018 verwaltet, die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie.

#### *Abschnitt 2 — Zugang zu den Grundstücken*

**Art. 2 - § 1.** Die Personen, denen die Aufgaben nach Artikel 8 § 1 des Dekrets vom 1. März 2018 anvertraut werden, sowie die Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben nach Artikel 8 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018, sind ermächtigt, die Grundstücke, für welche die Verpflichtungen des Dekrets vom 1. März 2018 gelten, zu betreten. Dieser Zugang kann nur dann stattfinden, wenn mindestens fünfzehn Tage vor jeglichem Zugang dem Eigentümer der betreffenden Parzellen oder dem Inhaber der dinglichen Rechte und gegebenenfalls dem Betreiber des Grundstücks, wenn er sofort bekannt ist, eine entsprechende Notifizierung gemacht wird.

Wenn der Standort von einer Drittperson besetzt wird, informiert der Eigentümer oder der Inhaber der dinglichen Rechte, der die Notifizierung nach Absatz 1 erhält, unverzüglich diese Drittperson über die geplanten Vorgänge und Zeiträume.

Die Notifizierung nach Absatz 1 umfasst mindestens die folgenden Elemente:

1° die Art der auf dem Grundstück geplanten Vorgänge, sowie den Grund, weswegen sie auf dem Grundstück durchzuführen sind;

2° eine Beschreibung der technischen Mittel, die eingesetzt werden;

3° das Datum, an dem die betreffenden Vorgänge anfangen sollen, sowie ihre voraussichtliche Dauer;

4° die Telefonnummer, die Postanschrift und die E-Mail-Adresse des Inhabers der Verpflichtungen, des Sachverständigen und gegebenenfalls einer Kontaktperson bei der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE);

5° die Aufnahme des Wortlauts von Artikel 8 des Dekrets vom 1. März 2018 und von Absatz 2 des vorliegenden Artikels.

Der Minister kann den vorherigen Anschlag der Informationen, die er bestimmt, in der Nähe des betreffenden Grundstücks auflegen.

§ 2. In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse, aus denen sich irgendeine Gefahr ergeben könnte, kann die Frist für die Notifizierung nach Paragraph 1 verringert werden, ohne jedoch weniger als zwei Tage zu betragen.

§ 3. Nach dem Einsatz, der kraft des Dekrets vom 1. März 2018 vorgenommen wird, werden die Grundstücke, deren Inhaber der Verpflichtungen nicht der Inhaber von dinglichen Rechten ist, wieder instandgesetzt, wobei alle Abfälle und sonstigen Stoffe, die sich aus dem Einsatz ergeben, entfernt werden.

#### *Abschnitt 3 — Die Lage eines Grundstücks*

**Art. 3 - § 1.** Wenn das Vorhandensein von Abfällen vermutet wird, die entweder auf dem Boden gelagert oder in den Boden eingearbeitet sind, kann jeder Inhaber von dinglichen Rechten, jeder Inhaber von Verpflichtungen, jeder Betreiber des Grundstücks oder die Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) im Rahmen der ihr anvertrauten Aufgaben, unmittelbar oder mit der Vermittlung eines Bevollmächtigten, bei der Verwaltung einen Antrag einreichen, der darauf abzielt, vorzeitig zu bestimmen, ob die betreffenden Abfälle vom Boden unterschieden werden können oder ob sie gemäß den gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen in Sachen Abfälle recycelt, verwertet oder beseitigt worden sind, oder gemäß den gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen in Bezug auf die Abfälle der Grundstoffgewinnungsindustrie behandelt worden sind.

Dem Antrag wird ein von einem Sachverständigen erstellter Bericht beigelegt, der mindestens die folgenden Elemente umfasst:

- 1° einen genauen Standortplan der Abfallmasse;
- 2° eine Beschreibung des Abfalllagers einschließlich dessen Chronologie auf der Grundlage der verfügbaren Daten: Volumen, Schichtdicke, Merkmale, Vorhandensein oder nicht einer Deckschicht und ihre Natur;
- 3° alle Elemente zum Nachweis, dass diese Abfälle vom Boden unterschieden werden können, oder dass die Abfälle gemäß den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Abfälle recycelt, verwertet oder beseitigt worden sind oder gemäß den gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen in Bezug auf die Abfälle der Grundstoffgewinnungsindustrie behandelt worden sind.

§ 2. Binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf einen vorzeitigen Beschluss bestimmt die Verwaltung auf der Grundlage der dem Antrag beigelegten Elemente, ob die Bedingungen, die den Ausschluss aus dem Anwendungsbereich des Dekrets vom 1. März 2018 ermöglichen, erfüllt sind.

Dieser vorzeitige Beschluss über den Zustand des Grundstücks gilt für die Zukunft, insofern es im Boden unter den betreffenden Abfällen keine erwiesene oder potentielle Verschmutzung, oder keine Verschmutzung oder mutmaßliche Verschmutzung nach der Verwertung der Abfälle gibt.

§ 3. Der Antrag gilt als unzulässig, wenn er sich ausschließlich auf gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 verwertete Erde bezieht.

## KAPITEL II — Datenbank über den Bodenzustand

### Abschnitt 1 — Aufbau der Datenbank über den Bodenzustand

**Art. 4 - § 1.** Die Daten, die zur Eingabe in die Datenbank über den Bodenzustand oder zu deren Berichtigung bestimmt sind, werden von jeder der Referenzquellen der Verwaltung übermittelt, unter Einhaltung der Verfahren und technischen Modalitäten, die in einem Protokoll festgelegt werden, das von der Verwaltung jeweils mit jeder betreffenden Referenzquelle erstellt wird.

Dieses Protokoll enthält mindestens die Modalitäten in Bezug auf:

- 1° die zu vereinbarten Zeitabständen aktualisierte Mitteilung der katastrierten oder nicht katastrierten, verschmutzten oder potentiell verschmutzten Parzellen, von denen die Referenzquelle Kenntnis hat, sowie die Gründe für deren Eintragung in die Datenbank über den Bodenzustand;
- 2° die zu vereinbarten Zeitabständen aktualisierte Mitteilung der Daten und Angaben über diese Parzellen, einschließlich derjenigen über das Recht auf Berichtigung und derjenigen nach Artikel 7 § 3 Absatz 2;
- 3° die einzuhaltenden Vorschriften, insbesondere in Sachen Vertraulichkeit und Beachtung der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;
- 4° die Modalitäten und Verfahren zur Berichtigung der Daten;
- 5° die Verpflichtung der Referenzquelle, die Anträge auf Berichtigung der Daten auf geeignete Weise zu bearbeiten;
- 6° den Mindestinhalt der in regelmäßigen Abständen von der Verwaltung verlangten Berichte, insbesondere mit Hinblick auf die Verfassung des Jahresberichts nach Artikel 118;
- 7° die Verpflichtung der Referenzquelle, der Verwaltung die Daten gemäß von Letzterer bestimmten Verfahren und technischen, IT- und kartografischen Standards zur Verfügung zu stellen, und sich an der technischen Gruppe nach Artikel 12 § 2 zu beteiligen.

Das Protokoll umfasst die Elemente zur Gewährleistung, dass die übermittelten Daten mit den von der Verwaltung entwickelten Systemen und den damit verbundenen Formaten und technischen Auflagen vereinbar sind.

§ 2. Das Protokoll wird von der Referenzquelle und der Verwaltung gemeinsam erstellt und unterzeichnet.

**Art. 5 -** Die in der Datenbank über den Bodenzustand verzeichneten Grundstücke beachten die Perimeter der kartographischen Referenzunterlage.

Nachdem die Daten über die Grundstücke in die Datenbank über den Bodenzustand eingetragen worden sind, werden sie wegen eventueller Katasteränderungen nicht mehr aktualisiert.

Die an die Datenbank über den Bodenzustand gerichteten Anfragen werden mittels der kartografischen Referenzunterlage gestellt.

**Art. 6 -** Die Verwaltung übermittelt jeder Gemeinde monatlich auf elektronischem Wege eine aktualisierte Datei, in der die Parzellen angegeben werden, die im Laufe des vergangenen Monats in das Inventar der Grundstücke der Datenbank über den Bodenzustand übernommen oder daraus entfernt worden sind.

Was die Eintragung in die Kategorien 1 und 2 im Inventar der Grundstücke betrifft, benachrichtigen die betreffenden Gemeinden die Inhaber von dinglichen Rechten und die Betreiber über die Eintragung der sie betreffenden Parzellen binnen zwei Monaten nach dem Empfang der Datei. Diesen Benachrichtigungen wird eine Informationsschrift beigelegt, in der die Modalitäten für die Abfragen in der Datenbank über den Bodenzustand und die Berichtigung der darin enthaltenen Daten angegeben sind.

**Art. 7 - § 1.** Der Verwaltungs- und Überwachungsausschuss der Datenbank über den Bodenzustand erfasst und untersucht die Liste der Parzellen, für welche eine Übertragung in Daten der Kategorie 1 vorgeschlagen wird.

Im Rahmen der in Absatz 1 genannten Aufgabe zieht der Ausschuss einen Vertreter des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes (ISSEP) bei.

Die in der Liste nach Absatz 1 angegebenen Parzellen genügen gleichzeitig den folgenden Bedingungen:

- 1° es wird in Bezug auf die Bestimmungen des in den WKFP übernommenen Leitfadens für frühere Tätigkeiten oder Anlagen anerkannt, dass sie eine für den Boden potentiell verschmutzende Aktivität oder Anlage enthalten haben;
- 2° es wird anerkannt, dass sie ein Ereignis erlitten haben, das eine potentielle Bodenverschmutzung verursacht hat;
- 3° sie weisen einen hohen Index der Informationsqualität nach einer vom Minister festgelegten Methodologie auf, was den geografischen Standort betrifft, auf der Grundlage einer oder mehrerer Unterlagen oder Feststellungen vor Ort, und was die Genauigkeit der Identifizierungen (Semantik) betrifft.

§ 2. Der Verwaltungs- und Überwachungsausschuss der Datenbank über den Bodenzustand übermittelt jährlich dem Minister die Liste der Parzellen, für welche eine Übertragung von der Kategorie 3 auf die Kategorie 1 vorgeschlagen wird. Der Ausschuss begründet seinen Vorschlag auf der Grundlage der Kriterien nach Paragraph 1 Absatz 3.

§ 3. Binnen sechzig Tagen ab der Übermittlung der Liste durch den Verwaltungs- und Überwachungsausschuss der Datenbank über den Bodenzustand verabschiedet die Regierung die endgültige Liste der Parzellen, für die eine Übertragung von der Kategorie 3 auf die Kategorie 1 innerhalb der Datenbank über den Bodenzustand vorgenommen wird.

Die Parzellen werden gemäß den im Protokoll vermerkten Modalitäten von der vom Ausschuss bestimmten Referenzquelle in die Datenbank über den Bodenzustand eingetragen.

#### *Abschnitt 2 — Zugang zur Datenbank über den Bodenzustand*

**Art. 8** - Der Zugang zu den Daten der Datenbank über den Bodenzustand erfolgt über das Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 9** - § 1. Was die Daten der Datenbank über den Bodenzustand betrifft, zu denen es keinen direkten Zugang gemäß Artikel 8 gibt, reicht der Antragsteller bei der Verwaltung einen Antrag auf Zugang ein; dies erfolgt mittels des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars nach dem in Anhang 1 angegebenen Muster. Das Formular ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

Der Antrag wird auf elektronischem Weg, per Einschreiben, oder durch Hinterlegung und Konsignation in einem bei der Verwaltung befindlichen Register eingereicht.

Außer wenn es sich um eine Einsichtnahme vor Ort handelt, ist der Antrag unzulässig, wenn er Daten der Datenbank über den Bodenzustand betrifft, die auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbar sind.

§ 2. Ein Antrag gilt als missbräuchlich im Sinne von Artikel D.18 § 1 b des Buches I des Umweltgesetzbuches, wenn er eine offensichtlich zu hohe Anzahl von Parzellen oder nicht katastrierte Parzellen, die mehreren Gemarkungen zugehören, betrifft.

§ 3. Je nach der Art des Antrags erteilt die Verwaltung die beantragten, verfügbaren Daten auf dem elektronischen oder Postweg innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Die Frist nach Absatz 1 kann um dreißig Tage verlängert werden. Die Verwaltung informiert den Antragsteller über jede Verlängerung der Frist und über die Gründe dieser Verlängerung vor dem Ende der in Absatz 1 angegebenen Frist.

#### *Abschnitt 3 — Berichtigung der Daten*

**Art. 10** - Der Antrag auf Berichtigung der Daten der Datenbank über den Bodenzustand wird auf dem elektronischen Wege bei der Verwaltung eingereicht, unter Verwendung des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars nach dem in Anhang 2 angegebenen Muster. Das Formular ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

Der Antrag enthält alle nützlichen Elemente, die eine Berichtigung der Daten rechtfertigen.

**Art. 11** - Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Antrags binnen zehn Werktagen nach dessen Eingang. Binnen derselben Frist übermittelt die Verwaltung den Berichtigungsantrag den betroffenen Referenzquellen. Die Verwaltung gibt den genauen Tag des Eingangs des Antrags an und bestimmt gegebenenfalls, welche die betroffenen Referenzquellen sind.

Eine betroffene Referenzquelle kann bei dem Antragsteller ergänzende Informationen anfordern. In diesem Fall informiert die Referenzquelle die Verwaltung, und gegebenenfalls die anderen betroffenen Referenzquellen darüber. Der Antragsteller übermittelt der Referenzquelle, die den Antrag gestellt hat, die angeforderten Ergänzungen binnen fünfzehn Tagen ab der Einsendung des Antrags auf ergänzende Informationen. Über diese Frist hinaus wird der Antrag auf Berichtigung abgelehnt.

Wenn der eingereichte Antrag offensichtlich missbräuchlich ist, wird er von der Verwaltung als unzulässig angesehen. Letztere informiert den Antragsteller darüber.

**Art. 12** - § 1. Die betroffenen Referenzquellen untersuchen den Antrag und teilen der Verwaltung ihre Schlussfolgerungen mit. Diese Schlussfolgerungen werden der Verwaltung binnen dreißig Werktagen nach dem Eingang des Antrags bei den Referenzquellen übermittelt.

§ 2. Wenn die Schlussfolgerungen der Referenzquellen kohärent sind, werden sie von der Verwaltung binnen vierzig Werktagen ab dem Eingang des Antrags dem Antragsteller mitgeteilt.

Wenn die Schlussfolgerungen der Referenzquellen miteinander nicht übereinstimmen, informiert die Verwaltung die betroffenen Referenzquellen; Letztere bilden dann eine technische Gruppe. Binnen derselben Frist informiert die Verwaltung den Antragsteller darüber, dass die Frist nach Absatz 1 um vierzig Tage verlängert wird, und gibt die Gründe dafür an.

Die technische Gruppe erstellt einen Bericht, den sie binnen dreißig Tagen nach der Übermittlung der Information durch die Verwaltung Letzterer übermittelt. In dem übermittelten Bericht werden die eventuellen Änderungen, die an den Daten der Datenbank über den Bodenzustand vorzunehmen sind, vorgeschlagen. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller die Schlussfolgerungen der technischen Gruppe.

§ 3. Die Berichtigungen, die als relevant betrachtet werden, werden von den betroffenen Referenzquellen nach den im Protokoll festgelegten Modalitäten vorgenommen. Letztere informieren die Verwaltung.

**Art. 13** - Wenn die im Rahmen des Antrags auf Berichtigung übermittelten Elemente zur Feststellung führen, dass die in der Datenbank über den Bodenzustand eingetragenen Daten für die betreffende Parzelle offensichtlich falsch sind, kann die Verwaltung dem Antragsteller bestätigen, dass die Verpflichtungen des Dekrets vom 1. März 2018 ausgesetzt werden, bis über den Berichtigungsantrag endgültig befunden wird.

Wenn der Antragsteller der Ansicht ist, dass er sich in dem in Absatz 1 genannten Fall befindet, erwähnt er dies ausdrücklich in seinem Antrag auf Berichtigung. Gleichzeitig beantragt er die Aussetzung der sich aus dem Dekret vom 1. März 2018 ergebenden Verpflichtungen.

*Abschnitt 4 — Der Verwaltungs- und Überwachungsausschuss der Datenbank über den Bodenzustand*

**Art. 14 - § 1.** Zwecks der Bildung des Verwaltungs- und Überwachungsausschusses der Datenbank über den Bodenzustand stellt jede Verwaltung und jede Einrichtung öffentlichen Interesses dem Minister eine Liste mit den ordentlichen und den Ersatzkandidaten vor.

Der Minister benennt die ordentlichen und Ersatzmitglieder sowie den Vorsitzenden des Ausschusses.

Die Mandate werden für eine Periode von fünf Jahren erteilt. Sie laufen ab dem Tage der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Mitglieder des Ausschusses.

Der Ausschuss kann jede Person mit besonderen Fachkenntnissen zur Teilnahme an den Arbeiten mit beratender Stimme einladen.

**Art. 15 -** Neben den Aufgaben, die ihm durch das Dekret vom 1. März 2018 anvertraut werden, untersucht der Verwaltungs- und Überwachungsausschuss der Datenbank über den Bodenzustand, ob die Daten der Kategorie 3 der Datenbank über den Bodenzustand gemäß Artikel 7 in die Kategorie 1 übertragen werden könnten.

Spätestens am 31. März des folgenden Jahres übermittelt der Ausschuss der Verwaltung einen Jahresbericht über seine Aufgaben, mit Hinblick auf die Erstellung des Jahresberichts nach Artikel 118.

**Art. 16 -** Der Ausschuss wird von seinem Vorsitzenden mindestens zweimal im Jahr einberufen. Jedes Mitglied kann beim Vorsitzenden eine zusätzliche Sitzung auf der Grundlage einer Tagesordnung fordern. Der Vorsitzende rechtfertigt seine Antwort auf diese Forderung bei den gesamten Mitgliedern des Ausschusses.

**Art. 17 -** Der Minister legt die Geschäftsordnung des Ausschusses fest. Diese Geschäftsordnung bestimmt mindestens,

1° dass alle Mitglieder des Ausschusses mindestens fünfzehn Tage im Voraus zu den Versammlungen einberufen werden;

2° dass die ordentlichen Mitglieder sich von ihrem Ersatzmitglied vertreten lassen können, wenn sie abwesend sind;

3° dass die Tagesordnung der Einberufung beigefügt wird;

4° dass keine Beschlüsse über Punkte gefasst werden, die nicht in der Tagesordnung stehen;

5° dass die Beschlüsse des Ausschusses nur dann rechtskräftig sind, wenn mindestens zwei Drittel seiner Mitglieder anwesend sind. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Ausschuss binnen einer Frist, die nicht weniger als fünfzehn Tage betragen kann, erneut mit derselben Tagesordnung einberufen. Seine Beschlüsse sind dann ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder gültig;

6° die Beschlüsse mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst werden. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

In der Geschäftsordnung des Ausschusses werden die Modalitäten in Bezug auf die Verfassung und Validierung der Protokolle, sowie die Modalitäten in Bezug auf die Aufgaben nach Artikel 7 angegeben.

*Abschnitt 5 — Beglaubigte Auszüge*

**Art. 18 -** Wenn dem Genehmigungsantrag ein beglaubigter Auszug beizufügen ist, muss dieser bei dem Einreichen des Antrags weniger als drei Monate alt sein.

Der beglaubigte Auszug ermöglicht es, die durch die Anhänge 4 bis 15 des verordnungsrechtlichen Teils des GRE verlangten Informationen zu bescheinigen, was die Angaben in Bezug auf die Bodenverwaltung und -sanierung betrifft.

**Art. 19 -** Der Antrag auf Ausstellung eines beglaubigten Auszugs betreffend eine oder mehrere Parzellen wird mittels des entsprechenden Moduls, das auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt wird, auf dem elektronischen Weg eingereicht. In diesem Fall wird der beglaubigte Auszug dem Antragsteller automatisch auf dem elektronischen Weg ausgestellt, unter der Bedingung, dass die Aktengebühr direkt auf das Konto der Verwaltung gezahlt wird.

Der Antrag, der eine vorherige Genehmigung erfordert, wenn der Antrag eine Anzahl von katastrierten Parzellen über 80 betrifft, kann nur gemäß Artikel 20 eingereicht werden. Abweichend davon kann der Minister Modalitäten festlegen mit Blick auf die Einreichung eines Antrags mittels des in Absatz 1 erwähnten Moduls, für den diese vorherige Genehmigung erforderlich ist.

**Art. 20 - § 1.** Wenn der Antrag nicht gemäß Artikel 19 eingereicht werden kann, wird der Antrag auf die Ausstellung eines beglaubigten Auszugs betreffend eine oder mehrere Parzellen bei der Verwaltung per Einschreiben oder durch jedes Mittel, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, eingereicht.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit umfasst dieser Antrag:

1° das vom Minister festgelegte, ordnungsgemäß ausgefüllte Formular;

2° den Beleg der tatsächlichen Überweisung der Aktengebühr;

3° für die katastrierten Parzellen: einen Katasterauszug der Parzellen, die den Gegenstand des Antrags bilden;

4° für die Parzellen ohne Katasterreferenzen: einen Plan mit dem Standort, der Umgebung und ggf. Angaben zur Identifizierung und genauen Lokalisierung der Parzellen auf der Grundlage der kartografischen Referenzunterlage.

In Anwendung von Absatz 2 Ziffer 2 überweist der Antragsteller die Aktengebühr auf das Konto der Verwaltung mit Angabe des Namens des Inhabers des Kontos, ab dem die Zahlung erfolgt, und der strukturierten Nummer, die in dem in Absatz 2 Ziffer 1 genannten Formular erwähnt ist.

§ 2. Wenn der Antrag nach Paragraph 1 mehr als 80 katastrierte Parzellen betrifft, fügt der Antragsteller seinem Antrag alle nützlichen Informationen und Dokumente bei, die seinen Antrag begründen.

**Art. 21 - § 1.** Die Verwaltung bestätigt den Empfang des gemäß Artikel 20 eingereichten Antrags binnen zehn Werktagen nach dessen Eingang.

§ 2. Der Antrag ist nicht zulässig, wenn:

1° der gesamte Betrag der Aktengebühr nicht überwiesen worden ist;

2° die zur Begründung des Antrags nützlichen Informationen und Dokumente gemäß Artikel 20 § 2 dem Antrag nicht beigelegt worden sind.

Der Beschluss der Unzulässigkeit wird dem Antragsteller binnen zwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags mittels einer Notifizierung mitgeteilt.

§ 3. Wenn der Antrag unvollständig ist, übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller die Liste der fehlenden Unterlagen und teilt ihm mit, dass das Verfahren ab deren Eingang wieder aufgenommen wird. Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung die angeforderten Ergänzungen binnen sechzig Tagen ab der Einsendung des Antrags auf ergänzende Informationen. Über diese Frist hinaus wird der Antrag abgelehnt.

§ 4. Die Verwaltung übermittelt den beglaubigten Auszug per Einschreiben oder durch jedes Mittel, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des zulässigen und vollständigen Antrags.

Anträge, die mehr als 80 katastrierte Parzellen betreffen, werden von der Verwaltung als begründet betrachtet, wenn die verschiedenen Parzellen, die Gegenstand desselben Antrags sind, Einheitlichkeitsmerkmale aufweisen in Bezug auf ein bestimmtes Projekt oder ein geplantes oder bereits umgesetztes Rechtsgeschäft.

**Art. 22 - § 1.** Ergänzend zu dem Zugang nach Artikel 19 können die Notare einen Antrag auf Ausstellung eines beglaubigten Auszugs betreffend eine oder mehrere Parzellen über das Internetportal e-notariat des Königlichen Verbands Belgischer Notare einreichen.

Die Verwaltung erstellt eine Rechnung für alle den Notaren gemäß Absatz 1 ausgestellten Auszüge, unter Beachtung der im Protokoll nach Absatz 3 vereinbarten Häufigkeit. Der Königliche Verband Belgischer Notare gewährleistet deren Zahlung binnen fünfundvierzig Tagen nach deren Empfang.

Ein zwischen der Verwaltung und dem Königlichen Verband Belgischer Notare vereinbartes Protokoll bestimmt insbesondere die Modalitäten in Bezug auf die Ausstellung der beglaubigten Auszüge und die Zahlungen. Das Protokoll ist mindestens alle drei Jahre Gegenstand einer Bewertung.

§ 2. Ein beglaubigter Auszug, der gemäß Paragraph 1 einem Notar ausgestellt wird, kann Gegenstand einer Aktualisierung oder einer Bestätigung sein, wenn der Antrag mit einem binnen sechs Monaten eingereichten Antrag identisch ist. Der aktualisierte beglaubigte Auszug wird kostenlos ausgestellt.

**Art. 23 - § 1.** Das Muster für den beglaubigten Auszug wird in Anhang 3 übernommen.

§ 2. Die Gültigkeitsdauer des beglaubigten Auszugs beträgt höchstens zehn Jahre ab seiner Ausstellung.

Abweichend von Absatz 1 verfällt der beglaubigte Auszug, wenn

1° die in der Datenbank über den Bodenzustand eingetragenen Daten, auf denen der beglaubigte Auszug beruht, nach der Ausstellung des beglaubigten Auszugs abgeändert werden;

2° ein auslösendes Ereignis im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 nach der Ausstellung des beglaubigten Auszugs eintritt, unter der Voraussetzung, dass dieses auslösende Ereignis nicht Gegenstand eines von der Verwaltung akzeptierten Abweichungsantrags ist.

Die Verfallsgründe im Sinne von Absatz 1 werden in den von der Verwaltung festgelegten allgemeinen Bedingungen für die Ausstellung eines beglaubigten Auszugs ausdrücklich angegeben.

### KAPITEL III — Zulassung und Registrierung

#### Abschnitt 1 — Zulassung der Sachverständigen

**Art. 24 -** Zwecks der Wahrnehmung der Aufgaben in Bezug auf die Untersuchung und Sanierung der verschmutzten Grundstücke wird der Sachverständige in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Abschnitt zugelassen.

Während der gesamten Gültigkeitsdauer seiner Zulassung beachtet der Sachverständige die mit seiner Zulassung verbundenen Regeln, und unterzieht sich den Kontrollmaßnahmen.

Die Liste der Sachverständigen wird von der Verwaltung immer aktuell gehalten, und ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie abrufbar.

#### Unterabschnitt 1 — Bedingungen und Verfahren der Zulassung

**Art. 25 -** Die Zulassung kann einer juristischen Person oder einer natürlichen Person unter der Voraussetzung gewährt werden, dass die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

**Art. 26 -** Die Gewährung der Zulassung unterliegt den folgenden allgemeinen Bedingungen seitens des Antragstellers:

1° wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, Bürger eines Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums sein;

2° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums gegründet worden sein, und seine Hauptverwaltung oder seinen Hauptsitz innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums haben, oder dort seinen Gesellschaftssitz haben, vorausgesetzt, dass seine Tätigkeiten einen tatsächlichen und dauerhaften Zusammenhang mit der Wirtschaft eines der Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums haben;

3° wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, nicht zu einem noch rechtskräftigen Entzug seiner bürgerlichen und politischen Rechte verurteilt worden sein;

4° keine noch rechtskräftige strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen oder föderalen Umweltvorschriften oder gegen die sozialen, steuerrechtlichen und finanziellen Rechtsvorschriften oder sonstige gleichartige Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union erlitten haben;

5° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen, nur Personen zählen, die den unter Ziffern 3 und 4 vorgesehenen Bedingungen genügen;

6° gegenüber den sozialen und steuerrechtlichen Verpflichtungen in Ordnung sein;

7° über ausreichende finanzielle Garantien verfügen;

8° über das Material und die technischen, IT- und menschlichen Ressourcen verfügen, die zur Durchführung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;

9° über eine ausreichende Fähigkeit verfügen, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 8 kann der Minister die Liste des erforderlichen Materials und der technischen, IT- und menschlichen Ressourcen präzisieren.

**Art. 27 - § 1.** Unbeschadet der in Artikel 26 erwähnten Bedingungen unterliegt die Gewährung der Zulassung den folgenden Sonderbedingungen seitens des Antragstellers:

1° persönlich oder vertraglich über eine oder mehrere fachkundige Personen verfügen, die ein Diplom des Hochschulwesens in einem wissenschaftlichen Fach haben und in den sechs Jahren vor dem Datum des Zulassungsantrags eine berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren angesammelt haben in dem in Kapitel IV des Dekrets vom 1. März 2018 erwähnten Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten, einschließlich der Erfüllung von Sanierungszielsetzungen;

2° über die für die Ausübung der Zulassung als Sachverständiger notwendigen Kompetenzen verfügen;

3° persönlich oder vertraglich über ein oder mehrere Analysemodelle für die Gefahren der Bodenverschmutzung für die menschliche Gesundheit und über ein oder mehrere Analysemodelle für die Gefahren für das Grundwasser verfügen, wobei diese Modelle von der Verwaltung anerkannt sein müssen, und über eine oder mehrere qualifizierte Personen mit der notwendigen Erfahrung zur Anwendung dieser Modelle und Auswertung deren Ergebnisse verfügen;

4° mindestens eine befugte Person mittels eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge in seinem Dienst haben, die damit beauftragt ist, alle Berichte, Studien oder Projekte, die kraft des Dekrets vom 1. März 2018 und des vorliegenden Erlasses ausgearbeitet wurden, gegenzuzeichnen;

5° sich verpflichten, innerhalb des Monats der eventuellen Notifizierung der Zulassung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten deckt, für welche die Zulassung beantragt wird;

6° über ein Qualitätsmanagementsystem für die im Rahmen der beantragten Zulassung erfüllten Leistungen verfügen;

7° bescheinigen, dass er weder direkt noch indirekt, weder persönlich noch über die Vermittlung einer natürlichen oder juristischen Drittperson, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 oder eine Aktivität im Bereich der Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt.

Die fachkundigen Personen nach Absatz 1 Ziffer 1 und die qualifizierten Personen nach Absatz 1 Ziffer 3 genügen den Bedingungen nach Artikel 26 Absatz 1 Ziffer 3 und 4.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 gilt, dass der Antragsteller über die notwendigen Kompetenzen verfügt, wenn er vertraglich eine oder mehrere fachkundige Personen in seinem Dienst hat, die über die geeignete technische Fachkunde verfügen, die von der Verwaltung als ausreichend bewertet wird, und die eines der folgenden Diplome besitzen:

1° ein Universitätsdiplom in einem wissenschaftlichen Fach oder ein gleichwertiges Diplom, das die gesamten Bereiche deckt, die für die beantragte Zulassung erforderlich sind, d.h. Biologie, Bodenkunde, Chemie, Geologie, Hydrogeologie und Tiefbau;

2° ein Diplom des Hochschulwesens in einem wissenschaftlichen Fach, mit einer beruflichen Erfahrung von mindestens drei Jahren, die in den sechs Jahren vor dem Datum des Zulassungsantrags in den Bereichen angesammelt wurde, die in Kapitel IV des Dekrets vom 1. März 2018 angegeben und in Verbindung mit der beantragten Zulassung sind.

§ 2. Die befugte Person im Sinne von Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 4 haftet im Rahmen der mit der Zulassung verbundenen Aktivitäten für die korrekte Anwendung der in der Wallonischen Region erlassenen Vorschriften. Sie gewährleistet die einwandfreie Umsetzung der im Qualitätsmanagementsystem nach Paragraf 3 vorgesehenen Maßnahmen in Bezug auf die im Rahmen der Zulassung erbrachten Leistungen. Die befugte Person genügt den folgenden Bedingungen:

1° die allgemeinen Bedingungen nach Artikel 26 Absatz 1 Ziffer 3 und 4 erfüllen;

2° über ein Universitätsdiplom in einem wissenschaftlichen Fach oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, und ihre Fähigkeit zur Ausübung des Amtes durch eine berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren nachweisen, die in den sechs Jahren vor dem Datum des Zulassungsantrags in den Bereichen angesammelt wurde, die in Kapitel IV des Dekrets vom 1. März 2018 angegeben und in Verbindung mit der beantragten Zulassung sind.

3° über eine ausreichende Erfahrung bei der Anwendung des Dekrets, seiner Ausführungserlasse, des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA), des WKFP und der sonstigen technischen und verordnungsrechtlichen Dokumente in Zusammenhang mit dem Dekret vom 1. März 2018 verfügen;

4° die französische oder die deutsche Sprache beherrschen;

5° sich verpflichten, an den von der Verwaltung organisierten Fortbildungslehrgängen betreffend die Gesetzgebung und ihre Entwicklungen und die verwaltungstechnische Praxis teilzunehmen;

6° aktiv an Informations- und Ausbildungssitzungen teilnehmen, die von der Verwaltung als in Verbindung mit seinen Aufgaben anerkannt werden, und auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht werden.

§ 3. Das in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 6 erwähnte Qualitätsmanagementsystem beschreibt in dem einschlägigen Handbuch die Mittel, die der Sachverständige einsetzt, um die Zielsetzung im Bereich der Qualität der verfassten Berichte zu erreichen, insbesondere hinsichtlich ihrer Übereinstimmung mit den gesetzlichen, verordnungsrechtlichen und administrativen Auflagen in Verbindung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 1. März 2018, einschließlich des WKPA und des WKFP, im Hinblick auf die Verbesserung der Zufriedenheit der Kunden durch eine effiziente Umsetzung des Systems, u.a. die Anwendung von zweckmäßigen Verbesserungsmaßnahmen, um den erörterten Verwarnungen und Klagen sowie den festgestellten Konformitätsmängeln Rechnung zu tragen. Das Qualitätsmanagementsystem, das im Rahmen des Standards ISO 9001 - 2005 (oder später) zertifiziert ist, wird standardmäßig im Rahmen des vorliegenden Zulassungsverfahrens anerkannt.

**Art. 28 -** Der Zulassungsantrag wird vom Antragsteller auf dem elektronischen Wege mit einer von der Verwaltung genehmigten elektronischen Unterschrift, anhand des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars nach dem in Anhang 4 stehenden Muster eingereicht. Das Formular ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

**Art. 29 - § 1.** Wenn der Antragsteller zugelassen ist, kann die Zulassung des Sachverständigen für einen oder mehrere gleiche Zeiträume erneuert werden, unter der Voraussetzung, dass die folgenden Bedingungen eingehalten werden:

1° die laufende Zulassung ist nicht ausgesetzt worden;

2° der Inhaber der Zulassung verfügt über einen von der Verwaltung als günstig betrachteten Konformitätsbericht.

§ 2. Der Inhaber der Zulassung reicht den Antrag auf Erneuerung der Zulassung hundertzwanzig Tage vor dem Verfall der laufenden Zulassung ein.

Wenn seit der letzten Aktualisierung der laufenden Zulassung keine Änderung stattgefunden hat, kann der Inhaber seinen Erneuerungsantrag in einer vereinfachten Form einreichen. Diese vereinfachte Akte umfasst:

1° den Erneuerungsantrag;

2° eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die der Antragsteller bescheinigt, dass er die Zulassungsbedingungen erfüllt;

3° eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die der Antragsteller sich verpflichtet, die in dem Unterabschnitt 2 angeführten Regeln einzuhalten;

4° eine Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft, innerhalb des Monats der Notifizierung der Zulassung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die alle Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird, oder eine Abschrift des Versicherungsvertrags, der die gleichen Verpflichtungen abdeckt;

5° den letzten Konformitätsbericht.

In dem Bericht nach Absatz 2 Ziffer 5 wird u.a. erklärt, wie die Klagen und Konformitätsmängel im Hinblick auf die Anforderungen nach Artikel 27 § 3 behandelt werden.

Die Verwaltung befindet über den Erneuerungsantrag binnen sechzig Tagen nach Eingang des Antrags. Wenn der Antrag unvollständig ist, übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller die Liste der fehlenden Unterlagen und teilt ihm mit, dass das Verfahren ab deren Eingang wieder aufgenommen wird. Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung die angeforderten Ergänzungen binnen sechzig Tagen ab der Einsendung des Antrags auf ergänzende Informationen. Über diese Frist hinaus wird der Antrag abgelehnt. In diesem Fall kann ein neuer Zulassungsantrag nur gemäß Artikel 28 eingereicht werden.

#### Unterabschnitt 2 — Im Laufe der Zulassung einzuhaltende Regeln

**Art. 30 - § 1.** Der Sachverständige erfüllt die im Rahmen der Zulassung festgelegten Aufgaben, wobei er die folgenden Verpflichtungen beachtet:

1° er ist für die Beachtung der in der Zulassung festgelegten Bedingungen und Regeln, die Qualität der im Rahmen der Zulassung erbrachten Dienstleistungen und die Ergebnisse, die er im Rahmen seiner Aufgaben als Sachverständiger liefert, verantwortlich;

2° er lässt Bodenproben von einem registrierten Probennehmer entnehmen und von einem zugelassenen Labor untersuchen;

3° er führt die in Verbindung mit seiner Zulassung erwähnten Aufgaben aus, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) und des Wallonischen Kodex der guten fachlichen Praxis (WKFP) oder mit sonstigen Verfahren, die die Verwaltung als gleichwertig betrachtet;

4° er nimmt seine Aufgaben mit Professionalität, Würde, Unparteilichkeit und Unabhängigkeit, unter Wahrung der gebotenen Vertraulichkeit und mit der erforderlichen Redlichkeit wahr;

5° er lässt die Berichte, Studien oder Projekte von der befugten Person nach Artikel 27 § 1 Absatz 1 Ziffer 4 gezeichnen;

6° er lässt die befugten Personen an den Fortbildungsmodulen teilnehmen, die die Verwaltung im Bereich der Gesetzgebung und ihrer Entwicklungen und der verwaltungstechnischen Praxis organisiert, sowie an Informations- und Ausbildungssitzungen, die von der Verwaltung als in Verbindung mit seinen Aufgaben anerkannt werden, und mindestens sechs Stunden pro Jahr dauern;

7° er lässt die fachkundigen Personen nach Artikel 27 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 und die qualifizierten Personen nach Artikel 27 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 an den Fortbildungsmodulen teilnehmen, die die Verwaltung oder ihr Bevollmächtigter in ihrem jeweiligen Fachbereich organisiert;

8° er gewährleistet die Technologiebeobachtung, die erforderlich ist, um dem Stand der Technik im Bereich der Bodenbewirtschaftung und -sanierung Rechnung zu tragen;

9° er übermittelt der Verwaltung auf einfache Anfrage die Liste der Grundstücke, auf denen Untersuchungen, Berichte, Studien oder Projekte in Verbindung mit den Angelegenheiten, die im Rahmen seiner Zulassung behandelt werden, ausgeführt werden, zur Zeit im Gange oder geplant sind, und zwar für die im Antrag der Verwaltung angegebene Periode, einschließlich des Untersuchungszeitplans;

10° er vergewissert sich für alle bei der Verwaltung eingereichten Berichte, Studien oder Projekte, dass er sich nicht in einer Lage befindet, in der es ihm unmöglich ist, seine in Artikel 31 vorgesehene Aufgabe zu erfüllen;

11° er verfügt über die erforderlichen IT-Mittel, um die Übermittlung der Informationen unten den Parteien zu gewährleisten, in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA), des Wallonischen Kodex der guten fachlichen Praxis (WKFP) oder den von der Verwaltung festgelegten Bestimmungen;

12° er benutzt das auf der Website der Verwaltung zur Verfügung gestellte Formular zur Notifizierung einer Änderung der in der Zulassung stehenden Angaben, falls eine in dem Zulassungsantrag stehende Angabe abgeändert wurde;

13° er teilt der Verwaltung, auf deren einfache Anfrage, jede Information mit, durch die geprüft werden kann, ob die Bedingungen und Regeln der Zulassung nach dem Dekret vom 1. März 2018 und dem vorliegenden Erlass eingehalten werden;

14° er informiert die Verwaltung über die Anwendung und die Weiterentwicklung des Qualitätshandbuchs und übermittelt ihr auf deren ersten Antrag jeden Beleg in Verbindung mit dieser Angelegenheit, und insbesondere einen Konformitätsbericht;

15° er informiert seinen Auftraggeber über seine Rechte, Pflichten und Verantwortung gegenüber den verordnungsrechtlichen Bestimmungen, insbesondere denjenigen nach dem Dekret vom 1. März 2018, seinen Ausführungserlassen sowie dem WKPA und dem WKFP nach Kapitel 5;

16° er vergewissert sich bei jeder Mitteilung in Zusammenhang mit dem Dekret vom 1. März 2018, seinen Ausführungserlassen, dem WKPA, dem WKFP und den sonstigen technischen und verordnungsrechtlichen Dokumenten in Verbindung mit dem Dekret vom 1. März 2018, dass diese die Leitlinien der Verwaltung, insbesondere diejenigen, die auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie angegeben sind, beachtet werden.

§ 2. Innerhalb des Monats der Notifizierung seiner Zulassung schließt der Sachverständige mit einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung ab, die seine Berufs- und Betriebshaftpflicht, sowie alle Tätigkeiten, für welche die Zulassung gewährt worden ist, abdeckt. Innerhalb derselben Frist wird der Verwaltung eine Kopie des ordnungsgemäß unterzeichneten Versicherungsvertrags zugestellt.

Wenn innerhalb der in Absatz 1 angegebenen Frist kein Versicherungsvertrag abgeschlossen wurde, wird die Zulassung von Rechts wegen ausgesetzt. Die Zulassung wird erst ab dem Tag nach demjenigen, an dem die Kopie des ordnungsgemäß unterzeichneten Versicherungsvertrags der Verwaltung zugestellt wird, wieder wirksam.

**Art. 31** - Der Sachverständige darf die Aufgaben nach Artikel 32 § 1 des Dekrets vom 1. März 2018 in den folgenden Fällen nicht ausüben:

1° der Sachverständige oder eine Drittperson, durch deren Vermittlung er eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion ausübt:

a) ist in gerader Linie bis zum dritten Grade einschließlich oder in der Seitenlinie bis zum vierten Grade einschließlich mit dem Auftraggeber oder - wenn es sich um die Leitung von Bodensanierungsarbeiten handelt - mit dem Auftraggeber oder der die Arbeiten ausführenden Person oder mit jeder anderen Person, die für Rechnung des Auftraggebers oder der vorerwähnten, die Arbeiten ausführenden Person eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion ausübt, verwandt oder verschwägert;

b) ist persönlich, oder über eine Mittelsperson, ein Aktionär, Mehrheitsaktionär oder aktiver Gesellschafter des Auftraggebers oder - wenn es sich um die Leitung von Bodensanierungsarbeiten handelt - des Auftraggebers oder der die Arbeiten ausführenden Person;

c) übt in gerader Linie oder tatsächlich, persönlich oder über eine Mittelsperson, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion bei dem vorgenannten Auftraggeber oder - wenn es sich um die Leitung von Bodensanierungsarbeiten handelt - beim Auftraggeber oder bei der die Arbeiten ausführenden Person aus;

2° die Tätigkeiten des Sachverständigen werden direkt oder indirekt, völlig oder teilweise, in welcher Form auch immer, vom Auftraggeber oder von der die Arbeiten ausführenden Person kontrolliert oder verwaltet.

**Art. 32** - Der Sachverständige übermittelt der Verwaltung jährlich, spätestens am 31. Januar:

1° einen Konformitätsbericht;

2° den Beweis, dass die befugten Personen an den Ausbildungsmodulen nach Artikel 27 § 2 Ziffer 5 und 6 teilgenommen haben.

### Unterabschnitt 3 — Kontrolle und Strafmaßnahmen

**Art. 33** - § 1. Der Sachverständige unterzieht sich den von der Verwaltung und den von Letzterer beauftragten Personen organisierten Kontrollen. Diese Kontrollen zielen darauf ab, zu prüfen, ob die Regeln und Bedingungen der Zulassung eingehalten werden. Dies betrifft insbesondere:

1° die Durchführung der Bohrungen, Piezometer, Bodenluftmessgeräte und Entnahmen nach den Regeln der Technik;

2° die Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten nach dem WKFP;

3° jedes andere vor Ort nachprüfbares Element, das von der Verwaltung unter Berücksichtigung der Spezifität der Akte als relevant erachtet wird.

§ 2. In diesem Rahmen erlaubt der Sachverständige der Verwaltung und den von ihr beauftragten Personen den Zugang zu seinen Räumlichkeiten und die Einsichtnahme in alle Dokumente, die sich auf die im Rahmen der Zulassung geführten Aktivitäten beziehen.

Diese Kontrollen werden von der Verwaltung zu jedem beliebigen Zeitpunkt durchgeführt, den sie für angemessen hält, und können ohne vorherige Ankündigung organisiert werden.

§ 3. Am Ende einer Kontrolle richtet die Verwaltung das Protokoll an den Sachverständigen. Das Protokoll besteht in einer Zusammenfassung des Zwecks der Kontrolle und ihrer Schlussfolgerungen im Hinblick auf bewährte Verfahren.

Gegebenenfalls ergreift die Verwaltung die sich aus den Schlussfolgerungen der Kontrolle ergebenden Maßnahmen in Anwendung der Artikel 38 und 39 des Dekrets vom 1. März 2018.

**Art. 34** - § 1. In den folgenden Fällen werden die Leistungen eines Sachverständigen von der Verwaltung als qualitativ unzureichend betrachtet:

1° der Sachverständige hat einen beruflichen Fehler begangen, den die Verwaltung angesichts seines Status und der Verantwortung, die er aufgrund seiner Fachkenntnis zu tragen hat, als schwere berufliche Verfehlung einordnet;

2° der Sachverständige hat Berichte verfasst, die seitens der Verwaltung zu wiederkehrenden Beschlüssen der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen oder der Unvollständigkeit geführt haben;

3° der Sachverständige hat Vor-Ort-Leistungen erbracht, für die im Kontrollprotokoll nach Artikel 33 § 3 Unzulänglichkeiten vermerkt worden sind.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt dem Sachverständigen ihren Beschluss der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen. Diese Übermittlung gilt als Verwarnung im Sinne von Artikel 38 des Dekrets vom 1. März 2018.

Die Beschlüsse der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen und die weiteren übermittelten Verwarnungen werden ins Qualitätsmanagementsystem nach Artikel 27 § 3 als Klagen eingetragen, und sind Gegenstand von nachprüfbaren Abhilfemaßnahmen.

**Art. 35 - § 1.** Wenn der Sachverständige die Regeln und Bedingungen seiner Zulassung nicht mehr beachtet, kann die Verwaltung diese Zulassung aussetzen oder entziehen.

Die Zulassung eines Sachverständigen kann ebenfalls ausgesetzt oder entzogen werden, wenn der Sachverständige im Konformitätsbericht nicht nachweist, dass er die aufgrund der festgestellten Mängel und von der Verwaltung ausgehenden Verwarnungen geeigneten Abhilfemaßnahmen eingeleitet hat.

§ 2. Falls der Sachverständige über keine befugte Person mehr verfügt, gilt seine Zulassung als von Rechts wegen ausgesetzt. Der Sachverständige informiert die Verwaltung unverzüglich darüber.

Wenn die befugte Person die Bedingungen nach Artikel 27 § 2 nicht mehr beachtet, kann die Verwaltung die Zulassung des Sachverständigen ändern oder aussetzen.

§ 3. Wenn die Zulassung entzogen wird, wird in dem entsprechenden Beschluss die Dauer bestimmt, während deren der Inhaber der Zulassung keinen neuen Zulassungsantrag einreichen kann. Die Dauer darf drei Jahre nicht überschreiten.

#### Abschnitt 2 — Zulassung der Laboratorien

**Art. 36 -** Zu Zwecken der Durchführung der Analysen, die im Rahmen der Untersuchungen und der Sanierung der Grundstücke nach dem Dekret vom 1. März 2018 vorgesehen sind, wird das Labor in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Abschnitt zugelassen. Die Dauer der Zulassung wird auf fünf Jahre festgelegt; sie kann erneuert werden.

Für die Zulassung der Labors sind die folgenden drei Kategorien in Betracht zu ziehen:

1° Kategorie 1: vollständige Zulassung; das Labor führt alle Analysen betreffend die Parameter durch, die in Anhang 1 des Dekrets vom 1. März 2018 für die Matrix Boden und die Matrix Wasser vorgesehen sind;

2° Kategorie 2: Teilzulassung; Das Labor führt einen Teil der Analysen durch, die in Anhang 1 des Dekrets vom 1. März 2018 vorgesehen sind, und die ausgewählten Parameter werden vom Antragsteller im Rahmen seines Zulassungsantrags angegeben;

3° Kategorie 3: ergänzende Zulassung; das Labor führt die Analysen betreffend die Parameter oder Matrizen durch, die in Anhang 1 des Dekrets vom 1. März 2018 nicht vorgesehen sind.

Die Heranziehung von Subunternehmern bei einem oder mehreren zugelassenen Labors wird erlaubt, um die gesamten erforderlichen Methoden abzudecken, für die der Antragsteller die Zulassung beantragt.

Während der gesamten Gültigkeitsdauer seiner Zulassung beachtet das Labor die mit seiner Zulassung verbundenen Regeln, und unterzieht sich den Kontrollmaßnahmen.

Die Liste der Laboratorien wird von der Verwaltung immer aktuell gehalten, und ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie abrufbar.

#### Unterabschnitt 1 — Bedingungen und Verfahren der Zulassung

**Art. 37 -** Die Zulassung kann nur einer juristischen Person gewährt werden, unter der Voraussetzung, dass die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

**Art. 38 -** Die Gewährung der Zulassung unterliegt den folgenden allgemeinen Bedingungen seitens des Antragstellers:

1° gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums gegründet worden sein, und dort seinen Hauptsitz oder seinen wichtigsten Betriebssitz haben, und nachweisen, dass seine Tätigkeiten einen tatsächlichen und dauerhaften Zusammenhang mit der Wirtschaft des betreffenden Landes haben;

2° keine noch rechtskräftige strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen oder föderalen Umweltvorschriften oder gegen jede anderen Umweltvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union erlitten haben.

3° unter seinen Verwaltungsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen, nur Personen zählen, die

a) keine Verurteilung nach Ziffer 2 erlitten haben;

b) nicht zu einem noch rechtskräftigen Entzug ihrer bürgerlichen und politischen Rechte verurteilt worden sind;

4° gegenüber den sozialen und steuerrechtlichen Verpflichtungen in Ordnung sein;

5° über ausreichende finanzielle Garantien verfügen;

6° über eine ausreichende Fähigkeit verfügen, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen, insbesondere im Rahmen der Beziehungen mit der Verwaltung und ihren Vertretern;

7° über mindestens einen technisch befugten Gesprächspartner verfügen, dessen Verfügbarkeit während der Dauer der Zulassung gewährleistet werden kann, der mit den Kontakten mit der Verwaltung und ihren Vertretern beauftragt ist, der über die im Rahmen der Zulassung notwendigen technischen Kenntnisse verfügt, und die französische oder deutsche Sprache beherrscht.

**Art. 39 - § 1.** Unbeschadet der in Artikel 38 erwähnten Bedingungen unterliegt die Ausstellung der Zulassung den folgenden Sonderbedingungen seitens des Antragstellers:

1° einen oder mehrere Laborverantwortliche vertraglich in seinem Dienst haben, die den Bedingungen nach Artikel 38 Absatz 1 Ziffer 3 genügen, über die technischen Fähigkeiten und das geeignete technische Fachwissen verfügen, indem sie ein Diplom in einem wissenschaftlichen Fach besitzen:

a) entweder ein Universitäts- oder gleichwertiges Diplom im Fach Chemie;

b) oder ein Universitäts- oder gleichwertiges Diplom mit einer in den sechs Jahren vor dem Datum des Zulassungsantrags angesammelten beruflichen Erfahrung von mindestens drei Jahren in den für die Zulassung relevanten Bereichen;

2° mindestens eine befugte Person mittels eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge in seinem Dienst haben, die damit beauftragt ist, alle Berichte, Studien oder Projekte, die kraft des Dekrets vom 1. März 2018 und des vorliegenden Erlasses ausgearbeitet wurden, gegenzuzeichnen, und die innerhalb des vom Antrag betroffenen Betriebsgeländes Autorität hat;

3° über das Material und die technischen, IT- und menschlichen Ressourcen verfügen, die zur Umsetzung der in dem WKPA vorgesehenen Methoden und Verfahren und zur Durchführung der Aufgaben erforderlich sind, für welche die Zulassung beantragt wird;

4° ein anerkanntes Qualitätsmanagementsystem umsetzen, das entweder dem Akkreditierungssystem ISO 17025 mit mindestens einem analysierten Parameter entspricht, oder irgendeinem sonstigen von der Verwaltung vorgeschriebenen oder genehmigten Managementsystem in Bezug auf die organisatorische und technische Qualität von Laboraktivitäten entspricht;

5° die Methoden des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) oder von der Verwaltung als gleichwertig betrachtete Methoden für die Parameter, die der Kategorie der beantragten Zulassung nach Artikel 36 entsprechen, anwenden. Mangels dessen, sich dazu verpflichten, in der Zukunft, d.h. binnen einer bestimmten Frist, die nicht mehr als zwei Jahre nach der Erlangung der Zulassung betragen darf, die Methoden des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) oder als gleichwertig betrachtete Methoden für die gesamten Parameter, die der Kategorie der beantragten Zulassung entsprechen, anzuwenden; die Einhaltung dieser Verpflichtung muss nach einem von der Verwaltung festgelegten Zeitplan erfolgen;

6° bescheinigen, dass er weder persönlich noch über die Vermittlung einer Drittperson weder direkt noch indirekt eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 oder eine Aktivität im Bereich der materiellen Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 kann der Minister die Liste des erforderlichen Materials und der technischen, IT- und menschlichen Ressourcen festlegen.

§ 2. Die befugte Person im Sinne von Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 haftet im Rahmen der mit der Zulassung verbundenen Aktivitäten für die korrekte Anwendung der in der Wallonischen Region erlassenen Vorschriften. Sie gewährleistet die einwandfreie Umsetzung der Maßnahmen in Sachen Qualität in Bezug auf die im Rahmen der Zulassung erbrachten Leistungen. Die befugte Person genügt den folgenden Bedingungen:

1° die allgemeinen Bedingungen nach Artikel 38 Absatz 1 Ziffer 3 erfüllen;

2° über ein Universitätsdiplom oder ein gleichwertiges Diplom in einem wissenschaftlichen Fach verfügen, und ihre Fähigkeit zur Ausübung seines Amtes durch eine in den sechs Jahren vor dem Datum des Zulassungsantrags angesammelte Erfahrung von mindestens drei Jahren in den Bereichen, die in Kapitel IV des Dekrets vom 1. März 2018 angegeben und in Verbindung mit der beantragten Zulassung sind, nachweisen;

3° über eine ausreichende Erfahrung bei der Anwendung des Dekrets vom 1. März 2018, seiner Ausführungserlasse, des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA), des WKFP und der sonstigen technischen und verordnungsrechtlichen Dokumente in Zusammenhang mit dem Dekret vom 1. März 2018 verfügen;

4° sich verpflichten, an den von der Verwaltung organisierten Fortbildungslehrgängen betreffend die Gesetzgebung und ihre Entwicklungen und die verwaltungstechnische Praxis teilzunehmen.

§ 3. Dieses Qualitätsmanagementsystem nach Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 4 berücksichtigt die im Rahmen der beantragten Zulassung erbrachten Dienstleistungen, einschließlich der Einhaltung der gesetzlichen, verordnungsrechtlichen und administrativen Auflagen, insbesondere des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) und des WKFP.

§ 4. In Anwendung von Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 5 entscheidet die Verwaltung, ob eine Methode als gleichwertig angesehen werden kann, auf der Grundlage

1° entweder der Vorlage eines von dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes nach den im WKPA dargelegten Prinzipien ausgestellten Gleichwertigkeitsmerkblatts;

2° oder der vom Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes abgegebenen Stellungnahme über den vom Labor vorgeschlagenen Gleichwertigkeitsbericht.

Der Gleichwertigkeitsbericht genügt den im WKPA dargelegten Prinzipien.

**Art. 40** - Der Zulassungsantrag wird vom Antragsteller binnen sechs Monaten nach der Notifizierung des technischen Untersuchungsberichts nach Artikel 41 auf dem elektronischen Wege mit einer von der Verwaltung genehmigten elektronischen Unterschrift an die Verwaltung gerichtet, unter Verwendung des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars nach dem in Anhang 5 stehenden Muster. Das Formular ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

Der Zulassungsantrag umfasst die Antwort des Antragstellers auf die vom Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes gegebenenfalls hervorgehobenen Mängel.

Wenn die sechsmonatige Frist nach Absatz 1 überschritten wird, beantragt die Verwaltung bei dem Antragsteller einen Aktualisierungsbericht über die technische Untersuchung.

**Art. 41** - § 1. Vor der Einreichung des Zulassungsantrags reicht der Antragsteller bei dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes einen Antrag auf technische Untersuchung für jeden Betriebsstz ein. Zu diesem Zweck übermittelt er das Formular des Zulassungsantrags sowie die allgemeine Übersichtstabelle nach Anhang 6 in elektronischer Form; beide Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt sein.

Das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes schlägt dem Labor mindestens zwei Termine vor, um die technische Untersuchung binnen sechzig Tagen nach Eingang des in Absatz 1 erwähnten Antrags durchzuführen.

§ 2. Das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes übermittelt dem Labor den technischen Untersuchungsbericht binnen sechzig Tagen nach der Durchführung der technischen Untersuchung. Dieser Bericht enthält eine Liste der eventuellen Mängel, die vor der Einreichung des Zulassungsantrags zu beheben sind.

Binnen derselben Frist übermittelt das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes der Verwaltung diesen datierten und unterzeichneten Bericht, dem die vom Labor und dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete allgemeine Übersichtstabelle beigelegt wird.

§ 3. Die mit der technischen Untersuchung verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers. Der Minister kann für diese Kosten einen höchstzulässigen Betrag festlegen.

## Unterabschnitt 2 — Im Laufe der Zulassung einzuhaltende Regeln

**Art. 42** - Das Labor erfüllt die im Rahmen der Zulassung festgelegten Aufgaben, wobei es die folgenden Verpflichtungen beachtet:

1° es haftet gegenüber Dritten für die Einhaltung der Bedingungen und Regeln seiner Zulassung und für die Qualität der im Rahmen der Zulassung erbrachten Leistungen;

2° es lässt gegebenenfalls die Entnahme von Bodenproben von einem Probenehmer durchführen, der gemäß den im WKPA und im WKFP angegebenen Regeln und Methoden handelt, und führt die Arbeiten, für die es zugelassen ist, in Übereinstimmung mit dem WKFP durch;

2° es führt die in Artikel 32 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 1. März 2018 erwähnten Aufgaben in Übereinstimmung mit dem WKFP durch;

4° es nimmt seine Aufgaben mit Professionalität, Würde, Unparteilichkeit und Unabhängigkeit, unter Wahrung der gebotenen Vertraulichkeit und mit der erforderlichen Redlichkeit wahr;

5° es trägt die volle Verantwortung für die geleisteten Arbeiten und die mitgeteilten Ergebnisse sowie für die Schlussfolgerungen seiner Expertise;

6° es erwähnt die aufgrund des WKFP minimal erforderlichen Daten in den Analyseberichten, die im Rahmen der Zulassung erstellt werden;

7° es lässt die im Rahmen seiner Zulassung vorgenommenen Analysen ausschließlich in den Betriebssitzen, die im Beschluss zur Gewährung der Zulassung identifiziert sind, durchführen;

8° es lässt die kraft des Dekrets vom 1. März 2018 und des vorliegenden Erlasses erstellten Analyseberichte von einer befugten Person nach Artikel 39 § 2 unterzeichnen oder gegenzeichnen;

9° es lässt die befugten Personen an den Fortbildungslehrgängen teilnehmen, die von der Verwaltung organisiert werden, und übermittelt der Verwaltung jährlich zum 31. Januar den Beweis, dass diese Bestimmung eingehalten wurde;

10° es informiert jährlich die Verwaltung über die Entwicklung der Vorgänge, die in seinem Verpflichtungszeitplan nach Artikel 39 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 angeführt sind;

11° es bewahrt das Archiv betreffend die im Rahmen der Zulassung geführten Tätigkeiten während mindestens fünf Jahren auf;

12° es übermittelt der Verwaltung auf einfachen Antrag das Inventar der im Rahmen des Dekrets vom 1. März 2018 und des vorliegenden Erlasses bereits durchgeführten oder noch laufenden Analysen betreffend die behandelten Angelegenheiten;

13° es vergewissert sich für jede im Rahmen seiner Zulassung durchgeführte Aufgabe, dass es sich nicht in einer Lage befindet, in der es ihm unmöglich ist, seine in Artikel 43 vorgesehene Aufgabe zu erfüllen;

14° es benutzt das auf der Website der Verwaltung zur Verfügung gestellte Formular zur Notifizierung einer Änderung der in der Zulassung stehenden Angaben;

15° es übermittelt unverzüglich der Verwaltung und dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes jeden im Rahmen des Akkreditierungssystems ISO 17025 oder eines anderen von der Verwaltung anerkannten und genehmigten Systems erstellten Auditbericht, durch den Konformitätsmängel festgestellt werden;

16° es vergewissert sich bei jeder Mitteilung in Zusammenhang mit dem Dekret vom 1. März 2018, seinen Ausführungserlassen, dem WKPA, dem WKFP und den sonstigen technischen und verordnungsrechtlichen Dokumenten in Verbindung mit dem Dekret vom 1. März 2018, dass diese die Leitlinien der Verwaltung, insbesondere diejenigen, die auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie angegeben sind, beachtet werden.

**Art. 43** - Das Labor darf die Aufgaben nach Artikel 32 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 1. März 2018 in den folgenden Fällen nicht ausüben:

1° das Labor oder eine Person, die für eigene Rechnung eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion ausübt:

a) ist in gerader Linie bis zum dritten Grade einschließlich oder in der Seitenlinie bis zum vierten Grade einschließlich mit dem Auftraggeber verwandt oder verschwägert;

b) ist persönlich, oder über eine Mittelsperson, ein Aktionär, Mehrheitsaktionär oder aktiver Gesellschafter des Auftraggebers;

c) übt in gerader Linie oder tatsächlich, persönlich oder über eine Mittelsperson, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion bei dem Auftraggeber aus;

2° die Tätigkeiten des Labors werden direkt oder indirekt, völlig oder teilweise, in welcher Form auch immer, vom Auftraggeber kontrolliert oder verwaltet.

## Unterabschnitt 3 — Kontrolle und Strafmaßnahmen

**Art. 44** - § 1. Das Labor unterzieht sich den Kontrollen der Verwaltung und des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes, sowie den von dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes organisierten Blindanalysen und Ringprüfungen und -versuchen zur Bewertung dessen Fähigkeiten.

§ 2. In diesem Rahmen erlaubt das Labor dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes den Zugang zu seinen Räumlichkeiten und die Einsichtnahme in alle Dokumente, Daten und Geräte die sich auf die im Rahmen der Zulassung geführten Aktivitäten beziehen.

Diese Kontrollen werden von dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes zu jedem beliebigen Zeitpunkt durchgeführt, den es für angemessen hält, und können ohne vorherige Ankündigung organisiert werden. Sie können am Ort der Probenahme oder in den Räumlichkeiten des Labors organisiert werden. Sie können die Analyse von Referenzproben betreffen.

§ 3. Auf den ersten Antrag der Verwaltung liefert das Labor den Nachweis, dass es über die erforderliche Erfahrung und die beruflichen Qualifikationen verfügt, insbesondere mittels:

1° eines Lebenslaufs der Personen, in dem spezifisch auf die erforderlichen Qualifikationen hingewiesen wird; dieser enthält die Auflistung der Diplome, die gesammelte Erfahrung, und eine Beschreibung und eine Kopie der Diplome dieser Personen;

2° einer Kopie der Diplome dieser Personen;

3° einer Kopie des Arbeitsvertrags, der den Antragsteller der Zulassung an die Personen bindet, oder eines von beiden Parteien unterzeichneten Dokuments, das eine Verpflichtung innerhalb der Gesellschaft in der Form eines Arbeitsvertrags bescheinigt, mit Angabe dessen Dauer;

Auf den ersten Antrag der Verwaltung übermittelt das Labor der Verwaltung und dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes die Ergebnisse der Ringversuche zur Bewertung dessen Fähigkeiten, die nicht vom Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes organisiert wurden. Es teilt der Verwaltung ebenfalls jede Information mit, durch die geprüft werden kann, ob die Bedingungen und Regeln der Zulassung eingehalten werden.

**Art. 45** - Das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes ist berechtigt, Ringprüfungen und -versuche zur Bewertung der Fähigkeiten oder Blindanalysen zu organisieren, die darauf abzielen, die Ergebnisse der im Rahmen der Zulassung durchgeführten Analysen zu prüfen.

Die Kosten in Verbindung mit den Ringprüfungen und -versuche zur Bewertung der Fähigkeiten gehen zu Lasten des Labors.

**Art. 46** - § 1. Jeder von dem Wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes anschließend an Kontrollen, Feststellungen, Prüfungen der Auditberichte, Ringprüfungen und -versuche zur Bewertung der Fähigkeiten, Blindanalysen oder Probeanalysen erstellte ungünstige Bericht gilt als Konformitätsmangel.

Wenn das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes einen ungünstigen Bericht abgibt, übermittelt es diesen Bericht mittels einer Notifizierung gleichzeitig dem betreffenden Labor und der Verwaltung.

§ 2. Binnen fünfzehn Tagen ab dem Datum der Notifizierung nach Paragraph 1 Absatz 2 erteilt die Verwaltung eine Verwarnung.

§ 3. Im Fall eines Konformitätsmangels führt das Labor die erforderlichen Abhilfemaßnahmen durch, und es übermittelt der Verwaltung binnen sechs Monaten einen Bericht über das Follow-up der festgestellten Konformitätsmängel. Die Verwaltung kann einen neuen Bericht des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes oder ergänzende Auskünfte anfordern.

§ 4. In den folgenden Fällen werden die Leistungen des Labors von der Verwaltung als qualitativ unzureichend betrachtet:

1° das Labor hat einen beruflichen Fehler begangen, den die Verwaltung angesichts seines Status und der Verantwortung, die es aufgrund seiner Fachkenntnis zu tragen hat, als schwere berufliche Verfehlung einordnet;

2° das Labor hat mehrmals Ergebnisse geliefert, die zu Beschlüssen der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen nach Paragraph 1 geführt haben;

3° das Labor hat Leistungen erbracht, für die in einem Kontrollprotokoll Unzulänglichkeiten vermerkt worden sind.

§ 5. Die Verwaltung übermittelt dem Labor ihren Beschluss der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen. Diese Übermittlung gilt als Verwarnung im Sinne von Artikel 38 des Dekrets vom 1. März 2018.

Die Beschlüsse der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen und die weiteren übermittelten Verwarnungen werden ins Qualitätsmanagementsystem nach Artikel 39 § 3 als Klagen eingetragen, und sind Gegenstand von Abhilfemaßnahmen.

**Art. 47** - § 1. Wenn die Verwaltung feststellt, dass das Labor für bestimmte Parameter bestimmte Bedingungen nicht mehr erfüllt, oder das Vorhandensein eines Kriteriums der Nichtübereinstimmung mit den Auflagen feststellt, kann die Zulassung des Labors durch die Revision der Zulassungskategorie abgeändert oder ausgesetzt werden.

Die Zulassung des Labors kann ebenfalls ausgesetzt oder entzogen werden, wenn die Proben an anderen Betriebsstandorten analysiert werden als denjenigen, die im Zulassungsantrag angegeben sind.

§ 2. Falls das Labor über keine befugte Person mehr verfügt, gilt seine Zulassung als von Rechts wegen ausgesetzt.

Wenn die befugte Person die Bedingungen nach Artikel 39 § 2 nicht mehr beachtet, kann die Verwaltung die Zulassung des Labors ändern oder aussetzen.

§ 3. Wenn das Labor die Regeln und Bedingungen seiner Zulassung nicht mehr beachtet, kann die Verwaltung diese Zulassung aussetzen oder entziehen.

Die Zulassung eines Labors kann ebenfalls ausgesetzt oder entzogen werden, wenn das Labor im Konformitätsbericht nicht nachweist, dass es die aufgrund der festgestellten Mängel und von der Verwaltung ausgehenden Verwarnungen geeigneten Abhilfemaßnahmen eingeleitet hat.

§ 4. Die Zulassung des Labors kann entzogen werden, wenn der Inhaber der Zulassung einen beruflichen Fehler begangen hat, den die Verwaltung als schwere berufliche Verfehlung einordnet.

§ 5. Wenn die Zulassung entzogen wird, wird in dem entsprechenden Beschluss die Dauer bestimmt, während deren der Inhaber der Zulassung keinen neuen Zulassungsantrag einreichen kann. Die Dauer darf drei Jahre nicht überschreiten.

### *Abschnitt 3 — Entnahme von Bodenproben*

**Art. 48** - Nur die folgenden Personen sind ermächtigt, Bodenproben zu entnehmen:

1° ein Sachverständiger, persönlich in seiner Eigenschaft als natürliche Person;

2° eine Person nach Artikel 27 § 1 Ziffer 1 oder 4;

3° ein in Übereinstimmung mit vorliegendem Abschnitt registrierter Probenehmer.

Jede Probenahme erfolgt in Übereinstimmung mit vorliegendem Abschnitt.

Die Liste der zugelassenen Probenehmer wird von der Verwaltung immer aktuell gehalten, und ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie abrufbar, in Übereinstimmung mit Abschnitt 1 Ziffer 3.

#### *Unterabschnitt 1 — Bedingungen und Verfahren für die Registrierung der Probenehmer*

**Art. 49** - Um als Probenehmer registriert zu werden, muss der Antragsteller den folgenden Bedingungen genügen:

1° eine natürliche Person sein;

2° Bürger eines Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums sein;

3° keine noch rechtskräftige strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen oder föderalen Umweltvorschriften oder gegen jede anderen Umweltvorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union erlitten haben.

4° nicht zu einem stets wirksamen Entzug seiner bürgerlichen und politischen Rechte verurteilt worden sein;

5° über das Material und die technischen Mittel verfügen, die notwendig sind, um die Aufgaben in Verbindung mit der Entnahme von Bodenproben wahrzunehmen;

6° über das notwendige Material und die notwendigen IT-Mittel verfügen, um die Übermittlung der Informationen an die Laboratorien, die Sachverständigen oder an die Verwaltung zu gewährleisten;

7° über eine ausreichende Fähigkeit verfügen, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;

8° über eine weniger als zwölf Monate alte Bescheinigung des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes verfügen zur Bescheinigung der Teilnahme an dem Ausbildungsmodul über die Probenahme-, Probezusammenstellungs-, Verpackungs- und Aufbewahrungsmethoden, die in dem WKPA, in dem WKFP und in den sonstigen technischen Dokumenten beschrieben sind;

9° sich verpflichten, innerhalb des Monats der eventuellen Notifizierung der Registrierung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten des Probenehmers abdeckt;

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 5 legt der Minister die Liste des erforderlichen Materials und der erforderlichen technischen Mittel fest.

**Art. 50 - § 1.** Der Antrag auf Registrierung wird vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht; dies erfolgt mittels des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars nach dem in Anhang 7 angegebenen Muster. Das Formular ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

Das Formular und seine Anhänge werden auf dem elektronischen Weg, mit einer von der Verwaltung genehmigten Unterschrift, eingereicht.

§ 2. Binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des Formulars prüft die Verwaltung, ob der Antrag vollständig ist, und informiert gegebenenfalls den Antragsteller über fehlende Angaben. Wenn die Akte vollständig und zulässig ist, teilt die Verwaltung dem Antragsteller binnen dreißig Tagen ab dem Eingang seines vollständigen Antrags seine Registrierungsnummer mittels einer Notifizierung mit.

§ 3. Innerhalb des Monats der Notifizierung seiner Registrierung schließt der Probenehmer mit einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung ab, die seine Berufs- und Betriebshaftpflicht, sowie alle Tätigkeiten, für welche die Zulassung gewährt worden ist, abdeckt. Innerhalb derselben Frist wird eine Kopie des ordnungsgemäß unterzeichneten Versicherungsvertrags der Verwaltung zugestellt.

Wenn innerhalb der in Absatz 1 angegebenen Frist kein Versicherungsvertrag abgeschlossen wurde, wird die Registrierung von Rechts wegen ausgesetzt. Die Registrierung wird erst ab dem Tag nach demjenigen, an dem die Kopie des ordnungsgemäß unterzeichneten Versicherungsvertrags der Verwaltung zugestellt wird, wieder wirksam.

#### Unterabschnitt 2 — Bedingungen in Bezug auf die Sachverständigen

**Art. 51 -** Zwecks der Entnahme von Bodenproben bestimmt der Sachverständige in seinem Zulassungsantrag, dass er den folgenden Bedingungen genügt:

1° über das Material und die technischen Mittel verfügen, die notwendig sind, um die Aufgaben in Verbindung mit der Entnahme von Bodenproben wahrzunehmen;

2° sich verpflichten, innerhalb des Monats der eventuellen Notifizierung der Zulassung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die alle Tätigkeiten in Verbindung mit der Entnahme von Proben abdeckt;

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 legt der Minister die Liste des erforderlichen Materials und der erforderlichen technischen Mittel fest.

#### Unterabschnitt 3 — Regeln im Rahmen der Entnahme von Bodenproben

**Art. 52 - § 1.** Bei der Ausübung der Tätigkeiten zur Entnahme von Bodenproben genügt die in Artikel 48 genannte Person den folgenden Bedingungen:

1° sie führt die Entnahme von Bodenproben, einschließlich der Auswahl der Probenahmemethode, der Probezusammenstellung, Verpackung und Aufbewahrung der Proben bis zur Übergabe an das Laboratorium, unter Einhaltung der Anweisungen des Sachverständigen und der im WKFP und im WKPA angeführten Vorschriften durch;

2° bei der Probenahme füllt sie die Datenblätter nach dem Muster aus, das in dem WKPA angegeben ist, und unterzeichnet sie;

3° sie nimmt an den Informations-, Nachhol- und Ausbildungssitzungen teil, die von der Verwaltung oder ihrem Bevollmächtigten als in Verbindung mit ihren Aufgaben anerkannt werden;

4° sie teilt der Verwaltung, auf deren einfache Anfrage, jede Information mit, durch die geprüft werden kann, ob die Bedingungen nach vorliegendem Abschnitt eingehalten werden.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 teilt die Verwaltung auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit, wann und wo die entsprechenden Sitzungen stattfinden.

**Art. 53 -** Eine Person im Sinne von Artikel 48 kann die Aktivitäten im Rahmen der Probenahme in den folgenden Fällen nicht durchführen:

1° sie ist in gerader Linie bis zum dritten Grade einschließlich oder in der Seitenlinie bis zum vierten Grade einschließlich mit dem Auftraggeber oder - wenn es sich um die Leitung von Bodensanierungsarbeiten handelt - mit dem Auftraggeber oder der die Arbeiten ausführenden Person oder mit jeder anderen Person, die für Rechnung des Auftraggebers oder der vorerwähnten, die Arbeiten ausführenden Person eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion ausübt, verwandt oder verschwägert;

2° sie ist persönlich, oder über eine Mittelsperson, ein Aktionär, Mehrheitsaktionär oder aktiver Gesellschafter des Auftraggebers oder - wenn es sich um die Leitung von Bodensanierungsarbeiten handelt - des Auftraggebers oder der die Arbeiten ausführenden Person;

3° sie übt in gerader Linie oder tatsächlich, persönlich oder über eine Mittelsperson, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion bei dem vorgenannten Auftraggeber oder - wenn es sich um die Leitung der Bodensanierungsarbeiten handelt - beim Auftraggeber oder bei der die Arbeiten ausführenden Person aus;

4° die Tätigkeiten der Person im Sinne von Artikel 48 werden direkt oder indirekt, völlig oder teilweise, in welcher Form auch immer, vom Auftraggeber oder von der die Arbeiten ausführenden Person kontrolliert oder verwaltet.

#### Unterabschnitt 4 — Kontrolle und Strafmaßnahmen

**Art. 54** - § 1. Wenn die Verwaltung feststellt, dass eine der Personen im Sinne von Artikel 48 den Bedingungen oder Regeln nach vorliegendem Abschnitt nicht genügt, kann sie ihr eine Verwarnung erteilen.

§ 2. Die Registrierung des Probennehmers oder die Zulassung des Sachverständigen können ausgesetzt oder entnommen werden, wenn

- 1° die in den Artikeln 52 und 53 erwähnten Bedingungen nicht beachtet werden;
- 2° innerhalb eines Jahres zwei Verwarnungen erteilt worden sind;
- 3° die erbrachten Leistungen von der Verwaltung als offensichtlich von unzureichender Qualität betrachtet werden;
- 4° die Probenahmen nicht an den vom Sachverständigen festgelegten Stellen durchgeführt werden.

Die Registrierung des Probennehmers kann ausgesetzt oder entnommen werden, wenn die Bedingungen für seine Registrierung nicht mehr erfüllt sind.

§ 3. Die Verwaltung teilt der Person im Sinne von Artikel 48 mittels einer Notifizierung ihre Absicht mit, sie zu bestrafen. Diese Notifizierung erfolgt per Einschreiben oder durch jegliches Mittel, durch das der Sendung ein sicheres Datum verliehen wird. In dieser Notifizierung werden ebenfalls die Gründe angegeben.

Die Person kann binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung durch die Verwaltung über ihre Absicht, sie zu bestrafen, ihre Bemerkungen gelten lassen, und, wenn sie sich dies erwünscht, eine Anhörung binnen dieser Frist beantragen.

Die Verwaltung stellt ihren Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug innerhalb von sechzig Tagen ab der Notifizierung nach Absatz 1 zu.

In besonders begründeten Fällen und wenn die Anhörung eine Verzögerung verursachen würde, die der öffentlichen Sicherheit schaden könnte, kann die Registrierung unverzüglich ausgesetzt werden, ohne dass eine Anhörung ihres Inhabers stattfindet. In diesem Fall präzisiert die Verwaltung die Dauer der Aussetzung, die nicht mehr als zwei Monate betragen kann.

Bei einem Entzug kann binnen einer Frist von sechs Monaten nach dem Entschluss kein neuer Antrag auf Registrierung oder Zulassung einreicht werden.

**Art. 55** - Gegen den Beschluss zur Aussetzung oder zum Entzug können die Personen im Sinne von Artikel 48 bei dem Minister Beschwerde einreichen. Der Kläger reicht seine Beschwerde nach Artikel 109 ein.

Der Minister befindet über die Beschwerde innerhalb von neunzig Tagen ab ihrem Eingang.

Liegt kein Beschluss vom Minister vor, so gilt die Beschwerde als abgelehnt.

### KAPITEL IV — Verpflichtungen

#### Abschnitt 1 — Die Bodenbewirtschaftungsvereinbarung

**Art. 56** - Die Bodenbewirtschaftungsvereinbarung bezieht sich auf die jeweiligen Verpflichtungen der Parteien für ein oder mehrere Grundstücke und bestimmt die Planung der Untersuchungen und gegebenenfalls der Maßnahmen in Bezug auf die Sanierung, die abschließende Bewertung, die Durchführung von Umsetzungs- und Folgemaßnahmen.

Eine Bodenbewirtschaftungsvereinbarung kann zwischen der zu diesem Zweck von der Verwaltung vertretenen Wallonischen Region und den folgenden Parteien abgeschlossen werden:

- 1° einer Person, die sich gemäß Artikel 22 des Dekrets vom 1. März 2018 freiwillig verpflichtet, oder einem Inhaber der Verpflichtungen, für mehrere Grundstücke;
- 2° mehreren Personen, die sich gemäß Artikel 22 des Dekrets vom 1. März 2018 freiwillig verpflichten, oder mehreren Inhabern der Verpflichtungen, für ein und dasselbe Grundstück, nach einer Konzertierung zwischen den Inhabern;
- 3° dem Projektträger, der sich entweder gemäß Artikel 22 des Dekrets vom 1. März 2018 freiwillig verpflichtet hat, oder Inhaber der Verpflichtungen ist, wenn das verschmutzte oder potentiell verschmutzte Grundstück von einem Projekt im Sinne des Artikels D.IV.31 des GRE betroffen ist, für das ein Protokoll genehmigt wurde oder als genehmigt gilt;

4° den Personen, die sich gemäß Artikel 22 des Dekrets vom 1. März 2018 freiwillig verpflichten, oder den Inhabern der Verpflichtungen, wenn die Situation Faktoren aufweist, welche die Umsetzung des Dekrets vom 1. März 2018 schwieriger machen können.

Die Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) kann für die ihr anvertrauten Aufgaben ebenfalls an der zwischen den in Absatz 2 genannten Parteien abgeschlossenen Bodenbewirtschaftungsvereinbarung beteiligt sein.

In Anwendung von Absatz 2 Ziffer 4 wird davon ausgegangen, dass die folgenden Situationen Faktoren aufweisen, die die Umsetzung des Dekrets vom 1. März 2018 schwieriger machen können:

- 1° wenn ein Betrieb im Sinne der Umweltgenehmigung eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten enthält, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, und eine der Genehmigungen für diese Anlagen oder Tätigkeiten, die zum Betrieb gehören, abläuft, und dieses Abfließen einen auslösenden Faktor im Sinne von Artikel 24 des Dekrets vom 1. März 2018 bildet;
- 2° wenn die freiwillige Unterwerfung kraft der Bestimmungen von Artikel 22 des Dekrets vom 1. März 2018 von einem Betreiber ausgeht, der der Übernehmer einer Genehmigung für einen Betrieb ist, der eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten enthält, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, und dieser Betreiber beim Eintreten des auslösenden Ereignisses im Sinne von Artikel 24 des Dekrets vom 1. März 2018 an die Stelle der Personen im Sinne von Artikel 20 § 1 Ziffer 1 bis 3 des Dekrets vom 1. März 2018 tritt;
- 3° wenn die freiwillige Unterwerfung kraft der Bestimmungen von Artikel 22 des Dekrets vom 1. März 2018 von einer juristischen oder natürlichen Person ausgeht, der die Verpflichtungen des Dekrets vom 1. März 2018 kraft Artikel 31 § 7 des Dekrets vom 1. März 2018 übertragen worden sind;

4° wenn die Verpflichtungen nach Artikel 19 des Dekrets vom 1. März 2018 im Rahmen einer öffentlichen-privaten Partnerschaft umgesetzt werden.

**Art. 57 - § 1.** Die Verpflichtungen des Dekrets vom 1. März 2018 können auf zwei aufeinanderfolgende Vereinbarungen verteilt werden, die auf Folgendes abzielen:

1° nur die Durchführung der Untersuchungen auf den betreffenden Grundstücken und gegebenenfalls die Durchführung der Folgemaßnahmen, was die erste Vereinbarung betrifft, beziehungsweise

2° die Durchführung eines Sanierungsprojekts, die Durchführung der Sanierungsmaßnahmen, die abschließende Bewertung nach der Durchführung der Sanierungsmaßnahmen und gegebenenfalls die Durchführung von Sicherheitsmaßnahmen, was die zweite Vereinbarung betrifft.

§ 2. Bei Anwendung von Paragraph 1 werden in der ersten Vereinbarung die Modalitäten für den Abschluss der zweiten Vereinbarung vorgesehen und organisiert.

Die erste Bodenbewirtschaftungsvereinbarung endet, nachdem die Verwaltung die Charakterisierungs- oder die kombinierte Studie für die gesamten betreffenden Grundstücke genehmigt hat.

**Art. 58 -** In der Bodenbewirtschaftungsvereinbarung werden insbesondere angegeben:

1° eine Bezugnahme auf den rechtlichen Rahmen, dessen Umsetzung sie beabsichtigt, sowie die zu erreichenden Zielsetzungen, gegebenenfalls einschließlich der Zwischenziele;

2° der Zweck der Vereinbarung;

3° das Inkrafttretedatum und die Dauer der Vereinbarung;

4° die genaue Identifizierung der Grundstücke, die von der Vereinbarung betroffen werden;

5° gegebenenfalls die Benennung eines Bevollmächtigten;

6° die Planung der Untersuchungen und gegebenenfalls die Sanierungshandlungen und -arbeiten;

7° gegebenenfalls die Einsetzung eines Begleitausschusses und seine Arbeitsweise;

8° die Modalitäten für die Überwachung und Änderung der Planung der Untersuchungen;

9° die Verpflichtungen der Parteien der Vereinbarung;

10° die bei Nichtbeachtung der Verpflichtungen zu treffen Maßnahmen;

11° gegebenenfalls die Modalitäten für den Rücktritt oder die Kündigung eines Inhabers.

Der Mindestinhalt der Vereinbarung nach Absatz 1 kann um weitere zwischen den Parteien vereinbarte Bestimmungen ergänzt werden, insofern sie nicht gegen das Dekret vom 1. März 2018 verstoßen.

Der Minister kann ein oder mehrere Muster der Bodenbewirtschaftungsvereinbarung festlegen.

**Art. 59 -** Wenn es mehrere Parteien gibt, wird in der Vereinbarung der von diesen Parteien benannte Bevollmächtigte identifiziert.

Dieser Bevollmächtigte ist mit den Beziehungen mit der Verwaltung und dem gemeinsamen für die Untersuchungen und die Sanierung zuständigen Sachverständigen beauftragt.

**Art. 60 - § 1.** Der Antrag auf Abschluss einer Bodenbewirtschaftungsvereinbarung wird bei der Verwaltung eingereicht.

Der Antrag umfasst:

1° ein Dokument, aus dem hervorgeht, dass die Inhaber sich in einer der Situationen nach Artikel 21 des Dekrets vom 1. März 2018 befinden, und den in vorliegendem Erlass festgelegten Bedingungen genügen;

2° einen ordnungsgemäß ausgefüllten Vorschlag einer Bodenbewirtschaftungsvereinbarung;

3° die Anlagen zur Vereinbarung, worunter mindestens:

a) die Katasterheberolle in Bezug auf die betreffenden Grundstücke;

b) die betreffenden Grundstücke, die anhand der Katasterreferenzen der betreffenden Parzellen oder Teile von Parzellen, oder, was die nicht katastrierten Grundstücke betrifft, aufgrund ihres auf einem Katasterplan gezeichneten Perimeters identifiziert werden;

c) den Zeitplan für die Untersuchungen und gegebenenfalls für die Sanierungsarbeiten, mit der Priorität und den Daten für die Durchführung der Untersuchungen und Sanierungsarbeiten;

4° wenn die Inhaber nicht über die dinglichen Rechte an den betreffenden Grundstücken verfügen, den Nachweis, dass das Vereinbarungsprojekt den Inhabern von dinglichen Rechten mitgeteilt worden ist.

Wenn es mehrere Inhaber gibt, wird der von allen Inhabern unterzeichnete Antrag von einem Bevollmächtigten eingereicht.

§ 2. Wenn die Verwaltung von sich aus den Abschluss einer Vereinbarung vorschlägt, informiert sie die Inhaber und beantragt sie die in Paragraph 1 erwähnten Dokumente binnen einer Frist, die sie unter Berücksichtigung der Umstände festlegt.

§ 3. Wenn die Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) im Rahmen der ihr anvertrauten Aufgaben von sich aus den Abschluss einer Vereinbarung vorschlägt, informiert sie die Verwaltung und die betroffenen Personen. Binnen dreißig Tagen nach dem Eingang dieser Information fordert die Verwaltung binnen der von ihr festgelegten Frist bei den betroffenen Personen und der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) die in Paragraph 1 erwähnten Dokumente an.

**Art. 61 -** Binnen dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Abschluss einer Bodenbewirtschaftungsvereinbarung befindet die Verwaltung über deren Zulässigkeit.

Ist der Antrag nicht vollständig, so leitet sie binnen derselben Frist dem Antragsteller ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen zu, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt. In diesem Fall verfügen die Antragsteller über eine Frist von sechzig Tagen, um der Verwaltung die fehlenden Unterlagen zu übermitteln. Bleibt eine Reaktion binnen dieser Frist aus, so gilt der Antrag als unzulässig.

Binnen dreißig Tagen ab dem Eingang der angeforderten Ergänzungen befindet die Verwaltung über deren Zulässigkeit. Bleibt eine Reaktion binnen dieser Frist aus, so gilt der Antrag als zulässig.

Wenn der Antrag anschließend an den Empfang der vom Antragsteller übermittelten Dokumente erneut als unvollständig bewertet wird, wird er als unzulässig erklärt. In diesem Fall werden die im Dekret vom 1. März 2018 festgelegten Fristen für die Umsetzung der Verpflichtungen unmittelbar anwendbar ab dem Tag nach demjenigen, an dem der Antrag für unzulässig erklärt wird.

**Art. 62** - Binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Beschluss über die Zulässigkeit oder, mangels dessen, ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, die der Verwaltung eingeräumt war, um ihren Beschluss über die Zulässigkeit zuzustellen, befindet die Verwaltung über den Antrag auf Bodenbewirtschaftungsvereinbarung. Wenn die Verwaltung den Abschluss einer Bodenbewirtschaftungsvereinbarung verweigert, begründet sie ihren Beschluss, und teilt sie diesen Beschluss dem Antragsteller mittels einer Notifizierung mit.

Die im Dekret festgelegten Fristen für die Umsetzung der Verpflichtungen werden ab dem Tag nach der Notifizierung der Verweigerung des Abschlusses der Vereinbarung wieder sofort wirksam.

**Art. 63** - Die Dauer der Vereinbarung wird aufgrund der folgenden Elemente festgelegt:

1° der Anzahl der betroffenen Grundstücke und des Ausmaßes der vermuteten Verschmutzung dieser Grundstücke;

2° der Merkmale der betroffenen Grundstücke und ihrer Komplexität;

3° der Merkmale des auf den betreffenden Grundstücken geführten Projekts.

Die Dauer genügt, um eine Verknüpfung zwischen der Umsetzung der Verpflichtungen des Dekrets vom 1. März 2018 und der Umsetzung des Projekts auf den betreffenden Grundstücken zu gewährleisten.

Mit dem Einverständnis der Parteien kann die Dauer der Vereinbarung verlängert werden.

**Art. 64** - § 1. Wenn die Parteien es für erforderlich erachten, wird ein Begleitausschuss eingeführt. Dieser Ausschuss begleitet die Umsetzung der Bodenbewirtschaftungsvereinbarung.

Der Begleitausschuss setzt sich aus einem Vertreter der Verwaltung, der den Vorsitz übernimmt, und einem Vertreter jeder der anderen Parteien der Vereinbarung zusammen. Auch der benannte Bevollmächtigte nimmt am Begleitausschuss teil.

In der Vereinbarung wird die Häufigkeit der Sitzungen des Begleitausschusses festgelegt. Diese finden mindestens einmal im Jahr statt.

§ 2. Der Ausschuss wird von seinem Vorsitzenden einberufen.

Jede Partei kann beim Vorsitzenden die Anberaumung einer Sitzung auf der Grundlage einer Tagesordnung fordern. Der Vorsitzende rechtfertigt seine Antwort auf diese Forderung bei den gesamten Parteien des Begleitausschusses innerhalb einer Höchstfrist von fünfzehn Tagen. Der Ausschuss kann eine elektronische Sitzung veranstalten, wenn die Tagesordnung dies ermöglicht.

Spätestens fünfzehn Tage vor dem für eine Sitzung des Begleitausschusses vorgesehenen Datum übermitteln die Parteien bzw. ihr Bevollmächtigter dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Begleitausschusses per elektronische Post einen Vorschlag zur Tagesordnung und einen Bericht über den Fortschritt der Aktionen im Rahmen der Umsetzung der Vereinbarung.

§ 3. Zu den Sitzungen des Begleitausschusses können die Parteien einvernehmlich Personen einladen, die über eine besondere Fachkunde verfügen, oder die an der Umsetzung der Vereinbarung interessiert sind. Mindestens zehn Tage vor jeder Sitzung des Begleitausschusses informieren die Parteien die anderen Mitglieder des Begleitausschusses über den Status und die Eigenschaft dieser Personen. Der Vorsitzende behält sich das Recht vor, deren Anwesenheit nicht zu genehmigen.

§ 4. Das Protokoll der Sitzungen des Begleitausschusses wird von den Parteien bzw. ihrem Bevollmächtigten verfasst. Es wird binnen fünfzehn Tagen allen Teilnehmern unterbreitet, damit sie ihre Bemerkungen mitteilen oder das Protokoll validieren können. Wenn binnen dreißig Tagen keine Bemerkungen vorliegen, wird das Protokoll genehmigt.

**Art. 65** - § 1. Die Parteien bzw. ihr Bevollmächtigter übermitteln der Verwaltung einmal im Jahr, spätestens am Jahrestag der Vereinbarung, einen Bericht über den Fortschritt bei der Umsetzung der Planung der Untersuchungen und Sanierungsarbeiten auf jedem betreffenden Grundstück und gegebenenfalls einen Vorschlag zur Aktualisierung der Prioritäten und der Fristen für die Umsetzung der Untersuchungen und Sanierungsarbeiten.

Wenn ein Begleitausschuss kraft Artikel 64 eingesetzt worden ist, wird dieser Bericht im Rahmen einer seiner Sitzungen vorgelegt.

§ 2. Die Planung der Untersuchungen und Sanierungen sowie gegebenenfalls die Liste der betroffenen Grundstücke können mit dem Einverständnis der Parteien und in Übereinstimmung mit den in der Vereinbarung vorgesehenen Modalitäten angepasst werden.

**Art. 66** - § 1. Eine Partei kann zu jeder Zeit ihren Rücktritt von der Vereinbarung beantragen, unter der Voraussetzung, dass eine Kündigungsfrist von vier Monaten beachtet wird. Der Antrag wird bei der Verwaltung auf dem elektronischen Weg oder per Einschreiben eingereicht.

Die Verwaltung befindet über den Antrag binnen sechzig Tagen nach seinem Eingang. Die Entscheidung wird dem Antragsteller sowie den anderen Parteien mittels einer Notifizierung mitgeteilt.

Wenn kraft Artikel 64 ein Begleitausschuss eingerichtet worden ist, ist dessen Stellungnahme über den Entzug der Partei erforderlich.

§ 2. Bei dem Rücktritt einer der Parteien, verfügt der Bevollmächtigte über eine Frist von vierzig Tagen, um

1° der Verwaltung mitzuteilen, ob jede der Parteien die Absicht hat, die Vereinbarung fortzuführen oder zu verlassen;

2° gegebenenfalls eine Änderung des Programms der Vereinbarung vorzuschlagen, unter Einhaltung der in Artikel 65 § 2 vorgesehenen Bestimmungen.

**Art. 67** - Am Ende der Vereinbarung oder der Kündigungsfrist nach Artikel 66, sowie bei Nichtbeachtung des Untersuchungs- und Sanierungsprogramms, werden die im Dekret vom 1. März 2018 festgelegten Fristen für die Umsetzung der Verpflichtungen des Dekrets vom 1. März 2018 wieder ab sofort nach dem Ende der Vereinbarung oder der oben genannten Kündigungsfrist wirksam.

Außer wenn sich die Parteien über eine Änderung der Vereinbarung geeinigt haben, wird davon ausgegangen, dass die Vereinbarung insgesamt oder teilweise nicht beachtet wird, wenn die Fristen, die sie angibt, nicht eingehalten werden und wenn der (die) Inhaber, der (die) die Vereinbarung unterschrieben hat (haben) sich verweigert (verweigern), die ihm (ihnen) durch eine per Einschreiben zugestellte Inverzugsetzung erteilte Anordnung der Verwaltung binnen der eingeräumten Frist zu beachten.

#### Abschnitt 2 — Umsetzung der auslösenden Ereignisse

Unterabschnitt 1 — Verpflichtungen, die anlässlich eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine integrierte Genehmigung betreffend ein Grundstück entstehen, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt gilt

**Art. 68** - Anlässlich eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine integrierte Genehmigung betreffend ein Grundstück, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt gilt, wird keine Orientierungsstudie erfordert, wenn der Genehmigungsantrag keine Handlungen und Arbeiten nach Artikel 23 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 des Dekrets vom 1. März 2018 involviert. In diesem Fall erwähnt der Antragsteller der Genehmigung die Informationen im Formular, das dem spezifischen Feld für die Bodenbewirtschaftung beigefügt wird, das in den Anhängen 4 bis 15 des verordnungsrechtlichen Teils des GRE steht. Das Muster dieses Formulars wird im Anhang 8 des vorliegenden Erlasses übernommen.

**Art. 69** - Anlässlich eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine integrierte Genehmigung betreffend ein Grundstück, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt gilt, wird keine Orientierungsstudie erfordert, wenn der Genehmigungsantrag einen der in Artikel 23 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018 genannten Fälle betrifft. In diesem Fall erwähnt der Antragsteller der Genehmigung die Informationen im Formular, das dem spezifischen Feld für die Bodenbewirtschaftung beigefügt wird, das in den Anhängen 4 bis 15 des verordnungsrechtlichen Teils des GRE steht. Das Muster dieses Formulars wird im Anhang 8 des vorliegenden Erlasses übernommen.

**Art. 70** - Anlässlich eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine integrierte Genehmigung betreffend ein Grundstück, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt gilt, wird keine Orientierungsstudie erfordert, wenn die Handlungen und Arbeiten räumlich begrenzt sind oder ein geringes Ausmaß aufweisen, und Folgendes betreffen:

1° die Aufstellung einer ortsfesten Anlage, die nicht zu Wohnzwecken bestimmt, nicht verankert oder in den Boden eingelassen ist, und deren Abstützung am Boden die Stabilität gewährleistet im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer des GRE;

2° den Bau eines Gebäudes oder Bauwerks oder die Aufstellung einer ortsfesten Anlage, die in den Boden eingelassen oder verankert ist im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer des GRE, unter der Voraussetzung, dass die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

- a) das Gebäude oder die Anlage ist nicht zu Wohnzwecken bestimmt;
- b) die Grundfläche liegt unter vierzig Quadratmetern;
- c) die Handlungen und Arbeiten benötigen keinen Erdaushub;
- d) kein Teil des Bodens ist mit einer undurchlässigen Verkleidung versehen, die auf im Rahmen der Genehmigung unternommene Arbeiten zurückzuführen ist;

3° die erhebliche Änderung des Bodenreliefs über eine Fläche von weniger als vierzig Quadratmetern und deren Höhe, sowohl bei Auftrag als bei Abtrag, höchstens fünfzig Zentimeter im Verhältnis zum Niveau des natürlichen Geländes beträgt;

4° die Rodung oder Veränderung der Vegetation im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 13 des GRE über eine Fläche von weniger als zwanzig Quadratmetern;

5° eine Aufforstung im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 10, wenn diese dazu bestimmt ist, ein Phytomanagement-Projekt umzusetzen, dessen Zweck keine Sanierung ist.

Der Antragsteller der Genehmigung, der sich in einem der in Absatz 1 genannten Fälle befindet, erwähnt die Informationen im Formular, das dem spezifischen Feld für die Bodenbewirtschaftung beigefügt wird, das in den Anhängen 4 bis 15 des verordnungsrechtlichen Teils des GRE steht. Das Muster dieses Formulars wird im Anhang 8 des vorliegenden Erlasses übernommen.

**Art. 71** - § 1. Wenn der Antragsteller der Genehmigung, der von dem auslösenden Ereignis nach Artikel 23 des Dekrets vom 1. März 2018 betroffen ist, der Ansicht ist, dass eine Abweichung nach Artikel 29 des Dekrets vom 1. März 2018 anwendbar ist, richtet er vor der Hinterlegung seines Genehmigungsantrags einen Antrag auf Abweichung an die Verwaltung.

Der Abweichungsantrag enthält die beweiskräftigen Elemente, die die Anwendung der betreffenden Abweichung ermöglichen.

Für die Abweichungen nach Artikel 29 § 1 Ziffer 3 und 4 des Dekrets vom 1. März 2018 fügt der Antragsteller der Genehmigung seinem Abweichungsantrag eine ehrenwörtliche Erklärung bei, durch die er angibt, dass er von keiner nachträglichen Verschmutzung, keiner nicht untersuchten Verschmutzung oder keinem bedeutsamen Tatbestand, der seit der Durchführung einer früheren, genehmigten Studie oder gegebenenfalls der Gewährung einer Abweichung eingetreten ist, Kenntnis hat. Der Minister kann das Muster dieser ehrenwörtlichen Erklärung festlegen.

§ 2. Die Verwaltung verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, um über die Abweichung zu befinden. Binnen derselben Frist kann die Verwaltung ergänzende Informationen bei dem Antragsteller anfordern. Dieser Antrag auf Ergänzungen setzt die Frist für die Untersuchung des Abweichungsantrags aus. Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung die angeforderten Ergänzungen binnen fünfzehn Tagen ab der Einsendung des Antrags auf ergänzende Informationen. Über diese Frist hinaus wird der Antrag abgelehnt. Die Frist beginnt, ab dem Eingang der Ergänzungen bei der Verwaltung wieder zu laufen.

Mangels einer Beschlussfassung binnen der in Absatz 1 genannten Frist gilt die Abweichung als verweigert.

Gegen den Beschluss zur Verweigerung der Abweichung kann in Übereinstimmung mit den Artikeln 77 und 78 des Dekrets vom 1. März 2018 eine Beschwerde eingereicht werden.

§ 3. Wenn die Verwaltung der Abweichung zustimmt, erwähnt der Antragsteller der Genehmigung diese Information im Formular, das dem spezifischen Feld für die Bodenbewirtschaftung beigefügt wird, das in den Anhängen 4 bis 15 des verordnungsrechtlichen Teils des GRE steht. Das Muster dieses Formulars wird im Anhang 8 des vorliegenden Erlasses übernommen.

Zudem fügt er seinem Genehmigungsantrag den Beschluss der Verwaltung nach Absatz 1 bei. Der Beschluss ist ab der Hinterlegung des Genehmigungsantrags weniger als sechs Monate alt.

**Art. 72** - Wenn der Antragsteller einer Städtebaugenehmigung, einer Globalgenehmigung oder einer integrierten Genehmigung betreffend ein Grundstück, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt gilt, seine Genehmigung nicht erhält oder auf dessen Umsetzung verzichtet, und beschließt, die Untersuchungen nicht weiterzuführen oder das Sanierungsprojekt nicht umzusetzen, teilt er dies unverzüglich der Verwaltung mittels einer Notifizierung mit.

Unterabschnitt 2 — Verpflichtungen, die anlässlich des Betriebs einer Anlage oder einer Tätigkeit entstehen, die eine Gefahr für den Boden aufweist

**Art. 73** - § 1. Anlässlich des Betriebs einer Anlage oder einer Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, wird keine Orientierungsstudie erfordert, wenn die Anlage oder die Tätigkeit einer der folgenden Bedingungen genügt:

1° der Perimeter des Betriebs oder der Tätigkeit umfasst Parzellen, für die es möglich ist, nachzuweisen, dass keine Tätigkeit oder Anlage, die eine Gefahr für den Boden aufweist, vorhanden ist, wobei diese Parzellen nicht durch die Orientierungsstudie abzudecken sind;

2° die Anlage oder die Tätigkeit ist eingeschlossen (worden) und ohne Kontakt mit dem Boden, so dass sie keine Bodenverschmutzung verursachen konnte;

3° die Lager für Produkte, die in der Liste der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, aufgenommen sind, betreffen lediglich Lager für Produkte in kleinen Verpackungen, die ohne mechanisches Hilfsmittel leicht handhabbar sind, und die Genehmigung oder Erlaubnis enthält Sonderbedingungen für die Lagerung und Verpackung im Rahmen der guten fachlichen Praxis, für die nachgewiesen werden kann, dass diese Vorbeugungsmaßnahmen während der ganzen Dauer der Genehmigung oder Erlaubnis eingehalten worden sind;

4° in dem Fall, wo nachgewiesen wird, dass die Anlage oder Tätigkeit keine Produkte benutzt oder benutzt hat, die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen und zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 als gesundheitsgefährdend oder -bedrohend (ohne ätzende oder reizende Wirkung) oder umweltgefährdend oder -bedrohend (ohne Gefahr für die Ozonschicht) eingestuft sind, oder dass sie keine Boden- oder Grundwasserverschmutzung verursachen können;

5° in dem Falle, wo die Bewirtschaftung des Betriebs oder der betroffenen Tätigkeit schon immer oder seit der Ausstellung eines Bodenkontrollscheins für die betreffenden Parzellen einer Genehmigung oder Erlaubnis unterworfen ist, in der auf sektorenbezogene Bedingungen hingewiesen wird, die Vorbeugungsmaßnahmen umfassen, die spezifisch dem Bodenschutz gewidmet sind, und dass nachgewiesen werden kann, dass diese Vorbeugungsmaßnahmen während der ganzen Dauer der Genehmigung oder Erlaubnis beachtet worden sind;

6° in dem Falle, wo nachgewiesen werden kann, dass die Schwellenwerte für die Kriterien in Bezug auf die Anlage oder Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, während der ganzen Dauer der Genehmigung oder Erlaubnis nie erreicht worden sind.

Wenn der Betreiber einer Anlage oder einer Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, sich in einem der Fälle nach Artikel 24 des Dekrets vom 1. März 2018 befindet, der Ansicht ist, dass er einen der in Absatz 1 aufgelisteten Fälle gelten lassen kann, teilt er diesen Umstand der Verwaltung binnen zehn Tagen nach dem Eintreten des auslösenden Ereignisses mittels einer Notifizierung mit. Die Notifizierung umfasst die beweiskräftigen Elemente, einschließlich eines Sachverständigenberichtes, in dem festgestellt wird, dass ein oder mehrere der in Absatz 1 aufgelisteten Fälle anwendbar sind.

§ 2. Die Verwaltung verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, um die Anwendung von Artikel 24 § 3 des Dekrets vom 1. März 2018 abzulehnen. Binnen derselben Frist kann die Verwaltung ergänzende Informationen anfordern. Dieser Antrag auf Ergänzungen setzt die Frist für die Untersuchung der Notifizierung aus. Der Betreiber übermittelt der Verwaltung die angeforderten Ergänzungen binnen fünfzehn Tagen ab der Einsendung des Antrags auf ergänzende Informationen. Über diese Frist hinaus wird der Antrag abgelehnt. Die Frist beginnt, ab dem Eingang der Ergänzungen bei der Verwaltung wieder zu laufen.

Wird binnen der in Absatz 1 genannten Frist kein Beschluss gefasst, gilt die Anwendung von Artikel 24 § 3 des Dekrets vom 1. März 2018 als bestätigt.

Gegen den Beschluss zur Ablehnung nach Absatz 1 kann in Übereinstimmung mit den Artikeln 77 und 78 des Dekrets vom 1. März 2018 eine Beschwerde eingereicht werden.

§ 3. Wenn der Betreiber einer Anlage oder Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, das Einreichen eines neuen Antrags auf Genehmigung oder Erlaubnis oder eines Antrags auf Erneuerung seiner Genehmigung oder Erlaubnis vor dem Verfall seiner Genehmigung oder seiner Erklärung, durch die die betreffende Anlage oder Tätigkeit erlaubt wird, beabsichtigt, teilt er der Verwaltung in Abweichung von Paragraph 1 mittels einer Notifizierung den Tatbestand mit, dass er der Ansicht ist, dass er von einem der in Paragraph 1 Absatz 1 aufgelisteten Fälle Anwendung machen soll. Diese Notifizierung wird spätestens neunzig Tage vor der Hinterlegung seines Antrags auf Genehmigung oder Erlaubnis oder seines Antrags auf Erneuerung seiner Genehmigung oder Erlaubnis eingereicht. Die Notifizierung umfasst die beweiskräftigen Elemente, einschließlich eines Sachverständigenberichtes, in dem festgestellt wird, dass ein oder mehrere der in Absatz 1 aufgelisteten Fälle anwendbar sind.

Paragraph 2 ist anwendbar.

Bei der Hinterlegung seines Antrags auf Genehmigung oder Erlaubnis oder seines Antrags auf Erneuerung seiner Genehmigung oder Erlaubnis vermerkt der Betreiber in seinem Antrag, dass die Notifizierung im Sinne von Absatz 1 eingereicht wurde, sowie den eventuellen Beschluss der Verwaltung oder die Tatsache, dass die Anwendung von Artikel 24 § 3 des Dekrets vom 1. März 2018 als bestätigt gilt. Gegebenenfalls fügt er seinem Antrag den Beschluss der Verwaltung bei. Der Beschluss oder die Tatsache, dass die Anwendung von Artikel 24 § 3 des Dekrets vom 1. März 2018 als bestätigt gilt, ist ab der Hinterlegung des Genehmigungsantrags weniger als sechs Monate alt.

Der Minister kann ein Formular bestimmen, das dem Antrag auf Genehmigung oder Erlaubnis oder dem Antrag auf Erneuerung der Genehmigung oder Erlaubnis gleichzeitig mit der Notifizierung nach Absatz 3 beizufügen ist.

**Art. 74** - § 1. Wenn der Betreiber einer Anlage oder einer Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, sich in einem der Fälle nach Artikel 24 des Dekrets vom 1. März 2018 befindet, und der Ansicht ist, dass er eine Abweichung nach Artikel 29 des Dekrets vom 1. März 2018 gelten lassen kann, richtet er binnen zehn Tagen nach dem Eintreten des auslösenden Ereignisses einen Abweichungsantrag an die Verwaltung. Der Abweichungsantrag enthält die beweiskräftigen Elemente, die die Anwendung der betreffenden Abweichung ermöglichen.

Für die Abweichungen nach Artikel 29 § 1 Ziffer 3 und 4 des Dekrets vom 1. März 2018 fügt der Betreiber seinem Abweichungsantrag eine ehrenwörtliche Erklärung bei, durch die er angibt, dass er von keiner nachträglichen Verschmutzung, keiner nicht untersuchten Verschmutzung oder keinem bedeutsamen Tatbestand, der seit der Durchführung einer früheren, genehmigten Studie oder gegebenenfalls der Gewährung einer Abweichung eingetreten ist, Kenntnis hat. Der Minister kann das Muster dieser ehrenwörtlichen Erklärung festlegen.

§ 2. Die Verwaltung verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, um über den Antrag auf Abweichung zu befinden. Binnen derselben Frist kann die Verwaltung ergänzende Informationen anfordern. Dieser Antrag auf Ergänzungen setzt die Frist für die Untersuchung des Abweichungsantrags aus. Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung die angeforderten Ergänzungen binnen fünfzehn Tagen ab der Einsendung des Antrags auf ergänzende Informationen. Über diese Frist hinaus wird der Antrag abgelehnt. Die Frist beginnt, ab dem Eingang der Ergänzungen bei der Verwaltung wieder zu laufen.

Mangels einer Beschlussfassung binnen der in Absatz 1 genannten Frist gilt die Abweichung als verweigert.

Gegen den Beschluss zur Verweigerung der Abweichung kann in Übereinstimmung mit den Artikeln 77 und 78 des Dekrets vom 1. März 2018 eine Beschwerde eingereicht werden.

§ 3. Wenn der Betreiber einer Anlage oder Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, das Einreichen eines neuen Antrags auf Genehmigung oder Erlaubnis oder eines Antrags auf Erneuerung seiner Genehmigung oder Erlaubnis vor dem Verfall seiner Genehmigung oder seiner Erklärung, durch die die betreffende Anlage oder Tätigkeit erlaubt wird, beabsichtigt, reicht er in Abweichung von Paragraph 1 Absatz 1 seinen Antrag auf Abweichung nach Paragraph 1 spätestens neunzig Tage vor der Hinterlegung seines Antrags auf Genehmigung oder Erlaubnis oder seines Antrags auf Erneuerung seiner Genehmigung oder Erlaubnis ein. Der Abweichungsantrag enthält die beweiskräftigen Elemente, die die Anwendung der betreffenden Abweichung ermöglichen.

Paragraph 2 ist anwendbar.

Bei der Hinterlegung seines Antrags auf Genehmigung oder Erlaubnis oder seines Antrags auf Erneuerung seiner Genehmigung oder seiner Erlaubnis vermerkt der Betreiber in seinem Antrag den Beschluss der Verwaltung über seinen Antrag auf Abweichung. Den Beschluss der Verwaltung fügt er seinem Antrag bei. Der Beschluss der Verwaltung ist ab der Hinterlegung des Genehmigungsantrags weniger als sechs Monate alt.

Der Minister kann ein Formular bestimmen, das dem Antrag auf Genehmigung oder Erlaubnis oder dem Antrag auf Erneuerung der Genehmigung oder Erlaubnis gleichzeitig mit der Notifizierung nach Absatz 3 beizufügen ist.

#### Unterabschnitt 3 — Auf Initiative der Verwaltung entstandene Verpflichtungen

**Art. 75** - Bei ernsthaften Anzeichen, dass eine Bodenverschmutzung die Schwellenwerte oder die Hintergrundkonzentrationen, falls diese höher als die Schwellenwerte liegen, überschreitet oder zu überschreiten droht, teilt die Verwaltung mittels einer Notifizierung der Person, für die eine Benennung in Betracht gezogen wird, dass sie die Absicht hat, die Bestimmungen des Artikels 26 des Dekrets vom 1. März 2018 gelten zu lassen.

In ihrer Notifizierung gibt die Verwaltung Folgendes an:

- 1° in welcher Eigenschaft als Inhaber in Betracht gezogen wird, diese Person zu benennen;
- 2° den Perimeter des betreffenden Grundstücks;
- 3° die ernsthaften Anzeichen, über die sie verfügt, um das Vorhandensein oder mutmaßliche Vorhandensein einer Verschmutzung festzulegen;
- 4° gegebenenfalls die Folgemaßnahmen, deren Umsetzung auferlegt wird, bis über die Orientierungsstudie befunden wird;
- 5° die Pflicht für die in Absatz 1 genannte Person, den Inhaber von dinglichen Rechten an dem Grundstück, und gegebenenfalls den Betreiber gleichzeitig mit der Übermittlung der Bemerkungen nach Artikel 76 zu informieren.

**Art. 76** - § 1. Die Person, die Gegenstand der Notifizierung nach Artikel 75 ist, verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang der Notifizierung, um ihre Bemerkungen gelten zu lassen.

Gegebenenfalls fügt sie alle erforderlichen Belege bei, durch die festgelegt werden kann, dass sie sich in einem der Fälle nach Artikel 26 § 1 Absatz 2 oder Artikel 29 des Dekrets vom 1. März 2018 befindet.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit ihrer Bemerkungen informiert die in Absatz 1 erwähnte Person gleichzeitig den Inhaber von dinglichen Rechten an dem Grundstück und gegebenenfalls den Betreiber, und er weist dies der Verwaltung nach.

§ 2. Die Verwaltung befindet über die mitgeteilten Bemerkungen und teilt der Person ihren mit Gründen versehenen Beschluss im Sinne von Artikel 26 § 1 des Dekrets vom 1. März 2018 mittels einer Notifizierung mit.

Die Verwaltung richtet eine Kopie dieses Beschlusses an den Inhaber von dinglichen Rechten an dem Grundstück und gegebenenfalls an den Betreiber.

§ 3. Wird binnen der in Paragraph 1 genannten Frist keine Bemerkung mitgeteilt, gilt die Notifizierung der Verwaltung als mit Gründen versehener Beschluss im Sinne von Artikel 26 § 1 des Dekrets vom 1. März 2018. In diesem Fall läuft die Frist, um die Orientierungsstudie einzureichen, ab dem Tag nach demjenigen, an dem die genannte Frist abläuft.

#### Abschnitt 3 — Befreiungen

**Art. 77** - Die Verwaltung kann den Inhaber der Verpflichtungen ganz oder teilweise von der Pflicht befreien, eine Orientierungsstudie oder eine Charakterisierungsstudie einzureichen, wenn

- 1° eine technische und endgültige Unmöglichkeit unwiderruflich die Durchführung der erforderlichen Untersuchungen ganz oder teilweise verhindert;
- 2° den Zielen und dem Inhalt der Orientierungsstudie in einer Umweltverträglichkeitsstudie, einer Nachweisstudie oder irgendeiner sonstigen Studie zur Bodenqualität genügt wird;
- 3° den Zielen und dem Inhalt der Charakterisierungsstudie am Abschluss der spezifischen, mit der Orientierungsphase verbundenen Untersuchungen genügt wird, und eine zweite Untersuchungsphase nicht nötig ist, oder wenn den Zielen und dem Inhalt der Charakterisierungsstudie in einer Umweltverträglichkeitsstudie, einer Nachweisstudie oder irgendeiner sonstigen Studie zur Bodenqualität genügt wird.

Wenn die Boden- oder Grundwasserverschmutzung sich außerhalb des Perimeters der Parzellen erstreckt, die ursprünglich Gegenstand der Studie waren, und es wegen eines Zugangsrechts unmöglich ist, die notwendigen Studien auf Parzellen, die sich außerhalb des Grundstücks befinden, teilweise oder ganz durchzuführen, kann die Verwaltung den Inhaber der Verpflichtungen für diese Parzellen, die sich außerhalb des ursprünglichen Perimeters befinden, von der Einreichung der Orientierungsstudie oder der Charakterisierungsstudie befreien. Der Inhaber der Verpflichtungen liefert ein Dokument, durch welches nachgewiesen werden kann, dass der Inhaber von dinglichen Rechten an dem betreffenden Grundstück, der den Zugang verweigert hat, die Bestimmungen von Artikel 7 des Dekrets vom 1. März 2018 zur Kenntnis genommen hat, und dass der Zugang zum Grundstück ausdrücklich oder stillschweigend verweigert wurde.

**Art. 78** - Jede Person im Sinne von Artikel 26 des Dekrets vom 1. März 2018, die ein Interesse nachweisen kann, ist berechtigt, binnen dreißig Tagen ab dem Ereignis, das die betreffende Verpflichtung ausgelöst hat, der Verwaltung, unter denselben Bedingungen wie diejenigen, die für den Inhaber der Verpflichtungen gelten, einen Antrag auf Befreiung zu übermitteln. Seinem Antrag fügt er die erforderlichen Belege und Nachweise bei.

**Art. 79** - Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihre Entscheidung in einer binnen dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Befreiung zugestellten Notifizierung.

In dieser Entscheidung werden die Gründe angegeben, aus denen die Verwaltung der Ansicht ist, dass eine Orientierungsstudie oder eine Charakterisierungsstudie nicht nötig ist, und wird bestimmt, ob die Artikel 47 ff. des Dekrets vom 1. März 2018 anwendbar sind, und werden die Bedingungen angegeben, die mit dieser Befreiung verbunden sind.

Wenn es binnen dieser Frist keine Notifizierung gibt, so gilt der Antrag als verweigert und sind die für die Umsetzung der entstandenen Verpflichtungen vorgesehenen Fristen anwendbar. In diesem Fall läuft die Frist ab dem Tag nach demjenigen, an dem die genannte Frist abläuft.

Gegen den Beschluss zur Verweigerung der Befreiung kann in Übereinstimmung mit den Artikeln 77 und 78 des Dekrets vom 1. März 2018 eine Beschwerde eingereicht werden.

## KAPITEL V — Ablauf der Untersuchungen und der Sanierung der Grundstücke

### Abschnitt 1 — Der Wallonische Kodex der guten fachlichen Praxis (WKFP)

**Art. 80** - Bei der Durchführung der Orientierungsstudie, der Charakterisierungsstudie, der kombinierten Studie, des Sanierungsprojekts und der abschließenden Bewertung sind die folgenden Mindestvorschriften zu beachten:

- 1° die Benutzung und Einhaltung der in einem Glossar definierten Begriffe;
- 2° die Anwendung von Probenahme- und Analysestrategien, die aufgrund der Vorgeschichte des Grundstücks, der Merkmale der potentiellen Verschmutzungsquellen, der relevanten Schadstoffe und eines Standard-Pakets für die an einer aufgrund von objektiven Kriterien festgelegten Anzahl von Proben durchzuführenden Analysen bestimmt werden;
- 3° die Suche nach den administrativen, ökologischen und technischen Daten, die zur Durchführung der Untersuchungen, und gegebenenfalls zur Bewertung der Risiken und Sanierung der Verschmutzungen notwendig sind;
- 4° die Umsetzung von Verfahren zur Erreichung der im Dekret vom 1. März 2018 festgelegten Ziele für die Orientierungs-, Charakterisierungs- und kombinierten Studien, die Sanierungsprojekte, die Sanierungshandlungen und -arbeiten und die abschließenden Bewertungen;
- 5° die Bestimmung der Benutzungsart, die zu berücksichtigen ist, und der in der Gefahrenstudie anzuwendenden Szenarien auf der Grundlage der heutigen oder künftigen Sach- und Rechtslage des Grundstücks, wenn diese bekannt ist;
- 6° die Auswertung der Ergebnisse in Anwendung der geltenden Rechtsvorschriften und im Hinblick auf die Einschätzung der möglichen Risiken einer ernsthaften Gefahr für die menschliche Gesundheit, das Grundwasser und die Umwelt;
- 7° die Anwendung der besten verfügbaren Technik bei der Bestimmung des Sanierungsverfahrens;
- 8° die Begründung, dass die durchgeführten Untersuchungen angesichts der im Dekret vom 1. März 2018 festgelegten Ziele ausreichen, und dass die zur Erreichung dieser Ziele getroffenen Entscheidungen relevant sind;
- 9° die Einhaltung im Rahmen der Berichterstattung eines strukturierten Inhaltsverzeichnisses, das ebenfalls die Anlagen, die Karten und die Pläne umfasst, im Hinblick auf eine Vereinheitlichung der Gestaltung der Berichte, damit deren Untersuchung durch die Verwaltung erleichtert wird;
- 10° die Übermittlung der Daten und Akten an die Verwaltung nach von Letzterer festgelegten Modalitäten;
- 11° die Anwendung von spezifischen und vereinfachten technischen Verfahren, was die Untersuchungen und Analysen der Risiken bezüglich des Aufschüttungsmaterials betrifft.

Die Mindestvorschriften nach Absatz 1 werden im WKFP präzisiert.

**Art. 81** - § 1. Die Verwaltung erarbeitet den WKFP, der die technischen Verfahren und die Modalitäten ausführlich beschreibt, denen die Orientierungs-, Charakterisierungs- und kombinierten Studien, die Sanierungsprojekte und die Sanierungshandlungen und -arbeiten zu genügen haben.

In dem WKFP werden die Mindestvorschriften in der Form von Referenzleitlinien präzisiert, die mindestens Folgendes umfassen:

- 1° ein Glossar mit den in den verschiedenen Leitlinien benutzten Begriffen und einer Liste der häufig benutzten Akronyme;
- 2° die Referenzleitlinien für die Orientierungsstudie;
- 3° die Referenzleitlinien für die Charakterisierungsstudie;
- 4° die Referenzleitlinien für die kombinierte Studie;
- 5° die Referenzleitlinien für die Gefahrenstudie;
- 6° die Referenzleitlinien für das Sanierungsprojekt;
- 7° die Referenzleitlinien für das Sanierungsprojekt im Rahmen eines beschleunigten Sanierungsverfahrens;

8° die Referenzleitlinien für die abschließende Bewertung oder einen gleichwertigen Abschnitt in Referenzleitlinien für die abschließende Bewertung in Bezug auf das Sachverständigen Gutachten und die Berichterstattung am Ende der Durchführung der sofortigen Verwaltungsmaßnahmen. Mangels dieser Leitlinien sind die Referenzleitlinien für die abschließende Bewertung anwendbar.

Die wichtigsten Elemente, die bei der Ausfertigung der Referenzleitlinien zu berücksichtigen sind, werden in Anhang 9 angegeben. Dieser Anhang bestimmt ebenfalls die Struktur und den Inhalt der Berichte, die die Sachverständigen im Rahmen ihrer Aufgabe zu verfassen haben.

Die Verwaltung erarbeitet diese Leitlinien unter Beachtung der Grundsätze der Verhältnismäßigkeit und der Transparenz, und des Stands der Technik. Sie werden regelmäßig überprüft und angepasst.

§ 2. Die Verwaltung kann den WKFP mit anderen Referenz- oder technischen Leitlinien ergänzen, welche die Umsetzung der Bestimmungen des Dekrets vom 1. März 2018 erleichtern und formalisieren. Es handelt sich insbesondere um:

- 1° Leitlinien für die Erstellung von Statistiken;
- 2° Referenzleitlinien für historische Aktivitäten oder Anlagen;
- 3° Referenz- oder technische Leitlinien für Schwebstoffe, Lagerbehälter und Inputs (in oder auf den Boden);
- 4° Referenzleitlinien im Zusammenhang mit dem Bodenschutz, der Verhütung und Abhilfe der Beeinträchtigungen der Bodenqualität;
- 5° Referenzleitlinien für die Untersuchungen in Bezug auf und die Sanierung von Verschmutzungen durch Heizöl-Lagertanks mit einem Fassungsvermögen unter 25.000 Litern;
- 6° Referenzleitlinien für die Sanierung und die Sanierungstechnik.

§ 3. Der WKFP ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

**Art. 82** - Der WKFP kann auf Instrumente hinweisen, die zur Umsetzung der empfohlenen Verfahren dienen.

*Abschnitt 2 — Das Wallonische Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA)*

**Art. 83** - Die Methoden für die Probenahme, für die Zusammenstellung, Vorbehandlung und Analyse der Proben, sowie die Analyseverfahren, durch die unter anderem der Gehalt an Schadstoffen im Boden bestimmt werden kann, beachten die folgenden Mindestvorschriften:

- 1° Bezugnahme auf Referenzmethoden für die Durchführung der Probenahmen, die Zusammenstellung der Proben und die Durchführung der Analysen, sowie für alle damit zusammenhängenden Vorgänge;
- 2° Berücksichtigung von spezifischen und vereinfachten Probenahme- und Analysemethoden, für was das Aufschüttungsmaterial betrifft;
- 3° Bezugnahme auf ein Index der Probenahme-, Probenzusammenstellungs- und Analysemethoden, sowie aller damit zusammenhängenden Vorgänge;
- 4° gegebenenfalls Bezugnahme auf Methoden, die aufgrund von objektiven Kriterien von der Verwaltung als gleichwertig bewertet werden.

**Art. 84** - § 1. In dem WKPA werden die Mindestvorschriften nach Artikel 83 präzisiert, indem die dort erwähnten Referenzmethoden zusammengestellt werden, und die Arten von Matrizen, für welche sie gelten, identifiziert werden.

In dem WKPA werden die Arten von Matrizen genau festgelegt, für welche die im darin angegebenen Referenzmethoden gelten.

Das WKPA kann insbesondere:

- 1° Leitlinien für die Auslegung der Ergebnisse festlegen, und Deutungsmuster auferlegen;
- 2° Leitlinien für die Erstellung von Statistiken bestimmen;
- 3° Kriterien bestimmen, anhand deren die Gleichwertigkeit zwischen den Methoden des Wallonischen Kompendiums der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA) und alternativen Methoden, die von den Sachverständigen oder Labors vorgeschlagen werden, festgestellt werden kann;
- 4° die Muster und Modalitäten auferlegen, die für die Probenahme- und Analyseberichte, die Informationserfassungsbögen, die Berichte oder Tabellenkalkulationen, die im Rahmen der Ausführung des Dekrets vom 1. März 2018 übermittelt werden müssen, zu beachten sind;
- 5° spezifische Anwendungsbereiche für die Untersuchungsmethoden und -geräte bestimmen.

§ 2. Der Minister genehmigt das WKPA und seine jeweils aktualisierten Fassungen auf der Grundlage der Vorschläge der Verwaltung und des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes. Er legt dessen Inkrafttretedatum fest.

§ 3. Das WKPA ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

*Abschnitt 3 — Durchführung der Orientierungs-, Charakterisierungs- und kombinierten Studien*

Unterabschnitt 1 — Inhalt und Modalitäten für die Übermittlung der Daten und Dokumente an die Verwaltung

**Art. 85** - Die Orientierungsstudie umfasst mindestens die folgenden Elemente:

- 1° die Identifizierung und Lokalisierung der untersuchten Parzellen;
- 2° beglaubigte Auszüge aktueller Katasterpläne und -heberollen;
- 3° die Identifizierung des Inhabers der Verpflichtung und seiner Eigenschaft, und gegebenenfalls der Eigentümer und Betreiber der Parzellen, die Gegenstand der Studie sind;
- 4° die Bestimmung des Vorhandenseins oder Nichtvorhandenseins innerhalb der Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, von einer Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme, von in einem Natura 2000-Standort befindlichen Grundstücken, und von Grundstücken, für die ein Schutzstatus besteht im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;
- 5° die Zweckbestimmung der Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, in dem Sektorenplan, ihre aktuelle und geplante Nutzung und ihre Benutzungsarten;

6° die Identifizierung der Sach- und Rechtslage der Parzellen, die sich neben denjenigen befinden, die Gegenstand der Studie sind;

7° die Identifizierung und das Inventar aller potentiellen, aktuellen oder historischen Verschmutzungsquellen in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind;

8° die lithologische Beschreibung der Bohrungen, die im Rahmen der Studie durchgeführt worden sind, und die Probenahmeberichte in Bezug auf Boden- und Grundwasserproben;

9° den Nachweis, dass die Ziele der Orientierungsstudie erreicht worden sind, in dem Falle, wo die im WKFP bestimmte Strategie durch eine abweichende Strategie ersetzt worden ist;

10° den Nachweis, dass alle potentiellen Verschmutzungsquellen, die in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, identifiziert wurden, untersucht worden sind, einschließlich der Analyse der betreffenden relevanten Schadstoffe;

11° gegebenenfalls die Bewertung der Relevanz der analytischen Daten, die sich aus früheren verfügbaren Studien ergeben, und gegebenenfalls, ihre Wiederbenutzung im Rahmen der Orientierungsstudie;

12° die Auslegung der Ergebnisse;

13° den Vergleich zwischen den Ergebnissen der Boden- und Grundwasseranalysen und den dekretalen Normen, was die dort genormten Schadstoffe betrifft;

14° das konzeptuelle Modell des Standorts in der Form entweder eines einheitlich strukturierten Textes für jeden Bereich des Geländes, oder einer zusammenfassenden Tabelle mit einer schematischen Darstellung;

15° die operativen Schlussfolgerungen;

16° gegebenenfalls die rechtskräftigen Elemente, auf deren Grundlage eine Abweichung kraft Artikel 30 des Dekrets vom 1. März 2018 oder eine Befreiung nach Artikel 77 beantragt werden kann.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 12 wird der Vergleich in Synthesetabellen über die Ergebnisse der Boden- und Grundwasseranalysen dargestellt, deren Gestaltung und anzugebende Informationen für jede untersuchte Probe in dem WKFP festgelegt sind.

**Art. 86** - Die Charakterisierungsstudie umfasst mindestens die folgenden Elemente:

1° die Bestätigung oder gegebenenfalls die Aktualisierung der Elemente nach Artikel 85 Absatz 1 Ziffern 1 bis 5;

2° die lithologische Beschreibung der Bohrungen, die im Rahmen der Studie durchgeführt worden sind, und die Probenahmeberichte in Bezug auf Boden- und Grundwasserproben;

3° den Nachweis, dass die Ziele der Charakterisierungsstudie erreicht worden sind, in dem Falle, wo die im WKFP bestimmte Strategie durch eine abweichende Strategie ersetzt worden ist;

4° die Untersuchung der in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, vorhandenen Verschmutzungen, auf die in der Orientierungsstudie bereits hingewiesen worden war;

5° die Charakterisierung der Verschmutzungen in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, und deren Herkunft eine in diesen Parzellen befindliche potentielle Verschmutzungsquelle ist, für die als relevant bestimmten Benutzungsarten;

6° gegebenenfalls die Charakterisierung einer verschmutzten Aufschüttung in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind;

7° die Abgrenzung der Verschmutzungsflecken, deren Herkunft eine in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, befindliche potentielle Verschmutzungsquelle ist;

8° die Bewertung der Auswirkungen der Bodenverschmutzung auf benachbarte Grundstücke unter Berücksichtigung der Benutzungsart der betroffenen benachbarten Parzellen;

9° den Vergleich der Ergebnisse der Bodenanalysen für alle als relevant bestimmten Benutzungsarten;

10° den Vergleich zwischen den Ergebnissen der Boden- und Grundwasseranalysen und den Normen des Dekrets vom 1. März 2018, was die dort genormten Schadstoffe betrifft;

11° das konzeptuelle Modell des Standorts in der Form entweder eines einheitlich strukturierten Textes für jeden Bereich des Geländes, oder einer zusammenfassenden Tabelle mit einer schematischen Darstellung;

12° die volumenbezogenen Daten der Boden- und Grundwasserverschmutzungen;

13° die repräsentativen Konzentrationen für jede festgestellte Verschmutzung;

14° die Qualifikation einer jeden Verschmutzung als historische, neue oder gemischte Verschmutzung und die entsprechende Begründung;

15° gegebenenfalls die Gefahrenstudie unter Berücksichtigung der als relevant eingestuften Bewertungsgrundlagen;

16° die Auslegung der Ergebnisse in Verbindung mit der ernsthaften Gefahr und der Notwendigkeit einer Sanierung;

17° die operativen und zusätzlichen Schlussfolgerungen;

18° gegebenenfalls die rechtskräftigen Elemente, auf deren Grundlage eine Abweichung kraft Artikel 30 des Dekrets vom 1. März 2018 beantragt werden kann.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 7 wird die Abgrenzung gegebenenfalls außerhalb der Grenzen des Grundstücks durchgeführt, wenn die Boden- oder Grundwasserverschmutzung sich außerhalb des Perimeters der Parzellen erstreckt, die Gegenstand der Studie sind.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 10 wird der Vergleich in Synthesetabellen über die Ergebnisse der Boden- und Grundwasseranalysen dargestellt, deren Gestaltung und anzugebende Informationen für jede untersuchte Probe in dem WKFP festgelegt sind.

**Art. 87** - Die kombinierte Studie umfasst mindestens die folgenden Elemente:

1° die Identifizierung und Lokalisierung der untersuchten Parzellen;

2° beglaubigte Originalauszüge aktueller Katasterpläne und -heberollen;

3° die Identifizierung des Inhabers der Verpflichtung und seiner Eigenschaft, und gegebenenfalls der Eigentümer und Betreiber der Parzellen, die Gegenstand der Studie sind;

4° die Bestimmung des Vorhandenseins oder Nichtvorhandenseins innerhalb der Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, von einer Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme, von in einem Natura 2000-Standort befindlichen Grundstücken, und von Grundstücken für die ein Schutzstatus besteht im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

5° die Zweckbestimmung der Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, in dem Sektorenplan, ihre aktuelle und geplante Nutzung und ihre Benutzungsarten im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018;

6° die Identifizierung der Sach- und Rechtslage der Parzellen, die sich neben denjenigen befinden, die Gegenstand der Studie sind;

7° die Identifizierung und das Inventar aller potentiellen, aktuellen oder historischen Verschmutzungsquellen in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind;

8° die lithologische Beschreibung der Bohrungen, die im Rahmen der Studie durchgeführt worden sind, und die Probenahmeberichte in Bezug auf Boden- und Grundwasserproben;

9° den Nachweis, dass alle potentiellen Verschmutzungsquellen, die in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, identifiziert wurden, untersucht worden sind, einschließlich der Analyse der betreffenden relevanten Schadstoffe;

10° gegebenenfalls die Bewertung der Relevanz der analytischen Daten, die sich aus früheren verfügbaren Studien ergeben, und gegebenenfalls, ihre Wiederbenutzung im Rahmen der Orientierungsstudie;

11° den Nachweis, dass die Ziele der Charakterisierungsstudie erreicht worden sind, in dem Falle, wo die im WKFP bestimmte Strategie durch eine abweichende Strategie ersetzt worden ist;

12° die Auslegung der Ergebnisse;

13° den Vergleich zwischen den Ergebnissen der Boden- und Grundwasseranalysen und den dekretalen Normen, was die dort genormten Schadstoffe betrifft;

14° das konzeptuelle Modell des Standorts in der Form entweder eines einheitlich strukturierten Textes für jeden Bereich des Geländes, oder einer zusammenfassenden Tabelle mit einer schematischen Darstellung;

15° die Untersuchung der in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, vorhandenen Verschmutzungen;

16° die Charakterisierung der Verschmutzungen in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, und deren Herkunft eine in diesen Parzellen befindliche potentielle Verschmutzungsquelle ist, für die als relevant bestimmten Benutzungsarten;

17° gegebenenfalls die Charakterisierung einer verschmutzten Aufschüttung in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind;

18° die Abgrenzung der Verschmutzungsflecken, deren Herkunft eine in den Parzellen, die Gegenstand der Studie sind, befindliche potentielle Verschmutzungsquelle ist;

19° die Bewertung der Auswirkungen der Bodenverschmutzung auf benachbarte Grundstücke unter Berücksichtigung der Benutzungsart der betroffenen benachbarten Parzellen;

20° den Vergleich der Ergebnisse der Bodenanalysen für alle als relevant bestimmten Benutzungsarten;

21° den Vergleich zwischen den Ergebnissen der Boden- und Grundwasseranalysen und den Normen des Dekrets vom 1. März 2018, was die dort genormten Schadstoffe betrifft;

22° das konzeptuelle Modell des Standorts in der Form entweder eines einheitlich strukturierten Textes für jeden Bereich des Geländes, oder einer zusammenfassenden Tabelle mit einer schematischen Darstellung;

23° die volumenbezogenen Daten der Boden- und Grundwasserverschmutzungen;

24° die repräsentativen Konzentrationen für jede festgestellte Verschmutzung;

25° die Qualifikation einer jeden Verschmutzung als historische, neue oder gemischte Verschmutzung und die entsprechende Begründung;

26° gegebenenfalls die Gefahrenstudie unter Berücksichtigung der als relevant eingestuften Bewertungsgrundlagen;

27° die Auslegung der Ergebnisse in Verbindung mit der ernsthaften Gefahr und der Notwendigkeit einer Sanierung;

28° die operativen und zusätzlichen Schlussfolgerungen;

29° gegebenenfalls die rechtskräftigen Elemente, auf deren Grundlage eine Abweichung kraft Artikel 30 des Dekrets vom 1. März 2018 beantragt werden kann.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 18 wird die Abgrenzung gegebenenfalls außerhalb der Grenzen des Grundstücks durchgeführt, wenn die Boden- oder Grundwasserverschmutzung sich außerhalb des Perimeters der Parzellen erstreckt, die Gegenstand der Studie sind.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 20 wird der Vergleich in Synthesetabellen über die Ergebnisse der Boden- und Grundwasseranalysen dargestellt, deren Gestaltung und anzugebende Informationen für jede untersuchte Probe in dem WKFP festgelegt sind.

**Art. 88** - Die Orientierungs-, Charakterisierungs- oder kombinierte Studie, der Fortschrittstand der Sanierungshandlungen und -arbeiten und die abschließende Bewertung werden in zwei Exemplaren auf Papierträger eingereicht, denen eine vollständige Fassung auf Datenträger beigelegt wird.

Das Sanierungsprojekt wird in vier Exemplaren auf Papierträger eingereicht, denen eine vollständige Fassung auf Datenträger beigelegt wird.

Die Struktur der Berichte folgt dem standardisierten Inhaltsverzeichnis, das in dem WKFP angegeben ist.

**Art. 89** - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung der Dokumente, die der Verwaltung mitgeteilt werden. Zudem kann er:

1° den Inhalt der Studien zwischen die Papierversion und die elektronische Version verteilen;

2° die Verwendung von elektronischen Formularen auferlegen und die Modalitäten für deren Übermittlung bestimmen;

3° den Ersatz der Exemplare auf Papierträger durch eine einzige Übermittlung auf Datenträger erlauben.

## Unterabschnitt 2 — Kriterien der Nichtkonformität

**Art. 90** - Die Beschlüsse der Verwaltung über Orientierungs-, Charakterisierungs- oder kombinierte Studien können in den folgenden Situationen zu dem Schluss kommen, dass eine Nichtkonformität vorliegt:

- 1° die in dem WKFP entwickelten Verfahren und dessen Inhalt werden ohne weitere Rechtfertigung nicht berücksichtigt;
- 2° die Vorschriften des WKPA werden nicht berücksichtigt;
- 3° es werden keine Daten, oder ungenaue oder falsche Daten zu einem oder mehreren wesentlichen Elementen geliefert, so dass die im Dekret vom 1. März 2018 bestimmten Zielsetzungen nicht erfüllt werden;
- 4° was die Orientierungsstudien betrifft, gibt es keine operativen Schlussfolgerungen oder diese stimmen mit der Auslegung der Ergebnisse nicht überein;
- 5° was die Charakterisierungs- oder kombinierten Studien betrifft, gibt es keine operativen Schlussfolgerungen oder diese stimmen mit der Art der festgestellten Verschmutzung und mit den Schlussfolgerungen der Gefahrenstudie nicht überein.

## Unterabschnitt 3 — Das Fehlen bestimmter Werte für einen Schadstoff

**Art. 91** - Wenn das Grundstück im Rahmen einer Orientierungsstudie, einer Charakterisierungsstudie oder einer kombinierten Studie einen Schadstoff aufweist, für den gemäß Artikel 9 des Dekrets vom 1. März 2018 kein Schwellenwert bestimmt worden ist, bestimmt die Verwaltung den Schwellenwert für diesen Schadstoff in ihrem Beschluss über die betreffende Studie oder vorab auf Antrag des Sachverständigen.

Zur Festlegung dieses Schwellenwerts beantragt die Verwaltung die Stellungnahme des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes (ISSEP) und der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE). Diese Instanzen geben ihre Stellungnahme binnen dreißig Tagen ab dem von der Verwaltung gerichteten Antrag auf Stellungnahme ab.

Wenn der Antrag von einem Sachverständigen gestellt wird, übermittelt die Verwaltung dem Sachverständigen den Beschluss mittels einer Notifizierung binnen zehn Tagen nach dem Eingang der Stellungnahme des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes (ISSEP) und der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE).

## Abschnitt 4 — Das Sanierungsprojekt

**Art. 92** - § 1. In dem Beschluss der Verwaltung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Sanierungsprojektes erläutert sie ausführlich die Verpflichtungen nach § 2 und § 3.

§ 2. Die Projektankündigung erfolgt durch den Anschlag einer Bekanntmachung, in der angegeben wird, dass ein Sanierungsprojekt bei der Verwaltung eingereicht worden ist.

Am Tag nach demjenigen, an dem der Antragsteller von der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Sanierungsprojekts Kenntnis nimmt, oder am Tag nach demjenigen, an dem das Sanierungsprojekt im Versäumniswege als zulässig erklärt wird, bringt der Antragsteller die Bekanntmachung auf dem Grundstück entlang der Straße an, von wo sie lesbar sein muss. Die Bekanntmachung wird während drei Wochen angeschlagen.

Die Gemeindeverwaltung hängt die Bekanntmachung an den üblichen Anschlagstellen innerhalb derselben Frist und für dieselbe Dauer aus. Sie kann sie auf ihrer Website veröffentlichen.

§ 3. Der Antragsteller haftet für das Anbringen der Bekanntmachung auf seinem Grundstück und für deren Aufrechterhaltung in gutem Zustand während des dreiwöchigen Zeitraums.

§ 4. Die Bekanntmachung umfasst mindestens eine Beschreibung der Hauptmerkmale des Sanierungsprojekts, gibt den genauen Zeitraum an, während dessen Beschwerden und Bemerkungen an das Kollegium gerichtet werden können, sowie die Tage, die Uhrzeiten und den Ort, wo jede Person in die Akte Einsicht nehmen kann. In die Akte, für welche die Projektankündigung Pflicht ist, kann kostenlos bei der Gemeindeverwaltung während der Öffnungszeiten Einsicht genommen werden.

§ 5. Jede Person kann bei der zu diesem Zweck vom betreffenden Gemeindegremium bestellten Person Auskünfte über das Sanierungsprojekt erhalten.

Beschwerden und Bemerkungen werden während des in der Bekanntmachung bestimmten Zeitraums von fünfzehn Tagen an das Gemeindegremium gerichtet. Das Anschlagen erfolgt spätestens fünf Tage vor der Periode, in der die Beanstandungen und Bemerkungen dem Gemeindegremium geschickt werden können.

§ 6. Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine Projektankündigung organisiert wurde, übermittelt der Verwaltung innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Projektankündigung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, einschließlich des in Artikel D. 29-19 von Buch I des Umweltgesetzbuches genannten Protokolls.

**Art. 93** - In Abweichung von Artikel 92 ist Artikel 68 § 1 des Dekrets vom 1. März 2018 auf das nach den Bestimmungen von Artikel 68 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018 eingereichte Sanierungsprojekt anwendbar.

**Art. 94** - Wenn die Verwaltung das Sanierungsprojekt billigt, bestimmt sie, ob die Mitteilung eines Dokuments über den jeweiligen Fortschritt erforderlich ist. In diesem Fall bestimmt die Verwaltung dessen Inhalt sowie die Fristen, binnen denen dieses Dokument der Verwaltung vorzulegen ist.

Das Dokument über den Fortschritt wird der Verwaltung per Einschreiben, oder durch jegliches Mittel, durch das der Sendung ein sicheres Datum verliehen wird, übermittelt.

## Abschnitt 5 — Abschließende Bewertung

**Art. 95** - § 1. Am Ende einer abschließenden Bewertung, die durch einen Sachverständigen im Rahmen einer von der Verwaltung angeordneten Gegenexpertise durchgeführt wird, in der die Schlussfolgerungen einer ersten abschließenden Bewertung bestätigt werden, beantragt der Inhaber bei der Verwaltung die Rückerstattung der Kosten in Verbindung mit der Gegenexpertise per Einschreiben oder durch jedes sonstige ähnliche Mittel, durch das der Sendung ein sicheres Datum verliehen werden kann.

Der Antrag auf Rückerstattung der Kosten enthält:

- 1° die Originalrechnungen in Verbindung mit der Gegenexpertise oder eine beglaubigte Abschrift dieser Rechnungen;

- 2° die Kontonummer und den Namen des Inhabers des Kontos, auf welches die Rückerstattung zu erfolgen hat;
- 3° den Nachweis der Zahlung der in Ziffer 1 erwähnten Rechnungen.

In Anwendung von Absatz 2 Ziffer 1 ermöglichen die übermittelten Rechnungen eine genaue Identifizierung der abschließenden, im Rahmen der Gegenexpertise durchgeführten Bewertung.

§ 2. Die Verwaltung richtet den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Rückerstattung gefassten Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag auf Rückerstattung erhalten hat, an den Antragsteller.

Ist der Antrag unvollständig, so teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, welche Unterlagen noch fehlen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Eingang der Sendung, um der Verwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen zu liefern.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig. Ist der Antrag unzulässig, so teilt die Verwaltung dem Antragsteller die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Wenn die Verwaltung dem Antragsteller keinen Beschluss unter Einhaltung der vorgesehenen Bedingungen und Fristen übermittelt hat, dann wird der Antrag als zulässig betrachtet und weiter untersucht.

§ 3. Die Verwaltung führt die Rückerstattung binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Versand des Beschlusses zur Bescheinigung der Zulässigkeit des Antrags auf Rückerstattung durch, oder mangels dessen ab dem Tag nach Ablauf der Frist, über die sie verfügt, um ihren Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags zu versenden.

#### *Abschnitt 6 — Der Bodenkontrollschein*

**Art. 96 - § 1.** Die Verwaltung stellt einen Bodenkontrollschein mit Bezug auf eine Parzelle aus.

Der Bodenkontrollschein enthält mindestens folgende Informationen:

1° die Art des Verfahrens, am Ende dessen der Schein ausgestellt wird, insbesondere durch den Verweis auf die Orientierungs-, Charakterisierungs- oder kombinierte Studie, das Sanierungsprojekt, die abschließende Bewertung der Sanierungshandlungen und -arbeiten, die abschließende Bewertung in Anschluss an die sofortigen Verwaltungsmaßnahmen oder die abschließende Bewertung von Sanierungshandlungen und -arbeiten, die der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) anvertraut wurden;

2° die Tragweite des Kontrollscheins, in Bezug auf die Grundfläche, die Parameter und seine Gültigkeitsbedingungen;

3° die Identifizierung und Lokalisierung der betroffenen Parzelle, gegebenenfalls mit den Katasterreferenzen;

4° die geeigneten Benutzungsarten aufgrund des Zustands des Grundstücks am Ende der Studien oder der Sanierungshandlungen und -arbeiten;

5° gegebenenfalls die Daten in Bezug auf die Verschmutzungsrückstände, die aufgrund der betreffenden Benutzungsart definiert werden;

6° die Beschreibung der Sicherheitsmaßnahmen und gegebenenfalls die Identität, Kontaktdaten und Eigenschaft des Inhabers, der diese Maßnahmen durchzuführen hat;

7° das Datum der Ausstellung des Bodenkontrollscheins;

8° einen Plan in einem geeigneten Maßstab zur Identifizierung des Standorts der betreffenden Parzelle und gegebenenfalls des bzw. der vom Bodenkontrollschein betroffenen Bereiche innerhalb der Parzelle, zur Bestimmung des Umfangs der Verschmutzungsrückstände sowie der Auflagen in Bezug auf die Sicherheitsmaßnahmen.

§ 2. Wenn die Elemente nach Paragraph 1 Ziffer 5 geändert wurden, insbesondere anlässlich von Arbeiten oder wenn neue Elemente nach der Ausstellung des Bodenkontrollscheins zu Vorschein gekommen sind, oder wenn die im Bodenkontrollschein angeführten Sicherheitsmaßnahmen überholt sind, kann der Bodenkontrollschein von der Verwaltung aus eigener Initiative, oder auf Vorschlag jedes betroffenen Benutzers auf der Grundlage eines von einem Sachverständigen erstellten Berichts aktualisiert werden.

Parzellenübertragungen sowie Rechtsgeschäfte aufgrund von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 führen nicht zu einer Revision des Bodenkontrollscheins.

#### *Abschnitt 7 — Fälle, in denen eine Konzertierung stattfindet*

##### *Unterabschnitt 1 — Konzertierung im Falle von mehreren Inhabern*

**Art. 97 - § 1.** Auf gemeinsamen Antrag von mehreren Inhabern, oder wenn die Verwaltung dies als notwendig erachtet, organisiert die Verwaltung eine Konzertierungsversammlung. Diese Versammlung hat zum Zweck, den betreffenden Inhabern zu ermöglichen, eine Koordinierung ihrer Vorgänge zu organisieren, mit Blick auf

1° die Durchführung von gemeinsamen Untersuchungen;

2° die Hinterlegung von gemeinsam durchgeführten Studien;

3° ggf. die Hinterlegung eines gemeinsamen Sanierungsprojekts;

4° und ggf. den Abschluss einer Bodenbewirtschaftungsvereinbarung.

§ 2. Die Verwaltung lädt die betroffenen Inhaber zu der ersten Konzertierungsversammlung mindestens fünfzehn Tage, bevor diese stattfindet, ein.

Die Verwaltung nimmt ein Protokoll der ersten Konzertierungsversammlung auf, und übermittelt es den Inhabern binnen dreißig Tagen nach der Versammlung. Diese verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen, um der Verwaltung ihre Anmerkungen zukommen zu lassen. Gegebenenfalls passt die Verwaltung das Protokoll aufgrund der Bemerkungen an, die sie als relevant betrachtet; sie übermittelt das endgültige Protokoll binnen fünfzehn Tagen.

§ 3. Bei der ersten Versammlung oder binnen fünfundvierzig Tagen nach dieser Versammlung benennen die Inhaber einen Bevollmächtigten, der mit den Beziehungen mit der Verwaltung beauftragt wird, und übermitteln Letzterer die Personalien dieses Bevollmächtigten und ggf. den Inhalt seines Mandats.

§ 4. Im Einvernehmen mit der Verwaltung beruft der Bevollmächtigte die weiteren Versammlungen ein, schlägt eine Tagesordnung vor und nimmt die Verfassung der Protokolle wahr, die er binnen denselben Fristen als denjenigen unter Paragraph 2 der Validierung durch die anderen Inhaber und durch die Verwaltung unterwirft.

Unterabschnitt 2 — Konzertierung zwischen der Verwaltung und den zu Rate gezogenen Instanzen

**Art. 98** - § 1. Auf Antrag von einer oder mehreren zu Rate gezogenen Instanzen, oder wenn die Verwaltung dies als notwendig erachtet, organisiert die Verwaltung eine Konzertierungsversammlung.

Der von der Verwaltung ausgehende Antrag auf eine Konzertierungsversammlung wird gleichzeitig mit dem Antrag auf Stellungnahme gestellt, die sie bei den verschiedenen von ihr benannten Instanzen einholt.

Der von einer Begutachtungsinstanz ausgehende Antrag auf eine Konzertierungsversammlung wird binnen fünfzehn Tagen ab dem Antrag auf Stellungnahme bei der Verwaltung gestellt.

§ 2. Der Antrag umfasst:

- 1° drei Vorschläge für Versammlungstermine binnen fünfzehn Tagen nach dem Antrag;
- 2° die bei der Konzertierungsversammlung zu besprechenden Punkte;
- 3° die Angaben zur Kontaktperson, die mit der Teilnahme an der Konzertierungsversammlung beauftragt ist.

§ 3. Die Verwaltung beruft die Konzertierungsversammlung auf elektronischem Wege ein. Sie informiert alle Begutachtungsinstanzen sowie die betroffenen Gemeinden über diese Versammlung.

KAPITEL VI — *Zuschüsse*

*Abschnitt 1 — Zweck und Gewährungsbedingungen des Zuschusses*

**Art. 99** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister unter Einhaltung der in vorliegendem Kapitel festgelegten Bedingungen Zuschüsse für die Durchführung einer Orientierungsstudie, einer Charakterisierungsstudie oder einer kombinierten Studie gewähren.

**Art. 100** - § 1. Die Person, die den Zuschuss beantragt, genügt den folgenden kumulativen Bedingungen:

- 1° eine natürliche Person oder eine juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts sein;
- 2° nicht in der Eigenschaft als Verursacher oder mutmaßlicher Verursacher, zum Inhaber von Verpflichtungen bezeichnet werden;
- 3° die Person sein, an welche die Rechnung für die durchgeführte Bodenstudie gerichtet wird.

§ 2. Wenn der Antragsteller ein Unternehmen ist, handelt es sich um ein Kleinst-, kleines oder mittleres Unternehmen im Sinne des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

§ 3. Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, genügt sie den folgenden ergänzenden kumulativen Bedingungen:

- 1° die juristische Person hat keinen Konkurs, Pfändung oder kollektive Schuldenregelung erlitten;
- 2° die juristische Person ist in den fünf Jahren vor dem Antrag nicht Gegenstand eines Konkursverfahrens oder einer gerichtlichen Reorganisation gewesen;
- 3° die juristische Person genügt den gesetzlichen Bestimmungen, die auf die Ausübung ihrer Tätigkeit anwendbar sind, sowie den steuerrechtlichen, sozialen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen, oder verpflichtet sich, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen.

**Art. 101** - Die Bodenstudie, für die ein Antrag auf Zuschussversprechen eingereicht worden ist, betrifft eine historische Verschmutzung oder eine gemischte Verschmutzung, die hauptsächlich vor dem 30. April 2007 entstanden ist.

**Art. 102** - Das Grundstück, das Gegenstand des Zuschussantrags ist, ist zum Zeitpunkt, wo der Antrag gemäß Artikel 104 eingereicht wird, in der Datenbank über den Bodenzustand eingetragen, und wird von strikt informativen Angaben betroffen, oder von Angaben, die gemäß Artikel 7 Gegenstand einer Übertragung in Daten der Kategorie 1 gewesen sind.

**Art. 103** - Der Betrag des Zuschusses entspricht sechzig Prozent des Betrags der Studie, wobei die folgenden Höchstbeträge gelten:

- 1° 5.000 Euro pro Orientierungs- oder Charakterisierungsstudie;
- 2° 8.000 Euro pro kombinierte Studie.

Wenn der Antragsteller nicht MwSt.-abzugsberechtigt ist, wird der Betrag des Zuschusses auf der Grundlage des Betrags der Studie einschließlich der Mehrwertsteuer berechnet.

*Abschnitt 2 — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses*

**Art. 104** - Ein Antrag auf Zuschussversprechen wird vor der Durchführung einer Studie eingereicht, für die ein Zuschuss gewährt werden kann. Der Antrag auf Zuschussversprechen wird bei der Verwaltung eingereicht, unter Einhaltung der von Letzterer festgelegten Modalitäten, unter Verwendung des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars, dessen Muster vom Minister festgelegt wird. Das Formular ist auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich.

Der Antrag auf Zuschussversprechen umfasst:

- 1° das ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Formular;
- 2° eine Kopie des Ausweises des Antragstellers oder, für die juristischen Personen, eine Kopie des Ausweises des Geschäftsführers oder jeder sonstigen zur Vertretung der juristischen Person bevollmächtigten Person;
- 3° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, fügt sie eine ehrenwörtliche Erklärung bei, in der angegeben wird, dass die beantragte Beihilfe sich nicht auf den Betrag bereits unter dieser Regelung oder unter einer anderen Regelung gewährter Beihilfen über 200.000 Euro über einen Zeitraum von drei Jahren gemäß der De-Minimis-Verordnung bezieht;
- 4° eine Verpflichtung, die im Antrag genannte Studie binnen neun Monaten nach der Notifizierung des Zuschussversprechens durchführen zu lassen.

**Art. 105 - § 1.** Wenn der Antrag auf Zuschussversprechen nicht vollständig ist, ersucht die Verwaltung den Antragsteller binnen einer Frist von dreißig Tagen um Ergänzungen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab der Sendung, um der Verwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen zu liefern.

Anschließend an den Empfang der ergänzenden Unterlagen oder wenn der Antrag auf Zuschussversprechen vollständig ist, übermittelt der Minister dem Antragsteller seine Entscheidung durch eine Notifizierung per Einschreiben oder jedes sonstige Mittel, durch das der Notifizierung ein sicheres Datum verliehen wird. Es handelt sich um die Entscheidung,

- 1° ein Zuschussversprechen zu gewähren;
- 2° kein Zuschussversprechen zu gewähren, wenn die erforderlichen Bedingungen nicht erfüllt sind;
- 3° die Prüfung, ob der Zuschuss gewährt werden kann, auf einen späteren Zeitpunkt zu verschieben, wenn die jährlichen Haushaltsmittel erschöpft sind.

Wenn der Minister beschließt, das Zuschussversprechen zu gewähren, versieht er den Antrag mit einer laufenden Nummer.

§ 2. Die Bodenstudie, die Gegenstand des Zuschussversprechens ist, wird binnen sechs Monaten nach der Notifizierung des Zuschussversprechens durchgeführt.

Wenn die Bodenstudie nicht binnen der in Absatz 1 genannten Frist durchgeführt wird, verfällt das Zuschussversprechen.

**Art. 106 -** Nach der Durchführung der Bodenstudie, die Gegenstand des Zuschussversprechens ist, wird der formelle Zuschussantrag per Einschreiben oder auf elektronischem Wege bei der Verwaltung eingereicht. Er umfasst:

- 1° eine beglaubigte Abschrift der auf den Namen des Antragstellers ausgestellten und vom Sachverständigen, der die Bodenstudie durchgeführt hat, datierten und unterzeichneten Rechnung in Bezug auf die Durchführung der Bodenstudie, die Gegenstand des Zuschussantrags ist;
- 2° eine Kopie der Entscheidung der Verwaltung zur Genehmigung der Studie oder die einheitliche Bezugsnummer;
- 3° den datierten und unterzeichneten Nachweis, dass die Rechnung beglichen worden ist;
- 4° einen Beweis dafür, dass die Bodenstudie binnen sechs Monaten nach der Notifizierung des Zuschussversprechens durchgeführt worden ist.

**Art. 107 - § 1.** Wenn der formelle Zuschussantrag nicht vollständig ist, ersucht die Verwaltung den Antragsteller binnen einer Frist von dreißig Tagen um Ergänzungen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab der Sendung, um der Verwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen zu liefern.

Anschließend an den Empfang der ergänzenden Unterlagen oder wenn der Zuschussantrag vollständig ist, übermittelt der Minister dem Antragsteller seine Entscheidung durch eine Notifizierung per Einschreiben oder jedes sonstige Mittel, durch das der Notifizierung ein sicheres Datum verliehen wird. Es handelt sich um die Entscheidung,

- 1° den Zuschuss endgültig zu gewähren;
- 2° den Zuschuss nicht zu gewähren, wenn die erforderlichen Bedingungen nicht erfüllt sind;
- 3° die Prüfung, ob der Zuschuss gewährt werden kann, auf einen späteren Zeitpunkt zu verschieben, wenn die jährlichen Haushaltsmittel erschöpft sind.

§ 2. Wird der Zuschuss gewährt, so teilt der Minister dies dem Antragsteller mittels einer Notifizierung mit, wobei er den entsprechenden Betrag angibt.

Die Zuschüsse werden im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und nach der Reihenfolge der Anträge gewährt.

Die Zuschüsse werden den Antragstellern binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung der Gewährung überwiesen.

§ 3. Im Falle einer Verschiebung teilt der Minister dem Antragsteller mittels einer Notifizierung mit, dass die Gewährung des Zuschusses unter Vorbehalt von ausreichenden Haushaltsmitteln verschoben wird. In diesem Fall behält der Antrag die ihm zugewiesene laufende Nummer.

§ 4. Wird der Antrag verweigert, so teilt der Minister dies dem Antragsteller mittels einer Notifizierung mit, wobei er seine Entscheidung begründet.

#### *Abschnitt 3 — Kontrolle des Zuschusses*

**Art. 108 - § 1.** Die Verwaltung kann die vom Antragsteller des Zuschusses übermittelten Informationen bis zwei Jahre nach der Überweisung des Zuschussbetrags überprüfen.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass die im Antrag beschriebenen Elemente falsch oder geändert worden sind, fordert sie, wenn dies möglich ist, den Antragsteller auf, seinen Antrag zu regularisieren, und ihr die fehlenden Informationen binnen dreißig Tagen mitzuteilen.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung nicht nachkommt oder wenn eine Regularisierung nicht möglich ist, kann der Minister dem Antragsteller einen begründeten Beschluss zur Rückerstattung der Gesamtheit oder eines Teils der erhaltenen Beträge in der Form einer Notifizierung zukommen lassen. Diese Rückerstattung erfolgt unbeschadet etwaiger weiterer Gerichtsverfahren.

#### *KAPITEL VII. — Beschwerden*

**Art. 109 - § 1.** Die Beschwerde nach Artikel 77 und 78 des Dekrets vom 1. März 2018 wird bei der Verwaltung eingereicht.

§ 2. Die Beschwerde wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° Name, Vorname und Anschrift des Klägers;
- 2° falls es sich bei dem Kläger um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihr Gesellschaftsname, ihre Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung der Beschwerde bevollmächtigten Person;
- 3° Bezugsdaten, Gegenstand und Datum des angefochtenen Beschlusses;
- 4° die Identität und Kontaktdaten der Inhaber von dinglichen Rechten an dem Grundstück, wenn sie sich von denen des Klägers unterscheiden;

5° die gegen den angefochtenen Beschluss eingesetzten Rechtsmittel;

6° die Kopie des Überweisungsbelegs oder der Lastschriftanzeige betreffend die Aktengebühr.

§ 3. Die Verwaltung beantragt die Stellungnahme der Instanzen, Verwaltungen und Behörden, deren Konsultierung sie für notwendig hält.

Diese Instanzen, Verwaltungen und Behörden übermitteln der Verwaltung ihre Stellungnahme per Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder durch jedes sonstige Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen wird, binnen vierzig Tagen, ab dem Tag, an dem sie um ihre Stellungnahme ersucht worden sind.

§ 4. Die Verwaltung übermittelt dem Minister die eingereichte Beschwerde sowie einen Beschlussvorschlag binnen siebenzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.

Gleichzeitig mit der Einsendung seiner Entscheidung richtet der Minister eine Kopie seiner Entscheidung:

1° an die Verwaltung;

2° an die Behörden und Verwaltungen, die innerhalb der im Laufe des Beschwerdeverfahrens vorgeschriebenen Frist eine Stellungnahme abgegeben haben;

3° an die Eigentümer des betroffenen Grundstücks, wenn diese nicht der Kläger sind;

4° an den Betreiber, wenn dieser nicht der Kläger ist;

5° an den mit der Überwachung beauftragten Beamten.

## KAPITEL VIII — *Verschiedene und abschließende Bestimmungen*

### *Abschnitt 1 — Aktengebühren*

**Art. 110 - § 1.** Der Betrag der Aktengebühr wird auf das Konto überwiesen, das auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie angegeben ist.

§ 2. Die Verwaltung erklärt die Akte, für welche der überwiesene Betrag niedriger ist als der tatsächlich geschuldete Betrag, für unzulässig. In diesem Fall lässt die Verwaltung den überwiesenen Betrag auf das Konto, ab dem die falsche Überweisung vorgenommen wurde, erstatten.

Wenn der überwiesene Betrag höher als der geschuldete Betrag ist, lässt die Verwaltung den zuviel gezahlten Betrag auf das Konto, ab dem die falsche Überweisung vorgenommen wurde, erstatten.

### *Abschnitt 2 — Finanzielle Sicherheiten*

**Art. 111 - § 1.** Der Betrag der Sicherheit dient zur Abdeckung der Kosten, welche die öffentlichen Behörden tragen würden, wenn sie die Verpflichtungen des Inhabers ganz oder teilweise übernehmen müssten.

§ 2. Wenn die Verwaltung eine Sicherheit auferlegt, legt sie deren Betrag durch einen begründeten Beschluss fest, in dem die Merkmale des Grundstücks und die in Paragraph 3 bestimmten Kriterien berücksichtigt werden.

§ 3. Der Betrag der Sicherheit wird nach den folgenden Grundsätzen bestimmt:

1° um sicherzustellen, dass die Untersuchungen im Zusammenhang mit den Orientierungs- und Charakterisierungsstudien durchgeführt werden, wird ein Pauschalbetrag in Höhe von 10.000 Euro pro Hektar mit einem Minimum von 2.500 Euro für jede der Studien im Verhältnis zur Fläche des zu untersuchenden Grundstücks festgelegt;

2° um sicherzustellen, dass das Sanierungsprojekt durchgeführt wird, wird ein Pauschalbetrag von 1.000 Euro pro Hektar im Verhältnis zur Fläche des zu sanierenden Grundstücks festgelegt;

3° um sicherzustellen, dass die Sanierungshandlungen und -arbeiten durchgeführt werden, kann der Betrag der Sicherheit bis in Höhe der von dem im Rahmen des Sanierungsprojekts tätigen Sachverständigen eingeschätzten mutmaßlichen Sanierungskosten festgelegt werden;

4° um sicherzustellen, dass die Folge- und Sicherheitsmaßnahmen durchgeführt werden, wird der Betrag der Sicherheit aufgrund der mutmaßlichen Kosten dieser Maßnahmen festgelegt, wobei gegebenenfalls ihre Umsetzungshäufigkeit und, wenn keine bestimmte Dauer bestimmt werden kann, eine auf zehn Jahre eingeschätzte Pauschaldauer für deren Erhaltung berücksichtigt werden.

Wenn kein genehmigtes Sanierungsprojekt vorliegt, in dem die Kosten für die Sanierungshandlungen und -arbeiten festgelegt sind, wird der Betrag in Anwendung von Absatz 1 Ziffer unter Zugrundelegung der folgenden Parameter festgelegt:

1° was den Boden (unter Ausschluss des Grundwassers) betrifft: der mutmaßliche Umfang der Verschmutzung, die Art der Verschmutzung, die Kosten für die Behandlung des verschmutzten Volumens in einem ordnungsgemäß zugelassenen Behandlungszentrum für verschmutzte Erde;

2° was das Grundwasser betrifft: die Merkmale des Grundstücks, wobei das Volumen des Grundwassers auf der Grundlage der Grundstücksfläche eingeschätzt wird, und die Kosten für die Behandlung (Pumpen und eigentliche Behandlung) des Grundwasservolumens berücksichtigt werden.

Wenn keine von der Verwaltung genehmigte Charakterisierungsstudie vorliegt, wird der Betrag der Sicherheit im Zusammenhang mit den Sanierungshandlungen und -arbeiten auf der Grundlage der Grundstücksfläche, der Art der Verschmutzung im Feststoffanteil des Bodens und in dem Grundwasser, und der Behandlungskosten eingeschätzt.

**Art. 112 -** Die Verwaltung kann den Betrag der finanziellen Sicherheit nach unten oder nach oben anpassen:

1° nach Modalitäten, die in die Beschlüsse zur Genehmigung der Orientierungsstudie, der Charakterisierungsstudie oder kombinierten Studie, des Sanierungsprojekts bzw. der endgültigen Bewertung eingefügt werden;

2° wenn sie im Laufe der Umsetzung der Verpflichtungen durch den Inhaber der Ansicht ist, dass der ursprünglich festgelegte Betrag zu niedrig oder zu hoch ist.

Die Anpassung des Betrags der finanziellen Sicherheit erfolgt nach den in Artikel 111 § 3 festgelegten Grundsätzen.

**Art. 113 - § 1.** Der Antragsteller weist die Bildung der Bürgschaft nach. Dieser Nachweis erfolgt durch die Vorlage bei der Verwaltung der Bescheinigung über die Hinterlegung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, oder bei dem zugelassenen Kreditinstitut, der Versicherungsgesellschaft oder der Verpfändung einer Forderung bei einem Notar.

Diese von dem Hinterleger und dem Verwahrer unterzeichnete Bescheinigung vermerkt, zu wessen Gunsten die Bürgschaft angelegt wird, deren genaue Zweckbestimmung, sowie den Namen, den Vornamen und die vollständige Anschrift des Inhabers der Verpflichtungen und gegebenenfalls der Drittperson, die die Hinterlegung für dessen Rechnung durchgeführt hat, mit dem Vermerk je nach Fall "Geldgeber" oder "Mandatträger".

In allen Fällen bestimmt der Inhaber, der die Sicherheit bildet, dass sie bei Vorlage eines formlosen Antrags der Verwaltung mit der Begründung, dass die Verpflichtungen nicht eingehalten wurden, ganz oder teilweise freigegeben werden kann.

§ 2. Die Bürgschaft wird wiederhergestellt, wenn sie nicht mehr in ihrer Vollständigkeit vorhanden ist, insbesondere infolge von Abhebungen von Amts wegen.

**Art. 114 -** Wenn die Sicherheit in Form einer bzw. mehrerer Bankbürgschaften besteht, genügen diese den folgenden Bedingungen:

1° es handelt sich um eine auf den ersten Antrag auf Freigabe zugunsten der Wallonischen Region freizugebende Bankbürgschaft, bei der sich der Bürge verpflichtet, den verbürgten Betrag innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Versand durch die Wallonische Region des Antrags auf Freigabe der Bürgschaft per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jedes sonstige Mittel, das ein sicheres Datum verleiht, zu befreien, dies wegen der fehlenden Erfüllung der Verpflichtungen des Schuldners innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Urteil zur Eröffnung des Konkurses des Schuldners;

2° der Bürge erklärt ausdrücklich darin, dass er auf die Einrede der Vorausklage und die Einrede der anteilmäßigen Haftung, auf den Anspruch auf die Artikel 2036, 2037 und 2039 des Zivilgesetzbuches und im Allgemeinen auf jeden Vorteil und jede Ausnahme verzichtet, die durch das Recht zugunsten des Bürgen sowohl entgegen dem Schuldner als auch entgegen der Wallonischen Region vorgesehen sind;

3° die Erfüllung der Verpflichtungen des Inhabers der Verpflichtungen wird dort bedingungslos garantiert.

**Art. 115 -** Wenn der von der Bildung einer Sicherheit betroffene Inhaber seine Verpflichtungen nicht einhält, schickt die Verwaltung ihm eine Inverzugsetzung zu, in der die Frist, die ihm zur Erfüllung seiner Verpflichtungen eingeräumt ist, ausdrücklich angegeben wird. Diese Frist darf nicht weniger als fünfzehn Tage betragen.

Wenn der Inhaber seinen Verpflichtungen nicht genügt, übermittelt die Verwaltung dem Minister ein Dokument, in dem die vom Inhaber der Verpflichtungen nicht erfüllten Verpflichtungen beschrieben sind.

Wenn festgestellt wird, dass der Inhaber einen Teil oder die Gesamtheit seiner Verpflichtungen wegen einer auf ihn zurückzuführenden Nachlässigkeit oder anschließend an eine Verwaltungsstrafe nicht nachkommt, kann der Minister durch einen mit Gründen versehenen Beschluss der Regierung vorschlagen, die Sicherheit bis zum verpflichteten Betrag einzufordern, um die Erfüllung der genannten Verpflichtungen von Amts wegen zu veranlassen. In diesem Fall kann die Regierung die Freigabe der Gesamtheit oder eines Teils der finanziellen Sicherheit beantragen, um die mit der Durchführung der Verpflichtungen verbundenen Kosten zu decken.

Der Antrag auf Ausführung wird der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, dem Kreditinstitut, der Versicherungsgesellschaft und dem Notar übermittelt.

Die Auszahlung des von der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, dem Kreditinstitut, der Versicherungsgesellschaft oder dem Notar eingeforderten Betrags erfolgt bis zu dem eingeforderten Betrag innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Forderung der Regierung.

**Art. 116 - § 1.** Der Beschluss der Verwaltung, in dem festgestellt wird, dass der Inhaber die Verpflichtungen ganz oder teilweise erfüllt hat, oder der Beschluss der Regierung über die Beschwerde, in dem festgestellt wird, dass der Inhaber die Verpflichtungen ganz oder teilweise erfüllt hat, bewirkt die Freigabe, zugunsten des Inhabers, der Sicherheit oder des Teils dieser Sicherheit betreffend die Orientierungsstudie, die Charakterisierungsstudie oder die kombinierte Studie, oder das Sanierungsprojekt, oder die Durchführung eines Teils oder der Gesamtheit der Sanierungshandlungen und -arbeiten, oder die endgültige Bewertung, oder die Umsetzung der Sicherheits- oder Folgemaßnahmen.

§ 2. Der vom Inhaber eingereichte Antrag auf Freigabe umfasst eine Kopie und eine Bezugnahme auf den Beschluss der Verwaltung, durch den festgestellt wird, dass die Verpflichtungen des Inhabers ganz oder teilweise erfüllt sind.

Der Antrag auf Freigabe wird innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Beschluss der Verwaltung, oder mangels dessen, ab dem Ablauf einer Frist von sechzig Tagen ab dem Antrag auf Freigabe durch den Inhaber der Verpflichtungen je nach Fall der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, dem Kreditinstitut, der Versicherungsgesellschaft oder dem Notar übermittelt.

Wenn die Sicherheit anschließend an einen nach Artikel 68 des Dekrets vom 1. März 2018 gefassten Beschluss geleistet wurde, wird dieser Antrag auf Freigabe unter Gefahr der Nichtigkeit am selben Tag dem technischen Beamten per Einschreiben oder durch jegliches sonstige Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, notifiziert. Eine Kopie dieser Notifizierung wird je nach Fall der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, dem Kreditinstitut, der Versicherungsgesellschaft, dem Notar oder der von dem technischen Beamten zugelassenen Einrichtung übermittelt.

§ 3. Die Freigabe der Sicherheit oder eines Teils davon erfolgt innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Antrag auf Freigabe.

**Art. 117 -** Im Falle der Abtretung eines Grundstücks, für das Sicherheitsmaßnahmen verkündet wurden, die von einer Sicherheit gedeckt werden, informiert der Abtretende die Verwaltung darüber, und beantragt die Freigabe der Sicherheit zu seinen Gunsten. Seiner Notifizierung fügt er den Beweis bei, dass der Übernehmer des Grundstücks eine gleichwertige Sicherheit im Sinne des vorliegenden Abschnitts gebildet hat.

Die Verwaltung befindet über den Antrag in Übereinstimmung mit Artikel 116.

*Abschnitt 3 — Jahresbericht*

**Art. 118 - § 1.** Spätestens zum 31. Oktober eines jeden Jahres legt die Verwaltung der Regierung einen ausführlichen Bericht zur Genehmigung vor. Die Regierung übermittelt diesen Bericht anschließend dem Parlament.

Der Bericht ermöglicht es der Regierung und dem Parlament, das Management der verschmutzten Böden auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu erfassen.

Der Bericht enthält:

1° die Elemente, die sich aus den Studien und Projekten nach den Artikeln 42 bis 75 des Dekrets vom 1. März 2018 ergeben;

2° die Elemente, die sich aus den Zulassungen nach den Artikeln 32 bis 41 des Dekrets vom 1. März 2018 ergeben;

3° die Elemente, die sich aus der Datenbank über den Bodenzustand ergeben, einschließlich derjenigen, die von den Referenzquellen stammen;

4° die Schlussfolgerungen und Empfehlungen der Verwaltung anschließend an die im Bericht geäußerten Bemerkungen.

Die in Absatz 3 Ziffer 1 genannten Elemente ermöglichen eine Statistik in Bezug auf die bei der Verwaltung eingereichten Studien, was die geografische Verteilung der Grundstücke, die auslösenden Faktoren nach Kapitel III des Dekrets vom 1. März 2018, die Art der Studien und der eingereichten und untersuchten Projekte, die Abweichungen und die Beschwerden betrifft.

Die in Absatz 3 Ziffer 2 genannten Elemente ermöglichen eine Statistik, was die Gewährung, die Aussetzung, die Änderung und den Entzug von Genehmigungen betrifft. Sie ermöglichen ebenfalls die Identifizierung der Bedingungen oder Regeln, die anlässlich der im Bericht geäußerten Bemerkungen geändert oder stärker geprüft werden sollten.

Die in Absatz 3 Ziffer 3 genannten Elemente ermöglichen eine Statistik, was die Führung der Datenbank über den Bodenzustand betrifft, insbesondere: ihre Zusammensetzung nach Kategorien, sowie die Kategorieänderungen während des Berichtszeitraums und die Angaben über Berichtigungsanträge. Sie umfassen ebenfalls eine Synthese der Arbeiten des Verwaltungs- und Überwachungsausschusses der Datenbank über den Bodenzustand.

*Abschnitt 4 — Verschiedene und Übergangsbestimmungen*

**Art. 119 -** Soweit für die Untersuchungen und die Analyse der Risiken bezüglich des Aufschüttungsmaterials spezifische und vereinfachte technische Verfahren nach Artikel 80 Absatz 1 Ziffer 11 fehlen, bleibt der am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses gültige WKFP anwendbar.

Soweit für das Aufschüttungsmaterial spezifische und vereinfachte Probenahme- und Analysemethoden nach Artikel 83 Absatz 1 Ziffer 2 fehlen, bleibt das am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses gültige WKPA anwendbar.

Soweit die Referenzleitlinien für die kombinierte Studie nach Artikel 81 § 1 Absatz 2 Ziffer 4 fehlen, genügt die kombinierte Studie sowohl den Referenzleitlinien für die Orientierungsstudie als denjenigen für die Charakterisierungsstudie.

Soweit die Referenzleitlinien für das Sanierungsprojekt im Rahmen eines beschleunigten Sanierungsverfahrens nach Artikel 81 § 1 Absatz 2 Ziffer 7 fehlen, genügt das Sanierungsprojekt den Referenzleitlinien für die Orientierungsstudie, die Charakterisierungsstudie und das Sanierungsprojekt. Der Bericht über das beschleunigte Verfahren umfasst zwei verschiedene Abschnitte, deren Struktur diejenige nach Anhang 9 für die kombinierte Studie bzw. das Sanierungsprojekt ist.

**Art. 120 -** In Abweichung von Artikel 24 werden die Sachverständigen, die über eine kraft des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung ausgestellte Zulassung verfügen, weiterhin bis zum Verfall ihrer Zulassung kraft des vorliegenden Erlasses zugelassen.

In Abweichung von Artikel 36 werden die Laboratorien, die über eine kraft des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung ausgestellte Zulassung verfügen, weiterhin bis zum Verfall ihrer Zulassung kraft des vorliegenden Erlasses zugelassen.

**Art. 121 -** In Abweichung von Artikel 49 Absatz 1 Ziffer 8 ist der Antragsteller, der sich um eine Registrierung als Probenehmer bewirbt, nicht verpflichtet, die Bescheinigung des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes vorzulegen, solange keine Ausbildung über die Probenahme-, Probezusammenstellungs-, Verpackungs- und Aufbewahrungsmethoden organisiert worden ist. In diesem Fall reicht der Antragsteller ein Dokument ein, durch das er sich verpflichtet, an der Ausbildung teilzunehmen, sobald diese organisiert wird.

**Art. 122 -** Solange es kein von der Verwaltung anerkanntes System für die elektronische Unterschrift gibt, wird bei der Einreichung eines Zulassungsantrags als Sachverständiger, bei der Einreichung eines Zulassungsantrags als Labor oder bei der Einreichung eines Antrags auf Registrierung als Probenehmer bei der Verwaltung eine ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Papierversion der Formulare per Einschreiben oder durch jegliches Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, hinterlegt.

**Art. 123 -** Für den Jahrgang 2019 enthält der von der Verwaltung verfasste Bericht nur die Elemente nach Artikel 118 § 1 Absatz 2, Ziffer 3 und 4.

**Art. 124 -** Die Mitteilung an die Verwaltung der Akten und Daten über die offiziellen Module der EDV-Anwendungen GESOL und der Datenbank über den Bodenzustand verleiht der Sendung und dem Empfang dieser Akten und Daten ein sicheres Datum.

**Art. 125 -** Die Informationen, die der Verwaltung im Rahmen von Situationen nach Artikel 80 des Dekrets vom 1. März 2018 mitzuteilen sind, werden anhand des Formulars nach Anhang 9 eingereicht. Dieses Formular sowie gegebenenfalls alle einschlägigen Belege zur Begründung der betreffenden Situation werden auf dem elektronischen Wege eingereicht.

**Art. 126** - Wenn eine Orientierungsstudie nach dem 1. Januar 2017 gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung genehmigt wurde, enthält die nach dem 1. Januar 2019 eingereichte Charakterisierungsstudie eine Aktualisierung der Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie, die auf den kraft Anhang 1 des Dekrets vom 1. März 2018 festgelegten Normen beruht. In diesem Fall gilt, dass den Bestimmungen von Artikel 75 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018 nachgekommen wird.

Wenn eine Charakterisierungsstudie nach dem 1. Januar 2017 gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung genehmigt wurde, werden in dem nach dem 1. Januar 2019 eingereichten Sanierungsprojekt die kraft Artikel 45 Ziffer 4 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung gefassten Schlussfolgerungen neu betrachtet.

Wenn eine Charakterisierungsstudie nach dem 1. Januar 2017 gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung genehmigt wurde, kann eine neue kombinierte Studie gemäß dem Dekret vom 1. März 2018 eingereicht werden. In diesem Fall gilt, dass den Bestimmungen von Artikel 75 § 2 des Dekrets nachgekommen wird.

Wenn ein Sanierungsprojekt nach dem 1. Januar 2017 gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung genehmigt wurde, kann gemäß den Bestimmungen von Artikel 70 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018 bei der Verwaltung eine Neuprüfung der in dem Beschluss festgelegten Sanierungsziele und gegebenenfalls eine Neuprüfung der Notwendigkeit, die Sanierungsarbeiten zu unternehmen, beantragt werden.

**Art. 127** - Die in Artikel 6 erwähnte, aktualisierte Datei mit den Parzellen, die vom Inventar der Grundstücke der Datenbank über den Bodenzustand übernommen oder daraus entfernt worden sind, wird erstmals ab dem 1. September 2019 übermittelt.

#### Abschnitt 5 — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

**Art. 128** - In Artikel R.87 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 2015 und 23. Juni 2016 wird Ziffer 14 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„14° das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;“.

**Art. 129** - In Artikel R.90 Absatz 1 desselben Buches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, wird Ziffer 7 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„7° das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung.“.

**Art. 130** - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne wird ein Artikel 17/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 17/1 - § 1. Der Abschluss der Rehabilitierungsverfahren erfolgt nach folgendem Zeitplan:

1° die verlangten Nachträge zu den Rehabilitierungsplänen, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt worden sind, werden vor dem 15. Januar 2020 eingereicht. Die Nachträge zu den Rehabilitierungsplänen, die mehr als zwei Jahre nach dem Antrag eingereicht worden sind, enthalten eine Aktualisierung der Umweltlage nach Artikel 3 Ziffer 2 bis 4 und gegebenenfalls des Rehabilitierungsverfahrens;

2° die Rehabilitierungsarbeiten, die nicht innerhalb der in dem Ministeriellen Erlass über die noch durchzuführenden Arbeiten vorgeschriebenen Frist durchgeführt worden sind, werden vor dem 15. Januar 2020 in wesentlichem Maße angefangen;

3° die in dem Ministeriellen Erlass über die durchzuführenden Arbeiten vorgesehenen Bestandsaufnahmen werden binnen sechs Monaten nach dem Ende der Arbeiten, und spätestens vor dem 15. Januar 2023, eingereicht, außer wenn eine von dem Minister gewährte Abweichung vorliegt, wenn die Fortführung der Rehabilitierungs- oder Nachbewirtschaftungsarbeiten als notwendig erachtet wird.

§ 2. Jede Missachtung der in Paragraph 1 angeführten Fristen führt systematisch zum Abschluss der Akte im Rahmen des vorliegenden Verfahrens und zu der Verpflichtung, innerhalb von sechs Monaten ab dem Ende der Frist, eine Orientierungsstudie nach den Bestimmungen des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung oder einen Wiederinstandsetzungsplan nach den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle einzureichen.“.

**Art. 131** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die Bodenbewirtschaftung wird aufgehoben.

**Art. 132** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird „2008“ durch „2018“ ersetzt;

2° in Absatz 6 werden die Wörter „In Bezug auf Ziffer 27“ durch die Wörter „In Bezug auf Ziffer 26“ ersetzt.

**Art. 133** - In Artikel 2 Absatz 2 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter „, insofern ihre Herkunft jederzeit festlegt“ werden nach den Wörtern „Von den Kapiteln 2 bis 4 werden ausgenommen“ eingefügt;

2° in Ziffer 5 werden die Wörter „und die auf landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs wiederverwendet wird“ durch die Wörter „und die auf landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs oder eines der Betriebe, die Gegenstands des Kulturvertrags für die Produktionen sind, aus denen die Erde entstammt, wiederverwendet wird“ ersetzt.

**Art. 133** - In Artikel 5 desselben Erlasses wird der Vermerk „§ 1“ nach dem Wortlaut „Art. 5“ gestrichen.

**Art. 134** - In Artikel 6 § 1 desselben Erlasses wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Die Proben werden von einem registrierten Probenehmer im Sinne des Dekrets und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung entnommen.“.

**Art. 135** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden die Wörter "Artikel 5 § 2" durch die Wörter "Artikel 5" ersetzt.

**Art. 136** - Artikel 14 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 1 werden die Wörter "entweder 80% der laut oder aufgrund von dem Dekret festgesetzten Schwellenwerte, je nach der Benutzungsart des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts" durch folgende Wörter ersetzt: "entweder 40% der Schwellenwerte für Mineralölkohlenwasserstoffe und 80% der anderen laut oder aufgrund von dem Dekret festgesetzten Schwellenwerte, je nach der Benutzungsart des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts";

2° in Ziffer 2 werden die Wörter "oder 80% der Hintergrundkonzentrationen des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts unter Einhaltung der folgenden Bedingungen:" durch folgende Wörter ersetzt: "oder 40% der Schwellenwerte für Mineralölkohlenwasserstoffe und 80% der anderen Hintergrundkonzentrationen des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts unter Einhaltung der folgenden Bedingungen:".

**Art. 137**. In Artikel 15 Ziffer 1 desselben Erlasses werden die Wörter "nach Artikel 14" nach den Wörtern "anwendbaren Werten" eingefügt.

**Art. 138** - In Artikel 30 Absatz 1 Ziffer 13 werden die Wörter "13° einen regelmäßigen Dialog mit den Vertretern der in Artikel 33 genannten Gewerbe und Einrichtungen über die Angelegenheiten, die sie betreffen, gewährleisten;" durch die Wörter "13° einen regelmäßigen Dialog mit den Vertretern der in Artikel 33 genannten Gewerbe und Einrichtungen über die Angelegenheiten, die sie betreffen, und mit den im Bereich der Produktion und Verwertung von Erde von pflanzlichen Erzeugnissen betroffenen Akteuren, gewährleisten;" ersetzt.

**Art. 139** - In Artikel 48 desselben Erlasses wird in der ersten Spalte der Tabelle unter Punkt A für Metalle der Buchstabe "S" durch "Sb" ersetzt.

**Art. 140** - Artikel 51 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 1 werden in der Fußnote die Wörter "bis zum 30. Oktober 2019" durch die Wörter "bis zum 31. Oktober 2019" ersetzt;

2° in Ziffer 2 werden in der Tabelle betreffend die Rubrik 90.28.01 die Wörter "90.28.01.02" durch "90.28.01.01", "90.28.01.03" durch "90.28.01.02" und "90.28.01.04" durch "90.28.01.03" ersetzt;

3° in Ziffer 2 der französischen Fassung werden in der Tabelle betreffend die Rubrik 90.28.02 die Wörter "de l'arrêté du Gouvernement wallon du (date)" durch die Wörter "de l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière" ersetzt;

4° in Ziffer 2 werden in der Fußnote die Wörter "bis zum 30. Oktober 2019" durch die Wörter "bis zum 31. Oktober 2019" ersetzt.

**Art. 141** - In Artikel 52 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Anhang XXXVI" durch "Anhang XXXV" ersetzt.

**Art. 142** - In Artikel 53 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Anhang XXXVI" durch "Anhang XXXV" ersetzt.

**Art. 143** - In Artikel 63 desselben Erlasses werden die Wörter "30. Oktober" durch "31. Oktober" ersetzt.

**Art. 144** - In Artikel 64 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "48 und 51" durch "48, 51 bis 55" ersetzt.

**Art. 145** - In Artikel 3 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle wird Ziffer 3 aufgehoben.

**Art. 146** - In Artikel 4 § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "in der siebten Spalte der Anlage 1 festgelegten" durch "in Anhang 1 vorgesehenen" ersetzt.

**Art. 147** - In Anhang I desselben Erlasses werden in der Zeile betreffend den Code 190305 die Wörter "RW99" durch die Wörter "Kapitel C von Qualiroutes" in der Spalte in Bezug auf die Merkmale des verwerteten Abfalls ersetzt.

**Art. 148** - In den Anhängen 4 bis 15 des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird der Inhalt des Felds "Dekret über die Bodenbewirtschaftung" durch Folgendes ersetzt: "Die Daten betreffend das Gut bitte prüfen, die in der Datenbank über den Bodenzustand im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung aufgenommen sind. Das ordnungsgemäß ausgefüllte Formular, dem die erforderlichen Dokumente beigelegt werden, nach Anhang 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, bitte beifügen.".

**Art. 149** - Der Minister ist befugt, die Anhänge zu vorliegendem Erlass mit Ausnahme von Anhang 3 zu ergänzen, abzuändern oder zu ersetzen.

#### Abschnitt 6 — Schlussbestimmungen

**Art. 150** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

**Art. 151** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang I



**ANTRAGSFORMULAR IN SACHEN  
UMWELTINFORMATIONEN FÜR DEN ZUGANG ZU DER  
DATENBANK ÜBER DEN BODENZUSTAND**

**ABTEILUNG  
BODEN UND  
ABFÄLLE**

**DIREKTION  
DES  
BODENSCHUTZE  
S**

Avenue Prince de  
Liège 15  
B-5100 NAMUR  
(Jambes)

Antragsformular in Sachen Umweltinformationen für den Zugang zu der  
Datenbank über den Bodenzustand

**1. Identität des Antragstellers:**

Sie sind:  Sachverständiger/e  Notar(in)  Bürger(in)  Sonstiges: \_ \_ \_ \_ \_

Name:

Vorname:

Straße und Nr.:

PLZ und Gemeinde:

Telefon:

Handy:

E-Mail-Adresse:

**2. Beantragte Angaben der Datenbank über den Bodenzustand**

- **Lage der Parzelle(n)**

Straße und Nr.:

PLZ und Gemeinde:

Katasterdaten: Siehe <http://bdes.spw.wallonie.be/portal> \*

Gemeinde:

Gemarkung:

Flur:

- **Parzellennummer 1 :**

Beantragte Angabe:

Bei der Datenbank über den Bodenzustand identifiziertes Aktenzeichen:

\_\_\_\_\_

**Parzellenummer 2 :**

Beantragte Angabe:

Bei der Datenbank über den Bodenzustand identifiziertes

Aktenzeichen: \_ \_ \_ \_ \_

**Parzellenummer 3 :**

Beantragte Angabe:

Bei der Datenbank über den Bodenzustand identifiziertes

Aktenzeichen: \_ \_ \_ \_ \_

**Parzellenummer 4 :**

Beantragte Angabe:

Bei der Datenbank über den Bodenzustand identifiziertes Aktenzeichen:

\_ \_ \_ \_ \_

Bemerkung:

**3. Erwünschte Antwort:** *(die Kästchen, die Ihrer Wahl entsprechen, bitte ankreuzen)***- Datenträger**

- 1. Elektronische Datei (kostenlos)
- 2. Materieller Träger/USB-Stick (kostenpflichtig: A €/USB-Stick)
- 3. Papier (kostenpflichtig: B €/Blatt)

**- Übermittlung der Antwort**

- 4. Per E-Mail (kostenlos)
- 5. Auf dem Postweg per Einschreiben mit Rückschein  
(zu bezahlen sind die Kosten für den Träger und das Einschreiben)
- 6. Abholung durch den Antragsteller bei der Verwaltung (zu bezahlen sind die Kosten für den Träger)

Ich verpflichte mich, die Kosten für die Übermittlung und die Bereitstellung der beantragten Information zu entrichten (für die Optionen 2, 3, 5 und 6 unbedingt ankreuzen)

Antragsdatum, \_ \_ \_ \_ \_

Unterschrift des Antragstellers,

\_ \_ \_ \_ \_

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

## Anhang 2



ABTEILUNG BODEN UND  
ABFÄLLE

DIREKTION  
DES BODENSCHUTZES

Avenue Prince de Liège 15  
B-5100 NAMUR (Jambes)

## Formular zur Beantragung einer "Berichtigung der Daten der Datenbank über den Bodenzustand"

Aufgrund von Artikel 13 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung kann ein Antrag auf Berichtigung der Daten der Datenbank über den Bodenzustand ("B.D.E.S.") mittels des vorliegenden Formulars eingereicht werden:

<b><u>1. Identifizierung des Antragstellers für die Beantragung einer Berichtigung der "B.D.E.S."-Daten</u></b>	
<u>Sie sind:</u>	<input type="checkbox"/> Eigentümer(in) <input type="checkbox"/> Betreiber(in) <input type="checkbox"/> sonstiger/e Anspruchsberechtigter/e <input type="checkbox"/> Drittperson <input type="checkbox"/> Sachverständiger/e <input type="checkbox"/> Notar(in) <input type="checkbox"/> Beamte/in <input type="checkbox"/> Sonstiges : _____ -
<u>Name:</u>	_____ <u>Vorname:</u> _____
<u>Straße:</u>	_____ <u>Nr.:</u> _____
<u>Postleitzahl:</u>	_____ <u>Gemeinde:</u> _____
<u>Telefon:</u>	_____ <u>Handy:</u> _____
<u>E-Mail:</u>	_____ <u>Tätigkeit/Funktion:</u> _____
<u>Identifizierungsnummer im Register der natürlichen Personen:</u>	_____

**2. Zusätzliche Identifizierungsangaben im Falle der Vertretung einer juristischen Person**

Bezeichnung: -----  
-----  
ZDU-  
Identifizierungsnummer: -----  
-----  
Website: ----- FAX: -----  
-----

**3. Geografische Lage der vom Antrag auf Berichtigung betroffenen Parzelle**

Parzellennummer: ----- Gemeinde: -----  
Bezeichnung ----- GEOM : -----

**4. Kataster-Stammdaten der Parzelle** ( Siehe: <http://geoportail.wallonie.be/walonmap>)

Kategorie:       Katastrierte Parzelle /  Nicht katastrierte Parzelle  
CAPAKY: ----- CAPATY: -----  
-----  
Katasterblatt: ----- INS-Code: -----  
-----  
Name der  
Gemeinde: ----- Gemarkungscode: -----  
-----  
Gemarkungsname: ----- Flur: ----- Wurzelzeichen: -----  
-----  
Bis-  
Zeichen: ----- Exponent: ----- Potenz: ----- Fassung: -----

**5. Identifizierung der zugeschriebenen Referenzquelle für die katastrierte Parzelle**

Quelle: ----- Referenz: -----  
Beschreibung: ----- Verbundene  
----- Tätigkeit: -----  
Kategorie: ----- Sonstige  
----- Tätigkeit: -----

<b>Schlüssel für die Zuteilung des Antrags auf Berichtigung an die Referenzquelle(n)</b>	
<input type="checkbox"/> ÖDW / OGD3 / ABA =>	<input type="checkbox"/> BDES (1) <input type="checkbox"/> BEDSS (2) <input type="checkbox"/> DOREHA (3) <input type="checkbox"/> GESOL (4)
<input type="checkbox"/> ÖDW / OGD3 / AGZ =>	<input type="checkbox"/> RGPE(5) <input type="checkbox"/> RGPT (6) <input type="checkbox"/> IPPC/IED (7) <input type="checkbox"/> SEVESO (8)
<input type="checkbox"/> ÖDW / OGD4 =>	<input type="checkbox"/> SAED (9) <input type="checkbox"/> SAR (10) <input type="checkbox"/> SPAQuE => <input type="checkbox"/> WALSOLS (11)
<input type="checkbox"/> Universität Lüttich =>	<input type="checkbox"/> Historische Stätten (12) <input type="checkbox"/> Kataster => <input type="checkbox"/> Cadastre.be (13)

<b>6. Gegenstand/ände des Antrags auf Berichtigung in der Datenbank über den Bodenzustand</b>					
<u>Status im Datenbestand</u>		<input type="checkbox"/> im Datenbestand aufgenommen... <input type="checkbox"/> von den informativen Angaben betroffen. ... <input type="checkbox"/> nicht aufgenommen			
<u>Position im Datenbestand:</u>		Tätigkeiten und Anlagen	Verschmutzte Grundstücke	Kategorie I oder II	Inventar der Bodenkontrollscheine
	Vermerk	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	seit dem	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>Bescheinigung/Bodenkontrollschein:</u>		<input type="checkbox"/> Typ <input type="checkbox"/> Referenz <input type="checkbox"/> Anzeigen <input type="checkbox"/> Ausstellung <input type="checkbox"/> Status <input type="checkbox"/> Aufhebung			
<u>Maßnahmen: (Folge- und Sicherheitsmaßnahmen) :</u>		<input type="checkbox"/> Zone <input type="checkbox"/> Kategorie <input type="checkbox"/> Beschreibung <input type="checkbox"/> Dringlichkeit <input type="checkbox"/> Beginn <input type="checkbox"/> Ende			
<u>Verfahren:</u>		<input type="checkbox"/> Typ <input type="checkbox"/> Stadium <input type="checkbox"/> Startdatum <input type="checkbox"/> Datum des neuesten Status <input type="checkbox"/> Status			

<b>8. Zum Zwecke der Berichtigung als Anhang beigelegte Bemerkung(en) und Urkunde(n)</b>	
<u>Meine Bemerkung betrifft:</u>	-----
<u>Meine Bemerkung:</u>	----- -----
<u>Anhang/änge übermittelt :</u>	<input type="checkbox"/> per E-Mail <input type="checkbox"/> per Einschreiben <input type="checkbox"/> über die "BDES"-Anwendung
<u>Anhang 1:</u>	----- <u>Überschrift:</u> ----- -----
<u>Anhang 2:</u>	----- <u>Überschrift:</u> ----- -----
<u>Anhang 3:</u>	----- <u>Überschrift:</u> ----- -----

**9. Zwecks der Annahme Ihres Antrags auf Berichtigung ist dieses Dokument an folgende Adressen zu senden:**

Per E-Mail:     [contact.bdes.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:contact.bdes.dgarne@spw.wallonie.be)

Per Post:     SPW - DGO3 - Département du Sol et des Déchets (D.S.D.)  
 A l'attention du secrétariat de la Direction de la Protection des Sols (D.P.S.)  
 Service rectification – Gestion de la Banque de Données de l'Etat des Sols (B.D.E.S.)  
 Avenue Prince de Liège 15  
 5100 JAMBES

**10. Versandanschrift:**

Ich möchte, dass Sie mir die Antwort an folgende Adresse zusenden:

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Per E-Mail => | <input type="checkbox"/> an die angegebene E-Mail-Adresse des Antragstellers<br><input type="checkbox"/> an nachstehende Adresse: _____<br>----       |
| <input type="checkbox"/> Per Post =>   | <input type="checkbox"/> an die als Wohnsitz des Antragstellers angegebene Adresse<br><input type="checkbox"/> an nachstehende Adresse: _____<br>---- |

Antragsdatum, \_\_\_\_\_

Unterschrift des Antragstellers,

Antragsjahr, \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Öffentlicher Dienst der Wallonie **Landwirtschaft Naturschätze Umwelt**

**Anhang 3**

**Abteilung Boden und Abfälle  
Direktion des Bodenschutzes**

Avenue Prince de Liège 15  
B-5100 NAMUR (Jambes)

Tel.: +32 (0)81 33 51 38  
Fax: +32 (0)81 33 51 15

<http://bdes.environnement.wallonie.be>

**BEGLAUBIGTER AUSZUG DER  
DATENBANK ÜBER DEN  
BODENZUSTAND  
Nr. 00000320**

GÜLTIG BIS ZUM XX/XX/XXXX

PARZELLE KATASTRIERT IN XXX

**REFERENZUNTERLAGE:** KATASTERPARZELLENPLAN - STAND AM XX/XX/XXXX

In diesem Auszug sind die am **xx/xx/xxxx** bei der Verwaltung offiziell vorliegenden Informationen zusammengefasst. Über die von der Direktion des Bodenschutzes eingerichtete Datenbank über den Bodenzustand ("B.D.E.S.") können Sie umfassendere Informationen abrufen und gegebenenfalls eine Berichtigung der Daten beantragen.

PLAN DER VOM ANTRAG BETROFFENEN PARZELLE UND DAMIT VERBUNDENE DATEN



STATUS IN DER DATENBANK ÜBER DEN BODENZUSTAND

Ist der im vorstehenden Plan eingefärbte Perimeter:

im Inventar der Verfahren zur Bekämpfung der Bodenverschmutzung

und/oder im Inventar der Tätigkeiten und Anlagen, die ein Risiko für den Boden aufweisen (Art. 12 § 2 Ziffer 3 des Dekrets), aufgenommen? : **Ja/Nein**<sup>1</sup>

von Daten mit rein informativem Charakter (Art. 12 § 4 des Dekrets) betroffen? : **Ja/Nein**<sup>1</sup>

**Diese Parzelle unterliegt Verpflichtungen/unterliegt keinen Verpflichtungen aufgrund des Bodendekrets.**

<sup>1</sup> Unzutreffendes bitte streichen





**Anhang 4****ANTRAGSFÖRMULAR FÜR DIE ZULASSUNG EINES SACHVERSTÄNDIGEN**

*Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.*

*Der Antragsteller versieht die Anhänge zum Formular mit je einer Referenznummer und legt sie nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vor.*

*Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um weniger als drei Monate alte Originale*

**FELD I: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS****1. Bei juristischen Personen:****1.1. Identität:**

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen): .....

Rechtsform: .....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer): .....

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

**1.2. Anschrift des Gesellschaftssitzes:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

: .....

E-Mail: .....@.....

**1.3. Anschrift des/der Betriebssitze(s), der/die am Zulassungsverfahren beteiligt ist/sind und für den/die der Antrag gestellt wird:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:  
.....Vorname:  
.....Funktion:  
.....: .....

E-Mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:  
.....**1.4. Anschrift der sonstigen Zweigstelle(n) in der Wallonischen Region(\*):**Gemeinde: ..... Postleitzahl:  
.....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

Kontaktperson:

NAME:  
.....Vorname:  
.....Funktion:  
.....: .....

E-Mail: .....@.....

(\*) Diese Zweigstellen sind in der auf dem Umweltportal der Wallonie veröffentlichten Liste ebenfalls anzugeben

**1.6. Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, die Gesellschaft, für die der Antrag eingereicht wird, zu verpflichten:**

1.6.1 Natürliche Personen:

NAME: .....

Vorname:.....

Funktion:.....

NAME: .....

Vorname:.....

Funktion:.....

NAME: .....

Vorname:.....

Funktion:.....

1.6.2 Juristische Personen:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:

Rechtsform:  
.....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister:  
.....

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:  
.....

Rechtsform:  
.....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister:  
.....

**2. Bei natürlichen Personen:****2.1. Identität:**

NAME:

Vorname:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer): .....

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

**2.2. Anschrift:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

: .....

E-Mail: .....@.....

**2.3. Anschrift des/der Betriebssitze(s), der/die am Zulassungsverfahren beteiligt ist/sind und für den/die der Antrag gestellt wird:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:

.....

Vorname:

.....

Funktion:

.....

: .....

E-Mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

.....

**2.5. Anschrift der sonstigen Zweigstelle(n) in der Wallonischen Region(\*):**

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

Kontaktperson:

NAME:

.....

Vorname:

.....

Funktion:

.....

: .....

E-Mail: .....@.....

(\* ) Diese Zweigstellen sind in der auf dem Umweltportal der Wallonie veröffentlichten Liste ebenfalls anzugeben

**FELD II: VOM ANTRAGSTELLER ZU ÜBERMITTELNDE ALLGEMEINE AUSKÜNFTE****1. Identität der vorgeschlagenen befugten Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 4 und § 2:**

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

**2. Identität der in Artikel 27 § 1 Ziffer 3 erwähnten Person(en), die für die Anwendung und Auswertung des von der Verwaltung anerkannten Analysemodells für die Gefahren der Bodenverschmutzung für die menschliche Gesundheit und Analysemodells(e) für die Gefahren der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser qualifiziert ist(sind):**

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

**3. Identität der im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifizierten Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 1:**

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

**FELD III: ANHÄNGE**

*Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen.*

*Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.*

**Dokumente zur Identifizierung der (natürlichen oder juristischen) Person, die die Zulassung beantragt (siehe Feld I, Punkt 1.1 oder 2.1)**

Anhang 1: eine Kopie des Auszugs zum Nachweis der Eintragung im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister vorlegen

Anhang 2 (bei juristischen Personen): eine Kopie der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person in der koordinierten Fassung oder eine beglaubigte Kopie des Antrags auf Veröffentlichung der Satzungen vorlegen

**Für die Ausübung der Zulassung notwendige Kompetenzen**

Anhang 3: die vom Antragsteller und jeder der in Artikel 28 § 1 Ziffern 1, 2, 3 und 4 genannten Personen datierte und unterzeichnete Tabelle "**Erfahrung-Qualifikationen**", die auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird, beifügen.

Diese Tabelle umfasst:

- die Identitätsdaten der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- die Qualifikationen dieser Personen: Diplom/Anzahl Jahre Erfahrung (in Verbindung mit der beantragten Zulassung);
- die von jeder Person abgedeckten Fachbereiche in Anbetracht der für die Ausübung der Zulassung notwendigen Kompetenzen;
- für die in Artikel 27 § 1 Ziffer 3 erwähnte(n) Person(en), die für die Anwendung und Auswertung des (der) Gefahrenanalysemodell(e)s qualifiziert ist (sind), den Namen des (der) beherrschten Gefahrenanalysemodell(e)s;
- den Vertragstyp und die Anstellungsdauer.

**Spezifische Angaben, die für die befugte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 4 und § 2 verlangt werden.**

Für jede der befugten Personen die folgenden Unterlagen vorlegen:

- Anhang 4: detaillierter Lebenslauf mit Auflistung der Diplome und zumindest einem Hinweis auf die Erfahrung, die im Laufe der letzten drei bis sechs Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zulassung gesammelt wurde;
- Anhang 5: Kopie des (der) Diploms(e);
- Anhang 6: Kopie des Arbeitsvertrags, der den Antragsteller der Zulassung mit der befugten Person bindet (oder ein von beiden Parteien unterzeichnetes Dokument, das eine Anstellung innerhalb der Gesellschaft in der Form eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bescheinigt, mit Angabe dessen Dauer).

**Spezifische Angaben, die für die zur Anwendung und Auswertung des von der Verwaltung anerkannten Analysemodells für die Gefahren der Bodenverschmutzung für die menschliche Gesundheit und Analysemodells(e) für die Gefahren der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser qualifizierte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 3 verlangt werden.**

- Anhang 7: für jede der zur Anwendung und Auswertung des Gefahrenanalysemodells qualifizierten Personen einen Lebenslauf mit einer Begleitschrift zum Nachweis der Erfahrung bei der Anwendung des (der) Risikobewertungsmodells(e) vorlegen.

**Spezifische Angaben, die für die im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifizierte(n) Person(en) im Sinne von Artikel 27 § 1 Ziffer 1 verlangt werden**

- Anhang 8: für jede der im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten qualifizierten Person(en) einen Lebenslauf mit Auflistung der Diplome und einem Hinweis auf die Erfahrung im Bereich der Sanierungstechnik und Überwachung von Sanierungsarbeiten, die im Laufe der letzten drei bis sechs Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zulassung gesammelt wurde, vorlegen.

**Moralische und finanzielle Garantien**

Anhang 9.1.: für den Antragsteller nach Feld I Punkt 1.1 (juristische Person) eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass der Antragsteller:

- über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung beantragt wird;
- nicht von einer Verurteilung wegen Verletzung der sozial-, steuer- und finanzrechtlichen Vorschriften betroffen ist;
- seinen Verpflichtungen in Sachen Sozialversicherung, direkte Steuern und Mehrwertsteuer nachgekommen ist;

- weder persönlich noch über die Vermittlung einer Drittperson weder direkt noch indirekt, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung oder eine Aktivität im Bereich der materiellen Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt;
- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;

Anhang 10.1: die von jeder der in Feld I Punkt 1.6.1 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist.

Anhang 10.2: für jede, der in Feld I Punkt 1.6.2 genannten Verwaltungsgesellschaften eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass die Gesellschaft:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;

Anhang 9.2: für den Antragsteller nach Feld I Punkt 2.1 (natürliche Person) eine ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass der Antragsteller:

- über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung beantragt wird;
- nicht von einer Verurteilung wegen Verletzung der sozial-, steuer- und finanzrechtlichen Vorschriften betroffen ist;
- seinen Verpflichtungen in Sachen Sozialversicherung, direkte Steuern und Mehrwertsteuer nachgekommen ist;
- weder persönlich noch über die Vermittlung einer Drittperson weder direkt noch indirekt, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung

und -sanierung oder eine Aktivität im Bereich der materiellen Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt;

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner zivilen und politischen Rechte ist.

Anhang 11: die von jeder der in Artikel 26 Ziffern 3, 4 und 5 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist.

Anhang 12: die von jeder der in Artikel 27 § 1 Ziffern 1 und 3 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie sich verpflichtet, an den Fortbildungsmodulen teilzunehmen, die die Verwaltung oder ihr Bevollmächtigter in seinem/ihrer jeweiligen Fachbereich (Risikobewertung/Sanierungstechnik) organisiert.

Anhang 13: die von jeder der in Artikel 27 § 1 Ziffer 4 und § 2 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist;
- die französische Sprache beherrscht;
- sich verpflichtet:
  1. an den von der Verwaltung oder von ihrem Bevollmächtigten organisierten Fortbildungsmodulen;
  2. an Informations- und Ausbildungssitzungen, die von der Verwaltung als in Verbindung mit seinen/ihrer Aufgaben anerkannt werden, in einem Umfang von mindestens 12 Stunden jährlich teilzunehmen.

**Material und technische, IT- und menschliche Ressourcen nach Artikel 26 Absatz 1 Ziffer 8**

Anhang 12: die Auflistung des Materials sowie der technischen, IT- und menschlichen Ressourcen beifügen, die dem Antragsteller zur Verfügung stehen, um die gesetzlich vorgeschriebenen Methoden und Verfahren umzusetzen und die Aufgaben, für welche die Zulassung beantragt wird, wahrzunehmen.

**Versicherungsvertrag nach Artikel 27 § 1 Ziffer 5**

Anhang 13: die Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, innerhalb des Monats der Notifizierung der Zulassung eine Berufshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird

**In Artikel 27 § 1 Ziffer 6 und § 3 erwähntes Qualitätsmanagement-System für die im Rahmen der beantragten Zulassung erbrachten Leistungen**

Anhang 14:

- entweder eine Kopie des gültigen Zertifikats ISO 9001 : 2015 (oder später);
- oder eine Kopie des Qualitätssicherungshandbuchs vorlegen.

**Einhaltung der in den Artikeln 30 bis 32 erwähnten Regeln**

Anhang 15: die von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung beifügen, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sämtliche in den Artikeln 30 bis 32 genannten Regeln einzuhalten und durchzusetzen.

Der(die) Unterzeichnete(n), ....., wie im Feld I Punkt 1.6.1 oder 2.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den .....

Unterschrift

**Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

**Anhang 5****ANTRAGSFORMULAR FÜR DIE ZULASSUNG EINES LABORATORIUMS**

*Bitte ein Zulassungsantragsformular pro betroffenen Betriebssitz einreichen.*

*Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.*

*Die Anhänge werden von dem Antragsteller mit Verweisen auf das vorliegende Formular versehen und in Übereinstimmung mit dessen Wortlaut vorgelegt..*

*Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um unlängst (weniger als drei Monate) erstellte Originale.*

**FELD I: ANTRAGSGEGENSTAND**

Der Antrag betrifft die Zulassung als Laboratorium\*:

0 der **Kategorie 1** ("vollständige" Zulassung: Das Labor führt alle Analysen durch, die in Anhang I zum Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung für die Matrix Boden und die Matrix Wasser vorgesehen sind)

0 der **Kategorie 2** ("Teilzulassung": Das Labor führt einen Teil der Analysen durch, die in Anhang I zum Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgesehen sind, und die ausgewählten Parameter werden in einem Anhang für jede Matrixart (Matrix Boden bzw. Wasser) näher bestimmt (sie können sich auf Analysepakete, wie etwa die Matrizen Boden/Wasser bzw. organische/mineralische Analysen usw., beziehen))

0 der **Kategorie 3** ("ergänzende" Zulassung: Das Labor führt die Analysen betreffend die Parameter oder Matrizen durch, die in Anhang I zum Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung nicht vorgesehen sind, und die ausgewählten Parameter werden in einem spezifischen Anhang für jede Matrixart (feste bzw. flüssige Matrix) näher bestimmt)

(\* ) Bitte die beantragte(n) Kategorie(n) ankreuzen.

**FELD II: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS****1. Identität:**

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (Offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen): .....

Rechtsform: .....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer): .....

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

**2. Anschrift des Gesellschaftssitzes:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

: .....

E-Mail: .....@.....

**3. Anschrift des vom Antrag betroffenen Betriebssitzes:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

**Technisch befugter Gesprächspartner mit ausreichender Beherrschung der französischen Sprache und der technischen Modalitäten**

NAME:

.....

Vorname:

.....

Funktion:

.....

: ..... Fax: ..... E-Mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

**Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (mit Beherrschung der französischen Sprache):**

NAME:  
.....

Vorname:  
.....

Funktion:  
.....

: .....

E-Mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:  
.....

**5. Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, die Gesellschaft, für die der Antrag eingereicht wird, zu verpflichten:**

5.1 Natürliche Personen:

NAME: .....

Vorname:.....

Funktion:.....

Name: .....

Vorname:.....

Funktion:.....

NAME: .....

Vorname:.....

Funktion:.....

5.2 Juristische Personen:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:

Rechtsform: .....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister:

.....

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:

.....

Rechtsform:

.....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister:

.....

**6. Identität der vorgeschlagenen befugten Person(en) im Sinne von Artikel 39 § 1 Ziffer 2 und § 2**

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

NAME:

Vorname:

: .....

E-Mail: .....@.....

**FELD III: ANHÄNGE**

*Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen.*

*Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.*

**Parameter, für die die Zulassung beantragt wird**

Anhang 1: die ordnungsgemäß ausgefüllte, auf der Webseite der Verwaltung zur Verfügung gestellte Liste "**Parameter Zulassung des Laboratoriums**" beifügen; innerhalb dieser Liste die Parameter, für die die Zulassung beantragt wird, identifizieren.

Im Falle der Vergabe von Unteraufträgen:

- a. innerhalb dieser Liste die Parameter, für die die Vergabe von Unteraufträgen vorgesehen wird, identifizieren;
- b. für die Parameter in Punkt a das zugelassene Labor angeben, dem der Unterauftrag vergeben wird;
- c. eine **Kopie der Vereinbarung über die Vergabe eines Unterauftrags** mit Identifizierung des Betriebsstandorts und Angabe der Dauer des Unterauftrags vorlegen (Anhang 2).

**Dokumente zur Identifizierung der juristischen Person, die die Zulassung beantragt (siehe Feld II, 1. und 2.)**

Anhang 3: eine Kopie der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person in der koordinierten Fassung oder eine beglaubigte Kopie des Antrags auf Veröffentlichung der Satzungen vorlegen

Anhang 4: eine Kopie des Auszugs zum Nachweis der Eintragung in das nationale Handels- und Gesellschaftsregister vorlegen

**Anhang GEN 3: spezifische Dokumente für den Betriebssitz, für den der Antrag eingereicht wird (Organisation, Kompetenzen)**

Anhang 4: einen detaillierten Organisationsplan des Betriebssitzes, der die in Artikel 39 § 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Personen (Laborverantwortlicher/e und befugte Person(en)) umfasst, sowie einen Strukturplan zur Visualisierung der Stellung des Labors innerhalb der Gesamtstruktur vorlegen

Anhang 5: die vom Antragsteller und jeder der in Artikel 39 § 1 Ziffern 1 und 2 genannten Personen (Laborverantwortlicher/e und befugte Person(en)) ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Tabelle "**Erfahrung-Qualifikationen**", die auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird, beifügen.

Diese Tabelle umfasst insbesondere:

- die Identitätsdaten der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- die Qualifikationen dieser Personen: Diplom/Anzahl Jahre Erfahrung (in Verbindung mit der beantragten Zulassung);
- die von jeder Person abgedeckten Fachbereiche in Anbetracht der für die Ausübung der Zulassung notwendigen Kompetenzen;
- den Vertragstyp und die Anstellungsdauer.

### **Spezifische Angaben, die für die befugte(n) Person(en) verlangt werden**

Für jede der befugten Personen die folgenden Unterlagen vorlegen:

- Anhang 6: detaillierter Lebenslauf mit Auflistung der Diplome und zumindest einem Hinweis auf die Erfahrung, die im Laufe der letzten drei bis sechs Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zulassung gesammelt wurde;
- Anhang 7: Kopie des (der) Diploms(e);
- Anhang 8: Kopie des Arbeitsvertrags, der den Antragsteller der Zulassung an die befugte Person bindet (oder ein von beiden Parteien unterzeichnetes Dokument, das eine Anstellung innerhalb der Gesellschaft in der Form eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bescheinigt, mit Angabe dessen Dauer).

### **Moralische und finanzielle Garantien**

Anhang 9: für den Antragsteller nach Feld II 1 und 2 (juristische Person) eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass der Antragsteller:

- nicht von einer Verurteilung wegen Verletzung der sozial-, steuer- und finanzrechtlichen Vorschriften betroffen ist;
- seinen Verpflichtungen in Sachen Sozialversicherung, direkte Steuern und Mehrwertsteuer nachgekommen ist;
- über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung beantragt wird;
- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- weder persönlich noch über die Vermittlung einer Drittperson weder direkt noch indirekt, eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion in einem Unternehmen wahrnimmt, das eine Aktivität im Bereich der Produktion, der Qualitätskontrolle oder der Bewirtschaftung von Erde im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung oder eine Aktivität im Bereich der materiellen

Durchführung von Sanierungshandlungen und -arbeiten ausübt.

Anhang 10.1: die von jeder der in Feld II 5.1 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist.

Anhang 10.2: für jede der in Feld II 5.2 genannten Verwaltungsgesellschaften eine von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass die Gesellschaft:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;

Anhang 11: die von jeder der in Artikel 39 § 1 Ziffer 1 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist.

Anhang 12: die von jeder der in Artikel 39 § 1 Ziffer 2 und § 2 genannten Personen ordnungsgemäß datierten und unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärungen vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist;
- sich verpflichtet, an den von der Verwaltung oder von ihrem Bevollmächtigten organisierten Fortbildungsmodulen teilzunehmen.

**Material und technische, IT- und menschliche Ressourcen nach Artikel 39 § 1 Ziffer 3**

Anhang 13: die nach dem von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie bereitgestellten Muster angefertigte Auflistung des Materials und der technischen, IT- und menschlichen Ressourcen beifügen, die dem Antragsteller zur Verfügung stehen, um die gesetzlich vorgeschriebenen Methoden und Verfahren umzusetzen und die Aufgaben, für welche die Zulassung beantragt wird, wahrzunehmen.

**Anerkanntes Qualitätsmanagement-System nach Artikel 39 § 1 Ziffer 4 (für Laboratorien der Kategorie 1 oder 2)**

Anhang 14: für Laboratorien der Kategorie 1 oder 2:

- a. entweder eine Kopie der Akkreditierungsbescheinigung ISO 17025 (die zumindest einen analysierten Parameter umfasst),
- b. oder die Dokumente vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass irgendein sonstiges von der Verwaltung vorgeschriebenes oder genehmigtes Managementsystem in Bezug auf die organisatorische und technische Qualität von Laboraktivitäten umgesetzt wird.

**Technischer Untersuchungsbericht des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes nach Artikel 41 und Planung zur Implementierung der Bestimmungen von Artikel 39 § 1 Ziffer 5**

Anhang 15: den in Artikel 41 genannten Bericht des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes vorlegen

Dieser Bericht umfasst für Laboratorien der Kategorie 1 oder 2 die von den Parteien ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete "**allgemeine Übersichtstabelle**", die von der Verwaltung über das Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird.

**Einhaltung der in den Artikeln 42 und 43 erwähnten Regeln**

Anhang 16: die von einer Person, die ermächtigt ist, die Gesellschaft zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung beifügen, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sämtliche in den Artikeln 42 und 43 genannten Regeln einzuhalten und durchzusetzen.

Der(die) Unterzeichnete(n), ....., wie im Feld II 5.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den .....

Unterschrift

**Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

## Anhang 6

**Allgemeine Übersichtstabelle, die bei Einreichung eines Antrags auf technische Untersuchung beim "ISSeP" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) dem "ISSeP" zu übermitteln ist**

A. Allgemeine Übersichtstabelle									
Vom LABORATORIUM vor der technischen Untersuchung durch das "ISSeP" auszufüllen						Vom "ISSeP" auszufüllen		Vom LABORATORIUM im Laufe der technischen Untersuchung durch das "ISSeP" auszufüllen (in Absprache mit dem "ISSeP")	
Parameter (1)	Merkblatt Nr. (2)	Interne Referenznummer (3)	Identifizierung der angewandten Methode			Die angewandte Methode ist akkreditiert (Ja-Nein) (7)	Untersuchung durch das "ISSeP" der Konformität der vom Labor angewandten Methode mit dem Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanie rung (8)	WKPA-Methode (9)	Verpflichtung des Labors, die WKPA-Methode (oder eine gleichwertige Methode) zum geplanten Termin umzusetzen (10)
			WKPA-Methode (Ref.) (4)	Internationale Methode (Ref.) (5)	Interne Methode (Ref.) (6)				
<b>(1) :</b> Identifizierung des Parameters + (CAS): Parameter, für den/die die Zulassung des Labors beantragt wird									
<b>(2) :</b> Nummer des in Übereinstimmung mit dem WKPA verfassten und als Anhang zur vorliegenden Tabelle beigefügten Merkblatts über das Protokoll									
<b>(3) :</b> Interne Referenznummer der Methode									
<b>(4)/(5)/(6) :</b> Das Labor identifiziert die auf den Parameter angewandten Methoden und füllt nur eine der drei Spalten aus; In Spalte (4): auf das Entnahmeprotokoll, Vorbehandlungsprotokoll und Analyseprotokoll, die im WKPA festgelegt sind (Matrix Boden: P-xx, S-I-xx und S-II-xx bzw. S-III-xx/ Matrix Wasser: P-xx und E-II-xx bzw. E-III-xx), verweisen									
<b>(7) :</b> Die angewandte Methode ist akkreditiert (Ja-Nein)									
<b>(8) :</b> Als konform gilt eine Methode, die entweder dem WKPA genau entspricht oder als mit dem WKPA gleichwertig anerkannt ist; das "ISSeP" gibt an: (a) ob die Methode der vom Labor angemeldeten und in Spalte (4) angeführten Methode entspricht (C) bzw. nicht entspricht (NC); (b) ob die vom Labor angewandte und innerhalb der Spalten (5) oder (6) angeführte Methode mit der WKPA-Methode, auf die innerhalb der Spalte (9) Bezug genommen wird, gleichwertig (E+Nr. des "ISSeP"-Berichts) bzw. nicht gleichwertig (NE) ist									
<b>(10) :</b> Das Labor gibt den in Absprache mit dem "ISSeP" festgesetzten geplanten Termin für die tatsächliche Umsetzung der WKPA-Methode oder gleichwertigen Methode an (höchstzulässige Frist, je nach Fall: (a) Falls das Labor anmeldet, die WKPA-Methode in Spalte (4) umzusetzen, und das "ISSeP" nicht bestätigt, dass das vom Labor angewandte Protokoll der angemeldeten (WKPA-)Methode entspricht: 6 Monate; (b) Falls das Labor in Spalte (5) oder (6) anmeldet, eine andere als WKPA-Methode umzusetzen, und falls das Labor am Datum der technischen Untersuchung die Gleichwertigkeit nicht erhalten hat: 2 Jahre (1 Jahr zum Nachweis der Gleichwertigkeit + 1 Jahr zur Umsetzung der gleichwertigen Methode als Routinemethode).									
<b>Metalle / Nichtmetalle</b>									
Arsen (CAS-7440-38-2)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-2.2									
S-I-1									
P-1, P-6, P-7, P-8, P-10									
Cadmium (CAS-7440-43-9)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-2.1 ; S-II-2.2									
Gesamtkrom									
Chrom: CAS 7440-47-3									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-2.1 ; S-II-2.2									
Chrom III: CAS-16065-83-1 (die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanie rung für den Gesamtkrom vorgeschlagenen Werte beruhen auf dem dreiwertigen Chrom)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-2.1 ; S-II-2.2									
Chrom VI (CAS-18540-29-9)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-4									
Kupfer (CAS-7440-50-8)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-2.1 ; S-II-2.2									
Quecksilber (anorganisches Hg: CAS-7487-94-7)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-3									
Nickel (CAS-7440-02-0)									
Analyse									
Vorbehandlung									
Entnahme									
S-II-2.1 ; S-II-2.2									
Blei (CAS-7439-92-1)									
Analyse									
S-II-2.1 ; S-II-2.2									



Analyse									S-III-3.1 ; S-III-3.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Benzo(a)pyren (CAS-50-32-8)</b>									
Analyse									S-III-3.1 ; S-III-3.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Dibenzo(ah)anthracen (CAS-53-70-3)</b>									
Analyse									S-III-3.1 ; S-III-3.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Benzo(g,h,i)perylene (CAS-191-24-2)</b>									
Analyse									S-III-3.1 ; S-III-3.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Indeno(1,2,3-cd)-pyren (CAS-193-39-5)</b>									
Analyse									S-III-3.1 ; S-III-3.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Chlorhaltige Kohlenwasserstoffe</b>									
<b>Dichlormethan (CAS-75-09-2)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Trichlormethan (CAS-67-66-3)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Tetrachlormethan (CAS-56-23-5)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Tetrachlorethen (PCE) (CAS-127-18-4)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Trichlorethen (TCE) (CAS-79-01-6)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>1,2-Dichlorethen (Summe) (DCE)</b>									
<b>cis-DCE (CAS-156-59-2)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>trans-DCE (CAS-156-60-5)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Chlorethen (VC) (CAS-75-01-4)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>1,1,1 - Trichlorethan (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>1,1,2 - Trichlorethan (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>1,2 - Dichlorethan (1,2 - DCA) (CAS-107-06-2)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Zyanide</b>									
<b>Freie Cyanide (CAS-57-12-5)</b>									
Analyse									S-II-5.1 ; S-II-5.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Sonstige organische Verbindungen</b>									
<b>Methyl-tert-butylether (MTBE) (CAS-1634-04-4)</b>									
Analyse									S-III-1.1 ; S-III-1.2
Vorbehandlung									
Entnahme									
<b>Mineralölkohlenwasserstoffe</b>									



Ethylbenzol (CAS-100-41-4)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2
Entnahme							
Toluol (CAS-108-88-3)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2
Entnahme							
Xylol (Summe) (CAS-1330-20-7)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2
Entnahme							
Styren (CAS-100-42-5)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2
Entnahme							
Phenol (CAS-000108-95-2)							
Analyse							Keine (Ref. E-III-2.2, besteht aber nicht)
Entnahme							
<b>Nicht-halogenierte polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe</b>							
Naphthalin (CAS-91-20-3)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2 ; E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Acenaphthylen (CAS-208-96-8)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Acenaphthen (CAS-83-32-9)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Fluoren (CAS-86-73-7)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Phenanthren (CAS-85-01-8)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Anthracen (CAS-120-12-7)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Fluoranthren (CAS-206-44-0)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Pyren (CAS-129-00-0)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Benzo(a)anthracen (CAS-56-55-3)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Chrysen (CAS-218-01-9)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Benzo(b)fluoranthren (CAS-205-99-2)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Benzo(k)fluoranthren (CAS-207-08-9)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Benzo(a)pyren (CAS-50-32-8)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Dibenzo(ah)anthracen (CAS-53-70-3)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Benzo(g,h,i)perylene (CAS-191-24-2)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
Indeno(1,2,3-cd)pyren (CAS-193-39-5)							
Analyse							E-III-3.1 ; E-III-3.2
Entnahme							
<b>Chlorhaltige Kohlenwasserstoffe</b>							
Dichlormethan (CAS-75-09-2)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2
Entnahme							
Trichlormethan (CAS-67-66-3)							
Analyse							E-III-1.1 ; E-III-1.2



---

Der Vertreter des Laboratoriums bestätigt, dass die in der Tabelle angeführten Methoden diejenigen sind, die vom Labor angewendet werden, und verpflichtet sich, die Korrekturmaßnahmen innerhalb der in Spalte 10 bestimmten Fristen umzusetzen.

Datum:

Unterschrift:

Auf der Grundlage seiner technischen Untersuchung erklärt der Vertreter des "ISSeP", überprüft zu haben, dass das Laboratorium die in der Tabelle angegebenen Methoden umsetzt, und dass diese Methoden WKPA-konform sind.

Datum:

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

**Anhang 7****ANTRAGSFÖRMULAR FÜR DIE REGISTRIERUNG EINES PROBENEHMERERS**

*Die Anhänge werden von dem Antragsteller mit Verweisen auf das vorliegende Formular versehen und in Übereinstimmung mit dessen Wortlaut vorgelegt..*

*Die erforderlichen Dokumente und Bescheinigungen sind weniger als drei Monate alte Originale, mit Ausnahme der als Anhang 3 vorzulegenden Bescheinigung des "ISSeP", deren Ausstellung höchstens 12 Monate vor der Einreichung des vorliegenden Formulars zurückliegen muss.*

*Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.*

**FELD I: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS (natürliche Person)****1. Identität des Probenehmers:**

NAME:

Vorname:

Möchte die Tätigkeit eines Probenehmers ausüben\*:0 auf eigene Rechnung

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer): .....

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

0 im Auftrag der nachstehenden Gesellschaft:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen): .....

Rechtsform: .....

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer): .....

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

(\*) Bitte ankreuzen

**2. Anschrift:**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

: .....

E-Mail: .....@.....

**3. Anschrift des/der vom Antrag betroffenen Betriebs(s)**

Land: .....

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr..... Briefkasten .....

: .....

E-Mail: .....@.....

**4. Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (mit Beherrschung der französischen Sprache):**

NAME:.....

Vorname:.....

Funktion:.....

: .....

E-Mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

.....

**FELD II: ANHÄNGE**

*Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen.*

*Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.*

**Dokumente zur Identifizierung der Person, die die Zulassung beantragt (siehe Feld I, Punkt 1)**

Anhang 1: eine Kopie des Auszugs zum Nachweis der Eintragung in das nationale Handels- und Gesellschaftsregister vorlegen

**Moralische Garantien; Material und technische und IT-Mittel**

Anhang 2: eine vom in Feld I genannten Antragsteller ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- nicht von einer Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen (d.h. für die Wallonische Region Verstöße der ersten und zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich), föderalen oder jegliche anderen umweltrechtlichen Vorschriften eines Mitgliedstaats der Europäischen Union betroffen ist;
- im Besitz seiner/ihrer zivilen und politischen Rechte ist;
- über das Material und die technischen Mittel verfügt, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;
- über das Material und die IT-Mittel verfügt, die zur Übermittlung der Informationen an die Laboratorien, die Sachverständigen oder an die Verwaltung erforderlich sind
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;

**Bescheinigung über die Teilnahme an der "ISSeP"-Ausbildung für Probenehmer**

Anhang 3: eine Kopie der vom "ISSeP" unlängst (vor weniger als 12 Monaten) ausgestellten Bescheinigung zum Nachweis der aktiven Teilnahme an dem Ausbildungsmodul über die Entnahme-, Probenahme-, Verpackungs- und Aufbewahrungsmethoden, die in dem Wallonischen Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden (WKPA), in dem Wallonischer Kodex der guten fachlichen Praxis (WKFP) und in den sonstigen technischen Dokumenten beschrieben sind, vorlegen.

**Versicherungsvertrag**

Anhang 4: die Kopie des Versicherungsvertrags oder eine Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, innerhalb des Monats der Notifizierung der Registrierung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten des Probenehmers abdeckt

**Einhaltung der in den Artikeln 52 und 53 erwähnten Regeln**

Anhang 5: die vom Antragsteller ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung beifügen, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sämtliche in den Artikeln 52 bis 53 genannten Regeln einzuhalten.

Der(die) Unterzeichnete(n), ....., wie im Feld I.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den .....

Unterschrift

**Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über die Webseite Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

## Anhang 8

### Mit dem Feld "Dekret über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung" in Anhang 4 bis 9 zum verordnungsrechtlichen Teil des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung gekoppeltes Formular

<b>MIT DEM FELD "DEKRET ÜBER DIE BODENBEWIRTSCHAFTUNG UND -SANIERUNG" IN DEN ANTRÄGEN AUF EINE STÄDTEBAU-, GLOBAL- ODER INTEGRIERTE GENEHMIGUNG GEKOPPELTES FORMULAR</b>
<p><i>Dieses Formular und seine eventuellen Anhänge müssen dem Formular zur Beantragung einer Genehmigung bei den zuständigen Behörden im Sinne des Gesetzbuches für die räumliche Entwicklung beigelegt werden.</i></p> <p><i>Die erforderlichen Dokumente sind weniger als drei Monate alt</i></p> <p><i>Der Begriff "Bodendekret" in diesem Formular verweist auf das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung.</i></p> <p><i>Eine Hilfe beim Ausfüllen dieses Formulars finden Sie auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie</i></p> <p><a href="https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html">https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html</a></p>

### **FELD I: ÜBERPRÜFUNG DER IN DER DATENBANK ÜBER DEN BODENZUSTAND ("B.D.E.S.") AUFGENOMMENEN DATEN ÜBER DAS GUT**

I.1. Bitte die Liste der Katasterparzellen, die vom Gut betroffen sind, für das der Antrag auf Genehmigung eingereicht wird, sowie ihren Status in der Datenbank über den Bodenzustand entweder mithilfe der nachstehenden ordnungsgemäß ausgefüllten Tabelle oder durch Beifügung eines von der Datenbank über den Bodenzustand stammenden Farbbildschirmausdrucks mit Identifizierung der betroffenen Parzellen und Anzeige des Abfragedatums angeben (anstatt des Bildschirmausdrucks kann ein beglaubigter Auszug ebenfalls vorgelegt werden; beachten Sie jedoch, dass dieser beglaubigte Auszug kostenpflichtig ist)

Referenz der betroffenen Katasterparzelle	Datum der "B.D.E.S."-Abfrage	Parzellenstatus in der Datenbank über den Bodenzustand : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kategorie 1 und/oder 2 (wie in Artikel 12 §§ 2 und/oder 3 des Bodendekrets definiert)</li> <li>- Kategorie 3 (wie in Artikel 12 § 4 des Bodendekrets definiert)</li> <li>- Ohne Status (keine Farbe)</li> </ul>

I.2 Verfügen Sie über zusätzliche Informationen über den Bodenzustand, die in Zusammenhang mit dem Gegenstand des Genehmigungsantrags stehen, in der "BDES" nicht vorhanden sind und der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie noch nicht übermittelt wurden?

- Ja: gehen Sie wie im Bodendekret vorgesehen vor, um, je nach Fall:
- einen Antrag auf Berichtigung einzureichen (Betätigung der zu diesem Zweck für jede in der "B.D.E.S." aufgenommene Parzelle vorgesehenen Schaltfläche "Berichtigung")
  - eine Bodenverschmutzung anzumelden (Formular zur Anmeldung einer Bodenverschmutzung, abrufbar auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie)
- Nein

## **FELD II: ERFORDERLICHE DOKUMENTE AUFGRUND DER VERPFLICHTUNGEN AUS DEM BODENDEKRET**

II.1. Sind die in Feld I.1 genannten und unter Kategorie 1 und/oder 2 fallenden Katasterparzellen von einem Genehmigungsantrag betroffen, der einer der folgenden Situationen entspricht - was die Nichtanwendung der Verpflichtung zur Durchführung einer Orientierungsstudie für diese Parzellen nach sich zieht? (Bitte Zutreffendes ankreuzen):

1° Hauptzweck des Genehmigungsantrags ist der Aufbau eines Netzes zur Wasserverteilung, Wassergewinnung oder -sanierung, eines Strom- oder Gasnetzes, eines Telekommunikations-, Datenfernübertragungs-, Kabelfernsehnetzes oder Gas-, Strom- oder Fluidtransportnetzes;

- Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....
- Nein

2° Hauptzweck des Genehmigungsantrags ist die Ausführung von Straßenarbeiten;

- Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....
- Nein

3° Der Genehmigungsantrag betrifft einen zeitweiligen Betrieb im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, dessen Betriebsdauer ohne Unterbrechung ein Jahr nicht überschreitet.

- Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....
- Nein

4° Der Genehmigungsantrag bezieht sich auf Handlungen und Arbeiten, die räumlich begrenzt sind oder ein geringes Ausmaß aufweisen und betreffen, je nach Fall:

1° das Aufstellen einer ortsfesten, nicht für Wohnzwecke bestimmten Anlage, deren Bodenabstützung die Stabilität versichert, im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 1 des GRE;

Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....

Nein

2° die Errichtung eines Gebäudes oder eines Bauwerks oder das Aufstellen einer ortsfesten Anlage, die in den Boden eingelassen oder im Boden verankert wird, im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 1 des GRE, sofern die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

a) das Gebäude oder die Anlage ist nicht zu Wohnzwecken bestimmt;

b) die Grundfläche liegt unter vierzig Quadratmetern;

c) die Handlungen und Arbeiten benötigen keinen Erdaushub;

d) kein Teil des Bodens ist mit einer undurchlässigen Verkleidung versehen, die auf im Rahmen der Genehmigung unternommene Arbeiten zurückzuführen ist;

Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....

Nein

3° die erhebliche Änderung des Bodenreliefs über eine Fläche von weniger als vierzig Quadratmetern und deren Höhe, sowohl bei Auftrag als bei Abtrag, höchstens fünfzig Zentimeter im Verhältnis zum Niveau des natürlichen Geländes beträgt;

Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....

Nein

4° die Rodung oder Veränderung der Vegetation im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 13 des GRE, über eine Fläche von weniger als zwanzig Quadratmetern;

Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....

Nein

5° eine Aufforstung im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 4, falls diese dazu bestimmt ist, ein Phytomanagement-Projekt anzusiedeln.

Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben: .....

Nein

II.2. Setzt der Genehmigungsantrag für die in Feld I.1 genannten, der Kategorie 1 und/oder 2 zugeordneten und nicht von einer der in Punkt II.1 beschriebenen Situationen betroffenen Parzellen Handlungen und Arbeiten voraus, die in Artikel 23 § 1 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 des Bodendekrets aufgeführt sind, nämlich:

1° die Durchführung von in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffern 1, 4, 9 und 13 des GRE erwähnten Handlungen und Arbeiten, insofern sie eine Änderung der Grundfläche mit Auswirkungen auf die Bodenbewirtschaftung voraussetzen (d.h. eine Änderung der Bodenfläche oder Umgestaltung des Bodens infolge von Handlungen oder Arbeiten, die Untersuchungen, Analysen oder Sanierungshandlungen und -arbeiten, die eine in Höhe des Grundstücks identifizierte oder in dessen unmittelbarer Nähe lokalisierte Bodenverschmutzung betreffen, verhindern oder übermäßig erschweren könnten);

Ja: die betroffenen Katasterparzellen bitte angeben, zusammen mit einer Kurzbeschreibung der geplanten Handlungen und Arbeiten: .....

Nein

2° einen Wechsel der Benutzungsart auf eine Benutzung mit strengeren Einschränkungen, wobei dieser Wechsel durch eine Änderung der Zweckbestimmung (wie in Anhang 2 zum Bodendekret definiert) oder der tatsächlichen Benutzung (wie in demselben Anhang zu diesem Dekret definiert) entsteht;

Ja: die betroffenen Katasterparzellen sowie die geplante Nutzungsänderung bitte angeben: .....

Nein

II.3. Kann für die der Kategorie 1 und/oder 2 zugeordneten Parzellen in Feld I.1, die nicht von einer der in Punkt II.1 beschriebenen Situationen, jedoch von den in Punkt II.2 beschriebenen Handlungen und Arbeiten betroffen sind, eine Abweichung im Sinne von Artikel 29 § 1 des Bodendekrets aktiviert werden?

Ja:

- die anwendbare Abweichung bitte nennen: ....
- im Falle der Aktivierung einer in Artikel 29 § 1 Absatz 1 Ziffern 3 oder 4 erwähnten Abweichung, eine ehrenwörtliche Erklärung bitte beifügen, dass keine spätere oder nicht untersuchte Verschmutzung oder Vermutung einer Verschmutzung, oder kein bedeutsamer Fakt, der in Betracht hätte genommen werden können, auf den betroffenen Parzellen eingetreten ist

Nein: diesem Formular eine von einem zugelassenen Sachverständigen durchgeführte Orientierungsstudie über diese Parzellen, wie im Bodendekret vorgeschrieben, bitte beifügen und diese Studie gleichzeitig bei der Generaldirektion Landwirtschaft,

Naturschätze und Umwelt, Abteilung Boden und Abfälle, Direktion der  
Bodensanierung einreichen

Der Unterzeichnete, ..., bestätigt, dass die in diesem Formular angegebenen  
Informationen ehrlich und wahrheitsgetreu sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die  
Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

## Anhang 9

### **Wallonischer Kodex der guten fachlichen Praxis Wichtigste Elemente, die bei der Ausfertigung der Referenzleitlinien zu berücksichtigen sind. Struktur und Inhalt der Berichte**

#### **Referenzleitlinien für die Orientierungsstudie (RLLOS)**

Die Leitlinien bestimmen das Qualitätsniveau, dem die Orientierungsstudie zu entsprechen hat, um die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung definierten Ziele zu erreichen. Sie präzisieren die zu sammelnden Daten sowie die methodologischen Spezifitäten, an die sich die Sachverständigen für Bodenbewirtschaftung zu halten haben, um diese Ziele zu erfüllen.

Ziel der Orientierungsstudie ist es nachzuprüfen, ob eine potenzielle Bodenverschmutzung vorliegt, und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Umfangs dieser Verschmutzung zu liefern. Aus den Schlussfolgerungen der Studie muss ersichtlich sein können, ob die Notwendigkeit einer Charakterisierungsstudie und gegebenenfalls einer Gefahrenstudie gerechtfertigt ist oder nicht. Die Studie kann ebenfalls zu Empfehlungen für die eventuell einzuleitenden Folgemaßnahmen führen.

Sie kann auch zum Vorschlag der Ausstellung eines Bodenkontrollscheines (BKS) führen, wenn das Grundstück mit keiner Verschmutzung belastet wird. In diesem Fall muss in den Schlussfolgerungen der Studie durch eine ausreichende Informationsqualität und -dichte garantiert werden können, dass keine Verschmutzung vorhanden ist.

In dieser Hinsicht bestimmen die Leitlinien die zu sammelnden Daten und anzuwendenden Methoden, um:

- über die historischen, administrativen und umweltbezogenen Daten zum Grundstück zu verfügen;
- die Strategien und Pläne zur Probenahme aufzustellen;
- die Untersuchungen zum Nachweis einer Verschmutzung (Anzahl der Bohrungen, der Piezometer, der Analysen..) nach klaren Vorgaben durchzuführen, um einen "gemeinsamen Standard" sowie die Qualität der Informationen zu gewährleisten;
- die Ergebnisse vor dem Hintergrund des gesetzlichen Rahmens und der Merkmale des Grundstücks auszuwerten;
- den Studienbericht zu strukturieren und zu verfassen;
- einen Referenzrahmen bereitzustellen, mit dessen Hilfe die Verwaltung über die Konformität der Studie und die Repräsentativität der vorgelegten Ergebnisse zu befinden vermag.

In den Leitlinien wird zugelassen, von den festgehaltenen methodologischen Vorschriften abzuweichen, sofern eine durch eine stichhaltige Argumentation substantiierte Begründung vorgebracht wird und durch die alternative Methode dasselbe Qualitätsniveau der Information erreicht werden kann.

## **Inhalt der RLLOS**

### **Einleitung**

Die Leitlinien stellen einleitend die Ziele, die durch die Orientierungsstudie spezifisch verfolgt werden, und die Rolle des Sachverständigen vor.

### **Methodologie**

Die Leitlinien organisieren die Durchführung einer Orientierungsstudie in drei aufeinanderfolgenden Phasen:

#### **Phase I: Vorstudie**

Die Leitlinien legen die zu sammelnden Daten und das Ziel der Vorstudie fest. Sie definieren die Mittel und Methoden, die einzusetzen sind, um:

- 1) die relevanten Daten und Beobachtungen über das Grundstück und seine Umgebung zu sammeln. In dieser Hinsicht bestimmen die Leitlinien die Ressourcen, die mobilisiert bzw. konsultiert werden müssen, um folgende Daten zu sammeln:
  - administrative Daten;
  - historische Daten, darunter auch das Inventar der früheren aufeinanderfolgenden Aktivitäten auf dem Grundstück;
  - umweltbezogene Daten.
- 2) die potenziellen Verschmutzungsquellen sowie die relevanten Schadstoffe, einschließlich des Aufschüttungsmaterials, zu identifizieren und zu lokalisieren.

#### **Phase II: Untersuchung der verdächtigen Bereiche**

Die Leitlinien legen die Daten, die im Rahmen der Untersuchungsphase zu sammeln sind, und die Ziele Letzterer fest.

Die Leitlinien definieren die Strategien zur Probenahme und Analyse, die abhängig von den Annahmen über die Verteilung der im Boden potenziell vorhandenen Schadstoffe – Fleck *versus* Aufschüttung – und entsprechend den Daten aus der Vorstudie anzuwenden sind.

Sie präzisieren ebenfalls die Grundsätze, die zur Ausarbeitung und Vorlage des Probenahmeplans je nach den verdächtigen Bereichen und Merkmalen des Grundstücks notwendig sind, sowie die anwendbaren Richtlinien und die Empfehlungen für die Durchführung der Arbeiten vor Ort und der Analysen.

#### **Phase III: Auswertung der Ergebnisse und Schlussfolgerungen**

Die Leitlinien bestimmen, insbesondere mittels eines konzeptuellen Standortmodells (KSM), die Modalitäten zur Vorlage und Auswertung der Ergebnisse u.a. vor dem Hintergrund der technischen (Beobachtungen vor Ort, eingesetzte Strategien, Merkmale des Grundstücks...) und rechtlichen (Parzellenplan, Normen, Verpflichtungen...) Gegebenheiten.

Sie präzisieren die Tragweite der Schlussfolgerungen hinsichtlich der Ziele der Orientierungsstudie, der Umsetzung der Folgemaßnahmen (Art und Fristen), der Notwendigkeit einer Charakterisierungsstudie, einer Gefahrenstudie.

Die Leitlinien erinnern an die Ziele der Studie und legen die Daten fest, die vorzulegen sind, um zu bestimmen, ob diese Ziele vollständig verwirklicht sind. Sie definieren die Methodologie zur Zusammenfassung, Auswertung und Vorlage dieser gesamten Daten in der Form eines konzeptuellen Standortmodells (KSM).

### **Inhalt und Struktur des Berichts über die Orientierungsstudie**

Die Leitlinien legen den Inhalt und die Struktur des Berichts und seiner Anhänge sowie die Modalitäten fest, die für die Einreichung der Studien durch einen Bevollmächtigten von Nutzen sind.

Die Leitlinien bestimmen den Inhalt der Studienzusammenfassung.

Sie bestimmen die dem Bericht beizufügenden Landkarten und Pläne und schreiben eine Anzahl Empfehlungen für die Vorlage Letzterer vor, um ihre Lesbarkeit zu gewährleisten.

Ferner weisen sie auf eine Reihe von Tabellen hin, mit deren Hilfe die Information in synthetischer Form vorgelegt werden kann.

Sie legen die (elektronischen bzw. nicht elektronischen) Formulare zur Datensammlung sowie die Modalitäten fest, nach denen sie der Verwaltung zu übermitteln sind.

Sie bestimmen die Modalitäten für die Vorlage des Studienvorsatzblatts und die Daten, die dieses enthalten muss.

Der Bericht umfasst mindestens fünf Kapitel, eine Zusammenfassung und eine Anzahl Anhänge, Landkarten und Pläne, gegliedert wie folgt:

Zusammenfassung

Kapitel 1: Einleitung

Kapitel 2: Allgemeiner Hintergrund

Kapitel 3: Untersuchung der verdächtigen Bereiche

Kapitel 4: Auswertung der Ergebnisse

Kapitel 5: Operative Schlussfolgerungen und Empfehlungen

Anhänge, Karten und Pläne

### **Referenzleitlinien für die Charakterisierungsstudie (RLLCS)**

Die Leitlinien bestimmen das Qualitätsniveau, dem die Charakterisierungsstudie zu entsprechen hat, um die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung definierten Ziele zu erreichen. Sie präzisieren die zu sammelnden Daten sowie die methodologischen Spezifitäten, an die sich die Sachverständigen für Bodenbewirtschaftung zu halten haben, um diese Ziele zu erfüllen.

Die Ziele der Charakterisierungsstudie sind folgende: die Art der vorgefundenen Verschmutzungen zu identifizieren, sie räumlich abzugrenzen und deren Intensität zu bewerten sowie ggf. zu ermitteln, ob sie schwerwiegende Gefahren aufweisen. In diesem letzten Fall muss aus den Schlussfolgerungen der Studie ersichtlich sein können, ob die Notwendigkeit einer Gefahrenstudie gerechtfertigt ist oder nicht und gegebenenfalls diese Studie integrieren sollen. Die Studie kann ebenfalls zu Empfehlungen für die eventuell einzuleitenden Sicherheits-/Folgebmaßnahmen führen.

Die Charakterisierungsstudie muss ebenfalls bestimmen, ob eine Sanierung vorzunehmen ist oder nicht, und Hinweise über die Durchführungsfristen und die Dringlichkeit der Sanierung geben.

Schließlich kann die Charakterisierungsstudie, im Falle von **historischen Verschmutzungen**, zum Vorschlag der Ausstellung eines Bodenkontrollscheins (BKS) führen, wenn diese keine **schwerwiegende Gefährdung** darstellen. In den Schlussfolgerungen des Sachverständigen muss diese Behauptung durch eine ausreichende Informationsqualität und -dichte gesichert werden können.

In dieser Hinsicht bestimmen die Leitlinien die zu sammelnden Daten und anzuwendenden Methoden, um:

- über die zur Durchführung der Studie notwendigen Daten zu verfügen;
- die Strategien und Pläne zur Probenahme aufzustellen;
- die Untersuchungen in Sachen Abgrenzung und Volumenmessung der Verschmutzungen (Anzahl der Bohrungen, der Piezometer, der Analysen..) nach klaren Vorgaben durchzuführen, um einen "gemeinsamen Standard" sowie die Qualität der Informationen zu gewährleisten;
- die Ergebnisse vor dem Hintergrund des gesetzlichen Rahmens und der Merkmale des Grundstücks auszuwerten, wobei die Wahrung der Zivilrechte von Dritten, die von der Verschmutzung betroffen sind, gegen eine offensichtliche Beeinträchtigung mit berücksichtigt wird;
- den Studienbericht zu strukturieren und zu verfassen;
- einen Referenzrahmen bereitzustellen, mit dessen Hilfe die Verwaltung über die Konformität der Studie und die Repräsentativität der vorgelegten Ergebnisse zu befinden vermag.

In den Leitlinien wird zugelassen, von den festgehaltenen methodologischen Vorschriften abzuweichen, sofern eine durch eine stichhaltige Argumentation substantiierte Begründung vorgebracht wird und durch die alternative Methode dasselbe Qualitätsniveau der Information erreicht werden kann.

## **Inhalt der RLLCS**

### **Einleitung**

Die Leitlinien stellen einleitend die Ziele, die durch die Charakterisierungsstudie spezifisch verfolgt werden, und die Rolle des Sachverständigen vor.

### **Methodologie**

Die Leitlinien organisieren die Durchführung einer Charakterisierungsstudie in drei aufeinanderfolgenden Phasen:

#### **Phase I: Vorstudie**

Die Leitlinien legen die zu sammelnden Daten und das Ziel der Vorstudie fest. Sie definieren die Mittel und Methoden, die einzusetzen sind, um:

- 1) die relevanten Daten und Beobachtungen über das Grundstück aus der Orientierungsstudie zu erfassen, zu ergänzen oder zu aktualisieren.

Die Leitlinien können zur Gewinnung von fehlenden Daten auf die Vorschriften der RLLOS verweisen.

2) das konzeptuelle Standortmodell (KSM) zu validieren bzw. zu aktualisieren;

3) den Gegenstand der Studie zu präzisieren und die zu gewinnenden Daten zu identifizieren, insbesondere durch das Einordnen der Verschmutzungen als Verschmutzungsfleck und Aufschüttung.

### **Phase II: Charakterisierung der Verschmutzungen**

Die Leitlinien legen die Daten, die im Rahmen dieser Untersuchungsphase zu sammeln sind, und die Ziele Letzterer fest.

Die Leitlinien definieren die Strategien zur Probenahme und Analyse, die abhängig von den möglichen Annahmen über die Verteilung der im Boden potenziell vorhandenen Schadstoffe - Fleck *versus* Aufschüttung - und entsprechend den Daten aus der Vorstudie und der Orientierungsstudie anzuwenden sind.

Sie definieren allgemeine Vorgaben, die insbesondere in Sachen Abgrenzung von Verschmutzungen im Vergleich zu den Normen, Volumenberechnung, relevante Schadstoffe und Festlegung des piezometrischen Niveaus anzuwenden sind.

Die Leitlinien sehen Regeln vor, die für die Strategienkombination gelten.

Sie präzisieren ebenfalls die Grundsätze, die zur Ausarbeitung und Vorlage des Probenahmeplans je nach den verdächtigen Bereichen und Merkmalen des Grundstücks notwendig sind, sowie die anzuwendenden Vorgaben und die Empfehlungen für die Durchführung der Arbeiten vor Ort und Analysearbeiten.

### **Phase III: Auswertung der Ergebnisse und Schlussfolgerungen**

Die Leitlinien bestimmen die Modalitäten zur Vorlage und Auswertung der Ergebnisse u.a. vor dem Hintergrund der technischen (Beobachtungen vor Ort, eingesetzte Strategien, Merkmale des Standorts...) und rechtlichen (Parzellenplan, Normen, Sanierungspflichten, Sanierungsziele...) Gegebenheiten.

Sie bestimmen die Modalitäten für die Berücksichtigung in den Schlussfolgerungen der Charakterisierungsstudie der Schlussfolgerungen einer gemäß den Referenzleitlinien für die Gefahrenstudie (RLLGS) durchgeführten Studie.

Sie präzisieren die Tragweite der Schlussfolgerungen hinsichtlich der Ziele der Charakterisierungsstudie, insbesondere hinsichtlich der Umsetzung der Sicherheitsmaßnahmen (Art und Fristen), der Notwendigkeit und Dringlichkeit einer Sanierung sowie hinsichtlich der Ziele Letzterer.

Die Leitlinien erinnern an die Ziele der Studie und legen die Daten fest, die vorzulegen sind, um zu bestimmen, ob diese Ziele vollständig verwirklicht sind.

Sie definieren die Methodologie zur Zusammenfassung, Auswertung und Vorlage dieser gesamten Daten in der Form eines konzeptuellen Standortmodells (KSM).

### **Inhalt und Struktur des Berichts über die Charakterisierungsstudie und über die kombinierte Studie**

Die Leitlinien legen den Inhalt und die Struktur des Berichts und seiner Anhänge sowie die Modalitäten fest, die für die Einreichung der Studien durch einen Bevollmächtigten von Nutzen sind.

Die Leitlinien bestimmen den Inhalt der Studienzusammenfassung.

Sie bestimmen die dem Bericht beizufügenden Landkarten und Pläne und schreiben eine Anzahl Empfehlungen für die Vorlage Letzterer vor, um ihre Lesbarkeit zu gewährleisten.

Sie weisen ebenfalls auf eine Reihe von Tabellen hin, mit deren Hilfe die Information in synthetischer Form vorgelegt werden kann.

Sie legen die (elektronischen bzw. nicht elektronischen) Formulare zur Datensammlung sowie die Modalitäten fest, nach denen sie der Verwaltung zu übermitteln sind.

Sie bestimmen die Modalitäten für die Vorlage des Studienvorsatzblatts und die Daten, die dieses enthalten muss.

Der Bericht umfasst mindestens fünf Kapitel, eine Zusammenfassung und eine Anzahl Anhänge, Landkarten und Pläne, gegliedert wie folgt:

Zusammenfassung

Kapitel 1: Einleitung

Kapitel 2: Aktualisierung des allgemeinen Hintergrunds

Kapitel 3: Charakterisierung der Verschmutzungen

Kapitel 4: Auswertung der Ergebnisse

Kapitel 5: Operative und ergänzende Schlussfolgerungen und Empfehlungen

Anhänge, Karten und Pläne

In Ermangelung von Referenzleitlinien für die kombinierte Studie legen die Leitlinien für die Charakterisierungsstudie den Inhalt und die Struktur des Berichts über die kombinierte Studie fest, der mindestens fünf Kapitel, eine Zusammenfassung und eine Anzahl Anhänge und Pläne umfasst, gegliedert wie folgt:

Zusammenfassung

Kapitel 1: Einleitung

Kapitel 2: allgemeiner Hintergrund

Kapitel 3: Untersuchung der verdächtigen Bereiche und Arbeiten zur Charakterisierung der Verschmutzungen

Kapitel 4: Auswertung der Ergebnisse

Kapitel 5: Operative und zusätzliche Schlussfolgerungen und Empfehlungen

Anhänge, Karten und Pläne

### **Referenzleitlinien für die Gefahrenstudie (RLLGS)**

Die Leitlinien bestimmen das Qualitätsniveau, dem die Gefahrenstudie zu entsprechen hat, um die im Dekret vom 1e.März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung definierten Ziele zu erreichen. Sie präzisieren die zu sammelnden Daten sowie die methodologischen Spezifitäten, an die sich die Sachverständigen für Bodenbewirtschaftung zu halten haben, um diese Ziele zu erfüllen.

Ziel der Gefahrenstudie ist es, Folgendes zu bestimmen:

1. das Gefahrenniveau für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität, insbesondere angesichts der eventuellen Ortsveränderlichkeit der Schadstoffe und der Benutzung des Grundstücks, wobei es auch möglich sein muss, herauszufinden, ob eine Verschmutzung eine schwerwiegende Gefahr darstellt oder nicht;
2. die Notwendigkeit und die Dringlichkeit der Sanierung, und wenn sie notwendig und dringend ist, die Empfehlungen bezüglich der Termine, an denen die Sanierungshandlungen und -arbeiten angefangen werden und fertig sein müssen;
3. Empfehlungen zu den ggf. einzuleitenden Sicherheits- oder Folgemaßnahmen.
4. die Schadstoffkonzentrationen, mit denen die schwerwiegende Gefahr abgewandt werden kann;
5. die Restrisiken aus einer teilweisen Sanierung unter Berücksichtigung der besten verfügbaren Techniken.

Die Leitlinien bestimmen die zu sammelnden Daten und anzuwendenden Methoden, um:

- eine Gefahrenstudie in den 3 folgenden Teilbereichen durchzuführen:
  - Bewertung der Gefahren für die menschliche Gesundheit;
  - Bewertung der Gefahren für das Grundwasser (Auswaschungs- und Verbreitungsgefahren);
  - Bewertung der Gefahren für die Ökosysteme.
- für jeden der drei Teilbereiche eine Gefahrenstudie in 2 Schritten durchzuführen:
  - eine **vereinfachte Gefahrenbewertung** (VGB) mithilfe von einfachen Instrumenten mit sichernder Wirkung;
  - eine **ausführliche Gefahrenbewertung** (AGB), die auf Modellierung und ggf. auf spezifische Maßnahmen zurückgreift, um sämtlichen Standortmerkmalen und vorhandenen Verschmutzungen Rechnung zu tragen.
- die erzielten Ergebnisse im Hinblick auf die Gefahren und schwerwiegende Gefahr auszuwerten und die mit dem(den) berücksichtigten Expositionsszenario(en) verbundenen Sicherheits- und/oder Folgemaßnahmen zu bestimmen;
- den Studienbericht zu strukturieren und zu verfassen;
- einen Referenzrahmen bereitzustellen, mit dessen Hilfe die Verwaltung über die Konformität der Studie und die Repräsentativität der vorgelegten Ergebnisse zu befinden vermag.

Diese Leitlinien formulieren die Richtlinien, Vorschriften und Empfehlungen, die bei der Durchführung einer Gefahrenstudie zu befolgen sind. Diese beziehen sich insbesondere auf:

- die mit den vorherigen Studien (Orientierungsstudie und Charakterisierungsstudie) herzustellenden Zusammenhänge;
- die je nach Benutzung des Grundstücks anzuwendenden Szenarien;
- die je nach der vorgefundenen Verschmutzungsart zu berücksichtigende Schadstoffkonzentration;
- Die Teilbereiche, auf die sich die Gefahrenstudie beziehen muss, u.a. aufgrund der Benutzung des Grundstücks;
- die Bedingungen, unter denen eine VGB und/oder eine AGB durchgeführt werden;
- die Kriterien, nach denen eine schwerwiegende Gefahr feststeht;
- die Regeln in Sachen Additivität der Gefahren.

Die Leitlinien bestimmen die Computer-Tools oder -Software, die im Rahmen der Anwendung der RLLGS zu verwenden sind, sowie die Modalitäten für die Verwendung und Parametrisierung dieser Tools.

In den Leitlinien wird zugelassen, von den festgehaltenen methodologischen Vorschriften abzuweichen, sofern eine durch eine stichhaltige Argumentation substantiierte Begründung vorgebracht wird und durch die alternative Methode dasselbe Qualitätsniveau der Information erreicht werden kann.

### **Inhalt der RLLGS**

Die Leitlinien setzen sich aus fünf Teilen zusammen.

### **TEIL A: ALLGEMEINE METHODOLOGIE**

Die Leitlinien stellen die Ziele, die durch die Gefahrenstudie spezifisch verfolgt werden, sowie die Rolle des Sachverständigen vor und legen die allgemeinen Grundsätze fest, die für die Durchführung der Gefahrenstudie gelten.

Sie enthalten:

- die Schlüsselkonzepte und ihre Auslegungskriterien;
- die Beschreibung der methodologischen Schritte;
- die allgemein geltenden Anweisungen für die Durchführung der Gefahrenstudien, insbesondere im Zusammenhang mit dem konzeptuellen Standortmodell, den Schadstoffkonzentrationen, den aktuellen oder geplanten tatsächlichen und rechtlichen Benutzungsarten und mit den Nutzungsbedingungen des Grundstücks;
- die allgemeinen Entscheidungskriterien zur Feststellung der schwerwiegenden Gefahr;
- die Regeln für die Auswertung der Ergebnisse und ihre Zusammenfügung nach den 3 Teilbereichen der Gefahrenbewertung.

Die auf die VGB und die AGB anwendbare allgemeine Methodologie wird in drei Phasen organisiert

- 1. Phase I: Voranalyse**
- 2. Phase II: Datenanalyse - Gefahrencharakterisierung.**
- 3. Phase III: Auswertung der Ergebnisse**

### **TEIL B: Methodologie zur Bewertung der Gefahren für die menschliche Gesundheit**

Die Leitlinien bestimmen die Methodologie zur Bewertung des Gefahrenniveaus für die menschliche Gesundheit, das sich aus einer Schadstoffexposition ergeben kann, indem die Dosis, der ein Empfänger (menschliches Ziel) über die verschiedenen relevanten Übertragungswege ausgesetzt wird, eingeschätzt wird.

Die Leitlinien definieren die Konzepte, die der Methodologie zugrundeliegen; sie bestimmen die Daten und Parameter, die zu berücksichtigen sind, um das konzeptuelle Standortmodell auf die Bewertung der Gefahren für die menschliche Gesundheit auszurichten.

Sie bestimmen die zu sammelnden Daten und legen die zur Durchführung der VGB und der AGB anzuwendende Methodologie, das(die) empfohlene(n) Tool(s) sowie die Modalitäten für die Verwendung und Parametrisierung dieses(dieser) Tools fest.

Im Rahmen der VGB legen die Leitlinien die für die menschliche Gesundheit annehmbaren Grenzwerte und die Methodologie fest, um die Daten des Grundstücks im Vergleich zu diesen Grenzwerten zu bewerten.

Im Rahmen der AGB setzen sie das Verfahren zur Bewertung der Expositionsdosis und des Risikoindex fest.

Die Leitlinien setzen die Regeln für die Auswertung der Ergebnisse im Hinblick auf die Annehmbarkeit der Gefahren (Entscheidungskriterien), den Bedarf an Sicherheits- und/oder Folgemaßnahmen und auf die Festlegung der Sanierungsziele zum Schutz der menschlichen Gesundheit fest.

### **TEIL C: Methodologie zur Bewertung der Gefahren für das Grundwasser**

Die Leitlinien setzen die Methodologie zur Bewertung der Gefahren für das Grundwasser fest, nach der die möglichen Auswirkungen einer direkt unter einem Grundstück vorhandenen Verschmutzung auf die Grundwasserressourcen und die weiteren mit dem Grundwasser verknüpften Ziele/Empfänger, etwa das Oberflächenwasser und die Wasserentnahmestellen, näher zu bestimmen sind.

Die Leitlinien definieren die auf die hydrogeologischen Begriffe bezogenen Konzepte, die der Methodologie zugrundeliegen; sie bestimmen die Daten und Parameter, die zu berücksichtigen sind, um das konzeptuelle Standortmodell auf die Bewertung der Gefahren für das Grundwasser auszurichten.

Sie bestimmen die zu sammelnden Daten und legen die zur Durchführung der VGB und der AGB anzuwendende Methodologie, das(die) empfohlene(n) Tool(s) sowie die Modalitäten für die Verwendung und Parametrisierung dieses(dieser) Tools fest.

Die Gefahren können auf der Grundlage der verschiedenen Schadstoffübertragungsprozesse in den gesättigten und ungesättigten Zonen (Auswaschung, Verbreitung...) betrachtet werden. In diesem Fall legen die Leitlinien ebenfalls die Regeln für die Miteinbeziehung der Gefahren je nach den verschiedenen berücksichtigten Übertragungsprozessen fest.

Im Rahmen der VGB legen die Leitlinien die für das Grundwasser annehmbaren Grenzwerte und die Methodologie fest, um die Daten des Grundstücks im Vergleich zu diesen Grenzwerten zu bewerten.

Im Rahmen der AGB legen die Leitlinien die Methodologie fest, nach der Schadstoffübertragungen auf oder in das Grundwasser zu modellieren und deren Auswirkungen zu messen sind. Diese ausführliche Bewertung bezieht sich auf die Empfänger, ihre Expositionsbedingungen und die Verschmutzungsquellen.

Die Leitlinien setzen die Regeln für die Auswertung der Ergebnisse im Hinblick auf Unsicherheiten, die Annehmbarkeit der Gefahren (Entscheidungskriterien), den Bedarf an Sicherheits- und/oder Folgemaßnahmen und auf die Festlegung der Sanierungsziele zum Schutz des Grundwassers fest.

#### **TEIL D: Methodologie zur Bewertung der Gefahren für die Ökosysteme**

Die Leitlinien setzen die Methodologie zur Bewertung der Gefahren für die Ökosysteme fest. Mit dieser soll bestimmt werden, ob durch das Vorhandensein von Schadstoffen im Boden und/oder im Grundwasser ein biologischer Stress oder eine schwerwiegende Gefahr für das Ökosystem, für den einen oder anderen der berücksichtigten ökologischen Empfänger erwiesenermaßen besteht oder nicht.

##### Die auf die VGB und die AGB anwendbare Methodologie umfasst drei Phasen:

Die Leitlinien definieren die auf die Ökosysteme bezogenen Konzepte, die der Methodologie zugrundeliegen; sie bestimmen die Daten und Parameter, die zu berücksichtigen sind (repräsentative Konzentration, Schadstoffart, Expositionsszenario, ökologischer Empfänger...), und die Methodologie, die anzuwenden ist, um das konzeptuelle Standortmodell auf die Bewertung der Gefahren für die Ökosysteme auszurichten.

Sie bestimmen die zu sammelnden Daten und legen die zur Durchführung der VGB und der AGB anzuwendende Methodologie, das(die) empfohlene(n) Tool(s) sowie die Modalitäten für die Verwendung und Parametrisierung dieses(dieser) Tools fest.

Im Rahmen der VGB legen die Leitlinien die für die Ökosysteme annehmbaren Grenzwerte und die Methodologie fest, um die Daten des Grundstücks im Vergleich zu diesen Grenzwerten zu bewerten.

Im Rahmen der AGB legen die Leitlinien die Methodologie fest, nach der die ökotoxikologischen Auswirkungen zu modellieren und zu messen sind. Diese ausführliche Bewertung bezieht sich auf die Empfänger, ihre Expositionsbedingungen und die Stressquellen des berücksichtigten Grundstücks.

Die Leitlinien setzen die je nach Benutzung des Grundstücks und seiner unmittelbaren Umgebung differenzierten Regeln für die Auswertung der Ergebnisse fest.

Die Auswertung bezieht sich auf die Unsicherheiten, die Annehmbarkeit der Gefahren (Entscheidungskriterien), den Bedarf an Sicherheits- und/oder Folgemaßnahmen und auf die Festlegung der Sanierungsziele mit dem Zweck, die Wiederherstellung der biologischen Qualität des Lebensraums zu begünstigen.

### **TEIL E: Inhalt und Struktur des Berichts über die Gefahrenstudie**

Die Leitlinien legen den Inhalt und die Struktur des Berichts und seiner Anhänge für die VGB und für die AGB fest. Sie präzisieren die Elemente, die in Zusammenhang mit den bereits durchgeführten Studien stehen (Orientierungs- und Charakterisierungsstudie).

Die Leitlinien bestimmen den Inhalt der Studienzusammenfassung.

Sie bestimmen die dem Bericht beizufügenden Landkarten und Pläne und schreiben eine Anzahl Empfehlungen für die Vorlage Letzterer vor, um ihre Lesbarkeit zu gewährleisten.

Sie weisen ebenfalls auf eine Reihe von Tabellen hin, mit deren Hilfe die Information in synthetischer Form vorgelegt werden kann.

Sie legen, was die Instrumente zur Gefahrenbewertung betrifft, die (elektronischen bzw. nicht elektronischen) Formulare zur Datensammlung sowie die Modalitäten fest, nach denen sie der Verwaltung zu übermitteln sind.

Die Leitlinien bestimmen die Modalitäten für die Vorlage des Studienvorsatzblatts und die Daten, die dieses enthalten muss.

Der Bericht umfasst mindestens vier Kapitel, eine Zusammenfassung und eine Anzahl Anhänge, Landkarten und Pläne, gegliedert wie folgt:

Zusammenfassung

Kapitel 1: Merkmale des Standorts

Kapitel 2: Voranalyse

Kapitel 3: Gefahrenbewertung (VGB und AGB)

Kapitel 4: Zusammenfügung der Ergebnisse und Schlussfolgerungen

Anhänge, Karten und Pläne

### **Referenzleitlinien für das Sanierungsprojekt (RLLSP)**

Die Leitlinien bestimmen das Qualitätsniveau, dem das Sanierungsprojekt zu entsprechen hat, um den in den Artikeln 53 bis 58 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung festgehaltenen Vorschriften gerecht zu werden. Sie präzisieren die zu sammelnden Daten sowie die methodologischen Spezifitäten, an die sich die Sachverständigen für Bodenbewirtschaftung zu halten haben, um diese Ziele zu erfüllen.

Im Sanierungsprojekt sollen die Art und der Ausführungsmodus der Sanierungsarbeiten vorgeschlagen werden, die für die Erreichung der im Dekret festgelegten Sanierungsziele am zweckmäßigsten sind, und zwar, gegebenenfalls, unter Berücksichtigung der besten verfügbaren Techniken.

In dieser Hinsicht bestimmen die Leitlinien die zu sammelnden Angaben und anzuwendenden Methoden, um:

- über die zur Ausarbeitung des Sanierungsprojekts notwendigen Daten zu verfügen;

- die verschiedenen anwendbaren Techniken zu analysieren und die bestmögliche Variante auszuwählen, um den Zielen des Dekrets am besten zu entsprechen und die besten verfügbaren Techniken im Sinne des Dekrets umzusetzen;
- die bestmögliche Variante und ihre Umsetzungsmodalitäten zu beschreiben;
- den Bericht zu strukturieren und zu verfassen sowie seine Lesbarkeit im Rahmen der öffentlichen Konsultierung (Projektankündigung oder ggf. öffentliche Untersuchung) zu gewährleisten;
- einen Referenzrahmen bereitzustellen, mit dessen Hilfe die Verwaltung über die Konformität der Studie und die Repräsentativität der vorgelegten Ergebnisse zu befinden vermag.

In den Leitlinien wird zugelassen, von den festgehaltenen methodologischen Vorschriften abzuweichen, sofern eine durch eine stichhaltige Argumentation substantiierte Begründung vorgebracht wird und durch die alternative Methode dasselbe Qualitätsniveau der Information erreicht werden kann.

## **Inhalt der RLLSP**

### **Einleitung**

Die Leitlinien stellen einleitend die Ziele, die durch das Sanierungsprojekt spezifisch verfolgt werden, die zu durchlaufenden Schritte, die methodologischen Grundsätze, die Rolle des Sachverständigen und die Konzepte vor, die der Methodologie zugrundeliegen.

Die Leitlinien setzen den Inhalt der nichttechnischen Studienzusammenfassung und ihre Ziele fest.

### **Methodologie**

Die Leitlinien präzisieren die allgemeinen Grundsätze, die der Methodologie zugrundeliegen. Diese wird in drei aufeinanderfolgende Phasen organisiert.

#### **Phase I: Vorstudie**

Die Leitlinien legen die zu sammelnden Daten und das Ziel der Vorstudie fest. Sie definieren die Mittel und Methoden, die einzusetzen sind, um die zur Ausarbeitung des Sanierungsprojekts und zur Aktualisierung des konzeptuellen Standortmodells notwendigen Daten (Studiendaten, Sanierungsziele, grundstückbedingte Einschränkungen, anwendbare Techniken,...) zu sammeln.

#### **Phase II: Auswahl der bestmöglichen Sanierungsvariante**

Die **Phase II** ist die Phase der **Auswahl der bestmöglichen Sanierungsvariante**. Sie umfasst eine qualitative Bewertung der Sanierungstechniken unter Berücksichtigung der spezifischen Bedingungen und Einschränkungen der betroffenen Situation.

Die Leitlinien sehen vor, dass in einem ersten Ansatz die Machbarkeit einer Sanierung durch das Aushubverfahren, das eine vollständige Entfernung der Verschmutzung ermöglicht, bewertet werden muss.

Die Leitlinien setzen die Methodologie fest, nach der eine qualitative Vergleichsanalyse der möglichen Techniken durchzuführen ist mit dem Ziel, die auf die zu sanierenden Verschmutzungen anwendbaren Sanierungstechniken unter Berücksichtigung der für das Grundstück spezifischen Bedingungen und Einschränkungen auszuwählen.

Die Leitlinien legen ebenfalls, mithilfe von Kriterien, die Methodologie zum Vergleich der Varianten und zur Auswahl der bestmöglichen Variante fest. Bei diesen Kriterien muss den Begriffen der "besten verfügbaren Techniken" im Sinne des Dekrets und der "nachhaltigen Sanierung" Rechnung getragen werden.

### **Phase III: Beschreibung der ausgewählten bestmöglichen Variante**

Die Leitlinien bestimmen die zur Beschreibung der ausgewählten Sanierungsvariante notwendigen Elemente (Dimensionierung, voraussichtliche Ergebnisse, Durchführungsfristen, Überwachungsmaßnahmen während der Arbeiten, Kosten,...) sowie ggf. die Sicherheitsmaßnahmen (einschließlich der Zugangs-, Benutzungs- und Verwendungseinschränkungen und der Kontrollmaßnahmen) und die ergänzenden und ausgleichenden Wiederherstellungsmaßnahmen.

### **Inhalt und Struktur des Berichts über das Sanierungsprojekt**

Die Leitlinien legen den Inhalt und die Struktur des Berichts und seiner Anhänge sowie die Modalitäten fest, die für die Einreichung des Berichts durch einen Bevollmächtigten von Nutzen sind.

Sie bestimmen die dem Bericht beizufügenden Landkarten und Pläne und schreiben eine Anzahl Empfehlungen für die Vorlage Letzterer vor, um ihre Lesbarkeit zu gewährleisten.

Sie weisen ebenfalls auf eine Reihe von Tabellen hin, mit deren Hilfe die Information in synthetischer Form vorgelegt werden kann.

Sie legen die (elektronischen bzw. nicht elektronischen) Formulare zur Datensammlung sowie die Modalitäten fest, nach denen sie der Verwaltung zu übermitteln sind.

Die Leitlinien bestimmen die Modalitäten für die Vorlage des Studienvorsatzblatts und die Daten, die dieses enthalten muss.

Der Bericht umfasst mindestens sieben Kapitel und eine Anzahl Anhänge, Landkarten und Pläne, gegliedert wie folgt:

Kapitel 1: Einleitung

Kapitel 2: Aktualisierung der administrativen Daten

Kapitel 3: Vorstudie

Kapitel 4: Untersuchung der vereinfachten Option "Aushub-vollständige Entfernung"

Kapitel 5: Anwendbare Techniken, Sanierungsvarianten und Vergleichsanalyse

Kapitel 6: Ausführliche Beschreibung der ausgewählten Variante

Kapitel 7: Schlussfolgerungen und Empfehlungen

**Anhänge, Karten und Pläne**

**Referenzleitlinien für die abschließende Bewertung (RLLAB)**

Die Leitlinien bestimmen das Qualitätsniveau, dem die abschließende Bewertung zu entsprechen hat, um die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung definierten Ziele zu erreichen. Sie präzisieren die zu sammelnden Daten sowie die methodologischen Spezifitäten, an die sich die Sachverständigen für Bodenbewirtschaftung zu halten haben, um diese Ziele zu erfüllen.

Die Ziele der abschließenden Bewertung lauten wie folgt:

- die Konformität der ausgeführten Arbeiten und der erreichten Ziele mit dem Sanierungsprojekt und den von der Verwaltung bei ihrer Genehmigung des Projekts festgelegten Bedingungen bewerten;
- einen Bodenkontrollschein für jede betroffene Katasterparzelle vorschlagen.

In dieser Hinsicht bestimmen die Leitlinien die zu sammelnden Angaben und anzuwendenden Methoden, um:

- über die zur Erstellung der abschließenden Bewertung und des Bodenkontrollscheins notwendigen Daten zu verfügen;
- die Durchführung der Arbeiten zu beschreiben;
- die Ergebnisse auszuwerten und ggf. die Restrisiken zu bewerten;
- den/die Vorschlag(äge) für einen Bodenkontrollschein auszuarbeiten;
- den Bericht zu strukturieren und zu verfassen;
- einen Referenzrahmen bereitzustellen, mit dessen Hilfe die Verwaltung über die Konformität der Studie und die Repräsentativität der vorgelegten Ergebnisse zu befinden vermag.

In den Leitlinien wird zugelassen, von den festgehaltenen methodologischen Vorschriften abzuweichen, sofern eine durch eine stichhaltige Argumentation substantiierte Begründung vorgebracht wird und durch die alternative Methode dasselbe Qualitätsniveau der Information erreicht werden kann.

## **Inhalt der RLLAB**

### **Einleitung**

Die Leitlinien stellen einleitend die Ziele, die durch die abschließende Bewertung spezifisch verfolgt werden, die methodologischen Schritte, die Rolle des Sachverständigen und die Konzepte vor, die der Methodologie zugrundeliegen.

Die Leitlinien legen die Modalitäten fest, die für die Einreichung der Studien durch einen Bevollmächtigten von Nutzen sind.

Die Leitlinien setzen den Inhalt der nichttechnischen Studienzusammenfassung und ihre Ziele fest.

### **Methodologie**

Die Methodologie wird in vier Phasen organisiert.

#### **Phase I:** Aufsicht über die Sanierungshandlungen und -arbeiten

Die Leitlinien legen die Daten, die im Rahmen der Durchführungsphase der Arbeiten zu sammeln sind, und die Ausführungsmodalitäten der Aufsichtsmaßnahmen fest, um nach Abschluss der Arbeiten die Konformität und Effizienz Letzterer bewerten zu können.

#### **Phase II:** Validierung der Sanierungshandlungen und -arbeiten

Die Leitlinien legen je nach der ausgewählten Variante die zu sammelnden Daten und die durchzuführenden Kontrollen fest, um den Abschluss der Sanierung zu validieren, und definieren die Beendungskriterien.

Die Leitlinien bestimmen die Messungen zur Bewertung der Sanierungseffizienz sowie ihre Auswertung.

#### **Phase III:** Entwicklung des konzeptuellen Standortmodells, Bewertung der Gefahren, der Sicherheits- und Nachbehandlungsmaßnahmen.

Die Leitlinien bestimmen die Elemente, die zu berücksichtigen sind, um das konzeptuelle Standortmodell nach Abschluss der Arbeiten (KSMAA) zu erstellen und die evtl. notwendigen Sicherheitsmaßnahmen zu definieren. Sie bestimmen die verschiedenen Arten von Sicherheitsmaßnahmen.

Sie präzisieren ebenfalls die Methode zur Bewertung der Restrisiken.

#### **Phase IV:** Erstellung des Bodenkontrollscheins (BKS)

Die Leitlinien legen den Inhalt des Vorschlags eines Bodenkontrollscheins fest. Die Leitlinien präzisieren auf der Grundlage des KSMAA das Inventar der Daten, die zur Ausarbeitung des Vorschlags eines Bodenkontrollscheins für jede betroffene Parzelle notwendig sind.

Sie legen die Daten und Kriterien fest, die für die Zuschreibung der Verschmutzungsrückstände je nach der vorgefundenen Verschmutzungsart zu berücksichtigen sind.

Sie bestimmen die Modalitäten zur Lokalisierung und Darstellung der Verschmutzungsrückstände, der mit den Sicherheitsmaßnahmen verbundenen Infrastrukturen und der anderen Lokalisierungs-komponente, die zu einem besseren Verständnis des Dokuments beitragen.

### **Inhalt und Struktur des Berichts über die ABSCHLIESSENDE BEWERTUNG**

Die Leitlinien legen den Inhalt und die Struktur des Berichts und seiner Anhänge sowie die Modalitäten fest, die für die Einreichung des Berichts durch einen Bevollmächtigten von Nutzen sind.

Die Leitlinien bestimmen den Inhalt der Studienzusammenfassung.

Sie bestimmen die dem Bericht beizufügenden Landkarten und Pläne und schreiben eine Anzahl Empfehlungen für die Vorlage Letzterer vor, um ihre Lesbarkeit zu gewährleisten.

Sie weisen ebenfalls auf eine Reihe von Tabellen hin, mit deren Hilfe die Information in synthetischer Form vorgelegt werden kann.

Sie legen die (elektronischen bzw. nicht elektronischen) Formulare zur Datensammlung sowie die Modalitäten fest, nach denen sie der Verwaltung zu übermitteln sind.

Die Leitlinien bestimmen die Modalitäten für die Vorlage des Studienvorsatzblatts und die Daten, die dieses enthalten muss.

Der Bericht umfasst sieben Kapitel, eine Zusammenfassung und eine Anzahl Anhänge und Pläne:

Kapitel 1: Einleitung

Kapitel 2: Allgemeiner Hintergrund

Kapitel 3: Sanierungshandlungen und -arbeiten

Kapitel 4: Validierung der Sanierungshandlungen und -arbeiten

Kapitel 5: KSMAA und Sicherheitsmaßnahmen

Kapitel 6: BKS (Bodenkontrollschein)

Kapitel 7: Schlussfolgerungen und Empfehlungen

### **Anhänge, Karten und Pläne**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

## Anhang 10

### Erklärungsformular über sofortige Verwaltungsmaßnahmen

*In vorliegendem Formular bezeichnet der Begriff "Inhaber" die natürliche / juristische Person, die die Verschmutzung entdeckt und die entsprechenden Verwaltungsmaßnahmen in Übereinstimmung mit dem Verfahren nach Artikel 80 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung ergreift. Das vom Inhaber ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Formular (Felder I bis IV) wird per Einschreiben oder durch jegliches Mittel, durch das der Sendung ein sicheres Datum verliehen wird, an die OGD3, Avenue prince de Liège 15 in 5100 JAMBES, gerichtet.*

**FELD I: IDENTITÄT DES INHABERS****A. Natürliche Person**

NAME: .....

Vorname: .....

Eigenschaft

- Eigentümer
- Betreiber
- Sonstige Eigenschaft: .....

Anschrift:

Ort: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. .... Briefkasten ...

☎ : ..... E-Mail: .....@ .....

**B. Juristische Person**

Gesellschaftsname:.....

Unternehmensnummer

Anschrift

Ort: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. .... Briefkasten .....

Kontaktperson:

NAME: .....

Vorname: .....

In der Eigenschaft als:

☎ : ..... E-Mail: .....@ .....

**FELD II: STANDORT DES BETREFFENDEN GRUNDSTÜCKS**

Bezeichnung, Ortslage:

Anschrift

Ort: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. ..

Katasterreferenz: Gemarkung ....., Flur....., Nr.....

*Wenn es sich um ein nicht katastriertes Grundstück handelt, wird dieses auf einem Plan durch seine Abgrenzung auf einer Katasterkarte (die den Anhang 1 bildet) lokalisiert.*

**FELD III: ANGETROFFENE VERHÄLTNISSE - EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG**

Ich bescheinige auf Ehrenwort, dass ich mich in der folgenden Situation befinde:

Die Verschmutzung wurde am ..... im Laufe einer ordnungsgemäß genehmigten Baustelle auf dem in Feld II angegebenen Grundstück entdeckt.

Ich hatte keine Kenntnis von dieser Verschmutzung, und konnte vernünftigerweise vor ihrer Entdeckung nicht davon wissen.

Die Anforderungen der Baustelle führen dazu, dass geeignete Verwaltungsmaßnahmen innerhalb von Fristen durchzuführen sind, die mit den in den Artikeln 42 bis 69 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung angeführten Fristen nicht vereinbar sind.

Die Verschmutzung ergibt sich aus einem am ..... auf dem in Feld II angegebenen Grundstück stattgefundenen Unfall; sie muss im Eilverfahren bekämpft werden mittels Maßnahmen, die mit den in den Artikeln 42 bis 69 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung angeführten Fristen nicht vereinbar sind.

**FELD IV: IDENTITÄT DES ZUGELASSENEN SACHVERSTÄNDIGEN UND BESCHREIBUNG DER VERSCHMUTZUNG**

Bestellter zugelassener Sachverständiger: .....

Beschreibung der Verschmutzung (d.h. wenigstens: Umstände der Entdeckung / Unfall, Schadstoff(e), Volumen)

.....  
 .....  
 .....

Veranschlagte Dauer der Verwaltungsmaßnahmen: .....

Datum

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30205]

**6 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende bodembeheer en bodemsanering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.29-1 tot D.29-28;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public" (ISSeP) (Openbaar wetenschappelijk instituut) in het Waalse Gewest, vervangen bij het decreet van 9 april 1998, artikel 3, lid 2, 3°;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

Gelet op het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende het bodembeheer;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 2018 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2018;

Gelet op het rapport van 20 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 13 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

*Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° administratie: administratie in de zin van artikel 2, 18°, van het decreet van 1 maart 2018, namelijk het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of zijn gemachtigde;

2° databank : de databank ondergrond in de zin van de artikelen 11 en volgende van het decreet van 1 maart 2018;

3° de afstand : iedere akte van afstand, onder uitsluiting van:

a) akten van familiale aard :

- de afstand onder echtgenoten of voormalige echtgenoten die ofwel tijdens het huwelijk, ofwel in het kader van een echtscheidingsprocedure door onderlinge toestemming, ofwel in het kader van de vereffening van het huwelijksvermogensstelsel na het uitspreken van de echtscheiding of na het overlijden plaatsvindt;

- het inbrengen in de huwelijksgemeenschap of in een beperkte vennootschap toegevoegd aan het stelsel van scheiding van goederen van een goed dat aan één van de echtgenoten of toekomstige echtgenoten toebehoort, bij huwelijkscontract, ofwel bij een wijzigingsakte van het huwelijksstelsel;

- de afstand tussen wettelijk samenwonenden of voormalige wettelijk samenwonenden die plaatsvindt, ofwel tijdens het wettelijk samenwonen ofwel in het kader van de vereffening van de onverdeeldheid volgend op het stopzetten ervan;

- de afstand tussen erfgenamen of rechthebbenden en, in voorkomend geval, de overlevende echtgenoot of de overlevende wettelijke samenwonende, die plaatsvindt in het kader van een vereffening - minnelijke of gerechtelijke verdeling van een nalatenschap, met inbegrip van de omzetting van het vruchtgebruik van de nalatenschap van de overlevende echtgenoot of wettelijk samenwonende;

- de gehele of gedeeltelijke schenking van een onroerend goed aan verwanten tot en met de vierde graad, met inbegrip van de verdeling door bloedverwanten in de opgaande lijn, evenals de verdelingen volgend op een schenking in onverdeeldheid;

b) akten die in de context van een gedwongen mede-eigendom verleden worden:

- de vaststelling van de statuten van het onroerend goed zoals beoogd in artikel 577-4 van het Burgerlijk Wetboek;

- de eenzijdige verklaring of de overeenkomst tot afwijking beoogd in artikel 577-3, lid 1, in fine, van het Burgerlijk Wetboek, met het oog op de niet-toepassing van artikelen 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

4° het decreet van 1 maart 2018: het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

5° technisch onderzoek : technisch onderzoek, door ISSeP, waarbij beoogd wordt, het laboratorium te beoordelen op de capaciteit tot implementering van de methodes uit het "Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse" (Waalse compendium van de monsternemings- en analysemethodes) en met betrekking tot de organisatie van de aanvrager, het onderzoek naar de technische capaciteiten, de controle op de installaties en uitrustingen, de procedures, het kwaliteitsbeheersysteem, de menselijke middelen, de kwalificaties waarover het laboratorium beschikt, met inbegrip van de uitvoering van controleanalyses van proefmonsters of afnames, alsook op het verhoor van deskundigen en op de opsporing van elk element dat de afgifte van de erkenning of de tenuitvoerlegging ervan zou kunnen verstoren;

6° eensluidend uittreksel : elektronisch uittreksel uit de databank, afkomstig van het informaticasysteem van de administratie, dat elektronisch of op een papieren informatiedrager overgemaakt wordt;

7° toezichhoudend ambtenaar ; het “Département de la Police et des Contrôles (DPC)” (Departement Politie en Controles) van de administratie ;

8° historische installatie of historische activiteit : installatie of activiteit of individuele bestanddelen van dergelijke installaties die uit hun aard, vanwege de gebruikswijze ervan of wegens de in het geding zijnde producten, of door een gebeurtenis, een risico hebben kunnen vormen voor de bodem ;

9° Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;

10° staalnemer : natuurlijke persoon die geregistreerd is en die handelt volgens de richtlijnen van een expert om bodemstalen af te nemen overeenkomstig het “Waals compendium”;

11° conformiteitsverslag : auditverslag, opgemaakt door de kwaliteitsverantwoordelijke of, bij certificering, door de certificeringsinstelling in het kader van ISO 9001 : 2015 of later, om aan te kunnen tonen dat de erkenningshouder de gepaste corrigerende acties heeft uitgevoerd om de gekregen klachten of om vaststellingen van niet-conformiteit en waarschuwingen van de administratie te verhelpen;

12° standaardkaartdocument : kadastraal perceelsplan, verstrekt door de algemene administratie inzake vermogensdocumentatie van de Waalse Overheidsdienst, in de meest recent beschikbare versie in de gegevens- en dienstverleningscatalogus van het Waals Geoportaal;

13° Verordening nr. 1272/2008 : Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels, tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1907/2006;

14° de minimis-Verordening : Verordening (EG) nr. 1407/2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

15° referentiebron : de diensten van de administratie, de overheid, de instelling, de “SPAQuE” of de openbare dienst waarvan sprake in artikel 15, § 2, 1°, van het decreet van 1 maart 2018, met inbegrip van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst waarmee de administratie eventueel een protocol vaststelt tot bepaling van de nadere regels voor gegevensoverdracht en rechtzetting ervan;

16° fytomanagementsproject ; project waarbij een site die dusdanige kenmerken vertoont dat hij in dusdanige toestand onbruikbaar is voor voedingsdoeleinden of voor bewoning of dat hij tekenen vertoont van bodemverlating of -aantasting, met plantensoorten aangelegd of ingezaaid wordt.

In afwijking van lid 1, 1°, wordt onder de administratie in de zin van artikel 15, § 2, 1°, van het decreet van 1 maart 2018 die de herstelplannen beheert als bedoeld in artikel 2, 31°, e), van het decreet van 1 maart 2018 het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie verstaan.

#### *Afdeling 2. — Betreding van de gronden*

**Art. 2.** § 1. De personen aan wie de opdrachten bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet van 1 maart 2018 worden toevertrouwd, evenals de SPAQuE in de uitoefening van haar opdrachten bedoeld in artikel 8, § 2, van het decreet van 1 maart 2018, worden ertoe gemachtigd, de gronden te betreden beoogd bij verplichtingen van het decreet van 1 maart 2018. Deze betreding mag enkel geschieden mits een kennisgeving, verricht minstens vijftien dagen voor elke betreding, aan de eigenaar van de betrokken percelen of aan de houder van het zakelijk recht en, in voorkomend geval, aan de exploitant van de grond indien laatstgenoemde rechtstreeks gekend is.

In het geval waarin de site bezet wordt door een derde, licht de eigenaar of de houder van het zakelijk recht die de kennisgeving bedoeld in lid 1 krijgt, deze derde persoon onverwijld over de overwogen verrichtingen en periodes in.

De kennisgeving bedoeld in lid 1 bevat minstens volgende gegevens:

1° de aard van de verrichtingen die op de grond worden overwogen, evenals de reden waarom ze daar dienen plaats te vinden ;

2° een omschrijving van de ingezette technische middelen ;

3° de datum waarop de aanvang van de beoogde verrichtingen overwogen wordt, evenals de voorziene duur ervan;

4° de telefonische, post- en digitale gegevens van, respectievelijk, de houder van de verplichtingen, de expert en, in voorkomend geval, een contactpersoon bij de SPAQuE ;

5° de weergave van artikel 8 van het decreet van 1 maart 2018 en van lid 2 van dit artikel.

De Minister kan eisen, dat de door hem bepaalde informatie voorafgaandelijk in de nabijheid van bedoelde grond wordt aangeplakt.

§ 2. In geval van dringende noodzakelijkheid wegens niet te voorziene gebeurtenissen die een onbestemd gevaar kunnen veroorzaken, kan de termijn voor de kennisgeving, bedoeld in paragraaf 1, ingekort worden, zonder dat hij minder dan twee dagen mag bedragen.

§ 3. Na de interventie, die verricht wordt krachtens het decreet van 1 maart 2018, worden de gronden, waarvan de houder van de verplichtingen niet de houder van de zakelijke rechten is, in de oorspronkelijke staat hersteld en geruimd van ieder afval of stoffen van allerlei aard die uit de interventie voortvloeien.

#### *Afdeling 3. — Toestand van een grond*

**Art. 3.** § 1. Wanneer de aanwezigheid van afvalstoffen vermoed wordt, ongeacht of ze op de grond zijn neergelegd dan wel in de bodem zijn verwerkt, kan iedere persoon houder van zakelijke rechten die houder van de verplichtingen is, die de grond uitbaat, of de SPAQuE, in het kader van de haar toevertrouwde opdrachten, rechtstreeks of door toedoen van een mandataris een aanvraag bij de administratie indienen waarbij beoogd wordt, om reeds in een vroeg stadium te bepalen of bedoelde afvalstoffen van de bodem onderscheiden kunnen worden dan wel of ze gerecycleerd, positief verwerkt of verwijderd zijn overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de afvalstoffen of beheerd zijn overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de afvalstoffen van de ontginningsindustrie.

Bij de aanvraag wordt een expertenverslag gevoegd, waarin minstens volgende gegevens opgenomen zijn :

1° een liggingsplan met nauwkeurige opgave van de afvalmassa ;

2° een omschrijving van de opslag van afvalstoffen, met inbegrip van de historiek, opgemaakt op basis van de beschikbare gegevens, volume, dikte, kenmerken, al dan niet aanwezigheid van een afdeklaag, evenals de aard ervan;

3° elk gegeven waarmee kan worden aangetoond, dat de afvalstoffen van de bodem onderscheiden kunnen worden of dat ze gerecycleerd, positief verwerkt of verwijderd zijn overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de afvalstoffen of beheerd zijn overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de afvalstoffen van de ontginningsindustrie.

§ 2. Binnen een termijn van vijftienveertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot vervroegde beslissing bepaalt de administratie op grond van gegevens, gevoegd bij de aanvraag, of voldaan is aan de voorwaarden voor het uitsluiten van het toepassingsgebied van het decreet van 1 maart 2018.

Deze vervroegde beslissing over de grondtoestand geldt voor de toekomst voor zover er geen aangetoonde verontreiniging of potentiële verontreiniging in de bodem onder bedoelde afvalstoffen, of verontreinigingen of vermoedens van verontreinigingen na de positieve verwerking van de afvalstoffen bestaan.

§ 3. De aanvraag wordt onontvankelijk geacht wanneer hij enkel betrekking heeft op grond die positief verwerkt wordt overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018.

## HOOFDSTUK II. — Databank ondergrond

### Afdeling 1. — Opmaak van de databank ondergrond

**Art. 4.** § 1. De gegevens die in de databank ondergrond worden ingevoerd of die tot rechtzetting dienen worden door elke referentiebron aan de administratie overgemaakt, volgens de technische procedures en nadere regels, opgenomen in een protocol dat respectievelijk tussen de administratie en elke referentiebron op zich is vastgesteld.

Het protocol bevat minstens de nadere regels betreffende :

1° het, volgens de overeengekomen periodiciteit bijgewerkt, verstrekken van de al dan niet gekadastreerde percelen, verontreinigd of potentieel verontreinigd, waarvan de referentiebron kennis heeft, evenals de motieven van inschrijving in de databank ondergrond;

2° het, volgens de overeengekomen periodiciteit bijgewerkt, verstrekken van de gegevens en informatie over die percelen, met inbegrip van de gegevens en informatie betreffende het recht tot rechtzetting, en de gegevens en informatie bedoeld in artikel 7, § 3, lid 2;

3° de in acht te nemen bepalingen, met namen in termen van vertrouwelijkheid en inachtneming van Verordening (EG) 2016/79 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

4° de nadere regels en procedures voor rechtzetting van de gegevens;

5° de verbintenis van de referentiebron om de aanvragen tot gegevensrechtzetting op gepaste wijze te beheren;

6° de minimuminhoud van de verslagen die de administratie periodiek aanvraagt, met name met het oog op de opmaak van het jaarverslag bedoeld in artikel 118;

7° de verbintenis van de referentiebron om de administratie de gegevens te verstrekken volgens de procedures en standaarden inzake techniek, informatica en cartografie bepaald door de administratie en om deel te nemen aan de technische groep bedoeld in artikel 12, § 2.

Het protocol bevat de elementen die voor de overgemaakte gegevens de verenigbaarheid waarborgen met de systemen ontwikkeld door de administratie en de daaraan gekoppelde formats en dwingende technische voorwaarden.

§ 2. Het protocol wordt gezamenlijk ondertekend door de referentiebron en de administratie.

**Art. 5.** De gronden, opgenomen in de databank ondergrond, zijn gelijklopend met de omtrekken van het standaardkaartdocument.

Eventuele kadastrale wijzigingen zijn van geen invloed op de bijwerking van de grondgebonden gegevens zodra deze gegevens in de databank ondergrond ingevoerd zijn.

Verzoeken die aan de databank ondergrond worden gericht, worden toegespitst op het standaardkaartdocument.

**Art. 6.** Maandelijks wordt door de administratie, aan elke gemeente, elektronisch een bijgewerkt bestand overgemaakt waarin de percelen vermeld staan, die in de afgelopen maand in de grondinventaris van de databank zijn ingevoerd of uit genoemde grondinventaris zijn verwijderd.

Wat betreft de opneming van de gronden in de inventaris als categorie 1 of categorie 2, waarschuwen de betrokken gemeenten binnen de twee maanden na ontvangst van het bestand de houders van zakelijke rechten en de exploitanten in dat hen betreffende percelen zijn opgenomen. Bij de waarschuwingen wordt een informatieblad gevoegd, waarop te lezen staat op welke wijze de databank geraadpleegd wordt en de gegevens rechtgezet kunnen worden.

**Art. 7.** § 1. Het beheers- en toezichtcomité van de databank ondergrond maakt de lijst op, en onderzoekt de lijst der percelen waarvoor een overdracht naar de gegevens uit categorie 1 wordt voorgesteld.

In het kader van de opdracht bedoeld in lid 1, nodigt het comité een vertegenwoordiger van ISSeP uit.

De percelen opgenomen op de lijst bedoeld in lid 1 beantwoorden aan volgende samengevoegde voorwaarden:

1° erkend zijn onder verwijzing naar de bepalingen van de handleiding van de voormalige activiteiten of installaties vermeld in de Waalse code van goede praktijken als zijnde een perceel waarop een installatie of activiteit potentieel bodemverontreinigend kon zijn;

2° erkend zijn als een perceel dat een gebeurtenis onderging die een potentiële bodemverontreiniging veroorzaakte;

3° gekoppeld zijn aan een hoog waardcijfer inzake informatiekwiteit, volgens een methodologie bepaald door de Minister voor wat betreft de geografische ligging op grond van één of meerdere documenten of terreinvaststellingen en wat de semantiek betreft.

§ 2. Het beheers- en toezichtcomité van de databank ondergrond maakt de lijst der percelen waarvoor een overdracht van categorie 3 naar categorie 1 wordt voorgesteld, jaarlijks aan de Minister over. Het comité motiveert zijn voorstel ten overstaan van de criteria van paragraaf 1, lid 3.

§ 3. Binnen de zestig dagen te rekenen van het overmaken van de lijst door het beheers- en toezichtcomité van de databank ondergrond, neemt de Regering de definitieve lijst der percelen waarvoor een overdracht van categorie 3 naar categorie 1 wordt in de databank ondergrond verricht wordt, aan.

De percelen worden door de referentiebron, aangewezen door het comité, overeenkomstig de nadere regels vastgelegd in het protocol, in de databank ondergrond opgenomen.

#### *Afdeling 2. — Toegang tot de databank ondergrond*

**Art. 8.** De toegang tot de gegevens van de databank ondergrond gebeurt via de Portalsite Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 9.** § 1. Voor de gegevens van de databank ondergrond die niet rechtstreeks toegankelijk zijn overeenkomstig artikel 8, wordt er door de aanvrager een toegangsaanvraag aan de administratie gericht, middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model als bijlage 1 is opgenomen. Het formulier is beschikbaar via de Portalsite Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvraag wordt elektronisch, per aangetekend schrijven of per bewaargeving en consignatie in een register ter plaatse bij de administratie ingediend.

Behoudens voor wat betreft een aanvraag tot inzage ter plaatse, is de aanvraag onontvankelijk wanneer ze gegevens van de databank ondergrond betreft die beschikbaar zijn via het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. Een aanvraag wordt onrechtmatig geacht in de zin van artikel D.18, § 1, b, van Boek I van het Leefmilieuwetboek wanneer hij betrekking heeft op een duidelijk te hoog aantal percelen of op niet-gekadastreerde percelen die onder verschillende afdelingen vallen.

§ 3. Volgens het type aanvraag verstrekt de administratie de aangevraagde beschikbare gegevens binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag, op elektronische wijze of per post.

De termijn bedoeld in lid 1 kan met dertig dagen verlengd worden. De administratie licht de aanvrager in over iedere termijnverlenging en over de motieven voor deze verlenging, voor afloop van de termijn bedoeld in lid 1.

#### *Afdeling 3. — Rechtzetting van gegevens*

**Art. 10.** De aanvraag tot rechtzetting van gegevens in de databank ondergrond wordt elektronisch bij de administratie ingediend, middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model als bijlage 1 is opgenomen. Bedoeld formulier is beschikbaar op het Webportaal van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvraag bevat alle nuttige gegevens die een rechtzetting van gegevens verantwoorden.

**Art. 11.** De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag. Binnen dezelfde termijn maakt de administratie de aanvraag tot rechtzetting aan de betrokken referentiebronnen over. De administratie geeft de datum van ontvangst van de aanvraag op, evenals in voorkomend geval welke de betrokken referentiebronnen zijn.

Een betrokken referentiebron kan de aanvrager verzoeken, aanvullende informatie te verstrekken. In dat geval licht de referentiebron de administratie en, in voorkomend geval, de andere betrokken referentiebronnen daarover in. De aanvrager geeft aan de referentiebron die daar de aanvraag toe indient, binnen de vijftien dagen te rekenen van de zending van de aanvraag tot aanvullende informatie, kennis van de aangevraagde aanvullende informatie. Als die termijn verstreken is, wordt de aanvraag tot rechtzetting verworpen.

Wanneer de ingediende aanvraag duidelijk onrechtmatig is, beschouwt de administratie de aanvraag als onontvankelijk, en licht de aanvrager daarover in.

**Art. 12.** § 1. De betrokken referentiebronnen onderzoeken de aanvraag en delen hun conclusies aan de administratie mee. Bedoelde conclusies worden binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag door de referentiebronnen aan de administratie overgemaakt.

§ 2. Wanneer de conclusies van de referentiebronnen sluitend zijn, worden ze binnen de veertig werkdagen na ontvangst van de aanvraag door de administratie aan de aanvrager overgemaakt.

Wanneer de conclusies van de referentiebronnen niet overeenstemmen, licht de administratie de betrokken referentiebronnen daarover in, en zij stellen een technische groep samen. Binnen dezelfde termijn licht de administratie de aanvrager erover in dat de termijn bedoeld in lid 1 met veertig dagen verlengd wordt, en geeft de motieven daarvoor op.

De technische groep maakt een verslag op, dat aan de administratie wordt overgemaakt binnen de dertig dagen nadat de administratie de informatie medegedeeld heeft. Het overgemaakte verslag stelt de eventuele wijzigingen voor, die in de gegevens van de databank ondergrond door te voeren zijn. De administratie geeft kennis van de conclusies van de technische groep aan de aanvrager.

§ 3. De relevant geachte rechtzettingen worden door de betrokken referentiebronnen doorgevoerd, volgens de nadere regels vastgesteld in het protocol. Zij lichten de administratie daarover in.

**Art. 13.** Wanneer de gegevens, overgemaakt in het kader van de aanvraag tot rechtzetting, de vaststelling mogelijk maken dat de gegevens vermeld in de databank ondergrond voor betrokken perceel duidelijk verkeerdelijk zijn, kan de administratie aan de aanvrager bevestigen dat de verplichtingen van het decreet van 1 maart 2018 opgeschort zijn totdat een definitieve beslissing over de aanvraag tot rechtzetting genomen wordt.

Wanneer de aanvrager acht, dat hij zich in de hypothese bedoeld in lid 1 bevindt, maakt hij daar uitdrukkelijk melding van in zijn aanvraag tot rechtzetting en vraagt de opschorting van de verplichtingen uit het decreet van 1 maart 2018 aan.

#### *Afdeling 4. — Beheers- en toezichtscomité inzake databank ondergrond*

**Art. 14.** § 1. Met het oog op de oprichting van het beheers- en toezichtscomité inzake databank ondergrond, wordt door elke administratie en openbare instelling een lijst aan de Minister voorgelegd met gewone en plaatsvervangende kandidaten.

De Regering benoemt de gewone en plaatsvervangende leden van het comité, evenals de voorzitter ervan.

De mandaten worden toegekend voor een periode van vijf jaar. Ze beginnen te lopen op de datum van ondertekening van het besluit tot benoeming van de leden van het comité.

Het comité kan iedere persoon met een bijzondere deskundigheid uitnodigen om als raadgever aan de werkzaamheden deel te nemen.

**Art. 15.** Naast de opdrachten die het bij het decreet van 1 maart 2018 gekregen heeft, onderzoekt het beheers- en toezichtscomité van de databank ondergrond of de gegevens uit categorie 3 van de databank overeenkomstig artikel 7 naar categorie 1 overgeheveld zouden kunnen worden.

Er wordt, uiterlijk op 31 maart van het daarop volgende jaar, een jaarverslag over diens opdrachten aan de administratie gericht, met het oog op de opmaak van het jaarverslag bedoeld in artikel 118.

**Art. 16.** De voorzitter roept het comité minstens twee keer per jaar samen. Elk lid kan de voorzitter verzoeken, om op grond van een agenda een bijkomende vergadering te laten houden. De voorzitter verantwoordt het gevolg dat hij aan het verzoek geeft, bij alle leden van het comité.

**Art. 17.** De Minister legt het huishoudelijk reglement van het comité vast. Daarin wordt minstens het volgende vermeld:

- 1° alle leden van het comité worden minstens vijftien dagen voor de vergaderingen daarvoor opgeroepen;
- 2° bij afwezigheid kunnen de gewone leden kunnen zich door hun plaatsvervanger laten vertegenwoordigen;
- 3° bij de oproeping wordt de agenda gevoegd;
- 4° buiten de agendapunten om worden geen beslissingen genomen;

5° het comité beraadslaagt enkel op geldige wijze als minstens twee derde van zijn leden aanwezig zijn. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het comité opnieuw opgeroepen binnen een termijn die niet korter mag zijn dan vijftien dagen, met dezelfde agenda. Het beslist dan op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden;

6° de beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Het huishoudelijk reglement van het Comité legt de nadere regels vast voor de notulering en de bekrachtiging van de notulen, evenals de nadere regels voor de opdrachten bedoeld in artikel 7.

#### *Afdeling 5. — Eensluitende uittreksels*

**Art. 18.** Wanneer bij een vergunningsaanvraag een eensluitend uittreksel moet worden gevoegd, moet dit uittreksel dateren van minder dan drie maanden voor de indiening van de aanvraag.

Het eensluitend uittreksel dient als bewijs voor de informatie vereist bij de bijlagen 4 tot 15 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voor wat betreft de gegevens betreffende bodembeheer en –sanering.

**Art. 19.** De aanvraag voor het verstrekken van een eensluitend afschrift voor één of meerdere percelen wordt elektronisch ingediend onder gebruikmaking van de specifiek module die op het Webportaal voor Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst ter beschikking wordt gesteld. In dat geval wordt het eensluitend uittreksel, mits de rechtstreekse betaling van het dossierrecht op de rekening van de administratie, automatisch elektronisch afgeleverd aan de aanvrager.

De aanvraag waarvoor een voorafgaande vergunning vereist is, wanneer de aanvraag betrekking heeft op een aantal gekadastreerde percelen hoger dan 80, kan enkel worden ingediend overeenkomstig artikel 20. Afwijkend kan de Minister de nadere regels vastleggen voor de indiening van een aanvraag, waarvoor deze voorafgaande vergunning vereist is, via de specifieke module bedoeld in lid 1.

**Art. 20.** § 1. Wanneer de aanvraag niet overeenkomstig artikel 19 kan worden ingediend, wordt de aanvraag voor het verstrekken van een eensluitend uittreksel met betrekking tot één of meerdere percelen per aangetekend schrijven, of bij iedere zending die een vaste datum verleent, bij de administratie ingediend.

Op straffe van onontvankelijkheid bevat de aanvraag:

- 1° het door de Minister vastgelegd formulier, behoorlijk ingevuld;
- 2° het daadwerkelijk stortingsbewijs van het dossierrecht;
- 3° voor de gekadastreerde percelen : een kadastraal uittreksel van de percelen waarvoor de aanvraag wordt ingediend;
- 4° voor de percelen zonder kadastrale referenties: een plan met de ligging, de omtrekken en eventueel een identificatiegegevens van de percelen, evenals ieder bestanddeel waarmee de nauwkeurige ligging van deze percelen op grond van het standaardkaartdocument mogelijk wordt gemaakt.

Overeenkomstig lid 2, 2°, stort de aanvrager het dossierrecht op de rekening van de administratie en vermeldt daarbij de naam van de persoon die houder is van de rekening vanaf welke de betaling wordt verricht, evenals het gestructureerd nummer vermeld in het formulier bedoeld in lid 2, 1°.

§ 2. Wanneer de aanvraag, bedoeld in paragraaf 1, betrekking heeft op een hoger aantal gekadastreerde percelen dan 80, voegt de aanvrager bij diens aanvraag alle nuttige informatie en documenten die zijn verzoek kunnen verantwoorden.

**Art. 21.** § 1. De administratie bericht ontvangst van de overeenkomstig artikel 20 ingediende aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. De aanvraag is onontvankelijk:

- 1° wanneer het dossierrecht niet volledig gestort is;
- 2° wanneer de nuttige informatie en documenten die de aanvraag overeenkomstig artikel 20, § 2, kunnen verantwoorden, niet bij de aanvraag zijn gevoegd.

Van de beslissing tot onontvankelijkheid wordt de aanvrager binnen de twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag kennis gegeven.

§ 3. Indien de aanvraag onvolledig is, zendt de administratie de aanvrager de lijst ontbrekende stukken en wijst erop dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier. De aanvrager geeft, binnen de zestig dagen te rekenen van de zending van het verzoek tot aanvullende informatie, de administratie kennis van de aangevraagde aanvullende informatie. Als die termijn verstreken is, wordt de aanvraag verworpen.

§ 4. De administratie verstrekt het eensluitend uittreksel bij aangetekend schrijven of bij iedere zending waarmee een vaste datum verleend wordt, binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de ontvankelijke en volledige aanvraag.

De aanvragen met betrekking tot een hoger aantal gekadastreerde percelen dan 80 worden door de administratie gegrond geacht wanneer de verschillende percelen beoogd in dezelfde aanvraag eenheid vertonen ten opzichte van een bepaald project of een overwogen of uitgevoerde rechtshandeling.

**Art. 22.** § 1. Aanvullend op de toegang bedoeld in artikel 19, kunnen de notarissen een aanvraag indienen met het oog op het verstrekken van een eensluidend uittreksel voor één of meerdere percelen via het webportaal e-notariaat van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat.

De administratie maakt, volgens de periodiciteit, overeengekomen in het protocol bedoeld in lid 3, een factuur op voor alle uittreksels die aan de notarissen zijn verstrekt overeenkomstig lid 1. De Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat verricht de betaling ervan binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst ervan.

In een protocol tussen de administratie en de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat worden met name de nadere regels vastgelegd voor het verstrekken van de eensluidende uittreksels en voor de betalingen. Dit protocol wordt minstens om de drie jaar geëvalueerd.

§ 2. Een eensluidend uittreksel, verstrekt aan een notaris overeenkomstig paragraaf 1, kan bijgewerkt of bevestigd worden wanneer de aanvraag volledig gelijk is met een aanvraag die in de zes maanden voorheen is geschied. Het bijgewerkt eensluidend uittreksel wordt kosteloos verstrekt.

**Art. 23.** § 1. Het model voor het eensluidend uittreksel is als bijlage 3 opgenomen.

§ 2. Het eensluidend uittreksel heeft een geldigheidsduur van maximum tien jaar, te rekenen van het verstrekken ervan.

In afwijking van lid 1 vervalt het eensluidend uittreksel:

1° indien de gegevens, opgenomen in de databank ondergrond waarvoor het eensluidend uittreksel is verstrekt, na het verstrekken ervan een wijziging hebben ondergaan;

2° wanneer zich, na het verstrekken van het eensluidend uittreksel, een genererend feit, beoogd in het decreet van 1 maart 2018, voordoet voor zover voor dit genererend feit geen afwijkingaanvraag is ingediend, aanvaard door de administratie.

De hypothesen voor verval als bedoeld in lid 1 worden uitdrukkelijk vermeld in de algemene voorwaarden die de administratie vastlegt voor het verstrekken van een eensluidend uittreksel.

### HOOFDSTUK III. — *Erkenningen en registraties*

#### *Afdeling 1. — Erkenning door experts*

**Art. 24.** Om de opdrachten uit te voeren met betrekking tot de onderzoeken en de sanering van verontreinigde gronden wordt de expert overeenkomstig deze afdeling erkend.

Tijdens de gehele geldigheidsduur van zijn erkenning neemt de expert de aan zijn erkenning verbonden regels in acht en onderwerpt hij zich aan de controlemaatregelen.

De lijst der experts wordt door de administratie bijgehouden op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

#### Onderafdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden en -procedure

**Art. 25.** De erkenning kan aan een rechtspersoon of aan een natuurlijke persoon toegekend worden indien hij voldoet aan de voorwaarden waarin dit besluit voorziet.

**Art. 26.** De erkenning wordt aan de aanvrager toegekend indien hij de volgende algemene voorwaarden vervult :

1° als de aanvrager een natuurlijke persoon is, onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese economische ruimte;

2° als de aanvrager een rechtspersoon is, opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese economische ruimte en zijn (haar) hoofdbestuur of hoofdzetel binnen de Europese economische ruimte hebben, of er zijn (haar) maatschappelijke zetel hebben, op voorwaarde dat zijn (haar) activiteiten een reële en duurzame band hebben met de economie van een lidstaat van de Europese economische ruimte;

3° als de aanvrager een natuurlijke persoon is, niet veroordeeld zijn tot een nog steeds gevolg hebbende ontzetting uit zijn burgerrechten en politieke rechten;

4° niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of wetgevingen in sociale, fiscale en financiële zaken of van elke andere gelijkaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Unie;

5° als de aanvrager een rechtspersoon is, onder zijn bestuurders, beheerders of personen die de maatschappij kunnen binden, enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden waarvan sprake in 3° en 4°;

6° in orde zijn met zijn sociale en fiscale verplichtingen ;

7° over voldoende financiële waarborgen beschikken ;

8° over het materieel en de technische en informaticamiddelen en menselijke krachten beschikken om de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist;

9° voldoende bekwaam zijn om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen.

Overeenkomstig lid 1, 8°, kan de Minister de lijst van het nodige materieel en de nodige technische en informaticamiddelen en menselijke krachten.

**Art. 27.** § 1. Onverminderd de voorwaarden bedoeld in artikel 26, wordt het verstrekken van de erkenning onderworpen aan de volgende bijzondere voorwaarden voor de aanvrager :

1° persoonlijk of contractueel beschikken over één of meerdere bevoegde personen die een diploma hoger onderwijs in een wetenschappelijke richting bezitten en minstens drie jaar beroepservaring, verworven binnen de zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag, kunnen voorleggen in het vakgebied vallend onder hoofdstuk IV van het decreet van 1 maart 2018 betreffende saneringstechnieken en opvolging van saneringswerken, met inbegrip van het nagaan of de saneringsdoelstellingen zijn behaald;

2° beschikken over de nodige vaardigheden voor het invullen van de erkenning als expert;

3° persoonlijk of contractueel beschikken over een model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en over een model (modellen) van analyse van het gevaar voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie, alsook over één of meerdere gekwalificeerde personen beschikken die nodige ervaring hebben om de beoogde modellen toe te passen en er de resultaten van te interpreteren;

4° minstens één persoon, gemachtigd voor en belast met de mede-ondertekening van verslagen, onderzoeken of ontwerpen opgemaakt krachtens het decreet van 1 maart 2018 en krachtens dit besluit, in de vorm van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, in dienst hebben;

5° zich ertoe verbinden, binnen de maand van de eventuele kennisgeving van de erkenning een burgerlijke beroepsaansprakelijkheidsverzekering te zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

6° over een kwaliteitsbeheersysteem te beschikken met betrekking tot de prestaties die verstrekt worden in het kader van de aangevraagde erkenning;

7° het bewijs voorleggen dat hij noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, persoonlijk of via een derde natuurlijke of rechtspersoon een directie- of beheersfunctie uitoefent in een onderneming die actief is in de productie, de kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 of actief is in het uitvoeren van saneringshandelingen en -werken.

De bevoegde personen bedoeld in lid 1, 1°, en de gekwalificeerde personen, bedoeld in lid 1, 3°, voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 26, lid 1, 3° en 4°.

Overeenkomstig lid 1, 2°, wordt de aanvrager die contractueel één of meerdere bevoegde personen in dienst die de door de administratie voldoende geachte gepaste technische expertise bezit geacht over de nodige vaardigheden te beschikken voor zover deze persoon (personen) in het bezit is (zijn) van:

1° een diploma in een wetenschappelijke richting op universitair niveau of daarmee gelijkgesteld, in overeenstemming met de vereiste aangelegenheden van de aangevraagde erkenning, namelijk: biologie, pedologie, chemie, geologie, hydrogeologie en civiele bouwkunde;

2° een diploma hoger onderwijs in een wetenschappelijke richting en een beroepservaring van minstens drie jaar voorleggen in de vakgebieden vallend onder hoofdstuk IV van het decreet van 1 maart 2018 in verband met de aangevraagde erkenning, verworven binnen de zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag.

§ 2. De gemachtigde persoon, beoogd in paragraaf 1, lid 1, 4°, staat garant voor de zorgvuldige toepassing van de regels die in het Waalse Gewest in het kader van de aan de erkenning verbonden activiteiten zijn uitgevaardigd. Hij waarborgt de zorgvuldige uitvoering van de maatregel die door het in paragraaf 3 beoogde kwaliteitsbeheerssysteem voorzien zijn ten opzichte van de prestaties, verstrekt in het kader van de erkenning. De gemachtigde persoon voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° voldoen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 26, lid 1, 3° en 4°;

2° een diploma in een wetenschappelijke richting van universitair niveau of daarmee gelijkgesteld bezitten en zijn bekwaamheid tonen om zijn functie uit te oefenen ingevolge een beroepservaring van minstens drie jaar voorleggen in de vakgebieden vallend onder hoofdstuk IV van het decreet van 1 maart 2018 in verband met de erkenning, verworven binnen de zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag;

3° voldoende ervaring in de toepassing van het decreet, van de uitvoeringsbesluiten ervan, van het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken en van de andere technische en reglementaire documenten in verband met het decreet van 1 maart 2018 voorleggen;

4° de Franse of Duitse taal machtig zijn;

5° zich ertoe verbinden, de modules in voortgezette opleiding volgen, die de administratie organiseert in verband met de wetgeving en de ontwikkelingen ervan, en met de bestuurspraktijk;

6° actief deelnemen aan informatievergaderingen of vormingen, door de administratie erkend als in verhouding staand tot zijn opdrachten, en bekend gemaakt op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 3. Het kwaliteitsbeheerssysteem bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 6°, omschrijft, in de handleiding voor kwaliteitszorg, de middelen die de expert inzet om de kwaliteitsdoelstelling van de voorgelegde verslagen te bereiken, met name hun overeenstemming met de wettelijke, reglementaire en administratieve vereisten in verband met de bepalingen van het decreet van 1 maart 2018, met inbegrip van het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken en met het oog op de toename van het klantentevredenheidscijfer door een doelzame toepassing van het systeem, met name door de uitvoering van doeltreffende correctiemaatregelen die ingaan op de te berde gebrachte waarschuwingen en klachten en op de vastgestelde gebrekkige overeenstemming. In het kader van deze erkenningsprocedure wordt het kwaliteitsbeheerssysteem, erkend onder een certificering in het kader van norm ISO 9001 : 2015 of later, standaard erkend.

**Art. 28.** De erkenningsaanvraag wordt, elektronisch met een door de administratie goedgekeurde elektronische handtekening, door de aanvrager bij de administratie ingediend, middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model als bijlage 4 is opgenomen. Bedoeld formulier is beschikbaar op het Webportaal van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 29.** § 1. Als de aanvrager erkend is, kan de erkenning als expert voor één of meerdere periodes van dezelfde duur erkend worden, mits het voldoen aan volgende voorwaarden:

1° de lopende erkenning is niet geschorst;

2° de houder van de erkenning beschikt over een door de administratie gunstig geacht conformiteitsverslag.

§ 2. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt door de houder van de erkenning ingediend honderdtwintig dagen voordat de lopende erkenning verstrijkt.

Wanneer de lopende erkenning sinds de laatste aanpassing geen enkele wijziging meer heeft ondergaan, kan de houder zijn hernieuwingsaanvraag in de vorm van een vereenvoudigd dossier indienen. Dat vereenvoudigd dossier bevat :

1° de hernieuwingsaanvraag;

2° een verklaring op erewoord waarbij de aanvrager bevestigt dat hij de erkenningsvoorwaarden vervult;

3° een verklaring op erewoord waarbij de aanvrager zich verbindt tot de naleving van de regels bedoeld in onderafdeling 2;

4° een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij waaarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning een burgerlijke beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, of een afschrift van het verzekeringscontract dat dezelfde aansprakelijkheden dekt;

5° het laatste conformiteitsverslag.

Het verslag bedoeld in lid 2, 5°, bespreekt met name het beheer van de klachten en gebrekkige overeenstemming in verhouding tot de vereisten omschreven in artikel 27, § 3.

De administratie beslist binnen de zestig dagen na ontvangst van de aanvraag over de hernieuwingsaanvraag. Indien de aanvraag onvolledig is, zendt de administratie de aanvrager de lijst van de ontbrekende stukken en wijst erop dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier. De aanvrager geeft, binnen de zestig dagen te rekenen van de zending van het verzoek tot aanvullende informatie, de administratie kennis van de aangevraagde aanvullende informatie. Als die termijn verstreken is, wordt de aanvraag verworpen. Overeenkomstig artikel 28 kan een nieuwe erkenningsaanvraag ingediend worden.

#### Onderafdeling 2. — Regels, in acht te nemen in de loop van de erkenning

**Art. 30.** § 1. In het kader van zijn opdrachten, beoogd bij de erkenning, behoort het de expert toe:

1° verantwoordelijk te zijn voor de inachtneming van de voorwaarden en regels van zijn erkenning, van de kwaliteit van de prestaties, verstrekt in het kader van de erkenning, en van de resultaten die hij in het kader van zijn opdrachten als expert voorlegt;

2° de bodemafnames te laten verrichten door een geregistreerde staalnemer en de stalen door een erkend laboratorium te laten onderzoeken;

3° de opdrachten uit te voeren, vermeld in verhouding tot zijn erkenning overeenkomstig het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken of door methodes die door de administratie gelijkwaardig worden bevonden;

4° zijn opdrachten uit te voeren met professionalisme, waardigheid, in alle onpartijdigheid en onafhankelijkheid, met respect voor het vertrouwelijk karakter en de vereiste eerlijkheid;

5° zijn verslagen, onderzoeken of projecten door de gemachtigd persoon bedoeld in artikel 27, § 1, lid 1, 4°, mede te laten ondertekenen;

6° de gemachtigde personen deel te laten nemen aan de modules in voortgezette opleiding, die de administratie organiseert in verband met de wetgeving en de ontwikkelingen ervan, en met de bestuurspraktijk, evenals aan de informatievergaderingen of vormingssessies die de administratie erkent als verband houdend met zijn verplichtingen, ten belope van minstens zes uur per jaar;

7° de bevoegde personen, bedoeld in artikel 27, § 1, lid 1, 1°, en de gekwalificeerde personen, bedoeld in artikel 27, § 1, lid 1, 3°, te laten deelnemen aan de opleidingsmodules georganiseerd door de administratie of haar gemachtigde, waarbij het eigen vakgebied van bedoelde personen gedekt wordt;

8° de technologische bewaking, nodig voor de kennis van de stand van de techniek in de sector van bodembeheer en bodemsanering, te waarborgen;

9° de administratie op gewoon verzoek de lijst van de terreinen over te leggen waarvoor onderzoeken, verslagen of projecten die vallen onder de in het kader van zijn erkenning beheerde aangelegenheden worden uitgevoerd, in uitvoering zijn of overwogen worden voor de periode die de administratie opgeeft, met inbegrip van de planning van de onderzoeken;

10° zich voor elk rapport, onderzoek of project dat bij de administratie ingediend wordt ervan te vergewissen dat hij zich niet in een geval bevindt waarin hij zijn opdracht onmogelijk kan uitvoeren, zoals bedoeld in artikel 31;

11° over de nodige informaticamiddelen te beschikken om de gegevens tussen partijen te verstrekken volgens de nadere regels bepaald in het Waals compendium, de Waalse code van goede praktijken of door de administratie;

12° in geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag, formulier voor de kennisgeving van de wijziging van de gegevens van de erkenning, die de administratie op zijn website ter beschikking stelt, te gebruiken;

13° de administratie op eenvoudig verzoek elke inlichting mede te delen aan de hand waarvan kan worden nagegaan of de voorwaarden en regels inzake erkenning, omschreven in het decreet van 1 maart 2018 en in dit besluit, in acht worden genomen;

14° de administratie in te lichten over de toepassing en de evolutie van de handleiding inzake kwaliteit en op eerste verzoek elk stuk over te maken dat daarmee verband houdt, en met name een conformiteitsverslag;

15° zijn opdrachtgever in te lichten over diens rechten, plichten en verantwoordelijkheden ten overstaan van de reglementaire bepalingen, inzonderheid beoogd bij het decreet van 1 maart 2018, de uitvoeringsbesluiten ervan, en het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken bedoeld in hoofdstuk 5;

16° bij iedere mededeling over het decreet van 1 maart 2018, de uitvoeringsbepalingen ervan, het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken en andere technische en reglementaire documenten in verband met het decreet van 1 maart 2018 zich ervan te vergewissen dat de mededeling in overeenstemming is met de richtsnoeren van de administratie, zoals met name opgenomen op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. Binnen de maand na kennisgeving van zijn erkenning als expert, gaat de expert bij een verzekeringsmaatschappij een burgerlijke beroepsaansprakelijkheidsverzekering aan ter dekking van zijn gezamenlijke activiteiten waarvoor de erkenning is toegekend. Binnen dezelfde termijn wordt een afschrift van het verzekeringscontract, behoorlijk ondertekend, aan de administratie gericht.

Wordt er geen verzekeringscontract afgesloten binnen de termijn bedoeld in lid 1, dan wordt de erkenning van rechtswege opgeschort. De erkenning wordt pas weer geldig daags na de kennisgeving van het afschrift van het behoorlijk ondertekend verzekeringscontract aan de administratie.

**Art. 31.** De expert kan de opdrachten, bedoeld in artikel 32, § 1, van het decreet van 1 maart 2018, in de volgende gevallen niet uitoefenen:

1° de expert of een derde door wiens toedoen hij een directie- of beheersfunctie uitoefent:

a) is, in rechtstreekse lijn tot en met de derde graad of in de zijlijn tot en met de vierde graad aanverwant is met de opdrachtgever of, als het gaat om de leiding over bodemsaneringswerken, met de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken of met elke andere persoon die een directie- of beheersfunctie uitoefent voor rekening van de opdrachtgever of van genoemde uitvoerder;

b) is persoonlijk of via een tussenpersoon aandeelhouder, meerderheidsaandeelhouder of actieve vennoot van de opdrachtgever of, als het de leiding over bodemsaneringswerken betreft, van de opdrachtgever of van de uitvoerder van de werken;

c) oefent in rechtstreekse lijn of in feite, persoonlijk of via een tussenpersoon, een directie- of beheersfunctie uit bij voornoemde opdrachtgever of, als het de leiding over bodemsaneringswerken betreft, van de opdrachtgever of van de uitvoerder van de werken;

2° de activiteiten van de expert worden, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, ongeacht in welke vorm, gecontroleerd of beheerd door de opdrachtgever of door de uitvoerder van de werken.

**Art. 32.** Jaarlijks uiterlijk op 31 januari worden door de expert aan de administratie overgemaakt:

1° een conformiteitsverslag ;

2° het bewijs dat de gemachtigde personen deelgenomen hebben aan de opleidingsmodules, overeenkomstig artikel 27, § 2, 5° en 6°.

### Onderafdeling 3. — Controle en sancties

**Art. 33.** § 1. De expert onderwerpt zich aan de controles die door de administratie of door de door haar gemandateerde personen georganiseerd worden. Deze controles beogen na te gaan, of de regels en voorwaarden van de erkenning in acht worden genomen, en met name:

1° het uitvoeren van de boringen, de piëzometers, de piëzairs en de stalen volgens de regels van de goede praktijk;

2° de uitvoering van saneringshandelingen en -werken volgens het Waals compendium;

3° elk ander op het terrein verifieerbaar element dat door de administratie relevant wordt geacht, rekening houdend met de specificiteit van het dossier.

§ 2. In dat kader staat de expert toe dat de administratie en de door haar gemandateerde personen zijn lokalen betreden en inzage krijgen in elk document dat verband houdt met de activiteiten gevoerd in het kader van de erkenning.

Die controles worden op elk door de administratie geschikt geacht ogenblik uitgevoerd en worden zonder voorafgaandelijke waarschuwing georganiseerd.

§ 3. Na afloop van een controle richt de administratie het proces-verbaal aan de expert. In het proces-verbaal worden het voorwerp van de controle en de conclusies ervan in termen van goede praktijken samengevat.

In voorkomend geval treft de administratie op grond van de conclusies uit die controle de overeenkomstig de artikelen 38 en 39 van het decreet van 1 maart 2018 vereiste maatregelen.

**Art. 34.** § 1. In hiernakomende gevallen worden de prestaties van een expert door de administratie kwalitatief manifest onvoldoende bevonden:

1° de expert heeft, gelet op diens statuut en de verantwoordelijkheid die hij wegens zijn expertise draagt, een door de administratie zwaar geachte beroepsfout begaan ;

2° de expert heeft verslagen opgesteld, die aanleiding hebben gegeven tot recurrent door de administratie genomen beslissingen tot normafwijking of onvolledigheid;

3° de expert heeft veldwerk geleverd dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een proces-verbaal inzake controle na een tekortkoming bedoeld in artikel 33, § 3.

§ 2. De beslissing van de administratie tot normafwijking wordt door de administratie aan de expert overgemaakt. Deze overmaking geldt als waarschuwing in de zin van artikel 38 van het decreet van 1 maart 2018.

De beslissingen tot normafwijking en de andere gerichte waarschuwingen worden als klachten opgenomen in het kwaliteitsbeheerssysteem bedoeld in artikel 27, § 3, en maken het voorwerp uit van verifieerbare corrigerende acties.

**Art. 35.** § 1. Wanneer de expert de regels en de voorwaarden van zijn erkenning niet meer naleeft, kan de administratie diens erkenning opschorten of intrekken.

De erkenning van een expert kan eveneens geschorst of ingetrokken worden wanneer de expert in het conformiteitsverslag niet aantoonde dat hij de gepaste corrigerende acties heeft uitgevoerd om de vaststellingen van niet-conformiteit en waarschuwingen van de administratie te verhelpen.

§ 2. In het geval waarin de expert niet meer over een gemachtigd persoon beschikt, wordt de erkenning van de expert geacht van rechtswege geschorst te zijn. De expert licht de administratie daar onverwijld over in.

Wanneer de gemachtigd persoon de voorwaarden bedoeld in artikel 27, § 2, niet meer naleeft, kan de administratie de erkenning van de expert wijzigen of opschorten.

§ 3. In geval van intrekking van de erkenning wordt in de beslissing tot intrekking de duur nader bepaald waarin de erkenninghouder het verbod krijgt om een nieuwe erkenningsaanvraag in te dienen. Die duur mag niet meer dan drie jaar bedragen.

### Afdeling 2. — Erkenning van laboratoria

**Art. 36.** Om de analyses, voorzien in het kader van de onderzoeken de sanering van de gronden overeenkomstig het decreet van 1 maart 2018 uit te voeren, wordt het laboratorium overeenkomstig deze afdeling erkend. De duur van de erkenning wordt beperkt tot vijf jaar, verlengbaar.

De erkenning van de laboratoria is opgedeeld in de drie volgende categorieën:

1° categorie 1 : volledige erkenning : het laboratorium voert alle analyses uit betreffende de parameters bepaald in bijlage 1 bij het decreet van 1 maart 2018 voor de matrixen bodem en water;

2° categorie 2 : gedeeltelijke erkenning : het laboratorium voert een deel van de analyses bepaald in bijlage 1 bij het decreet van 1 maart 2018 uit en de gekozen parameters worden door de aanvrager in het kader van zijn erkenningsaanvraag opgegeven;

3° categorie 3 : aanvullende erkenning : het laboratorium voert de analyses uit betreffende de parameters of matrixen niet bepaald in bijlage 1 bij het decreet van 1 maart 2018.

Het is mogelijk, analyses aan één of meerdere laboratoria uit te besteden om de gezamenlijke vereiste methodes waarvoor de aanvrager de erkenning vraagt, te dekken.

Tijdens de gehele geldigheidsduur van zijn erkenning neemt het laboratorium de aan zijn erkenning verbonden regels in acht en onderwerpt hij zich aan de controlemaatregelen.

De lijst der laboratoria wordt door de administratie bijgehouden op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

#### Onderafdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden en -procedure

**Art. 37.** De erkenning kan aan een rechtspersoon toegekend worden indien hij voldoet aan de voorwaarden waarin dit besluit voorziet.

**Art. 38.** De erkenning wordt aan de aanvrager toegekend indien hij de volgende algemene voorwaarden vervult :

1° overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese economische ruimte zijn opgericht en er zijn bedrijfszetel of hoofdbedrijfszetel hebben en een activiteit aantonen dat een daadwerkelijke en duurzame band heeft met de economie van het betrokken land;

2° niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie;

3° onder zijn bestuurders, beheerders of personen die de firma kunnen binden enkel personen tellen die:

a) nog geen veroordeling bedoeld in 2° hebben opgelopen;

b) nog niet zijn veroordeeld tot een ontzetting uit hun burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;

4° in orde zijn met zijn sociale en fiscale verplichtingen ;

5° over voldoende financiële waarborgen beschikken ;

6° voldoende bekwaam zijn om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen in zijn relaties met de administratie en haar vertegenwoordigers;

7° over minstens één technische contactpersoon beschikken waarvan de beschikbaarheid tijdens de duur van de erkenning kan worden gewaarborgd, belast met het waarborgen van de contacten met de administratie en haar vertegenwoordigers, waarbij de bij de erkenning vereiste technische kennis wordt aangetoond, met een beheersing van het Frans of het Duits.

**Art. 39. § 1.** Onverminderd de voorwaarden bedoeld in artikel 38, wordt het verstrekken van de erkenning onderworpen aan de volgende bijzondere voorwaarden voor de aanvrager :

1° contractueel één of meerdere laboratoriumverantwoordelijken in dienst hebben, die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 38, lid 1, 3°, die de gepaste vaardigheden en technische expertise bezitten als houder van een diploma in een wetenschappelijke richting:

a) ofwel van universitair of daarmee gelijkgesteld niveau, overeenstemmend met het vakgebied scheikunde;

b) ofwel van universitair of daarmee gelijkgesteld niveau, en die een beroepservaring van minstens drie jaar aantoon in de erkenningsgerelateerde vakgebieden, verworven binnen de zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag;

2° minstens één persoon in dienst hebben, gemachtigd voor en belast met de mede-ondertekening van verslagen, onderzoeken of ontwerpen opgemaakt krachtens het decreet van 1 maart 2018 en krachtens dit besluit die gezagdragend is op de in de aanvraag vermelde bedrijfslocatie, in de vorm van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

3° over het materieel en de technische, informaticamiddelen en menselijke inzet beschikken om de methodes en procedures bepaald in het Waals compendium uit te voeren en de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist;

4° een erkend kwaliteitsbeheerssysteem uitvoeren, ofwel onder het accreditatiesysteem ISO 17025 waarbij minstens één geanalyseerde parameter betrokken is of ieder andere kwaliteitsbeheerssysteem inzake organisatie en techniek van laboratoriumsactiviteiten, opgelegd of aanvaard door de administratie;

5° de methodes van het Waals compendium of de door de administratie gelijkwaardig geachte methodes voor de parameters die overeenstemmen met de in artikel 36 bedoelde categorie van de aangevraagde erkenning. Bij ontstentenis, zich ertoe verbinden om op termijn de methodes van het Waals compendium, of daarmee gelijkgesteld geacht, toe te passen voor de gezamenlijke parameters die beantwoorden aan de aangevraagde erkenning, binnen een bepaalde termijn die een periode van twee jaar na verkrijgen van de erkenning niet te boven mag gaan, volgens een verbintenissenplanning die door de administratie is bekrachtigd;

6° het bewijs voorleggen dat hij noch op eigen titel, noch via een persoon die in diens opdracht handelt, een directie- of beheersfunctie uitoefent in een onderneming die actief is in de productie, de kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 of actief is in het materieel uitvoeren van saneringshandelingen en -werken.

Overeenkomstig lid 1, 3°, kan de Minister de lijst van het nodige materieel en de nodige technische en informaticamiddelen en menselijke krachten bepalen.

§ 2. De gemachtigde persoon, beoogd in paragraaf 1, lid 1, 2°, staat garant voor de zorgvuldige toepassing van de regels die in het Waalse Gewest in het kader van de aan de erkenning verbonden activiteiten zijn uitgevaardigd. Ze waarborgt de zorgvuldige uitvoering van de kwaliteitsmaatregelen in verhouding tot de prestaties, verstrekt in het kader van de erkenning. De gemachtigde persoon voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° voldoen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 38, lid 1, 3°;

2° een diploma in een wetenschappelijke richting van universitair niveau of daarmee gelijkgesteld bezitten en zijn bekwaamheid om zijn functie uit te oefenen ingevolge een beroepservaring van minstens drie jaar voorleggen in de vakgebieden vallend onder hoofdstuk IV van het decreet van 1 maart 2018 in verband met de erkenning, verworven binnen de zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag;

3° voldoende ervaring in de toepassing van het decreet van 1 maart 2018, van de uitvoeringsbesluiten ervan, van het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken en van de andere technische en reglementaire documenten in verband met het decreet van 1 maart 2018 voorleggen;

4° zich ertoe verbinden, de modules in voortgezette opleiding te volgen, die de administratie organiseert in verband met de wetgeving en de ontwikkelingen ervan, en met de bestuurspraktijk.

§ 3. In dat kwaliteitsbeheerssysteem, beoogd in paragraaf 1, lid 1, 4°, worden de prestaties opgenomen, verstrekt in het kader van de aangevraagde erkenning, met inbegrip van de inachtneming van de toepasselijke wettelijke, reglementaire en administratieve vereisten, met name het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken.

§ 4. Overeenkomstig paragraaf 1, lid 1, 5°, oordeelt de administratie of een methode gelijkwaardig geacht kan worden op grond van :

1° het voorleggen van een bewijswaardige gelijkwaardigheidsverklaring van het ISSeP, opgesteld volgens de principes van het Waals compendium;

2° het advies van ISSeP over het gelijkwaardigheidsrapport voorgesteld door het laboratorium.

Het gelijkwaardigheidsrapport voldoet aan de beginselen vastgelegd in het Waals compendium.

**Art. 40.** Binnen de zes maanden na kennisgeving van het technisch onderzoeksverslag bedoeld in artikel 41 wordt de erkenningsaanvraag, elektronisch ingevuld met een door de administratie goedgekeurde elektronische handtekening, door de aanvrager bij de administratie ingediend, middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model als bijlage 5 is opgenomen. Bedoeld formulier is beschikbaar op het Webportaal van de Waalse Overheidsdienst.

In de erkenningsaanvraag is het antwoord vervat van de aanvrager op de tekortkomingen waarop ISSeP eventueel gewezen heeft in zijn technisch onderzoek.

Als de termijn van zes maanden bedoeld in lid 1 overschreden is, vraagt de administratie van de aanvrager dat hij het technisch verslag aanvult met een bijgewerkt verslag.

**Art. 41.** § 1. Voor het indienen van de erkenningsaanvraag, dient de aanvrager, per bedrijfszetel, bij ISSeP een aanvraag voor een technisch onderzoek in. Daartoe dient hij, behoorlijk ingevuld, het formulier voor de erkenningsaanvraag in, evenals de algemene samenvattende tabel op een digitale informatiedrager, als bijlage 6 bij dit besluit gevoegd.

Binnen de zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag, bedoeld in lid 1, legt ISSeP het laboratorium minstens twee data voor om het technisch onderzoek uit te voeren.

§ 2. ISSeP maakt het technisch onderzoeksverslag binnen de zestig dagen na uitvoeren van het technisch onderzoek aan het laboratorium over.

In het verslag worden de eventuele tekortkomingen, die voor het indienen van de erkenningsaanvraag geregeld moeten worden, opgelijst.

Dat ondertekend en gedagtekend verslag wordt samen met de algemene samenvattende tabel, behoorlijk ondertekend en gedagtekend door het laboratorium en ISSeP, binnen dezelfde termijn.

§ 3. De kosten i.v.m. het technisch onderzoek worden door de aanvrager gedragen. De Minister kan het maximaal toelaatbare bedrag daarvoor vastleggen.

Onderafdeling 2. — Regels, in acht te nemen in de loop van de erkenning

**Art. 42.** In het kader van zijn opdrachten, beoogd bij de erkenning, is het de taak van het laboratorium:

1° ten opzichte van derden verantwoordelijk te zijn voor de inachtneming van de voorwaarden en regels van zijn erkenning en van de kwaliteit van de prestaties, verstrekt in het kader van de erkenning;

2° in voorkomend geval, bodemstalen laten nemen door een staalnemer die handelt volgens de regels en methodes vermeld in het Waals compendium en de werken waarvoor hij erkend is, overeenkomstig de Waalse code van goede praktijken uitvoeren;

3° de opdrachten vermeld in artikel 32, § 1, lid 2, van het decreet van 1 maart 2018 overeenkomstig het Waals compendium uit te voeren;

4° zijn opdrachten uit te voeren met professionalisme, waardigheid, in alle onpartijdigheid en onafhankelijkheid, met respect voor het vertrouwelijk karakter en de vereiste eerlijkheid;

5° de volle verantwoordelijkheid te dragen voor de werken en de resultaten die hij overlegt, evenals voor de conclusies van zijn expertise;

6° in de onderzoeksverslagen, opgesteld in het kader van de erkenning, de minimumgegevens op te nemen, vereist beoogd in het Waals compendium; ;

7° de analyses uitsluitend uitgevoerd, in het kader van zijn erkenning, in de bedrijfszetels opgenomen in de beslissing tot toekenning van de erkenning, uit te voeren;

8° de onderzoeksverslagen, opgesteld krachtens het decreet van 1 maart 2018 en dit besluit, te laten tekenen of mede-ondertekenen door een gemachtigd persoon bedoeld in artikel 39, § 2;

9° de gemachtigde personen te laten deelnemen aan de voortgezette opleidingen georganiseerd door het bestuur en het bewijs dat deze bepaling in acht wordt genomen, tegen 31 januari aan de administratie over te maken;

10 de administratie jaarlijks in te lichten over de evolutie van de acties opgenomen in de verbintenisplanning bedoeld in artikel 39, § 1, lid 1, 5°;

11° tijdens minstens vijf jaar het archief te bewaren dat verband houdt met de activiteiten gevoerd in het kader van de erkenning;

12° aan de administratie op gewoon verzoek de inventaris van de uitgevoerde of aan de gang zijnde analyses over te leggen, die vallen onder de aangelegenheden die in het kader van het decreet van 1 maart 2018 of van dit besluit worden beheerd;

13° zich voor elke opdracht uitgevoerd in het kader van zijn erkenning ervan te vergewissen dat hij zich niet in een geval bevindt waarin hij zijn opdracht onmogelijk kan uitvoeren, zoals bedoeld in artikel 43;

14° het formulier voor de mededeling van de wijziging van de gegevens van de erkenning te gebruiken, zoals ter beschikking gesteld op de website van de administratie;

15° onverwijld de administratie en ISSeP elke auditverslag over te maken, waarin normafwijking wordt vastgesteld, uitgebracht in het kader van het accreditatiesysteem ISO 17025 of ieder ander erkend, en door de administratie toegelaten, systeem;

16° bij iedere mededeling over het decreet van 1 maart 2018, de uitvoeringsbepalingen ervan, het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken en andere technische en reglementaire documenten in verband met het decreet van 1 maart 2018 zich ervan te vergewissen dat de mededeling in overeenstemming is met de richtsnoeren van de administratie, zoals met name opgenomen op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 43.** Het laboratorium kan de opdrachten, bedoeld in artikel 32, § 1, van het decreet van 1 maart 2018, in de volgende gevallen niet uitoefenen:

1° het laboratorium of een persoon die in eigen opdracht een directie- of een beheersfunctie uitoefent :

a) is in rechtstreekse lijn tot in de derde graad of in de zijlijn tot in de vierde graad inbegrepen met de opdrachtgever verbonden;

b) is persoonlijk of via een tussenpersoon aandeelhouder, meerderheidsaandeelhouder of actief vennoot van de opdrachtgever ;

c) oefent in rechtstreekse lijn of in feite, persoonlijk of via een tussenpersoon, een directie- of een beheersfunctie uit bij de opdrachtgever;

2° de activiteiten van het laboratorium worden, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk onder welke vorm ook, gecontroleerd of beheerd door de opdrachtgever.

#### Onderafdeling 3. — Controle en sancties

**Art. 44.** § 1. Het laboratorium onderwerpt zich aan de controles van de administratie en van ISSeP, evenals aan de blinde onderzoeken en aan de interlaboratoria geschiktheidstests en -proeven, georganiseerd door ISSeP.

§ 2. In dat kader staat het laboratorium toe dat ISSeP zijn lokalen betreedt en inzage krijgt in elk document dat verband houdt met de activiteiten gevoerd in het kader van de erkenning.

Die controles worden op elk door ISSeP geschikt geacht ogenblik uitgevoerd en kunnen worden zonder voorafgaandelijke waarschuwing georganiseerd. Die controles kunnen op de plaats, waar het staal is afgenomen of in de lokalen van het laboratorium. Ze kunnen de analyse van referentiestalen tot doel hebben.

§ 3. Op het eerste verzoek van de administratie verstrekt het laboratorium het bewijs 4° het bewijs dat het over de vereiste beroepservaring en -kwalificaties beschikt, o.a. op grond van :

1° een curriculum vitae van de personen waarbij specifiek de vereiste kwalificaties beoogd worden, met inbegrip van een oplijsting van de diploma's, evenals de verworven ervaring, daaronder inbegrepen de omschrijving en een afschrift van de diploma's van deze personen;

2° een afschrift van de diploma's van de personen;

3° een afschrift van de arbeidsovereenkomst waarbij de aanvrager deze personen aan zich gebonden heeft, of een door beide partijen ondertekende overeenkomst waaruit blijkt dat de firma deze persoon aangeworven heeft onder arbeidsovereenkomst, waarin ook de duur is vermeld.

Op het eerste verzoek van de administratie deelt het laboratorium de administratie en het ISSeP de resultaten van de, niet door ISSeP georganiseerde, interlaboratoria geschiktheidsproeven mee. Insgelijks wordt iedere inlichting aan de hand waarvan de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden en -regels nagegaan kunnen worden, aan de administratie medegedeeld.

**Art. 45.** ISSeP kan interlaboratoria geschiktheidstests en -proeven en blinde onderzoeken, waarmee de resultaten van de in het kader van de erkenning uitgevoerde analyses nagegaan kunnen worden, organiseren.

De kosten voor deze interlaboratoria geschiktheidstests en -proeven komen ten laste van het laboratorium.

**Art. 46.** § 1. Elk ongunstig verslag dat ISSeP opstelt na controles, vaststellingen, onderzoeken van auditverslagen, interlaboratoria geschiktheidstests en -proeven of andere blinde onderzoeken of staalanalyses, wordt als een normafwijking beschouwd.

Wanneer ISSeP een ongunstig verslag uitbrengt, wordt daar tegelijk kennis van gegeven aan het betrokken laboratorium en aan de administratie.

§ 2. De administratie richt een waarschuwing binnen de vijftien dagen, te rekenen van de kennisgeving bedoeld in paragraaf 1, lid 2.

§ 3. Bij een normafwijking voert het laboratorium de vereiste correctiemaatregelen uit en richt binnen de zes maanden een verslag aan de administratie, waarin de vastgestelde normafwijkingen worden opgevolgd. De administratie kan eisen, dat ISSeP een nieuw verslag opstelt, of aanvullende gegevens opvragen.

§ 4. In hiernakomende gevallen worden de prestaties van het laboratorium door de administratie kwalitatief manifest onvoldoende bevonden:

1° het laboratorium heeft, gelet op diens statuut en de verantwoordelijkheid die het wegens zijn expertise draagt, een door de administratie zwaar geachte beroepsfout begaan ;

2° het laboratorium heeft, op recurrente wijze, resultaten verstrekt die aanleiding hebben gegeven tot beslissingen tot normafwijkingen in de zin van paragraaf 1;

3° het laboratorium heeft prestaties verricht waarvoor een proces-verbaal tot controle na tekortkomingen is opgesteld.

§ 5. De beslissing van de administratie waarbij tot normafwijking wordt geconcludeerd, wordt door de administratie aan het laboratorium overgemaakt. Deze overmaking geldt als waarschuwing in de zin van artikel 38 van het decreet van 1 maart 2018.

De beslissingen waarbij tot normafwijking wordt geconcludeerd en de andere gerichte waarschuwingen worden als klachten opgenomen in het kwaliteitsbeheersysteem bedoeld in artikel 39, § 3, en maken het voorwerp uit van verifieerbare corrigerende acties.

**Art. 47.** § 1. Wanneer de administratie vaststelt dat het laboratorium voor sommige parameters bepaalde voorwaarden niet meer vervult of vaststelt dat een normafwijkend criterium zich voordoet, kan de erkenning van het laboratorium gewijzigd of opgeschort worden door de herziening van de erkenningscategorie.

De erkenning kan eveneens opgeschort of ingetrokken worden wanneer de stalen op andere bedrijfsites worden onderzocht dan die, welke in de erkenningsaanvraag geïdentificeerd zijn.

§ 2. In het geval waarin het laboratorium niet meer over een gemachtigd persoon beschikt, wordt de erkenning van het laboratorium van rechtswege opgeschort geacht.

Wanneer de gemachtigd persoon de voorwaarden bedoeld in artikel 39, § 2, niet meer naleeft, kan de administratie de erkenning van het laboratorium wijzigen of opschorten.

§ 3. Wanneer het laboratorium de regels en de voorwaarden van zijn erkenning niet meer naleeft, kan de administratie diens erkenning opschorten of intrekken.

De erkenning van een laboratorium kan eveneens opgeschort of ingetrokken worden wanneer het laboratorium in het conformiteitsverslag niet aantoont dat het de gepaste corrigerende acties heeft uitgevoerd om de vaststellingen van normafwijkingen en waarschuwingen van de administratie te verhelpen.

§ 4. De erkenning van het laboratorium kan ingetrokken worden wanneer de erkenningshouder een door de administratie zwaar geachte beroepsfout begaan heeft.

§ 5. In geval van intrekking van de erkenning wordt in de beslissing tot intrekking de duur nader bepaald waarin de erkenningshouder het verbod krijgt om een nieuwe erkenningsaanvraag in te dienen. Die duur mag niet meer dan drie jaar bedragen.

### *Afdeling 3. — Afnemen van bodemstalen*

**Art. 48.** Bodemstalen worden uitsluitend afgenomen door ofwel:

- 1° een expert, persoonlijk, als natuurlijke persoon;
- 2° een persoon bedoeld in artikel 27, § 1, 1° tot 4°;
- 3° een overeenkomstig deze afdeling geregistreerde staalnemer.

Iedere afname gebeurt overeenkomstig deze afdeling.

Overeenkomstig lid 1, 3°, wordt de lijst van de geregistreerde staalnemers door de administratie bijgehouden op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

#### *Onderafdeling 1. — Registratievoorwaarden en –procedure voor de staalnemers*

**Art. 49.** Om geregistreerd te worden als staalnemer, voldoet de aanvrager aan volgende voorwaarden:

- 1° een natuurlijke persoon zijn ;
- 2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese economische ruimte;
- 3° niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie;
- 4° nog niet zijn veroordeeld tot een ontzetting uit zijn burgerlijke en politieke rechten die nog steeds gevolgen heeft;
- 5° over het materieel en de technischemiddelen beschikken om de opdrachten inzake bodemstaalafnames te vervullen;
- 6° over de nodige informaticamiddelen beschikken om de gegevens aan de laboratoria, de experten of de administratie te verstrekken;
- 7° bekwaam zijn om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen;
- 8° over een attest van ISSeP beschikken, minder dan twaalf maanden uit, waarmee aangetoond wordt dat deelgenomen is aan de vormingsmodule over de methodes voor afname, bemonstering, verpakking en bewaring van de stalen omschreven in het Waals compendium, de Waalse code van goede praktijken en andere technische documenten;
- 9° zich ertoe verbinden, binnen de maand van de eventuele kennisgeving van de registratie, een burgerlijke verzekering beroepsaansprakelijkheid en exploitatie te zullen aangaan ter dekking van alle activiteiten van de staalnemer.

Overeenkomstig lid 1, 5°, kan de Minister de lijst van het nodige materieel en de nodige technische en middelen bepalen.

**Art. 50.** § 1. De aanvraag tot registratie wordt door de aanvrager bij de administratie ingediend, middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model als bijlage 7 is opgenomen. Het formulier is beschikbaar via de Portalsite Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

Het formulier en bijlagen daarbij worden elektronisch ingediend, aangevuld met een digitale handtekening, goedgekeurd door de administratie.

§ 2. Binnen de dertig dagen na ontvangst van het formulier gaat de administratie na of de aanvraag volledig is en licht ze de aanvrager, in voorkomend geval in, over de ontbrekende stukken. Wanneer het dossier volledig en ontvankelijk is, geeft de administratie de aanvrager kennis van diens registratienummer binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de volledige aanvraag.

§ 3. Binnen de maand na kennisgeving van zijn erkenning gaat de staalnemer bij een verzekeringsmaatschappij een burgerlijke beroepsaansprakelijkheids- en exploitatieverzekering aan ter dekking van zijn gezamenlijke activiteiten als staalnemer. Binnen dezelfde termijn wordt een afschrift van het verzekeringscontract, behoorlijk ondertekend, aan de administratie gericht.

Wordt er geen verzekeringscontract afgesloten binnen de termijn bedoeld in lid 1, dan wordt de registratie van rechtswege opgeschort. De registratie wordt pas weer geldig daags na de kennisgeving van het afschrift van het behoorlijk ondertekend verzekeringscontract aan de administratie.

#### Onderafdeling 2. — Voorwaarden betreffende de experts

**Art. 51.** Om de bodemstaalafnames te verrichten, toont de expert in zijn erkenningsaanvraag aan, dat hij aan volgende voorwaarden voldoet:

1° over het materieel en de technische middelen beschikken om de opdrachten inzake bodemstaalafnames te vervullen;

2° zich ertoe verbinden, binnen de maand van de eventuele kennisgeving van de erkenning, een burgerlijke verzekering beroepsaansprakelijkheid en exploitatie te zullen aangaan ter dekking van alle staalafnameactiviteiten.

Overeenkomstig lid 1, 1°, kan de Minister de lijst van het nodige materieel en de nodige technische en middelen bepalen.

#### Onderafdeling 3. — Regels, in acht te nemen in het kader van de bodemstaalafnames

**Art. 52.** § 1. In de uitoefening van de staalafnameactiviteiten worden door de personen bedoeld in artikel 48:

1° de bodemstalen afgenomen, met inbegrip van de keuze van de staalafnametechniek, de bemonstering, de verpakking en de bewaring van de stalen totdat ze aan het laboratorium overhandigd worden, met inachtneming van de richtlijnen van de expert en overeenkomstig het Waals compendium en de Waalse code van goede praktijken;

2° de staalafnamefiches, opgesteld volgens het model opgenomen in het Waals compendium, ingevuld en ondertekend;

3° deelgenomen aan informatiesessies, upgrades en opleidingen, door de administratie of haar gemachtigde erkend als opdrachtgerelateerd;

4° aan de administratie, op eenvoudig verzoek, iedere inlichting medegedeeld aan de hand waarvan de inachtneming van de voorwaarden bedoeld in deze afdeling kan worden nagegaan.

Overeenkomstig lid 1, 3°, wordt het houden van bedoelde informatiesessies door de administratie medegedeeld op het Webportaal Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 53.** Een persoon bedoeld in artikel 48 kan haar bodemstaalafnameactiviteiten niet uitoefenen wanneer:

1° ze in rechtstreekse lijn tot en met de derde graad of in de zijlijn tot en met de vierde graad aanverwant is met de opdrachtgever of, als het gaat om de directie van bodemsaneringswerken, met de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken of met iedere andere persoon die een directie- of beheersfunctie uitoefent voor rekening van de opdrachtgever of van genoemde uitvoerder;

2° ze persoonlijk of via een tussenpersoon aandeelhouder, meerderheidsaandeelhouder of actieve vennoot van de opdrachtgever is of, als het de leiding over bodemsaneringswerken betreft, van de opdrachtgever of van de uitvoerder van de werken;

3° ze in rechtstreekse lijn of in feite, persoonlijk of via een tussenpersoon, een directie- of beheersfunctie uitoefent bij voornoemde opdrachtgever of, als het de leiding over bodemsaneringswerken betreft, de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken;

4° de activiteiten van de persoon bedoeld in artikel 48, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, ongeacht in welke vorm, gecontroleerd of beheerd worden door de opdrachtgever of door de uitvoerder van de werken.

#### Onderafdeling 4. — Controle en sancties

**Art. 54.** § 1. Wanneer de administratie vaststelt dat één van de personen bedoeld in artikel 48 de voorwaarden of de regels bedoeld in deze afdeling niet vervult, kan haar een waarschuwing worden gericht.

§ 2. De registratie van de staalnemer of de erkenning van de expert kunnen opgeschort of ingetrokken worden :

1° wanneer de voorwaarden bedoeld in de artikelen 52 en 53 niet in acht worden genomen;

2° wanneer er in de periode van één jaar twee waarschuwingen zijn uitgebracht;

3° wanneer de administratie oordeelt dat de kwaliteit van de prestaties van de houder van de erkenning kennelijk onvoldoende zijn;

4° wanneer de verrichte staalafnames niet zijn uitgevoerd op de nauwkeurig door de expert opgegeven plaatsen.

De registratie van de staalnemer kan opgeschort of ingetrokken worden wanneer de voorwaarden voor diens registratie niet meer verenigd zijn.

§ 3. De administratie geeft de persoon bedoeld in artikel 48, bij aangetekend schrijven of onder aanwending van elk gelijkaardig middel waarbij de zending een vaste dagtekening verleend wordt, kennis van haar voornemen om deze een sanctie op te leggen met opgave van de gegevens die zulks verantwoorden.

De persoon kan haar bemerkings binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving, door de administratie, van haar voornemen om een sanctie op te leggen, te gelde maken en desgewenst vragen binnen die termijn te worden gehoord.

De administratie geeft kennis van haar beslissing tot opschorting of intrekking binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de kennisgeving bedoeld in lid 1.

In speciaal gemotiveerde gevallen van spoedeisendheid, en voor zover het houden van een hoorzitting een bedreigende vertraging voor de openbare veiligheid zou kunnen veroorzaken, kan de registratie onmiddellijk opgeschort worden, zonder dat de houder ervan wordt gehoord. In dat geval geeft de administratie de duur van de opschorting aan, welke niet langer dan twee maanden kan duren.

In geval van intrekking kan geen enkele registratie- of erkenningsaanvraag worden ingediend binnen een termijn van zes maanden volgend op de beslissing.

**Art. 55.** Er staat bij de Minister een mogelijkheid van beroep tegen de beslissing tot opschorting of intrekking open voor de personen bedoeld in artikel 48. De eiser dient zijn beroep overeenkomstig artikel 109 in.

Binnen de negentig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep beslist de Minister over het beroep.

Bij gebrek aan beslissing van de Minister wordt het beroep afgewezen geacht.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen*

##### *Afdeling 1. — Overeenkomst inzake bodembeheer*

**Art. 56.** De overeenkomst inzake bodembeheer voorziet in een kader voor de respectievelijke verplichtingen van de partijen voor één of meerdere gronden en stelt de programmering van de onderzoeken vast, evenals, in voorkomend geval, de sanerings- en eindbeoordelingsmaatregelen, de uitvoering van veiligheids- en opvolgingsmaatregelen.

Er kan een overeenkomst inzake bodembeheer worden gesloten tussen het Waals Gewest, daartoe vertegenwoordigd door de administratie, en volgende partijen:

1° een persoon die zich overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 1 maart 2018 vrijwillig daartoe verbindt of een verplichtinghouder, voor meerdere gronden;

2° meerdere personen die zich overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 1 maart 2018 vrijwillig daartoe verbinden of meerdere verplichtinghouders, voor éénzelfde grond, na overleg met de houders;

3° de projectdrager die zich vrijwillig overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 1 maart 2018 daartoe verbonden heeft dan wel verplichtinghouder is, wanneer de verontreinigde of potentieel verontreinigde grond deel uitmaakt van een project in de zin van artikel D.IV.31 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, waarvoor een proces-verbaal goedgekeurd is of goedgekeurd geacht wordt;

4° de personen die zich overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 1 maart 2018 vrijwillig daartoe verbinden of de verplichtinghouders, wanneer de aangetroffen toestand elementen bevat die de uitvoering van het decreet van 1 maart 2018 bemoeilijken.

Voor de haar toevertrouwde opdrachten kan de SPAQuE eveneens overeenkomstsluitende partij zijn voor de overeenkomst inzake bodembeheer gesloten tussen de partijen bedoeld in lid 2.

Hierna omschreven toestanden worden, overeenkomstig lid 2, 4°, beschouwd als toestanden die de uitvoering van het decreet van 1 maart 2018 kunnen bemoeilijken:

1° wanneer een inrichting in de zin van de milieuvergunning meerdere installaties of activiteiten bevat, die voor de bodem een risico inhouden en één van de machtigingen voor deze, bijkomende, installaties of activiteiten die deel uitmaken van de inrichting komen te vervallen en deze vervaldatum een genererend element uitmaakt in de zin van artikel 24 van het decreet van 1 maart 2018;

2° wanneer de vrijwillige onderwerping krachtens de bepalingen van artikel 22 van het decreet van 1 maart 2018 uitgaat van een exploitant die overnemer is van een vergunning voor een inrichting die één of meerdere activiteiten inhoudt die een risico inhouden voor de bodem en die zich in de plaats stelt van de personen bedoeld in artikel 20, § 1, 1° tot 3°, van het decreet van 1 maart 2018 bij het zich voordoen van het genererend feit bedoeld in artikel 24 van het decreet van 1 maart 2018;

3° wanneer de vrijwillige onderwerping krachtens de bepalingen van artikel 22 van het decreet van 1 maart 2018 uitgaat van een rechtspersoon of een natuurlijke persoon aan wie de verplichtingen van het decreet van 1 maart 2018 zijn overgedragen krachtens artikel 31, § 7, van het decreet van 1 maart 2018;

4° wanneer de uitvoering van de verplichtingen van artikel 19 van het decreet van 1 maart 2018 in het kader van een publiek-private samenwerking gebeurt.

**Art. 57.** § 1. De verplichtingen uit het decreet van 1 maart 2018 kunnen opgedeeld worden in twee opeenvolgende overeenkomsten waarin respectievelijk het volgende beoogd wordt:

1° enkel de uitvoering van de onderzoeken op de betrokken gronden en, in voorkomend geval, de verwezenlijking van opvolgingsmaatregelen;

2° de verwezenlijking van een saneringsproject, de uitvoering van de saneringsmaatregelen, de eindbeoordeling volgend op de saneringsmaatregelen en, in voorkomend geval, de verwezenlijking van veiligheidsmaatregelen.

§ 2. Wanneer paragraaf 1 wordt toegepast, worden in de eerste overeenkomst de nadere regels voor het sluiten van de latere overeenkomst bepaald en georganiseerd.

De eerste overeenkomst inzake bodembeheer wordt beëindigd na afloop van de goedkeuring door de administratie van het kenmerkenonderzoek of het gecombineerd onderzoek met betrekking tot de gezamenlijke beoogde gronden.

**Art. 58.** De overeenkomst inzake bodembeheer houdt met name een verwijzing in naar:

1° het rechtskader dat zij beoogt uit te voeren, evenals de na te streven doelstellingen, met inbegrip van in voorkomend geval de tussentijdse doelstellingen;

2° het voorwerp van de overeenkomst ;

3° de datum van inwerkingtreding en de duur van de overeenkomst;

4° de nauwkeurige opgave van de gronden beoogd in de overeenkomst;

5° in voorkomend geval, de aanstelling van een mandataris;

6° de programmering van de onderzoeken en, in voorkomend geval, de saneringshandelingen en -werken;

7° in voorkomend geval, de uitvoering van een opvolgingscomité en de nadere werkingsregels ervan;

8° de nadere regels voor de opvolging en de wijziging van de programmering van de onderzoeken;

9° de verbintenissen van de overeenkomstsluitende partijen ;

10° de maatregelen in geval van niet-inachtneming van de verplichtingen en verbintenissen;

11° in voorkomend geval, de nadere uittredings- of opzeggingsregels van een houder.

De minimuminhoud van de overeenkomst bedoeld in lid 1 kan worden aangevuld met andere bepalingen, gesloten tussen de partijen, voor zover ze niet afwijken van het decreet van 1 maart 2018.

De Minister kan één of meerdere type-overeenkomsten inzake bodembeheer opstellen.

**Art. 59.** Bij een meervoud van partijen wordt in de overeenkomst aangegeven, welke mandataris de partijen hebben aangesteld.

Deze mandataris is belast met de betrekkingen met de administratie en met de gemeenschappelijke expert belast met de onderzoeks- en saneringsverrichtingen.

**Art. 60.** § 1. De aanvraag tot het sluiten van een overeenkomst inzake bodembeheer wordt bij de administratie ingediend.

De aanvraag bevat:

1° een document waaruit blijkt dat de houders zich in één van de toestanden bevinden bedoeld in artikel 21 van het decreet van 1 maart 2018 en voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in dit besluit;

2° een voorstel tot overeenkomst inzake bodembeheer, behoorlijk ingevuld;

3° de bijlagen bij de overeenkomst, waarin minstens worden vermeld:

a) de kadastrale legger voor de betrokken gronden;

b) de betrokken gronden met nauwkeurige opgave van de kadastragegevens van de betrokken percelen of perceelsdelen of, voor de niet-gekadastreerde gronden, volgens hun omtrek vastgesteld op een kadastraal plan;

c) de programmering van onderzoeken en, in voorkomend geval, van saneringen, met prioritaire volgorde en de datums voor de uitvoering van de onderzoeken en saneringen;

4° als de houders niet over zakelijke rechten over de betrokken gronden beschikken, het bewijs dat de ontwerp-overeenkomst aan de houders van zakelijke rechten is medegedeeld.

Bij een meervoud van houders wordt de door de houders medeondertekende aanvraag door een mandataris ingediend.

§ 2. Wanneer de administratie op eigen initiatief voorstelt dat een overeenkomst wordt gesloten, licht zij de houders daarover in en vraagt de documenten bedoeld in § 1 op, binnen de termijn die zij, rekening houdend met de omstandigheden, vaststelt.

§ 3. Wanneer de SPAQuE op eigen initiatief voorstelt dat een overeenkomst wordt gesloten, in het kader van de haar toevertrouwde opdrachten, licht zij de administratie en de betrokkenen daarover in. Binnen de dertig dagen na ontvangst van de informatie, vraagt de administratie bij de betrokken personen en de SPAQuE, binnen de door haar vastgestelde termijn, de documenten bedoeld in paragraaf 1 op.

**Art. 61.** Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot sluiten van een overeenkomst inzake bodembeheer, beslist de administratie of deze aanvraag ontvankelijk is.

Indien de aanvraag onvolledig is, stuurt ze de aanvrager binnen dezelfde termijn een lijst toe van de ontbrekende stukken en gegevens en vermeldt ze dat de procedure weer opgestart wordt op de datum van ontvangst ervan. In dat geval beschikken de aanvragers over zestig dagen om de administratie de gevraagde aanvullende gegevens en stukken te verstrekken. Bij gebreke van reactie binnen die termijn, wordt de aanvraag geacht onontvankelijk te zijn.

Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de opgevraagde aanvullende gegevens of stukken, beslist de administratie over het al dan niet ontvankelijk zijn van de aanvraag. Bij gebreke van reactie binnen die termijn, wordt de aanvraag geacht ontvankelijk te zijn.

Wanneer de aanvraag, na de inontvangstname van de documenten die de aanvrager heeft overgemaakt, opnieuw onvolledig wordt geacht, wordt de aanvraag onontvankelijk verklaard. In dat geval zijn de termijnen, bij het decreet van 1 maart 2018 vastgesteld voor het uitvoeren van de verplichtingen, onmiddellijk van toepassing te rekenen van daags na de dag waarop de aanvraag onontvankelijk is verklaard.

**Art. 62.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de beslissing over de ontvankelijkheid of, bij ontstentenis, te rekenen van de dag volgend op het verstrijken van de termijn die de administratie heeft om zijn beslissing over de ontvankelijkheid te verzenden, beslist de administratie over de aanvraag betreffende de overeenkomst inzake bodembeheer. Wanneer de administratie weigert, een overeenkomst inzake bodembeheer te sluiten, motiveert zij en geeft zij kennis van haar beslissing aan de aanvrager.

De vervaltermijnen, vastgesteld bij het decreet voor de uitvoering van de verplichtingen, worden opnieuw onmiddellijk van toepassing te rekenen van daags na de kennisgeving van de weigering tot het sluiten van de overeenkomst.

**Art. 63.** De duur van de overeenkomst wordt vastgesteld rekening houdend met:

1° het aantal betrokken gronden en de omvang van de vermoedelijke verontreiniging ervan;

2° de kenmerken van de betrokken gronden en de complexiteit ervan;

3° de kenmerken van het op bedoelde gronden gevoerde project.

De duur dient op zulke wijze te worden bepaald, dat de uitvoering van de verplichtingen van het decreet van 1 maart 2018 en de uitvoering van het op bedoelde gronden gevoerde project op elkaar afgestemd zijn.

In onderlinge overeenstemming tussen partijen is de duur van de overeenkomst verlengbaar.

**Art. 64.** § 1. Indien partijen dit nodig achten, wordt er een opvolgingscomité opgericht. Dat comité verleent een kader voor de uitvoering van de overeenkomst inzake bodembeheer.

Het opvolgingscomité bestaat uit een vertegenwoordiger van de administratie, die er het voorzitterschap van waarneemt, en een vertegenwoordiger van elk van de andere overeenkomstsluitende partijen. De aangestelde mandataris maakt er eveneens deel van uit.

De overeenkomst bepaalt de frequentie van de vergaderingen van het opvolgingscomité. Er wordt minstens één keer per jaar vergaderd.

§ 2. Het comité wordt door de voorzitter bijeengeroepen.

Elk lid kan de voorzitter verzoeken, om op grond van een agenda een vergadering te laten houden. Binnen een maximumtermijn van vijftien dagen verantwoordt de voorzitter, ten overstaan van partijen in het opvolgingscomité, het gevolg dat hij aan de aanvraag voorbehoudt. Het comité kan, indien de agenda dit toestaat, elektronisch vergaderen.

Alvorens een opvolgingscomité wordt gehouden, worden, uiterlijk vijftien dagen voor de vastgestelde vergaderingsdatum, door partijen of hun mandataris aan de voorzitter en aan de leden van het opvolgingscomité een voorstel tot agenda en een voortgangsrapport over de acties die onlosmakelijk met de uitvoering van de overeenkomst verbonden zijn, elektronisch verzonden.

§ 3. Bij vergaderingen van het opvolgingscomité kunnen partijen in onderlinge overeenstemming personen uitnodigen die over een bijzondere competentie beschikken of betrokken zijn bij de uitvoering van de overeenkomst. Voor het houden van een opvolgingscomité lichten partijen de andere leden van het opvolgingscomité, binnen een termijn van tien dagen voorafgaandelijk aan de vergadering, in over de hoedanigheid en geschiktheid van deze personen. De voorzitter behoudt zich het recht voor, hun aanwezigheid niet te aanvaarden.

§ 4. Bij vergaderingen van het opvolgingscomité wordt door partijen of hun mandataris de vergadering genotuleerd. De notulen worden binnen de vijftien dagen aan de gezamenlijke deelnemers voor bemerkingen en goedkeuring voorgelegd. Worden er binnen de dertig dagen geen bemerkingen ontvangen, dan worden de notulen aanvaard.

**Art. 65.** § 1. Jaarlijks wordt door partijen of hun mandataris, uiterlijk op de verjaardag van de overeenkomst, de administratie een voortgangsrapport over de uitvoering van de programmering van de onderzoeken en saneringen op elke betrokken grond overgemaakt, evenals in voorkomend geval een voorstel tot bijstelling van de prioriteiten en datums voor de uitvoering van de onderzoeken en saneringen.

Wanneer er een opvolgingscomité is ingesteld krachtens artikel 64, wordt dat verslag in het kader van één van de vergaderingen voorgesteld.

§ 2. De programmering van de onderzoeken en saneringen, evenals in voorkomend geval de lijst van de betrokken gronden, kunnen met instemming van de partijen herzien worden overeenkomstig de nadere regels bepaald in de overeenkomst.

**Art. 66.** § 1. Te allen tijde kan een partij verzoeken, zich uit de overeenkomst terug te trekken, mits inachtneming van een opzegtermijn van vier maanden. Dat verzoek wordt ofwel elektronisch ofwel bij aangetekend schrijven bij de administratie ingediend.

De administratie beslist binnen de zestig dagen na ontvangst van dat verzoek. Van de beslissing wordt aan de verzoeker, evenals aan de andere partijen, kennis gegeven.

Wanneer een opvolgingscomité krachtens artikel 64 is opgericht, wordt diens advies over de terugtrekking van betrokken partij vereist.

§ 2. Als één der partijen zich terugtrekt, beschikt de mandataris over een termijn van veertig dagen:

1° om de administratie kennis te geven van de individuele wil van elkeen der partijen om de overeenkomst voort te zetten of te verlaten;

2° in voorkomend geval, om een wijziging in het programma van de overeenkomst voor te stellen volgens de bepalingen van artikel 65, § 2.

**Art. 67.** Na afloop van de overeenkomst of van de vooropzeg bedoeld in artikel 66, evenals bij niet-inachtneming van het onderzoeks- en saneringsprogramma worden de termijnen vastgesteld bij het decreet van 1 maart 2018 voor de uitvoering van de verplichtingen van het decreet van 1 maart 2018 opnieuw onmiddellijk van toepassing te rekenen van de datum van verstrijken van de overeenkomst of van vervaldatum van bovenbedoelde vooropzeg.

Tenzij partijen onderling overeengekomen zijn, de overeenkomst de wijzigen, wordt geacht dat de overeenkomst ten dele of geheel niet in acht genomen wordt als de erin vastgestelde vervaltermijnen niet nagekomen worden en als de contractsluitende houder of één van de contractsluitende houders het bevel dat de administratie binnen de door haar vastgestelde termijnen via een aangetekende ingebrekestelling geeft, negeert.

#### *Afdeling 2. — Tenuitvoerlegging van de genererende feiten*

Onderafdeling 1. — Verplichtingen uit een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning voor een grond, in de databank inzake de bodemtoestand te boek staand als verontreinigd of potentieel verontreinigd

**Art. 68.** Er wordt geen enkel onderzoek vereist voor een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning voor een grond, die in de databank inzake de bodemtoestand te boek staat als verontreinigd of potentieel verontreinigd indien de vergunningsaanvraag geen handelingen of werken bedoeld in artikel 23, § 1, lid 1, 1° en 2°, van het decreet van 1 maart 2018 inhoudt. In dat geval vermeldt de vergunningsaanvrager de inlichtingen in het formulier dat gepaard gaat met het specifiek kader voor bodembeheer, opgenomen in de bijlagen 4 tot 15 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Het model voor dat formulier is opgenomen als bijlage 8 bij dit besluit.

**Art. 69.** Er wordt geen enkel oriënteringsonderzoek vereist voor een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning voor een grond, die in de databank inzake de bodemtoestand te boek staat als verontreinigd of potentieel verontreinigd indien de vergunningsaanvraag geen handelingen of werken bedoeld in artikel 23, § 1, lid 1, 1° en 2°, van het decreet van 1 maart 2018 inhoudt. In dat geval vermeldt de vergunningsaanvrager de inlichtingen in het formulier dat gepaard gaat met het specifiek kader voor bodembeheer, opgenomen in de bijlagen 4 tot 15 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Het model voor dat formulier is opgenomen als bijlage 8 bij dit besluit.

**Art. 70.** Er wordt geen enkel oriënteringsonderzoek vereist voor een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning voor een grond, in de databank inzake de bodemtoestand te boek staand als verontreinigd of potentieel verontreinigd, wanneer de handelingen en werken van beperkte omvang of aard beantwoorden aan:

1° de plaatsing van een vaste, niet voor bewoning bestemde inrichting die in de grond is ingebouwd, aan de grond is bevestigd of op de grond steun vindt ten behoeve van de stabiliteit in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

2° de bouw van een gebouw of een bouwwerk of de plaatsing van een vaste inrichting die in de grond is ingebouwd of aan de grond is bevestigd in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, voor zover volgende samengevoegde voorwaarden zijn vervuld:

- a) het bouwwerk of de inrichting zijn niet voor bewoning bestemd;
- b) de grondinneming beslaat minder dan veertig vierkante meter;

c) de handelingen en werken vereisen geen gronduitgraving;

d) geen enkel deel van de grond is verhard en waterdicht gemaakt door werken, uitgevoerd in het kader van de vergunning;

3° de gevoelige wijziging van het bodemreliëf op een oppervlakte kleiner dan veertig vierkante meter en met een grondophoging of –afgraving van maximum vijftig centimeter ten opzichte van de natuurlijke grondhoogte;

4° plantengroeiverwijdering of –wijziging in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 13°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op een oppervlakte kleiner dan twintig vierkante meter;

5° een bebossing in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 10°, wanneer deze bebossing bedoeld is om een fyto-managementproject te vestigen waarvan het doel niet in sanering voorziet.

De vergunningsaanvrager die zich in één van de gevallen bedoeld in lid 1 bevindt, vermeldt de informatie in het formulier dat gepaard gaat met het specifiek kader voor grondbeheer opgenomen in de bijlagen 4 tot 15 bij het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Het model voor dat formulier is opgenomen als bijlage 8 bij dit besluit.

**Art. 71.** § 1. Wanneer de vergunningsaanvrager op wie het genererend feit bedoeld in artikel 23 van het decreet van 1 maart 2018 van toepassing is, acht dat toepassing kan worden gemaakt van een afwijking bedoeld in artikel 29 van het decreet van 1 maart 2018, richt hij, voor de indiening van zijn vergunningsaanvraag, een aanvraag tot afwijking aan de administratie.

De afwijkingsaanvraag bevat de bewijselementen waaruit blijkt dat de opgeworpen afwijking toegepast kan worden.

Voor de afwijkingen bedoeld in artikel 29, § 1, 3° en 4°, van het decreet van 1 maart 2018 voegt de vergunningsaanvrager bij zijn afwijkingsaanvraag een verklaring op erewoord waarin hij aanstipt dat hij geen kennis heeft van een latere verontreiniging, van een niet-onderzochte verontreiniging of van een significant element dat zich heeft voorgedaan sinds het uitvoeren van een goedgekeurd vroeger onderzoek of, in voorkomend geval, van de toekenning van een vrijstelling. De Minister kan het model van verklaring op erewoord vastleggen.

§ 2. De administratie beschikt over een termijn van zestig dagen om over de afwijking te beslissen. Binnen dezelfde termijn kan de administratie eisen dat de aanvrager aanvullende informatie verstrekt. Dit verzoek tot aanvullende informatie schort de termijn voor de behandeling van de afwijkingsaanvraag op. De aanvrager geeft, binnen de vijftien dagen te rekenen van de zending van het verzoek tot aanvullende informatie, de administratie kennis van de verzochte aanvullende informatie. Als die termijn verstreken is, wordt de aanvraag verworpen. De termijn loopt opnieuw te rekenen van de ontvangst van de aanvullende informatie door de administratie.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt de afwijking geweigerd geacht.

Tegen de beslissing tot het weigeren van de afwijking kan een beroep worden ingediend, overeenkomstig de artikelen 77 en 78 van het decreet van 1 maart 2018.

§ 3. Wanneer de administratie de afwijking toekent, vermeldt de vergunningsaanvrager de informatie in het formulier dat gepaard gaat met het specifiek kader voor grondbeheer opgenomen in de bijlagen 4 tot 15 bij het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Het model voor dat formulier is opgenomen als bijlage 8 bij dit besluit.

Daarnaast voegt hij de beslissing van de administratie bedoeld in lid 1 bij zijn vergunningsaanvraag. De beslissing wordt van een datum voorzien, niet later dan zes maanden te rekenen van de indiening van de vergunningsaanvraag.

**Art. 72.** Wanneer de aanvrager van een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning voor een grond, in de databank inzake de bodemtoestand te boek staand als verontreinigd of potentieel verontreinigd, zijn vergunning niet verkrijgt of afziet van de uitvoering ervan, en beslist de onderzoeken niet voort te zetten of het saneringsproject niet te verwezenlijken, geeft hij daar onverwijld kennis van aan de administratie.

#### Onderafdeling 2. — Verplichtingen uit de exploitatie van een installatie of activiteit die een risico voor de bodem inhoudt

**Art. 73.** § 1. Er wordt geen enkel oriënteringsonderzoek vereist bij de exploitatie van een installatie of activiteit die een risico voor de bodem inhoudt, wanneer de installatie of de activiteit aan één van volgende voorwaarden voldoet:

1° de omtrek van de betrokken vestiging of activiteit bevat percelen waarvoor het mogelijk is aan te tonen dat er geen enkele activiteit of installatie die een risico voor de bodem vertoont, aanwezig is, in welk geval de percelen niet onder het oriënteringsonderzoek hoeven te vallen;

2° de installatie of de activiteit is of wordt zo ingeperkt, dat er geen contact met de grond bestaat, zodat er geen bodemverontreiniging kan ontstaan;

3° het opslaan van producten, opgenomen op de lijst van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, hebben enkel betrekking op het opslaan in klein verpakte, makkelijk te hanteren producten waarvoor geen mechanische hulp nodig is of de vergunning bevat bijzondere voorwaarden in verband met de goede praktijken in termen van opslag en verpakking waarvoor aangetoond kan worden dat deze voorzorgsmaatregelen over de gehele duur van de vergunning of de machtiging in acht zijn genomen;

4° in het geval waarin aangetoond wordt dat de installatie of activiteit geen gebruik maakt of heeft gemaakt van producten ingedeeld volgens Verordening nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels, tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1907/2006 als zijnde een risico of gevaar voor de gezondheid anders dan corrosief en irriterend, of voor het milieu anders dan de ozonlaag, of dat deze producten bodem- of grondwaterverontreiniging kunnen veroorzaken;

5° in het geval waarin de uitbating van de betrokken vestiging of activiteit steeds is blijven vallen of sinds het verstrekken van een bodemcontrolecertificaat voor de betrokken percelen viel onder een vergunning of een machtiging waarin verwezen wordt naar sectorale voorwaarden met voorzorgsmaatregelen die specifiek zijn voorzien voor bodembescherming en aangetoond is kunnen worden dat deze voorzorgsmaatregelen over de gehele duur van de vergunning of de machtiging in acht zijn genomen;

6° in het geval waarin aangetoond is kunnen worden dat de drempels vastgelegd in de criteria voor de installatie of de activiteit die een risico vormt voor de bodem, nooit zijn bereikt over de gehele duur van de vergunning of de machtiging.

Wanneer de exploitant van een installatie of een activiteit die een risico vertoont voor de bodem zich in één van de hypothesen bevindt bedoeld in artikel 24 van 1 maart 2018 acht dat hij een hypothese bedoeld in lid 1 kan toepassen, geeft hij daar kennis van aan de administratie binnen de tien dagen nadat het genererend feit zich heeft voorgedaan. De kennisgeving bevat de bewijselementen, met inbegrip van een expertenverslag waaruit blijkt dat één of meerdere hypothesen bedoeld in lid 1 van toepassing is.

§ 2. De administratie beschikt over een termijn van zestig dagen om eventueel te verklaren dat zij het oneens is met de toepassing van artikel 24, § 3, van het decreet van 1 maart 2018. Binnen dezelfde termijn kan de administratie eisen dat de aanvrager aanvullende informatie verstrekt. Dit verzoek tot aanvullende informatie schort de termijn voor de behandeling van de kennisgeving op. De exploitant geeft, binnen de vijftien dagen te rekenen van de zending van het verzoek tot aanvullende informatie, de administratie kennis van de verzochte aanvullende informatie. Als die termijn verstreken is, wordt de aanvraag verworpen. De termijn loopt opnieuw te rekenen van de ontvangst van de aanvullende informatie door de administratie.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de toepassing van artikel 24, § 3, van het decreet van 1 maart 2018 bevestigd geacht.

Tegen de beslissing waarbij de administratie verklaart het oneens te zijn, kan een beroep worden ingediend, overeenkomstig de artikelen 77 en 78 van het decreet van 1 maart 2018.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 geeft de exploitant van een installatie of een activiteit die een risico vormt voor de bodem, wanneer hij voor afloop van zijn vergunning of zijn verklaring tot machtiging van de beoogde installatie of activiteit, voornemens is een nieuwe vergunnings- of machtigingsaanvraag of een aanvraag tot verlenging van zijn vergunning of machtiging in te dienen, de administratie kennis van het feit dat hij een hypothese wil inbrengen, zoals bedoeld in paragraaf 1, lid 1. Deze kennisgeving wordt uiterlijk negentig dagen voor indiening van zijn vergunnings- of machtigingsaanvraag of aanvraag tot verlenging van zijn vergunning of machtiging ingediend. De kennisgeving bevat de bewijselementen, met inbegrip van een expertenverslag waaruit blijkt dat één of meerdere hypothesen bedoeld in lid 1 van toepassing is.

Paragraaf 2 is van toepassing.

Bij de indiening van zijn vergunnings- of machtigingsaanvraag of aanvraag tot verlenging van zijn vergunning of machtiging vermeldt de exploitant in zijn aanvraag dat de kennisgeving bedoeld in lid 1 is ingediend, evenals de eventuele beslissing van de administratie of het feit dat de toepassing van artikel 24, § 3, van het decreet van 1 maart 2018 bevestigd wordt geacht. In voorkomend geval voegt hij de beslissing van de administratie bij zijn aanvraag. De beslissing of het feit dat de toepassing van artikel 24, § 3, van het decreet van 1 maart 2018 bevestigd wordt geacht, draagt een datum, niet later dan zes maanden te rekenen van de indiening van de vergunningsaanvraag.

De Minister kan een formulier vaststellen, dat bij de vergunnings- of machtigingsaanvraag of bij de aanvraag tot hernieuwing van de vergunning of de machtiging wordt gevoegd, waarin de kennisgeving bedoeld in lid 3 wordt opgenomen.

**Art. 74.** § 1. Wanneer de exploitant van een installatie of een activiteit die een risico vertoont voor de bodem zich in één van de hypothesen bevindt bedoeld in artikel 24 van 1 maart 2018 en acht dat hij een afwijking bedoeld in artikel 29 van 1 maart 2018 kan toepassen, richt hij aan de administratie een afwijkingsaanvraag binnen de tien dagen nadat het genererend feit zich heeft voorgedaan. De afwijkingsaanvraag bevat de bewijselementen waaruit blijkt dat de opgeworpen afwijking toegepast kan worden.

Voor de afwijkingen bedoeld in artikel 29, § 1, 3° en 4°, van het decreet van 1 maart 2018 voegt de exploitant bij zijn afwijkingsaanvraag een verklaring op erewoord waarin hij aanstipt dat hij geen kennis heeft van een latere verontreiniging, van een niet-onderzochte verontreiniging of van een significant element dat zich heeft voorgedaan sinds het uitvoeren van een goedgekeurd vroeger onderzoek of, in voorkomend geval, van de toekenning van een vrijstelling.

De Minister kan het model van verklaring op erewoord vastleggen.

§ 2. De administratie beschikt over een termijn van zestig dagen om over de afwijkingsaanvraag te beslissen. Binnen dezelfde termijn kan de administratie eisen dat de aanvrager aanvullende informatie verstrekt. Dit verzoek tot aanvullende informatie schort de termijn voor de behandeling van de afwijkingsaanvraag op. De aanvrager geeft, binnen de vijftien dagen te rekenen van de zending van het verzoek tot aanvullende informatie, de administratie kennis van de verzochte aanvullende informatie. Als die termijn verstreken is, wordt de aanvraag verworpen. De termijn loopt opnieuw te rekenen van de ontvangst van de aanvullende informatie door de administratie.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in lid 1, wordt de afwijking geweigerd geacht.

Tegen de beslissing tot het weigeren van de afwijking kan een beroep worden ingediend, overeenkomstig de artikelen 77 en 78 van het decreet van 1 maart 2018.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, lid 1, dient de exploitant van een installatie of een activiteit die een risico vormt voor de bodem, wanneer hij voor afloop van zijn vergunning of zijn verklaring tot machtiging van de beoogde installatie of activiteit, voornemens is een nieuwe vergunnings- of machtigingsaanvraag of een aanvraag tot verlenging van zijn vergunning of machtiging in te dienen, zijn afwijkingsaanvraag bedoeld in paragraaf 1 uiterlijk negentig dagen voor indiening van zijn vergunnings- of machtigingsaanvraag of aanvraag tot verlenging van zijn vergunning of machtiging in. De afwijkingsaanvraag bevat de bewijselementen waaruit blijkt dat de opgeworpen afwijking toegepast kan worden.

Paragraaf 2 is van toepassing.

Bij de indiening van zijn vergunnings- of machtigingsaanvraag of zijn aanvraag tot hernieuwing van zijn vergunning of machtiging vermeldt de exploitant in zijn aanvraag dat de beslissing van de administratie betrekking heeft op zijn afwijkingsaanvraag. Hij voegt de beslissing van de administratie bij zijn aanvraag. De beslissing van de administratie is voorzien van een datum van minder dan zes maanden te rekenen van de indiening van de vergunningsaanvraag.

De Minister kan een formulier vaststellen, dat bij de vergunning- of machtigingsaanvraag of bij de aanvraag tot hernieuwing van de vergunning of van de machtiging, samen met de kennisgeving bedoeld in lid 3, gevoegd moet worden.

## Onderafdeling 3. — Verplichtingen gegeneerd op initiatief van de administratie

**Art. 75.** Indien er ernstige aanwijzingen bestaan, dat een bodemverontreiniging de drempelwaarden of de bodemconcentraties, in geval van bodemconcentraties hoger dan de drempelwaarden, overschrijden of dreigen te overschrijden, geeft de administratie de persoon voor wie een aanwijzing overwogen wordt, kennis van haar voornemen om de bepalingen van artikel 26 van het decreet van 1 maart 2018 toe te passen.

In haar kennisgeving wordt door de administratie nader ingegaan op:

- 1° in welke hoedanigheid van houder overwogen wordt, deze persoon aan te wijzen;
- 2° de omtrek van de betrokken grond;
- 3° de ernstige aanwijzingen, waarover zij beschikt om de aanwezigheid of het vermoeden van een verontreiniging vast te stellen ;
- 4° in voorkomend geval, de opvolgingsmaatregelen waarvan de uitvoering wordt opgelegd totdat beslist wordt over het oriënteringsonderzoek;
- 5° de verplichting voor de persoon, bedoeld in lid 1, om de houder van zakelijke rechten op de grond en, in voorkomend geval, de exploitant in te lichten, tegelijk met de bemerkingen bedoeld in artikel 76 die zij overmaakt.

**Art. 76.** § 1. De persoon beoogd bij de kennisgeving bedoeld in artikel 75 beschikt over dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving om haar bemerkingen te laten gelden.

In voorkomend geval voegt zij elk nuttig verantwoordingsstuk waarmee kan worden aangetoond dat zij zich in één van de gevallen bevindt, bedoeld in artikel 26, § 1, lid 2, of 29 van het decreet van 1 maart 2018.

Op straffe van onontvankelijkheid van haar bemerkingen licht de persoon bedoeld in lid 1 tegelijk de houder van zakelijke rechten op de grond en, in voorkomend geval, de exploitant in en bewijst zij dat tegenover de administratie.

§ 2. De administratie beslist over de ingediende bemerkingen en geeft kennis aan de persoon van de gemotiveerde beslissing die zij neemt in de zin van artikel 26, § 1, van het decreet van 1 maart 2018.

De administratie richt een afschrift van de beslissing aan de houder van zakelijke rechten op de grond en, in voorkomend geval, aan de exploitant.

§ 3. Worden er geen bemerkingen overgemaakt binnen de termijn bedoeld in paragrafa 1, geldt de kennisgeving van de administratie als gemotiveerde beslissing in de zin van artikel 26, § 1, van het decreet van 1 maart 2018. In dat geval gaat de termijn om het oriënteringsonderzoek in te dienen in op de dag volgend op het verstrijken van de beoogde termijn.

*Afdeling 3. — Vrijstellingen*

**Art. 77.** De administratie kan geheel of ten dele de houder van de verplichtingen vrijstellen van de indiening van een oriënterings- of een kenmerkenonderzoek wanneer:

- 1° een technische en definitieve onmogelijkheid de volledige of gedeeltelijke uitvoering van de nodige onderzoeken onherroepelijk verhindert;
- 2° reeds in een effectenonderzoek, een indicatief onderzoek of in het kader van ieder ander bodemkwaliteitsonderzoek aan de doelstellingen en de inhoud van het oriënteringsonderzoek tegemoet is gekomen;
- 3° aan de doelstellingen van het kenmerkenonderzoek tegemoet is gekomen na afloop van de onderzoeken die specifiek verband houden met de oriënteringsfase en een tweede onderzoeksfase onnodig is of daaraan reeds in een effectenonderzoek, een indicatief onderzoek of in het kader van ieder ander bodemkwaliteitsonderzoek tegemoet is gekomen.

In het geval waarin de bodem- of de grondwaterverontreiniging zich buiten de omtrek van de percelen uitstrekt, die initieel onderzocht dienden te worden, als een onmogelijkheid die verband houdt met een toegangsrecht, buiten de grenzen van de grond, de volledige of gedeeltelijke uitvoering van de onderzoeken, nodig op deze percelen, verhindert, kan de administratie de houder van de verplichtingen vrijstellen van de indiening van het oriënterings- of kenmerkenonderzoek voor wat deze percelen, gelegen buiten de initiële omtrek, betreft. De houder van de verplichtingen verstrekt een document waarmee kan worden aangetoond dat de toegang weigerende houder van zakelijke rechten op de betrokken grond, kennis heeft genomen van de bepalingen van artikel 7 van het decreet van 1 maart 2018 en dat het betreden van de grond uitdrukkelijk of stilzwijgend geweigerd wordt.

**Art. 78.** Iedere persoon bedoeld in artikel 26 van het decreet van 1 maart 2018 die een belang kan aantonen, kan, binnen de dertig dagen van het element dat de beoogde verplichting gegeneerd heeft, een aanvraag tot vrijstelling aan de administratie richten, onder dezelfde voorwaarden als de houder van de verplichtingen. Bij zijn aanvraag voegt hij de nodige verantwoordings- en bewijsstukken.

**Art. 79.** Binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot vrijstelling richt de administratie haar beslissing aan de aanvrager.

In de beslissing worden de motieven uiteengezet die zij inbrengt om te achten dat een oriënterings- of kenmerkenonderzoek niet nodig is en deelt ze mee of artikelen 47 en volgende van het decreet van 1 maart 2018 van toepassing zijn en, in voorkomend geval, welke voorwaarden met deze vrijstelling gepaard gaan.

Blijft een kennisgeving binnen deze termijn uit, dan wordt de aanvraag geweigerd geacht en zijn de termijnen, bepaald voor de uitvoering van de gegeneerde verplichtingen, van toepassing. In dat geval gaat de termijn in de dag volgend op het verstrijken van de beoogde termijn.

Tegen de beslissing tot het weigeren van de vrijstelling kan een beroep worden ingediend, overeenkomstig de artikelen 77 en 78 van het decreet van 1 maart 2018.

*HOOFDSTUK V. — Verloop van de onderzoeken en van de grondsanering**Afdeling 1. — Waalse code van goede praktijken*

**Art. 80.** Voor de uitvoering van het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek, het gecombineerd onderzoek, het saneringsproject en de eindbeoordeling worden volgende minimumregels in acht genomen:

- 1° het gebruiken en in acht nemen van de begrippen, omschreven in een glossarium;
- 2° een beroep doen op staalafname- en analysestrategieën, omschreven in functie van de historiek van de grond, van kenmerken van de potentiële verontreinigingsbronnen, de relevante vervuilende stoffen en een analysestandaardpakket, dat toegepast dient te worden op een aantal stalen dat bepaald wordt op grond van objectieve criteria;

3° het opzoeken van de gegevens met een administratief, een milieu- en een technisch karakter, nodig voor het verwezenlijken van de onderzoeken en, in voorkomend geval, voor de risicobeoordeling en de sanering van de verontreinigingen;

4° de uitvoering van methodologieën die aan de doelstellingen tegemoetkomen, vastgesteld bij het decreet van 1 maart 2018 voor de oriënteringsonderzoeken, de kenmerkenonderzoeken en de gecombineerde onderzoeken, de saneringsprojecten, de saneringshandelingen en –werken en de eindbeoordelingen;

5° de omschrijving van het type te overwegen gebruik en van de scenario's die toegepast dienen te worden in het risico-onderzoek in functie van de huidige of toekomstige feitelijke en rechtstoestand van de grond wanneer deze gekend is;

6° de interpretatie van de resultaten in toepassing van de vigerende wettelijke bepalingen en in termen van beoordeling van de risico's op ernstige bedreiging voor de menselijke gezondheid, het grondwater en het leefmilieu;

7° het gebruik van de best beschikbare technieken in het bepalen van het saneringsproces;

8° de verantwoording van de toereikendheid van de uitgevoerde onderzoeken, in verhouding tot de doelstellingen vastgelegd bij het decreet van 1 maart 2018 en de argumentering van de geschiktheid van elke gemaakte keuze voor het bereiken van deze doelstellingen;

9° het in acht nemen, in het kader van de rapportage, van een gestructureerde inhoudstabel die eveneens betrekking heeft op bijlagen, kaarten en plattegronden, waarbij een eengemaakte verslagpresentatie nagestreefd wordt, evenals een vlottere afhandeling door de administratie;

10° het overmaken van de gegevens en de dossiers aan de administratie volgens de door haar bepaalde nadere regels;

11° een beroep doen op specifieke en vereenvoudigde technische procedures voor wat betreft de onderzoeken en risico-analyses met betrekking op grondopvullingen.

De minimumregels bedoeld in lid 1 worden in de Waalse code van goe praktijken nader opgegeven.

**Art. 81.** § 1. De administratie stelt de Waalse code van goe praktijken vast, waarin omstandig ingegaan wordt op de technische procedures en de nadere regels waaraan de oriënteringsonderzoeken, de kenmerkenonderzoeken en de gecombineerde onderzoeken, de saneringsprojecten en de saneringshandelingen en -werken dienen te voldoen.

In het Waals compendium worden de minimumregels aangereikt, in de vorm van referentiële handleidingen, namelijk minstens:

1° een glossarium waarin de gebruikte concepten van de verschillende handleidingen zijn opgenomen, evenals een lijst met alle gebruikelijke acroniemen;

2° een referentiële handleiding voor het oriënteringsonderzoek;

3° een referentiële handleiding voor het kenmerkenonderzoek;

4° een referentiële handleiding voor het gecombineerd onderzoek;

5° een referentiële handleiding voor het risico-onderzoek;

6° een referentiële handleiding voor het saneringsproject;

7° een referentiële handleiding voor het saneringsproject in het kader van versnelde saneringsprocedure;

8° een referentiële handleiding voor de eindbeoordeling of een gelijkwaardige afdeling in een referentiële handleiding voor de eindbeoordeling van wat de expertise en de rapportage betreft na afloop van de uitvoering van de onmiddellijke beheersmaatregelen. Is deze handleiding niet beschikbaar, dan wordt de referentiële handleiding voor de eindbeoordeling gebruikt.

De voornaamste elementen die in overweging worden genomen voor het vaststellen van de referentiële handleidingen zijn omstandig opgenomen in bijlage 9. In deze bijlage worden eveneens de structuur en de inhoud van de verslagen vastgesteld die de experts in het kader van hun opdracht verplicht dienen te gebruiken.

De administratie brengt deze handleidingen tot stand met inachtneming van de proportionnaliteits- en transparantiebeginselen en de stand van de kennis. Regelmatig worden deze handleidingen herzien.

§ 2. De administratie kan de Waalse code van goede praktijken aanvullen met andere referentiële of technische handleidingen om een vlotte en geformaliseerde uitvoering van de bepalingen van het decreet van 1 maart 2018 na te streven, met name:

1° richtsnoeren voor de aanmaak van statistieken;

2° een referentiële handleiding voor historische activiteiten of installaties;

3° referentiële of technische handleidingen voor sedimenten, opslagtanks, insijpelende of aan de oppervlakte blijvende materies;

4° referentiële handleidingen in verband met de bodembescherming, de bestrijding en het herstel van bodemkwaliteitsaantastingen;

5° een referentiële handleidingen voor de onderzoeken en de sanering van de verontreinigingen door huisbrandolietanks van minder dan 25.000 liter;

6° een referentiële handleiding voor sanering en saneringstechnieken.

§ 3. Het Waals compendium is beschikbaar via de Portaal-site Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 82.** Het Waals compendium kan informatieverstrekken over instrumenten voor de implementering van de voorgestelde methodologieën.

#### *Afdeling 2. — Waals compendium van de staalnemings- en analysemethodes*

**Art. 83.** De minimumregels voor methodes inzake afname en monsterneming, bewaring, voorbehandeling en analyse van de stalen alsook de analytische procedures tot bepaling van met name de gehalten aan verontreinigende stoffen in de bodems zijn de volgende:

1° referentiemethodes aannemen voor de verwezenlijking van de afnames, de monsternemingen en de analyses en voor alle daarmee verband houdende secundaire operaties;

2° steunen op specifieke en vereenvoudigde methodes voor de monsterneming en analyses voor wat betreft grondopvullingen;

3° refereren aan een index van de methodes voor afnames, monsternemingen en analyses, evenals voor alle desbetreffende verrichtingen;

4° in voorkomend geval, gebruik maken van methodes die door de administratie gelijkwaardig worden geacht, op grond van objectieve criteria.

**Art. 84.** § 1. In het Waals compendium worden de minimumregels bedoeld in artikel 83 nader bepaald, waarbij met name de referentiemethodes samen worden gebracht, en worden de type-matrixen vastgesteld waarop deze referentiemethodes van toepassing zijn.

Het Waals compendium geeft nauwkeurig aan, op welke type-matrixen de daarin vervatte referentiemethodes van toepassing zijn.

Het Waals compendium kan onder andere :

1° richtsnoeren vastleggen voor de interpretatie van resultaten en interpretatietabellen opleggen;

2° richtsnoeren vastleggen voor de aanmaak van statistieken;

3° criteria vastleggen om de gelijkwaardigheid vast te stellen tussen de methodes van het Waals compendium en de alternatieve methodes voorgesteld door experts of laboratoria;

4° modellen en nadere regels opleggen die in acht te nemen zijn voor de monsternemings- en analyserapporten, de informatieverwerkingsrapporten of de rapporten of rekenbladen, te verstrekken in het kader van het decreet van 1 maart 2018;

5° specifieke toepassingsgebieden vaststellen voor onderzoeksmethodes en -toestellen.

§ 2. Het Waals compendium en de herzieningen ervan worden op grond van de voorstellen van de administratie en van ISSeP door de Minister goedgekeurd. De datum van inwerkingtreding ervan wordt door hem vastgesteld.

§ 3. Het Waals compendium is beschikbaar via de Portalsite Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

*Afdeling 3.* — Verwezenlijking van de oriëntatieonderzoeken, de kenmerkenonderzoeken en de gecombineerde onderzoeken

Onderafdeling 1. — Inhoud van en nadere regels voor de overmakings van gegevens en documenten aan de administratie

**Art. 85.** Het oriëntatieonderzoek bevat minstens de volgende bestanddelen:

1° identificatie en ligging van de percelen die deel uitmaken van het onderzoek ;

2° de eensluidend verklaarde uittreksels van de recente kadastrale plannen en leggers ;

3° de identificatie van de verplichtinghouder en diens hoedanigheid en, in voorkomend geval, van de eigenaars en van de exploitanten van de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

4° de identificatie van de aan- of afwezigheid van een voorkomingsgebied van een grondwaterwinningswerk, van gronden gelegen in Natura 2000gebied en van gronden die in aanmerking komen voor een beschermingsstatuut in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

5° de identificatie van de bestemming, op het gewestplan, van de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek, van hun huidige en overwogen gebruiksbestemmingen en hun gebruikstypes;

6° de identificatie van de feitelijke en rechtstoestand van de aangrenzende percelen van de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

7° de identificatie en de inventaris van alle potentieel aanwezige, actuele of historische, bronnen van verontreiniging betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

8° de lithologische omschrijvingen van de boringen, uitgevoerd in het kader van het onderzoek en de afnameverslagen van de bodem- en grondwaterstalen ;

9° het aantonen dat de doelstellingen van het oriënteringsonderzoek in et geval van de uitvoering van een strategie in afwijking van de strategieën omschreven in de Waalse code van goede praktijken bereikt zijn;

10° het aantonen dat onderzoek is verricht naar alle potentiële bronnen van verontreiniging, aangetroffen betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek, met inbegrip van de analyse van de desbetreffende relevante vervuulende stoffen;

11° in voorkomend geval, de beoordeling van de relevantie van de analytische gegevens van beschikbare vroegere onderzoeken en, in voorkomend geval, hun benutting in het kader van het oriënteringsonderzoek;

12° de interpretatie van de resultaten ;

13° de vergelijking van de resultaten van de analyses van de bodem en van het grondwater met de normen van het decreet wat betreft de daar genormeerde vervuulende stoffen ;

14° het conceptueel model van de site in de vorm van ofwel een eenvormig gestructureerde tekst voor elke zone van de grond, ofwel van een samenvattende tabel, samen met een schematische weergave;

15° de operationele conclusies ;

16° in voorkomend geval, de bewijselementen aan de hand waarvan een afwijking aangevraagd kan worden krachtens artikel 30 van het decreet van 1 maart 2018 of een vrijstelling als bedoeld in artikel 77.

Overeenkomstig lid 1, 12°, wordt de vergelijking weergegeven in de samenvattende tabellen van de resultaten van analyses van de bodem en van het grondwater waarvan het geformaliseerd karakter en de inlichtingen die voor elk onderzocht staal opgenomen dienen te worden, nader in het Waals compendium van goede praktijken bepaald worden.

**Art. 86.** Het kenmerkenonderzoek bevat minstens de volgende bestanddelen:

1° de bevestiging of, in voorkomend geval, de bijgewerkte versie van de bestanddelen bedoeld in artikel 85, lid 1, 1° tot 5° ;

2° de lithologische omschrijvingen van de boringen, uitgevoerd in het kader van het onderzoek en de afnameverslagen van de bodem- en grondwaterstalen ;

3° het aantonen dat de doelstellingen van het kenmerkenonderzoek in et geval van de uitvoering van een strategie in afwijking van de strategieën omschreven in de Waalse code van goede praktijken bereikt zijn;

4° het onderzoek van de aanwezige verontreinigingen betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek en waarop reeds gewezen is in het stadium van het oriënteringsonderzoek ;

5° de opgave van de kenmerken van de aanwezige verontreinigingen betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek, en waarvan de oorsprong een potentieel op genoemde percelen aanwezige bron van verontreiniging is, voor de gebruikstypes die als relevant worden omschreven;

6° in voorkomend geval, de kenmerkenomschrijving van verontreinigde grondopvulling betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

7° in voorkomend geval, de afperking van de verontreinigde gedeelten waarvan de oorsprong een potentiële bron van aanwezige verontreiniging is betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

8° de beoordeling van de impact van de bodemverontreinigingen op de naburige grond rekening houdend met de gebruikstypes van het betrokken naburig perceel;

9° de vergelijking van de resultaten van de bodemanalyses voor alle als relevant omschreven gebruikstypes ;

10° de vergelijking van de resultaten van de analyses van de bodem en van het grondwater met de normen van het decreet van 1 maart 2018 wat betreft de daar genormeerde vervuilende stoffen ;

11° het conceptueel model van de site in de vorm van ofwel een eenvormig gestructureerde tekst voor elke zone van de grond, ofwel van een samenvattende tabel, samen met een schematische weergave;

12° de volumetrische gegevens van de verontreinigingen van de bodem en van het grondwater ;

13° de representatieve concentraties voor elke opgespoorde verontreiniging ;

14° de herkwalificatie van de verontreinigingen naar historische verontreiniging, nieuwe verontreiniging of gemengde verontreiniging en de verantwoording ervan;

15° in voorkomend geval, het risico-onderzoek, rekening houdend met de relevant geachte beoordelingsgrondslagen;

16° de interpretatie van de resultaten verband houdend met de ernstige bedreiging en de noodzaak tot sanering;

17° de operationele en bijkomende conclusies ;

18° in voorkomend geval, de bewijselementen aan de hand waarvan een afwijking aangevraagd kan worden krachtens artikel 30 van het decreet van 1 maart 2018.

Overeenkomstig lid 1, 7°, wordt de afperking, in voorkomend geval, buiten de perken van de grond uitgevoerd indien de verontreiniging van de bodem of van het grondwater zich buiten de omtrek van de percelen, die het voorwerp van het onderzoek uitmaken, uitstrekt.

Overeenkomstig lid 1, 10°, wordt de vergelijking weergegeven in de samenvattende tabellen van de resultaten van analyses van de bodem en van het grondwater waarvan het geformaliseerd karakter en de inlichtingen die voor elk onderzocht staal opgenomen dienen te worden, nader in het Waals compendium van goede praktijken bepaald worden.

**Art. 87.** Het gecombineerd onderzoek bevat minstens de volgende bestanddelen:

1° identificatie en ligging van de percelen die deel uitmaken van het onderzoek ;

2° de eensluidend verklaarde originele uittreksels van de recente kadastrale plannen en leggers ;

3° de identificatie van de verplichtinghouder en diens hoedanigheid en, in voorkomend geval, van de eigenaars en van de exploitanten van de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

4° de identificatie van de aan- of afwezigheid van een voorkomingsgebied van een grondwaterwinningswerk, van gronden gelegen in Natura 2000-gebied en van gronden die in aanmerking komen voor een beschermingsstatuut in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

5° de identificatie van de bestemming, op het gewestplan, van de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek, van hun huidige en overwogen gebruiksbestemmingen en hun gebruikstypes zoals omschreven in het decreet van 1 maart 2018;

6° de identificatie van de feitelijke en rechtstoestand van de aangrenzende percelen van de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

7° de identificatie en de inventaris van alle potentieel aanwezige, actuele of historische, bronnen van verontreiniging betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

8° de lithologische omschrijvingen van de boringen, uitgevoerd in het kader van het onderzoek en de afnameverslagen van de bodem- en grondwaterstalen ;

9° het aantonen dat onderzoek is verricht naar alle potentiële bronnen van verontreiniging, aangetroffen betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek, met inbegrip van de analyse van de desbetreffende relevante vervuilende stoffen;

10° in voorkomend geval, de beoordeling van de relevantie van de analytische gegevens van beschikbare vroegere onderzoeken en, in voorkomend geval, hun benutting in het kader van het oriënteringsonderzoek;

11° het aantonen dat de doelstellingen van het kenmerkenonderzoek in et geval van de uitvoering van een strategie in afwijking van de strategieën omschreven in de Waalse code van goede praktijken bereikt zijn;

12° de interpretatie van de resultaten ;

13° de vergelijking van de resultaten van de analyses van de bodem en van het grondwater met de normen van het decreet wat betreft de daar genormeerde vervuilende stoffen ;

14° het conceptueel model van de site in de vorm van ofwel een eenvormig gestructureerde tekst voor elke zone van de grond, ofwel van een samenvattende tabel, samen met een schematische weergave;

15° het onderzoek naar de aanwezige verontreinigingen betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

16° de opgave van de kenmerken van de aanwezige verontreinigingen betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek, en waarvan de oorsprong een potentieel op genoemde percelen aanwezige bron van verontreiniging is, voor de gebruikstypes die als relevant worden omschreven;

17° in voorkomend geval, de kenmerkenomschrijving van verontreinigende grondopvulling betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

18° in voorkomend geval, de afperking van de verontreinigde gedeelten waarvan de oorsprong een potentiële bron van aanwezige verontreiniging is betreffende de percelen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek;

19° de beoordeling van de impact van de bodemverontreinigingen op de naburige grond rekening houdend met de gebruikstypes van het betrokken naburig perceel;

20° de vergelijking van de resultaten van de bodemanalyses voor alle als relevant omschreven gebruikstypes ;

21° de vergelijking van de resultaten van de analyses van de bodem en van het grondwater met de normen van het decreet van 1 maart 2018 wat betreft de daar genormeerde vervuilende stoffen ;

22° het conceptueel model van de site in de vorm van ofwel een eenvormig gestructureerde tekst voor elke zone van de grond, ofwel van een samenvattende tabel, samen met een schematische weergave;

23° de volumetrische gegevens van de verontreinigingen van de bodem en van het grondwater ;

24° de representatieve concentraties voor elke opgespoorde verontreiniging ;

25° de herkwalificatie van de verontreinigingen naar historische verontreiniging, nieuwe verontreiniging of gemengde verontreiniging en de verantwoording ervan;

26° in voorkomend geval, het risico-onderzoek, rekening houdend met de relevant geachte beoordelingsgrondslagen;

27° de interpretatie van de resultaten verband houdend met de ernstige bedreiging en de noodzaak tot sanering;

28° de operationele en bijkomende conclusies ;

29° in voorkomend geval, de bewijselementen aan de hand waarvan een afwijking aangevraagd kan worden krachtens artikel 30 van het decreet van 1 maart 2018.

Overeenkomstig lid 1, 18°, wordt de afperking, in voorkomend geval, buiten de perken van de grond uitgevoerd indien de verontreiniging van de bodem of van het grondwater zich buiten de omtrek van de percelen, die het voorwerp van het onderzoek uitmaken, uitstrekt.

Overeenkomstig lid 1, 20°, wordt de vergelijking weergegeven in de samenvattende tabellen van de resultaten van analyses van de bodem en van het grondwater waarvan het geformaliseerd karakter en de inlichtingen die voor elk onderzocht staal opgenomen dienen te worden, nader in het Waals compendium van goede praktijken bepaald worden.

**Art. 88.** Het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek of het gecombineerd onderzoek, de voortgang van de handelingen en werken en de eindbeoordeling worden in tweevoudig exemplaar op een papieren informatiedrager ingediend, samen een volledige versie op een elektronische informatiedrager.

Het saneringsproject wordt in viervoudig exemplaar ingediend op een papieren informatiedrager, samen met een volledige versie op een elektronische informatiedrager.

In de verslagen wordt, voor de structuur ervan, de gestandaardiseerde inhoudstabel, beschikbaar in de Waalse code van goede praktijken, nageleefd.

**Art. 89.** De Minister stelt de nadere regels vast voor het overmaken van de documenten die aan de administratie worden overgemaakt. Daarnaast kan hij :

1° de inhoud van de onderzoeken verdelen tussen een papieren en een elektronische informatiedrager;

2° het gebruik opleggen van elektronische formulieren en de nadere overmakingsregels daarvoor vaststellen ;

3° toelaten dat de exemplaren op een papieren informatiedrager vervangen worden door één enkele zending in een elektronisch formaat.

#### Onderafdeling 2. — Criteria inzake normafwijkingen

**Art. 90.** De beslissingen van de administratie met betrekking tot het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek of het gecombineerd onderzoeken kunnen in onderstaande situaties tot een normafwijking concluderen:

1° de methodologieën, ontwikkeld in de Waalse code van goede praktijken en de inhoud ervan, worden zonder argumentering niet nageleefd;

2° de voorschriften van het Waalse compendium worden niet nageleefd ;

3° er wordt geen enkel gegeven verstrekt met betrekking tot één of meerdere hoedelementen of er worden onnauwkeurige of onjuiste gegevens verstrekt, waardoor niet aan de doelstellingen van het decreet van 1 maart 2018 tegemoet kan worden gekomen;

4° voor wat betreft de oriënteringsonderzoeken zijn de operationele conclusies ontbrekend of onsamenvattend met de interpretatie van de resultaten;

5° voor wat betreft de kenmerken- of gecombineerde onderzoeken zijn de operationele conclusies ontbrekend of onsamenvattend met het type aangetroffen verontreiniging en met de conclusies van het risico-onderzoek.

## Onderafdeling 3. — Ontbreken van bepaalde waarden voor een vervuilende stof

**Art. 91.** Wanneer er in het kader van oriënteringsonderzoek, een kenmerkenonderzoek of een gecombineerd onderzoek op de grond een vervuilende stof aanwezig is waarvoor geen enkele drempelwaarde is bepaald overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 1 maart 2018 stelt de administratie de drempelwaarde voor deze vervuilende stof vast in haar beslissing over het beoogde onderzoek of, voorafgaandelijk, op vraag van de expert.

Om die drempelwaarde vast te stellen, wint de administratie het advies van ISSeP en van SPAQuE in. Deze instanties brengen advies uit binnen de dertig dagen te rekenen van het verzoek om adviesverlening door de administratie.

In geval van een aanvraag door een expert binnen de tien dagen na inontvangstname van het advies van ISSeP en SPAQuE geeft de administratie kennis van de beslissing aan de expert.

*Afdeling 4. — Saneringsproject*

**Art. 92.** § 1. In de beslissing die zij neemt bij het beslissen over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het saneringsproject zet de administratie uitdrukkelijk de verplichtingen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 uiteen.

§ 2. Het project wordt aangekondigd door aanplakking van een bericht waarin te lezen staat dat er bij de administratie een saneringsproject is ingediend.

Het bericht wordt door de aanvrager langs de rooilijn, en leesbaar vanaf de openbare weg, op het grondstuk aangebracht, daags na de dag waarop hij kennis heeft genomen van de volledigheid en de ontvankelijkheid van het saneringsproject of daags na de dag waarop het saneringsproject bij ontstentenis ontvankelijk is verklaard. Deze aanplakking blijft gedurende drie weken aanwezig.

Binnen dezelfde termijn en voor dezelfde duur wordt het bericht door het gemeentebestuur op de gewone aanplakkingsplaatsen aangeplakt. Een bekendmaking op de website van het gemeentebestuur is eveneens mogelijk.

§ 3. De aanvrager is verantwoordelijk voor de aanplakking van het bericht op zijn grondstuk en zorgt ervoor dat het tijdens de periode van drie weken in goede staat blijft.

§ 4. Het advies bevat minstens een omschrijving van de hoofdkenmerken van het saneringsproject, de periode waarin de bezwaren en bemerkingen aan het college kunnen worden gericht, evenals de dagen, uren en de plaats waar(op) eenieder inzage kan krijgen in het dossier. Het aan een projectaankondiging onderworpen dossier ligt kosteloos ter inzake bij het gemeentebestuur tijdens de kantooruren.

§ 5. Eenieder kan zich, bij de daartoe door het betrokken gemeentecollege aangewezen persoon, toelichtingen laten verschaffen met betrekking tot het saneringsproject.

Bezwaren en bemerkingen worden tijdens de periode van vijftien dagen, bepaald in het bericht, aan het gemeentecollege gericht. De aanplakking wordt uiterlijk vijf dagen voor de periode waarin de bezwaren en bemerkingen aan het gemeentecollege kunnen worden gericht, uitgevoerd.

§ 6. Het gemeentecollege van elke gemeente waar een projectaankondiging is georganiseerd, bezorgt de administratie binnen tien dagen na afsluiting van de projectaankondiging de tijdens het openbaar onderzoek schriftelijk en mondeling geformuleerde bezwaren en bemerkingen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D. 29-19 van Boek I van het Milieuwetboek.

**Art. 93.** In afwijking van artikel 92, is artikel 68, § 1, van het decreet van 1 maart 2018 van toepassing op het saneringsproject, ingediend volgens de bepalingen van artikel 68, § 2, van het decreet van 1 maart 2018.

**Art. 94.** Wanneer de administratie het saneringsproject goedkeurt, bepaalt zij of het nodig is een document in te dienen waarin verslag wordt uitgebracht over de voortgang ervan. In dat geval bepaalt de administratie er de inhoud van, evenals de vervalttermijnen die in acht genomen dienen te worden om bedoeld document aan de administratie over te leggen.

Het document dat verslag uitbrengt over de voortgang van de sanering wordt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent, aan de administratie overgemaakt.

*Afdeling 5. — Eindbeoordeling*

**Art. 95.** § 1. Na afloop van een eindbeoordeling, verricht door een expert in het kader van een tegenexpertise bevolen door de administratie, waarin de conclusies van een eerste eindbeoordeling bevestigd worden, vraagt de houder bij de administratie de terugbetaling van de kosten van de tegenexpertise aan, bij aangetekend schrijven of onder gebruikmaking van een gelijkaardige formule waarbij de zending een vaste datum verleend wordt.

De terugbetalingsaanvraag omvat:

1° de originele facturen voor de tegenexpertise of een voor eensluidend verklaard afschrift ervan ;

2° het rekeningnummer en de vermelding van de naam van de persoon die houder van de rekening is waarop de terugbetaling dient te geschieden;

3° het bewijs dat de facturen bedoeld onder 1° betaald zijn.

Overeenkomstig lid 2, 1°, wordt in de ingediende facturen de eindbeoordeling, uitgevoerd in het kader van de tegenexpertise, duidelijk en uitdrukkelijk vermeld.

§ 2. De administratie richt haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de terugbetalingsaanvraag binnen dertig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de terugbetalingsaanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de administratie de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen na ontvangst van deze zending om de administratie de ontbrekende gegevens toe te sturen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken stuurt de administratie haar beslissing waarbij de aanvraag al dan niet volledig en ontvankelijk bevonden is, naar de aanvrager. Als de administratie een tweede keer de aanvraag onvolledig acht, verklaart ze die onontvankelijk. Als de aanvraag onontvankelijk is, moet de bevoegde administratie de onontvankelijkheidsgronden aan de aanvrager meedelen.

Indien de administratie de aanvrager geen beslissing heeft toegestuurd onder de voorziene voorwaarden en binnen de bepaalde termijnen, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd en wordt het onderzoek voortgezet.

§ 3. De administratie verricht de terugbetaling binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de zending van de beslissing waaruit de ontvankelijkheid van de terugbetaling blijkt of, bij ontstentenis, te rekenen van de dag volgend op de haar toebedeelde termijn om haar beslissing te verzenden betreffende de ontvankelijkheid van de aanvraag.

#### *Afdeling 6. — Bodemcontrolecertificaat*

**Art. 96.** § 1. De administratie kent een bodemcontrolecertificaat onder verwijzing naar een perceel.

Dat bodemcontrolecertificaat bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° het soort procedure na afloop waarvan het certificaat wordt afgeleverd, met name onder verwijzing naar de oriënteringsonderzoeken, kenmerkenonderzoeken of gecombineerde onderzoeken, naar het saneringsproject, de eindbeoordeling van de saneringshandelingen en –werken, naar de eindbeoordeling als gevolg van de onmiddellijke beheersmaatregelen of de eindbeoordeling van saneringshandelingen en –werken toevertrouwd aan de SPAQuE;

2° het bereik van het certificaat in termen van grondinneming, van parameters en de geldigheidsvoorwaarden van het certificaat;

3° de identificatie en de ligging van het betrokken perceel, in voorkomend geval aangevuld met de kadastrale referenties ;

4° het of de gebruikstype(s), verenigbaar in functie van de staat van de grond na afloop van de onderzoeken of de saneringshandelingen en –werken;

5° in voorkomend geval, de gegevens met betrekking tot de residuele verontreinigingen, bepaald op basis van het overwogen gebruikstype;

6° de omschrijving van de veiligheidsmaatregelen en, in voorkomend geval, de identiteit, de adresgegevens en de hoedanigheid van de houder die met deze maatregelen belast is;

7° de datum van afgifte van het certificaat;

8° een plattegrond op een gepaste schaal, waarop de ligging van het betrokken perceel en, in voorkomend geval, het gebied of de gebieden vallen onder het certificaat in het perceel, de uitgestrektheid van de residuele verontreinigingen, evenals de dwingende omstandigheden in verband met de veiligheidsmaatregelen.

§ 2. Het bodemcontrolecertificaat kan op eigen initiatief door de administratie worden bijgewerkt, dan wel na voorstel van iedere betrokken gebruiker op grond van een expertenverslag indien de elementen bedoeld in § 1, 5°, gewijzigd worden, met name bij werken of wanneer nieuwe elementen naar voren treden na afgifte van het certificaat, of wanneer de beoogde veiligheidsmaatregelen uit het certificaat voorbijgestreefd zijn.

De perceelwijzigingen en de verrichtingen, uitgevoerd op grond van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018, geven geen aanleiding tot een herziening van het certificaat.

#### *Afdeling 7. — Overleghypotheses*

##### *Onderafdeling 1. — Overleg bij een meervoud van houders*

**Art. 97.** § 1. Er wordt door de administratie een overlegvergadering gehouden op gezamenlijke aanvraag van meerdere houders of als de administratie dit nodig acht. Deze vergadering strekt ertoe, de betrokken houders in staat te stellen hun acties te coördineren met het oog op:

1° het voeren van gemeenschappelijke onderzoeksverrichtingen ;

2° de gezamenlijke indiening van de onderzoeken ;

3° in voorkomend geval, de indiening van een gemeenschappelijk saneringsproject ;

4° en in voorkomend geval, de vaststelling van een overeenkomst inzake bodembeheer.

§ 2. De administratie roept de betrokken houders minstens vijftien dagen voor de overlegvergadering voor de eerste overlegvergadering op.

De administratie maakt de notulen van de eerste overlegvergadering op en maakt ze aan de houders over binnen de dertig dagen na de vergadering. Laatstgenoemden beschikken over vijftien dagen om hun bemerkingen aan de administratie te richten. De administratie past, in voorkomend geval, de notulen aan de bemerkingen aan die zij relevant acht en maakt binnen de vijftien dagen de definitieve notulen over.

§ 3. Bij de eerste vergadering of binnen de vijfenveertig dagen volgend op die vergadering wijzen de houders een mandataris aan, belast met de betrekkingen met de administratie en delen ze haar diens adresgegevens en, in voorkomend geval, de inhoud van diens mandaat mee.

§ 4. In overeenstemming met de administratie roept de mandataris de andere vergaderingen samen, stelt een agenda voor en zorgt voor de notulering die hij ter bekrachtiging aan de andere houders en de administratie richt binnen dezelfde termijnen als die, vastgesteld in paragraaf 2.

## Onderafdeling 2. — Overleg tussen de administratie en de geraadpleegde instanties

**Art. 98.** § 1. Op vraag van één of meerdere geraadpleegde instanties of als ze het nodig acht, houdt de administratie een overlegvergadering.

Het verzoek om overlegvergadering uitgaande van de administratie wordt tegelijk geformuleerd met het verzoek om adviesverlening die zij aanvraagt bij de verschillende door haar aangewezen instanties.

Het verzoek om overlegvergadering uitgaande van adviesverlenende instantie wordt bij de administratie geformuleerd binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van het verzoek om adviesverlening.

§ 2. De aanvraag bevat:

1° drie voorstellen van vergaderdatums binnen de vijftien dagen volgend op het verzoek ;

2° de punten die tijdens de overlegvergadering te bespreken zijn ;

3° de adresgegevens van de contactpersoon die aan de overlegvergadering deel zal moeten nemen.

§ 3. De administratie roept de overlegvergadering op elektronische wijze samen. Daarover worden alle adviesverlenende instanties en betrokken gemeenten ingelicht.

HOOFDSTUK VI. — *Subsidies**Afdeling 1. — Voorwerp van en voorwaarden voor de toekenning van de subsidie*

**Art. 99.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister in de voorwaarden, bepaald in dit hoofdstuk, subsidies verlenen voor de verwezenlijking van een oriënteringsonderzoek, een kenmerkenonderzoek of een gecombineerd onderzoek.

**Art. 100.** § 1. De subsidieaanvrager voldoet aan volgende cumulatieve voorwaarden :

1° een natuurlijke persoon of een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon zijn;

2° als verplichtinghouder niet aangewezen zijn in de hoedanigheid van ontwerper of vermoedelijke ontwerper;

3° de persoon zijn aan wie de rekening voor het uitgevoerd bodemonderzoek wordt gericht.

§ 2. Als de aanvrager een onderneming is, beantwoordt ze aan de omschrijving van een micro-onderneming, een kleine of middelgrote onderneming zoals bedoeld in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

§ 3. Als de aanvrager een rechtspersoon is, voldoet laatstgenoemde aan volgende aanvullende cumulatieve voorwaarden :

1° de rechtspersoon is niet in staat van faillissement, valt niet onder beslag of collectieve schuldregeling;

2° de rechtspersoon bevond zich tijdens de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag niet in een faillissementsprocedure, of in een procedure van gerechtelijke herschikking;

3° de rechtspersoon voldoet aan de verplichtingen bepaald bij de sociale, fiscale, milieuwetgevingen en -regelgevingen en aan degene die de uitoefening van zijn activiteit regelen of zich ertoe verbinden orde op zaken te stellen binnen de termijnen vastgelegd door de bevoegde administratie.

**Art. 101.** Het bodemonderzoek waarvoor een aanvraag tot subsidiëringstoezegging overeenkomstig artikel 104 wordt ingediend, heeft betrekking op een historische verontreiniging of een gemengde verontreiniging die ontstond voor 30 april 2007.

**Art. 102.** De grond waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, wordt, op het ogenblik waarop de aanvraag overeenkomstig artikel 104 wordt ingediend, opgenomen in de databank ondergrond en valt onder de strikt indicatieve informatie of de informatie waarvoor een gegevensoverheveling naar categorie 1, overeenkomstig artikel 7, is verricht.

**Art. 103.** Het subsidiebedrag beantwoordt aan zestig percent van het onderzoeksbedrag met een maximumbedrag van :

1° 5.000 euro per oriënteringsonderzoek of kenmerkenonderzoek;

2° 8.000 euro per gecombineerd onderzoek.

Als de aanvrager niet onderworpen is aan de belasting over de toegevoegde waarde, wordt het subsidiebedrag berekend op basis van het bedrag van het onderzoek met inbegrip van de belasting over de toegevoegde waarde.

*Afdeling 2. — Procedure tot toekenning van de subsidie*

**Art. 104.** Een aanvraag tot subsidiëringstoezegging wordt voorafgaandelijk aan de uitvoering van een, voor een subsidie in aanmerking komend, onderzoek ingediend. De aanvraag tot subsidiëringstoezegging wordt bij de administratie ingediend, volgens de door haar bepaalde nadere regels middels het behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model door de Minister is vastgesteld. Het formulier is beschikbaar via de Portaal-site Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

De toezeggingsaanvraag omvat:

1° het behoorlijk ingevuld formulier, gedagtekend en ondertekend;

2° een afschrift van de identiteitskaart van de aanvrager of, voor de rechtspersonen, een afschrift van de identiteitskaart van de zaakvoerder of van iedere gemandateerde persoon om de rechtspersoon te vertegenwoordigen;

3° als de aanvrager een rechtspersoon is, verstrekt zij een verklaring op erewoord dat de aangevraagde bijstand niet betrekking heeft op reeds onder deze regeling of onder de regeling van een andere wetgeving toegekende bijstandsbedragen met een bedrag hoger dan 200.000 euro over een periode van drie jaar berekend overeenkomstig de de-minimisregeling;

4° een verbintenis dat het onderzoek, beoogd bij de aanvraag, uitgevoerd wordt binnen de negen maanden na kennisgeving van de subsidiëringstoezegging.

**Art. 105.** § 1. Wanneer de subsidietoezeggingsaanvraag niet volledig is, vraagt de administratie aanvullende stukken of gegevens bij de aanvrager op binnen een termijn van dertig dagen. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen na ontvangst van deze zending om de administratie de ontbrekende stukken of gegevens toe te sturen.

Als gevolg van de ontvangst van de aanvullende stukken of gegevens of wanneer de subsidietoezeggingsaanvraag volledig is, geeft de Minister bij aangetekend schrijven of iedere andere wijze om een vaste datum aan de zending te verlenen, binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de ontvangst van de volledige aanvraag, kennis van zijn beslissing:

- 1° om een subsidietoezegging toe te kennen ;
- 2° om geen toezegging toe te kennen als de erkenningsvoorwaarden niet vervuld zijn;
- 3° het onderzoek van de subsidietoekeuring uit te stellen wanneer het jaarlijks budget uitgeput is.

Wanneer de Minister beslist, de subsidietoezegging toe te kennen,, krijgt de aanvraag een volgnummer.

§ 2. Het bodemonderzoek, beoogd bij de subsidietoezegging, wordt uitgevoerd binnen de zes maanden na kennisgeving van de subsidietoezegging.

Wanneer het bodemonderzoek niet binnen de termijn bedoeld in lid 1 wordt uitgevoerd, vervalt de subsidietoezegging.

**Art. 106.** Na het uitvoeren van het bodemonderzoek beoogd bij de subsidietoezegging, wordt de formele subsidieaanvraag bij aangetekend schrijven of elektronisch aan de administratie gericht ; bedoelde aanvraag bestaat uit volgende elementen:

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de rekening van de uitvoering van het bodemonderzoek dat voorwerp is van de subsidieaanvraag, opgemaakt op naam van de aanvrager, gedagtekend en ondertekend door de expert die het bodemonderzoek heeft uitgevoerd;

2° een afschrift van de beslissing tot goedkeuring van het onderzoek van de administratie of het enig referentienummer ;

3° een betalingsbewijs van de factuur, gedagtekend en ondertekend;

4° een bewijs dat het beoogd bodemonderzoek in de zes maanden na de kennisgeving van de toezegging is uitgevoerd.

**Art. 107.** § 1. Wanneer de formele subsidieaanvraag niet volledig is, vraagt de administratie aanvullende stukken of gegevens bij de aanvrager op binnen een termijn van dertig dagen. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen na ontvangst van deze zending om de administratie de ontbrekende stukken of gegevens toe te sturen.

Als gevolg van de ontvangst van de aanvullende stukken of gegevens of wanneer de subsidieaanvraag volledig is, geeft de Minister bij aangetekend schrijven of iedere andere wijze om een vaste datum aan de zending te verlenen, binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de ontvangst van de volledige aanvraag, kennis van zijn beslissing:

1° om de subsidie definitief toe te kennen ;

2° om de subsidie niet toe te kennen als de voorwaarden niet vervuld zijn;

3° het onderzoek van de subsidietoekeuring uit te stellen wanneer het jaarlijks budget uitgeput is.

§ 2. In geval van toekenning geeft de Minister kennis aan de aanvrager, van de toekenning van de subsidie en deelt het juiste bedrag mee.

De subsidies worden toegekend binnen de perken van de beschikbare budgetten volgens de volgorde die de aanvragen gekregen hebben.

De subsidies worden binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van toekenning aan de aanvragers gestort.

§ 3. In geval van uitstel geeft de Minister kennis aan de aanvrager van het uitstel van de toekenning van de subsidie onder voorbehoud van beschikbare begrotingskredieten. In dat geval behoudt de aanvraag het hem toegewezen volgnummer.

§ 4. In geval van weigering geeft de Minister kennis van de weigering tot toekenning van de subsidie en motiveert hij zijn beslissing.

### *Afdeling 3. — Controle van de subsidie*

**Art. 108.** § 1. De administratie kan nagaan, of de door de subsidieaanvrager overgemaakte informatie juist is, tot twee jaar na storting van het subsidiebedrag.

§ 2. Als de administratie vaststelt dat de gegevens, omschreven in de aanvraag, onjuist zijn of gewijzigd zijn, stelt ze de aanvrager in gebreke om, indien mogelijk, zijn aanvraag te regulariseren en haar de ontbrekende informatie binnen een termijn van dertig dagen over te maken.

Indien de aanvrager verzuimt om gevolg te geven aan de ingebrekestelling of wanneer een regularisatie onmogelijk is, kan de Minister de aanvrager kennis geven van een gemotiveerde beslissing tot terugbetaling van een deel of het geheel van de geïnde bedragen. Deze terugbetaling geschiedt onverminderd andere eventuele vervolgingen.

### *HOOFDSTUK VII. — Beroepen*

**Art. 109.** § 1. Het beroep bedoeld in de artikelen 77 en 78 van het decreet van 1 maart 2018 wordt bij de administratie ingediend.

§ 2. Het beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens:

1° de naam, de voornaam en het adres van de indiener van het beroep;

2° indien de indiener van het beroep een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van de bedrijfszetel en de naam, voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het beroep in te dienen;

3° de referenties, het voorwerp en de datum van de omstreden beslissing;

4° de identiteit en de adresgegevens van de houders van zakelijke rechten op de grond, indien ze verschillen van de indiener van het beroep;

5° de middelen die ingezet worden tegen de omstreden beslissing.

6° het afschrift van het ontvangstbewijs van de storting of het debetbericht van het dossierrecht.

§ 3. De administratie wint het advies in van de instanties, administraties en overheden die zij nodig acht, te raadplegen.

Deze instanties, administraties en overheden richten hun advies bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij iedere zending waarmee een vaste datum verleend wordt, binnen de veertig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om adviesverlening, aan de administratie.

§ 4. De administratie richt het ingediende beroep aan de Minister, samen met een ontwerp-beslissing, binnen een termijn van zeventig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Tegelijk met de verzending van de beslissing richt de Minister een afschrift van zijn beslissing :

1° aan de administratie ;

2° aan de overheden en administraties die tijdens de beroepsprocedure advies hebben uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn ;

3° aan de eigenaars van de betrokken grond indien laatstgenoemden niet de indieners van het beroep zijn;

4° aan de exploitant indien hij niet de indiener van het beroep is;

5° aan de toezichthoudende ambtenaar.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Verscheidene en slotbepalingen*

##### *Afdeling 1. — Dossierrecht*

**Art. 110.** § 1. Het bedrag van het dossierrecht wordt gestort op de rekening, medegeedeeld op de Portaal-site Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. De administratie verklaart het dossier, waarvoor het gestorte bedrag lager is dan het werkelijk verschuldigd bedrag, onontvankelijk. In dat geval laat de administratie de terugbetaling van het bedrag verrichten naar de rekening vanaf welke de onjuiste storting is verricht.

Als het gestort bedrag hoger is dan het verschuldigd bedrag, laat de administratie de terugbetaling van het teveel geïnde bedrag verrichten naar de rekening vanaf welke de onjuiste storting is verricht.

##### *Afdeling 2. — Financiële zekerheden*

**Art. 111.** § 1. Het bedrag van de zekerheid strekt ertoe, de kosten die de overheid zou moeten dragen als zij de verplichtingen van de houder geheel of ten dele zou moeten uitvoeren, geheel of ten dele te dekken.

§ 2. Wanneer de administratie een zekerheid oplegt, stelt zij het bedrag van de zekerheid bij gemotiveerde beslissing vast, waarbij zij de kenmerken van de grond en de criteria omschreven in § 3 in overweging neemt.

§ 3. Het bedrag van de zekerheid wordt volgens deze beginselen vastgesteld :

1° om de uitvoering van de onderzoeken in verband met het oriënteringsonderzoek en het kenmerkenonderzoek te waarborgen, wordt een forfaitair bedrag van 10.000 euro vastgesteld, met een minimum van 2.500 euro voor elk onderzoek in verhouding tot de oppervlakte van de grond dat onderzocht dient te worden;

2° om de uitvoering van het saneringsproject te waarborgen, wordt een forfaitair bedrag van 1000 euro per hectare vastgesteld in verhouding tot de oppervlakte van de te saneren grond ;

3° om de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken te waarborgen, kan het bedrag van de zekerheid vastgesteld worden ten bedrage van de vooraf vermoedelijk geachte kostprijs van de saneringswerken, geraamd door de expert in het saneringsproject;

4° om de uitvoering van de opvolgings- en veiligheidsmaatregelen te waarborgen, wordt het bedrag van de zekerheid vastgesteld in functie van de vooraf vermoedelijk geachte kostprijs van bedoelde maatregelen met inoverwegingname van, in voorkomend geval, respectievelijk de frequentie van uitvoering en, bij gebreke van een bepaalde duur, een forfaitaire duur van hun behoud over tien jaar.

Overeenkomstig lid 1, 3°, wordt het bedrag, bij ontstentenis van goedgekeurd saneringsproject dat de kostprijs van de saneringshandelingen en -werken vaststelt, vastgesteld:

1° voor wat de bodem betreft, onder uitsluiting van het grondwater, in functie van het veronderstelde volume van de verontreiniging, het type verontreiniging en de kostprijs van de behandeling van datzelfde volume in een behoorlijk gemachtigd verwerkingscentrum voor verontreinigde grond;

2° voor wat betreft het grondwater, in functie van de kenmerken van de grond, met raming van het grondwatervolume op basis van de grondoppervlakte en met inoverwegingname van de kostprijs voor de verwerking van het grondwatervolume dat door pumping en behandeling verwerkt moet worden.

Bij gebreke van een kenmerkenonderzoek, goedgekeurd door de administratie, kan het bedrag van de zekerheid voor de saneringshandelingen en -werken vastgesteld worden op basis van de oppervlakte van het grondstuk, van het soort verontreiniging dat zich, respectievelijk in het vaste deel van de grond en in de grondwateren bevindt, en van de kostprijs van de behandeling.

**Art. 112.** De administratie kan het bedrag van de financiële zekerheid naar boven of naar beneden bijstellen:

1° volgens de nadere regels die, respectievelijk, opgenomen zijn in de beslissingen ter goedkeuring van het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek of het gecombineerd onderzoek, het saneringsproject of de eindbeoordeling;

2° indien ze tijdens de uitvoering van de verplichtingen van de houder acht dat het aanvankelijk vastgesteld bedrag onvoldoende of te groot is.

De aanpassing van het bedrag van de financiële zekerheid wordt volgens de principes beoogd in artikel 111, § 3, verricht.

**Art. 113.** § 1. De aanvrager verantwoordt het stellen van de borgstelling. Deze verantwoording wordt gegeven door overlegging aan de administratie van het ontvangstbewijs van de neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas of van de erkende kredietinstelling, de verzekeringsmaatschappij, van de pand op schuldvordering gevormd bij een notaris.

Dat ontvangstbewijs, ondertekend door inlegger en bewaarder, geeft aan tot wiens bate de borgstelling is samengesteld, de nauwkeurige aanwending ervan, evenals naam, voornaam en volledig adres van de verplichtinghouder en, in voorkomend geval, van de derde die de deposito in opdracht heeft verricht met vermelding al naar gelang van de financier of de mandataris.

In ieder geval preciseert de houder die de zekerheid stelt dat het geheel of een deel ervan ontheftbaar is op gewoon verzoek van de administratie, gemotiveerd door het geval van niet-uitvoering van de verplichtingen.

§ 2. De borgstelling wordt wedersamengesteld zodra zij niet meer volledig is, met name ten gevolge van afnames van ambtswege.

**Art. 114.** Wanneer de zekerheid gesteld is in de vorm van één of meerdere bankgaranties, dient aan volgende voorwaarden te zijn voldaan:

1° het betreft een bankwaarborg op eerste verzoek ten voordele van het Waalse Gewest, waarbij de borgsteller zich ertoe verbindt het gewaarborgde bedrag binnen één maand vrij te maken te rekenen van de zending, bij aangetekend schrijven of iedere andere wijze waarop de zending een vaste datum krijgt, van het verzoek tot vrijmaking van de waarborg door het Waalse Gewest wegens een tekortkoming in het uitvoeren van de verplichtingen van de debiteur in een termijn van één maand te rekenen van het vonnis tot faillissementsverklaring van de debiteur;

2° de borgsteller verklaart er uitdrukkelijk in af te zien van het voordeel van uitwinning en schuldsplitsing ten voordele van de artikelen 2036, 2037 en 2039 van het Burgerlijk Wetboek en, in het algemeen, ten voordele van ieder voordeel en iedere uitzondering bepaald ten bate van de zekerheidsteller ten opzichte van de verschuldigde zowel als van het Waalse Gewest;

3° de uitvoering van de verplichtingen van de verplichtinghouder worden er onvoorwaardelijk gewaarborgd.

**Art. 115.** Als de houder beoogd bij het stellen van een zekerheid zijn verplichtingen niet nakomt, richt de administratie een gebrekestelling aan de houder, waarin zij uitdrukkelijk de termijn aangeeft waarin bedoelde houder zijn verplichtingen dient te vervullen. Die termijn mag niet korter zijn dan vijftien dagen.

Als de houder niet aan zijn verplichtingen voldiet, richt de administratie een document aan de Minister, waarin de verplichtingen die niet door de verplichtinghouder zijn nagekomen, uiteen worden gezet.

Indien vastgesteld wordt dat niet of slechts gedeeltelijk uitvoering wordt verleend aan de verplichtingen van de verplichtinghouder ingevolge een nalatigheid zijnentwege of ingevolge een administratieve sanctie, kan de Minister de Regering, bij een gemotiveerde beslissing, voorstellen om, ter dekking van de uitvoering van de verplichtingen, de financiële zekerheid dienovereenkomstig op te vragen. In dat geval kan de Regering verzoeken dat de financiële zekerheid geheel of gedeeltelijk wordt vrijgemaakt om de kosten in verband met de uitvoering van de verplichtingen te dekken.

Dit verzoek tot uitvoering wordt gericht aan de Deposito- en Consignatiekas, aan de kredietinstelling, aan de verzekeringsmaatschappij, aan de notaris.

De betaling van het bedrag, opgevraagd door de Deposito- en Consignatiekas, door de kredietinstelling, door de verzekeringsmaatschappij, door de notaris, voor het opgevraagd bedrag, wordt verricht binnen een termijn van twee maanden na het opvragen ervan door de Regering.

**Art. 116.** § 1. De beslissing van de administratie waarbij vastgesteld wordt dat de verplichtingen geheel of ten dele door de houder zijn vervuld of de beslissing van de Regering over een beroep waarbij vastgesteld wordt dat de verplichtinghouder zijn verplichtingen geheel of ten dele is nagekomen, heeft de vrijmaking van de zekerheid tot gevolg ten bate van houder ervan, of van het deel ervan dat respectievelijk overeenstemt met het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek of het gecombineerd onderzoek, het saneringsproject, de verwezenlijking van een deel of het geheel van saneringshandelingen en -werken, de eindbeoordeling, de uitvoering van veiligheids- of opvolgingsmaatregelen.

§ 2. De aanvraag tot vrijmaking, ingediend door de houder, omvat een afschrift van of een verwijzing naar de beslissing van de administratie waaruit kan worden opgemaakt dat de verplichtingen van de houder geheel of ten dele zijn nagekomen.

De aanvraag tot vrijmaking wordt al naar gelang gericht de Deposito- en Consignatiekas, aan de erkende kredietinstelling, de verzekeringsmaatschappij, aan de notaris binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de beslissing van de administratie of, bij ontstentenis, te rekenen van het verstrijken van een termijn van zestig dagen te rekenen van de aanvraag tot vrijmaking, verricht door de verplichtinghouder.

Op straffe van nietigheid wordt van deze aanvraag tot vrijmaking, wanneer de zekerheid is gesteld als gevolg van een beslissing genomen overeenkomstig artikel 68 van het decreet van 1 maart 2018, de dag zelf kennis gegeven aan de technisch ambtenaar, bij aangetekend schrijven of iedere andere wijze waarbij de zending een vaste datum wordt verleend. Een afschrift van deze kennisgeving wordt, al naar gelang, gericht aan de Deposito- en Consignatiekas, aan de kredietinstelling, aan de verzekeringsmaatschappij, aan de notaris of aan de inrichting erkend door de technisch ambtenaar.

§ 3. De vrijmaking van de zekerheid of van een deel ervan geschiedt binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot vrijmaking.

**Art. 117.** In het geval van overdracht van een grond waarvoor veiligheidsmaatregelen zijn uitgesproken en gedekt door een zekerheid, licht de overdrager de administratie daarover in en vraagt de vrijmaking van de zekerheid in zijn voordeel aan. Bij zijn kennisgeving voegt hij het bewijs dat de overnemer een dienovereenkomstige zekerheid heeft gesteld, met inachtneming van de bepalingen van deze afdeling.

De administratie beslist overeenkomstig artikel 116 over deze aanvraag.

*Afdeling 3. — Jaarverslag*

**Art. 118.** § 1. De administratie legt de Regering jaarlijks, uiterlijk op 31 oktober, een omstandig jaarverslag ter goedkeuring voor. De Regering maakt het vervolgens aan het Parlement over.

Dit verslag verschaft de Regering en het Parlement inzicht in het beheersen van verontreinigde bodems op het grondgebied van het Waals Gewest.

Het verslag bevat :

1° de gegevens uit het beheer van de onderzoeken en projecten in de zin van de artikelen 42 tot 75 van het decreet van 1 maart 2018;

2° de gegevens uit het beheer van de erkenningen in de zin van de artikelen 32 tot 41 van het decreet van 1 maart 2018;

3° de gegevens uit het beheer van de gegevensbank ondergrond, daarin vervat de gegevens afkomstig van de referentiebronnen;

4° de conclusies en aanbevelingen van de administratie ten opzichte van de bemerkingen die in het verslag uiteen worden gezet.

De gegevens bedoeld in artikel 3, 1°, maken een statistieke weergave mogelijk van de onderzoeken die bij de administratie zijn ingediend, in termen van geografische spreiding van de grondstukken, de genererende elementen in de zin van hoofdstuk III van het decreet van 1 maart 2018, het soort onderzoek en project die ingediend en behandeld zijn, het soort afwijkingen en beroepen.

De gegevens bedoeld in lid 3, 2°, maken een statistieke weergave mogelijk inzake toekenningen, opschortingen, wijzigingen en intrekkingen van erkenningen. Zij maken eveneens een identificatie mogelijk van de voorwaarden of regels die, zoals na lezing van de bemerkingen van het verslag moet blijken, gewijzigd of beter gecontroleerd zouden kunnen worden.

De gegevens bedoeld in lid 3, 3°, maken een statistieke weergave mogelijk inzake beheer van de databank ondergrond, en meer bepaald: de samenstelling ervan per categorie, evenals de veranderingen van categorie die zich voorgedaan hebben in de rapportageperiode en de gegevens betreffende de aanvragen tot rechtzettingen. Zij bevatten eveneens een samenvatting van de werken van het beheers- en toezichtscmité inzake databank ondergrond.

*Afdeling 4. — Verscheidene en overgangsbepalingen*

**Art. 119.** Bij gebreke van specifieke en vereenvoudigde technische procedures voor wat betreft de onderzoeken en analyses van de risico's in verband met aardeophogingen, bedoeld in artikel 80, lid 1, 11°, blijft het Waals Wetboek van goede praktijken, dat geldend is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, van toepassing.

Bij gebreke van specifieke en vereenvoudigde staalafname- en analysemethoden voor wat betreft de aardeophogingen, bedoeld in artikel 83, lid 1, 2°, blijft het Waals compendium, dat geldend is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, van toepassing.

Bij gebreke van referentiële handleiding voor het gecombineerd onderzoek bedoeld in artikel 81, § 1, lid 2, 4°, voldoet het gecombineerd onderzoek tegelijk aan de referentiële handleidingen voor het oriënteringsonderzoek en het kenmerkenonderzoek.

Bij gebreke van referentiële handleiding voor het saneringsproject in het kader van een versnelde saneringsprocedure, bedoeld in artikel 81, § 1, lid 2, 7°, voldoet het saneringsproject tegelijk aan de referentiële handleidingen voor het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek en het saneringsproject. Het verslag betreffende de versnelde procedure omvat twee afzonderlijke afdelingen waarvan de structuren respectievelijk de structuren zijn bedoeld in bijlage 9 voor het gecombineerd onderzoek en het saneringsproject.

**Art. 120.** In afwijking van artikel 21, blijven de experts, houders van een erkenning afgeleverd krachtens het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer verder overeenkomstig dit besluit erkend totdat hun erkenning verstrijkt.

In afwijking van artikel 36, blijven de laboratoria, houders van een erkenning afgeleverd krachtens het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer verder overeenkomstig dit besluit erkend totdat hun erkenning verstrijkt.

**Art. 121.** In afwijking van artikel 49, eerste lid, 8°, is de aanvrager van een registratie als staalnemer er niet toe verplicht, het attest van ISSeP voor te leggen zoalng er geen vorming over de afnamemethodes, bemonsteringsmethodes, verpakings- en bewaringsmethodes voor de stalen is georganiseerd. In dat geval legt de aanvrager een document voor waarmee aangetoond wordt dat hij er zich toe verbindt de vorming te volgen zodra deze georganiseerd wordt.

**Art. 122.** Bij gebreke van regeling voor een elektronische handtekening, erkend door de administratie, wordt er een papieren versie van de formulieren, behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend bij aangetekend schrijven of iedere andere wijze waarbij de zending een vaste datum wordt verleend, aan de administratie gericht voor de indiening van een aanvraag tot erkenning als expert, voor de indiening van een aanvraag tot erkenning als laboratorium of bij een aanvraag tot registratie als staalnemer.

**Art. 123.** Voor het jaar 2019 bevatten de verslagen opgesteld door de administratie enkel de gegevens bedoeld in artikel 118, § 1, lid 2°, 3° en 4°.

**Art. 124.** De overmaking van de dossiers en gegevens aan de administratie via de officiële modules van de informaticatoepassingen GESOL en BDES maken het verlenen van een vaste datum voor zendingen en ontvangsten van bedoelde dossiers en gegevens mogelijk.

**Art. 125.** De informatie die de administratie medegedeeld dient te worden in het kader van situaties bedoeld in artikel 80 van het decreet van 1 maart 2018 wordt ingediend middels het formulier opgenomen in bijlage 9. Dat formulier evenals in voorkomend geval ieder bewijselement dat de beoogde situatie kan verantwoorden, worden elektronisch overgemaakt.

**Art. 126.** Wanneer een oriënteringsonderzoek goedgekeurd is overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer na 1 januari 2017, bevat het kenmerkenonderzoek ingediend na 1 januari 2019 een bijgewerkte versie van de conclusies van het oriënteringsonderzoek gegrond op de normen vastgesteld krachtens bijlage 1 bij het decreet van 1 maart 2018. In dat geval worden de bepalingen van artikel 75, § 2, van het decreet van 1 maart 2018 vervuld geacht.

Wanneer een kenmerkenonderzoek goedgekeurd is overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer na 1 januari 2017 worden in het saneringsproject ingediend na 1 januari 2019 de conclusies genomen krachtens artikel 45, 4°, van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer heroverwogen.

Wanneer een kenmerkenonderzoek goedgekeurd is overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer na 1 januari 2017 kan een nieuw gecombineerd onderzoek overeenkomstig het decreet van 1 maart 2018 ingediend worden. In dat geval worden de bepalingen van artikel 75, § 2, vervuld geacht.

Wanneer een saneringsproject goedgekeurd is overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer na 1 januari 2017, kunnen de herziening van de saneringsdoelstellingen vastgesteld in de beslissing en in voorkomend geval de herziening van de noodzaak om saneringswerken te laten uitvoeren bij de administratie aangevraagd worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 70, § 2, van het decreet van 1 maart 2018.

**Art. 127.** Het bijgewerkt bestand waarin de percelen vermeld staan, die in de afgelopen maand in de grondinventaris van de databank zijn ingevoerd of uit genoemde grondinventaris zijn verwijderd zoals bedoeld in artikel 6 wordt voor het eerst overgemaakt te rekenen van 1 september 2019.

#### *Afdeling 5. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 128.** In artikel R.87 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 5 februari 2015 en 23 juni 2016, wordt 14° vervangen als volgt:

“14° het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;”.

**Art. 129.** In artikel R.90, lid 1, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2016, wordt 7° vervangen als volgt :

“7° het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;”.

**Art. 130.** In het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 17/1. § 1. De afwerking van de rehabilitatieprocedures neemt volgend tijdschema in acht:

1° de aanvullingen op de aangevraagde en niet tijdig medegedeelde rehabilitatieplannen worden ingediend voor 15 januari 2020. De aanvullingen op de rehabilitatieplannen, ingediend meer dan twee jaar na de aanvraag, bevatten een bijgewerkte versie van de leefmilieutoestand zoals bedoeld in artikel 3, 2° tot 4°, en in voorkomend geval van het rehabilitatieproces;

2° de rehabilitatiewerken die niet zijn uitgevoerd binnen de termijn opgelegd bij het ministerieel besluit tot beslissing over de uit te voeren werken worden significant uitgevoerd voor 15 januari 2020;

3° de plaatsbeschrijvingen bepaald in het ministerieel besluit tot beslissing over de uit te voeren werken worden ingediend binnen de zes maanden na het einde van de werken en, uiterlijk, voor 15 januari 2023, behoudens afwijking toegekend door de Minister wanneer het voorzetten van de rehabilitatie- of nabeheerswerken nodig wordt geacht.

§ 2. Elke niet-naleving van de in de § 1 bedoelde termijnen geeft aanleiding tot de systematische sluiting van het dossier in deze procedure en tot de verplichting tot indiening van een oriënteringsonderzoek overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering of van plan voor herstel in oorspronkelijke staat op grond van de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen binnen de zes maanden na het verstrijken van de termijn. ».

**Art. 131.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende het bodembeheer wordt opgeheven.

**Art. 132.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° in lid 1, 1°, worden de woorden « 2008 » vervangen door de woorden « 2018 »;

1° in lid 6, worden de woorden « wat betreft 27° » vervangen door de woorden « wat betreft 26° ».

**Art. 133.** In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “en voor zover hun oorsprong te allen tijde vastgesteld kan worden” ingevoegd na de woorden “Aan de hoofdstukken 2 tot 4 worden niet onderworpen”;

2° in 5° worden de woorden “of van een van de bedrijven betrokken bij de akkerbouwovereenkomst die de grond heeft voortgebracht” ingevoegd na de woorden “landbouwpercelen van het bedrijf”.

**Art. 134.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de tekens “§ 1” opgeheven.

**Art. 135.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

“De stalen worden door een erkend staalnemer uitgevoerd in de zin van het decreet en het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.”.

**Art. 136.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden “artikel 5, § 2” vervangen door de woorden “artikel 5”.

**Art. 137.** In artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden “80% van de ondergrenswaarden” vervangen door de woorden “40% van de ondergrenswaarden in oliekoolwaterstoffen en 80% van de andere ondergrenswaarden”;

2° in 2° worden de woorden “80%% van de bodemconcentraties” vervangen door de woorden “40% van de ondergrenswaarden in oliekoolwaterstoffen en 80%% van de andere concentraties”.

**Art. 138.** In artikel 15, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden “vermeld in artikel 14” ingevoegd tussen de woorden “de waarden” en de woorden “die van toepassing zijn”.

**Art. 139.** In artikel 30, lid 1, 13°, worden de woorden “, evenals de actoren betrokken bij de productie en waardevolle benutting van grond voor plantaardige producties” ingevoegd na de woorden “in artikel 33”.

**Art. 140.** In artikel 48 van hetzelfde besluit, wordt, in de eerste kolom van de tabel onder punt A, voor de metalen, de letter “S” vervangen door “Sb”.

**Art. 141.** In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder 1°, in de voetnoot, worden de woorden “Tot 30 oktober 2019” vervangen door de woorden “Tot 31 oktober 2019”;

2° in 2° in de tabel van rubriek 90.28.01, worden de woorden « 90.28.01.02 » vervangen door de woorden « 90.28.01.01 », de woorden « 90.28.01.03 » vervangen door de woorden « 90.28.01.02 », en de woorden « 90.28.01.04 » vervangen door de woorden « 90.28.01.03 » ;

3° onder 2°, in de tabel voor rubriek 90.28.02 worden, in de Franse versie, de woorden « de l'arrêté du Gouvernement wallon du (date) » vervangen door de woorden « de l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière »;

4° onder 2°, in de voetnoot, worden de woorden “Tot 30 oktober 2019” vervangen door de woorden “Tot 31 oktober 2019” en worden, in de Franse versie, de woorden « à partir du 1 novembre 2019 » vervangen door de woorden « à partir du 1 novembre 2019 ».

**Art. 142.** In artikel 52 van hetzelfde besluit, worden de woorden “bijlage XXXVI” vervangen door de woorden “bijlage XXXV”.

**Art. 143.** In artikel 53 van hetzelfde besluit, worden de woorden “bijlage XXXVI” vervangen door de woorden “bijlage XXXV”.

**Art. 144.** In artikel 63 van hetzelfde besluit, worden de woorden “30 oktober” vervangen door de woorden “31 oktober”.

**Art. 145.** In artikel 64, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “48 en 51” vervangen door de woorden “48, 51 tot 55”.

**Art. 146.** In artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, wordt 3° opgeheven.

**Art. 147.** In artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “de zevende kolom van bijlage 1” vervangen door de woorden “bijlage 1”.

**Art. 148.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, onder de lijn voor code 190305 worden de woorden “RW 99” vervangen door de woorden “Chapitre C de Qualiroutes” in de kolom betreffende de kenmerken van de benutte afvalstof.

**Art. 149.** In de bijlagen 4 tot 15 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt de inhoud van het kader voor het decreet betreffende bodembeheer vervangen door “De gegevens met betrekking tot het goed nagaan, opgenomen in de gegevensbank in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering. Als bijlage bijvoegen, het behoorlijk ingevulde formulier vergezeld van de vereiste documenten zoals bedoeld in bijlage 8 bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

**Art. 150.** Behoudens bijlage 3 is de Minister ertoe gemachtigd te bijlagen bij dit besluit aan te vullen, te wijzigen of te vervangen.

#### *Afdeling 6. — Slotbepalingen*

**Art. 151.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

**Art. 152.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

**Bijlage I.**

**AANVRAAGFORMULIER VOOR TOEGANG TOT DE  
INFORMATIE INZAKE MILIEU AAN DE DATA UIT DE  
B.D.E.S. (DATABANK ONDERGROND)**

**DEPARTEMENT****BODEM EN  
AFVALSTOFFEN****DIRECTIE  
BODEMBESCHER  
MING**

Avenue Prince de  
Liège 15  
B-5100 NAMEN  
(Jambes)

aanvraagformulier voor toegang tot de informatie inzake milieu aan de data uit de B.D.E.S. (databank ondergrond)

**1. Identiteit van de aanvrager :**

U bent :  Deskundige  Notaris  Burger  Andere : \_ \_ \_ \_ \_

Naam :

Voornaam:

Straat + nr :

Postcode en Gemeente :

Telefoon:

GSM :

Emailadres :

**2. Aangevraagde B.D.E.S.-data****- Ligging van het (de) perceel (elen)**

Straat + nr :

Postcode en Gemeente :

Kadastrale coördinaten : Raadpleeg <http://bdes.spw.wallonie.be/portal> \*

Gemeente :

Afdeling :

Sectie :

**- Perceelnummer 1 :**

Aangevraagde data :

Nr administratief dossier geïdentificeerd in de B.D.E.S. : \_ \_ \_ \_ \_

**Perceelnummer 2 :**

Aangevraagde data :

Nr administratief dossier geïdentificeerd in de B.D.E.S. : \_ \_ \_ \_ \_

**Perceelnummer 3 :**

Aangevraagde data :

Nr administratief dossier geïdentificeerd in de B.D.E.S. : \_ \_ \_ \_ \_

<p><b>Perceelnummer 4 :</b>  Aangevraagde data :  Nr administratief dossier geïdentificeerd in de B.D.E.S. : _____</p> <p>Opmerking :</p>
<p><b>3. Gewenst antwoord : (aanvinken wat past)</b></p> <p>- <b>Drager</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 1. Elektronisch bestand (kosteloos)</li> <li><input type="checkbox"/> 2. Fysieke drager/USB-stick (betalend : A € per USB-stick)</li> <li><input type="checkbox"/> 3. Papieren drager (betalend : B € per blad)</li> </ul> <p>- <b>Verstrekken van het antwoord</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 4. Per email (kosteloos)</li> <li><input type="checkbox"/> 5. Per aangetekend schrijven met ontvangstbericht (te betalen : kost van de drager + kost van het aangetekend schrijven)</li> <li><input type="checkbox"/> 6. Gehaald door de aanvrager bij de administratie (te betalen : kost van de drager)</li> </ul> <p><input type="checkbox"/></p> <p>Ik verbind mij ertoe de kost voor het verstrekken en leveren van de aangevraagde informatie te betalen. (verplicht aan te vinken voor de keuzes 2,3,5 en 6)</p> <p>Datum van de aanvraag, _____ Handtekening van de aanvrager,  _____</p>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.  
Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## Bijlage 2



DEPARTEMENT BODEM EN  
AFVALSTOFFEN

DIRECTIE  
BODEMBESCHERMING

Avenue Prince de Liège 15  
B-5100 NAMEN (Jambes)

## Aanvraagformulier voor « Rechtzetting van B.D.E.S.-data »

Krachtens artikel 13 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering kan via dit formulier een aanvraag tot rechtzetting van data in de « Banque de Données de l'Etat des Sols » (B.D.E.S.) (gegevensbank bodemtoestand) ingediend worden :

### 1. Identificatie van de aanvrager voor de aanvraag tot rechtzetting van B.D.E.S. - data

U bent:     Eigenaar    Uitbater    Andere rechthebbende    Derde  
 Deskundige    Notaris    Ambtenaar    Andere : \_\_\_\_\_

Naam :    \_\_\_\_\_                      Voornaam:    \_\_\_\_\_

Straat :    \_\_\_\_\_                      Nr :    \_\_\_\_\_

Postcode :    \_\_\_\_\_                      Gemeente :    \_\_\_\_\_

Telefoon:    \_\_\_\_\_                      GSM :    \_\_\_\_\_

E-mail :    \_\_\_\_\_                      Activiteit / rol :    \_\_\_\_\_

Rijksregisternr. v. d. natuurlijke personen    \_\_\_\_\_

### 2. Aanvullende identificatiegegevens in geval van vertegenwoordiging van een rechtspersoon

Benaming :    \_\_\_\_\_

K.B.O. – nr :    \_\_\_\_\_

Website :    \_\_\_\_\_                      FAX :    \_\_\_\_\_

### 3. Geografische ligging van het perceel waarop de aanvraag tot rechtzetting betrekking heeft

<u>Perceelnummer</u>	-----	<u>Gemeente</u> :	-----
<u>Benaming</u> :	-----	<u>GEOM</u> :	-----

### 4. Referentie van het kadastrale perceel : (raadpleeg :

<http://geoportail.wallonie.be/walonmap>)

<u>Categorie</u> :	<input type="checkbox"/> Gekadastreerd perceel /	<input type="checkbox"/> niet gekadastreerd perceel	
<u>CAPAKEY</u> :	-----	<u>CAPATY</u> :	-----
<u>Kadastraal blad</u> :	-----	<u>NIS-code</u> :	-----
<u>Naam Gemeente</u> :	-----	<u>Afdelingscode</u> :	-----
<u>Afdelingsnaam</u> :	-----	<u>Sectie</u> :	-----
		<u>Gedeelte</u> :	-----
<u>Bis</u> :	-----	<u>Exponent</u> :	-----
		<u>Vermogen</u> :	-----
		<u>Versie</u> :	-----

### 5. Identificatie voor het gekadastreerde perceel van de toegewezen referentiebron

<u>Bron</u> :	-----	<u>Referentie</u> :	-----
<u>Beschrijving</u> :	-----	<u>Gebonden activiteit</u> :	-----
<u>Categorie</u> :	-----	<u>Andere activiteit</u> :	-----

### Sleutel voor het toewijzen van de aanvraag tot rechtzetting aan de referentiebron(nen)

<input type="checkbox"/> SPW/DG03/DSD =>	<input type="checkbox"/> BDES (1) <input type="checkbox"/> BEDSS (2) <input type="checkbox"/> DOREHA (3) <input type="checkbox"/> GESOL (4) <0}
<input type="checkbox"/> SPW / DGO3 / DPA =>	<input type="checkbox"/> RGPE(5) <input type="checkbox"/> RGPT (6) <input type="checkbox"/> IPPC/IED (7) <input type="checkbox"/> SEVESO (8)
<input type="checkbox"/> SPW / DGO4 =>	<input type="checkbox"/> SAED (9) <input type="checkbox"/> SAR (10) <input type="checkbox"/> SPAQuE => <input type="checkbox"/> WALSOLS (11)
<input type="checkbox"/> Universiteit Luik =>	<input type="checkbox"/> Historische sites (12) <input type="checkbox"/> Kadaster => <input type="checkbox"/> Kadaster.be (13)

### 6. Voorwerp(en) van de aanvraag tot rechtzetting in de BDES-databank

<u>Inventarisstatuut</u> : <input type="checkbox"/> Opgenomen in de inventaris <input type="checkbox"/> Betrokken bij de info <input type="checkbox"/> Niet opgenomen					
<u>Inventaristoestand</u> :		Activiteiten en installaties	Verontreinigde gronden	Categorie I of II	Inventaris van CCS
	Melding	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Sinds	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>Attest / CCS</u> : <input type="checkbox"/> Type <input type="checkbox"/> Referentie <input type="checkbox"/> Visualiseren <input type="checkbox"/> Afgifte <input type="checkbox"/> Statuut <input type="checkbox"/> Opheffing					
<u>Metingen (opvolging en veiligheid)</u> : <input type="checkbox"/> Zone <input type="checkbox"/> Categorie <input type="checkbox"/> Beschrijving <input type="checkbox"/> Dringendheid <input type="checkbox"/> Begin <input type="checkbox"/> Einde					
<u>Procedures</u> : <input type="checkbox"/> Type <input type="checkbox"/> Fase <input type="checkbox"/> Begindatum <input type="checkbox"/> Datum laatst statuut <input type="checkbox"/> Statuut					

<b>8. Opmerking(en) en recht te zetten authentiek(e) document(en) als bijlage(n)</b>	
<u>Mijn opmerking betreft</u> :	-----
<u>Mijn opmerking</u> :	----- -----
<u>Geleverde bijlage(n)</u>	<input type="checkbox"/> Per email <input type="checkbox"/> per aangetekend schrijven <input type="checkbox"/> via BDES-applicatie
<u>Bijlage 1</u> :	----- Opschrift: -----
<u>Bijlage 2</u> :	----- Opschrift: -----
<u>Bijlage 3</u> :	----- Opschrift: -----

<b>9. Voor ontvangst van uw aanvraag tot rechtzetting, dient dit document verzonden worden hetzij :</b>	
<u>Per email</u> :	<a href="mailto:contact.bdes.dgarne@spw.wallonie.be">contact.bdes.dgarne@spw.wallonie.be</a>
<u>Per schrijven</u> :	SPW – DGO3 - Département du Sol et des Déchets (D.S.D.)
	Ten behoeve van secretariaat Directie Bodembescherming(D.P.S.)
Service rectification – Gestion de la Banque de Données de l'Etat des Sols (B.D.E.S.)	

Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES

**10. Voor de verzendingsadres :**

Ik wens het antwoord te ontvangen :

Per email =>

naar het emailadres vermeld door de aanvrager

naar het volgende emailadres : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Per  
schrijven =>

naar het huisadres vermeld door de aanvrager

naar het volgende adres : \_\_\_\_\_  
--

Datum van de aanvraag, \_\_\_\_\_

Handtekening van de aanvrager,

Jaar van de aanvraag, \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

**Bijlage 3**

**Departement Bodem en Afvalstoffen**  
**Directie Bodembescherming**

Avenue Prince de Liège 15  
 B-5100 NAMEN (Jambes)

Tel. : +32 (0)81 33 51 38  
 Fax : +32 (0)81 33 51 15

<http://bdes.environnement.wallonie.be>

**EENSLUIDEND VERKLAARD**  
**UITTREKSEL VAN DE BDES**  
**NR.00000320**

GELDIG TOT XX/XX/XXXX

GEKADASTREERD PERCEEL TE XX

**INFORMATIEMATERIAAL : KADASTRAAL PERCEELPLAN – SITUATIE OP XX/XX/XXXX.**

Dit uittreksel is een samenvatting van de informatie die op xx/xx/xxxx bij de Administratie officieel beschikbaar is. De raadpleging van de « Banque de Données de l'État des Sols (B.D.E.S.) » (databank ondergrond), opgericht door de Dienst Bodembescherming, laat u toe om meer volledige informatie te verkrijgen en, indien nodig, een rechtzetting van de gegevens aan te vragen.

PERCEELPLAN VOORWERP VAN DE AANVRAAG EN BIJBEHORENDE GEGEVENS



SITUATIE IN DE B.D.E.S.

Is de omtrek gemarkeerd in het bovenstaande plan :

Opgenomen in de inventaris van de procedures met betrekking tot het beheer van de bodemverontreiniging en/of in de inventaris van de activiteiten of installaties die een risico inhouden voor de bodem (Art.12, §2, 3°, van het decreet) ? : **Ja/Nee<sup>i</sup>**

Betrokken door informatie van louter indicatieve aard (Art. 12, §4, van het decreet) ? : **Ja/ Nee<sup>i</sup>**

**Dit perceel is wel/niet<sup>i</sup> onderworpen aan verplichtingen ten opzichte van het decreet Bodem.**

<sup>i</sup> schrappen wat niet past

**Waalse Overheidsdienst leefmilieu**

Avenue Prince de Liège 15 B-5100 Namen (Jambes)





**Bijlage 4****ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER DESKUNDIGE**

*Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, met een elektronische handtekening die via een door de administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.*

*De aanvrager voegt de bijlagen bij het formulier en legt deze voor naar het model van dit formulier.*

*De vereiste documenten en attesten moeten origineel en minder dan drie maanden oud zijn*

**VAK I : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER****1. Wanneer het om een rechtspersoon gaat****1.1. Identiteit :**

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) : .....

Rechtsvorm :

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) : .....

BTW-identificatienummer :

**1.2. Adres van de maatschappelijke zetel :**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

: .....

Email : .....@.....

**1.3. Adres van de bedrijfszetel(s) in het kader van de erkenning en waarvoor de aanvraag ingediend wordt :**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

Contactpersoon in het kader van de aanvraag (persoon die de Franse taal beheerst) :

NAAM :

.....

Voornaam :

.....

Functie :

.....

 : .....

Email : .....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :

**1.4. Adres van het (de) ander(e) steunpunt(en) in het Waalse Gewest (\*):**

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

Contactpersoon :

NAAM :

.....

Voornaam :

.....

Functie :

.....

 : .....

Email : .....@.....

(\*) Deze steunpunten zullen ook in de lijst op het Waalse leefmilieuportaal vermeld worden

**1.6. Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders of personen met bevoegdheid om de vennootschap waarvoor de aanvraag ingediend wordt, te binden :**

## 1.6.1 Natuurlijke personen :

NAAM : .....

Voornaam :

Functie :

NAAM : .....

Voornaam :

Functie :

NAAM : .....

Voornaam :

Functie :

## 1.6.2 Rechtspersonen :

Firmanaam of benaming :

Rechtsvorm:  
.....Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister :  
.....Firmanaam of benaming :  
.....Rechtsvorm:  
.....Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister :  
.....

**2. Wanneer het om een natuurlijke persoon gaat****2.1. Identiteit :**

NAAM :

Voornaam :

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister  
(voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) : .....

BTW-identificatienummer :

**2.2. Adres:**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

 : .....

Email : .....@.....

**2.3. Adres van de bedrijfszetel(s) in het kader van de erkenning en  
waarvoor de aanvraag ingediend wordt :**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

Contactpersoon in het kader van de aanvraag (persoon die de Franse taal  
beheerst) :

NAAM :

.....

Voornaam :

.....

Functie :

.....

 : .....

Email : .....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :

.....

**2.5. Adres van het (de) ander(e) steunpunt(en) in het Waalse Gewest (\*):**

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

Contactpersoon :

NAAM :

.....

Voornaam :

.....

Functie :

.....

: .....

Email : .....@.....

(\* ) Deze steunpunten zullen ook in de lijst op het Waalse leefmilieuportaal vermeld worden

**VAK II : ALGEMENE INLICHTINGEN TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGER**

**1. Identiteit van de voorgestelde bevoegde persoon (personen) bedoeld in artikel 27, § 1, 4° en § 2 :**

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

**2. Identiteit van de persoon (personen) bevoegd voor het gebruik en interpretatie van het model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en van het (de) model (modellen) van analyse van de risico's voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie en bedoeld in artikel 27, § 1, 3° :**

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

**3. Identiteit van de persoon (personen) bevoegd op het gebied van de technieken en opvolging van saneringswerken, als bedoeld in artikel 27, § 1, 1° :**

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

### VAK III : BIJLAGEN

*De aanvrager verwijst naar de bijlagen en legt deze voor naar het model van dit formulier.*

*De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd via een doorlopende nummering.*

#### **Identificatiedocumenten van de persoon (natuurlijke of rechtspersoon) die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak I, punt 1.1 of 2.1)**

Bijlage 1 Het indienen van een afschrift van het uittreksel dat de registratie bij het nationale handels- en vennootschappenregister bewijst

Bijlage 2 (indien de aanvrager een rechtspersoon is) Het indienen van een afschrift van de bekendmaking in gecoördineerde versie van de statuten van de rechtspersoon of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag van bekendmaking van de statuten

#### **Nodige bevoegdheden voor de uitoefening van de erkenning**

Bijlage 3 Het indienen van het tabel « **Ervaring kwalificaties** » dat op het Waalse leefmilieuportaal ter beschikking is, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de aanvrager en door elke persoon bedoeld in artikel 28, § 1, 1°, 2°, 3° en 4°.

Dit tabel vermeldt :

- de identiteit van de in dienst genomen natuurlijke personen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning aangevraagd wordt ;

- De kwalificaties van die personen : diploma / aantal jaar ervaring (in verband met de aangevraagde erkenning) ;
- De vakgebieden beheerst door iedere persoon in verband met de bevoegdheden die voor de uitoefening van de erkenning nodig zijn ;
- voor de personen bevoegd voor het gebruik en de interpretatie van het (de) model(len) van analyse van de risico's als bedoeld in artikel 27, § 1, 3°, de naam van het (de) beheerste model(len) van analyse van de risico's ;
- Het type contract en de aanstellingsperiode.

**Gegevens die specifiek nodig zijn voor de bevoegde persoon (personen) als bedoeld in artikel 27, § 1, 4° en § 2.**

Voor elke bevoegde persoon, het volgende verstrekken :

- Bijlage 4 : een gedetailleerd curriculum vitae met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring die opgedaan is in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag ;
- Bijlage 5 : afschrift van het (de) diploma('s) ;
- Bijlage 6 : afschrift van de arbeidsovereenkomst tussen de gemachtigde persoon en de aanvrager van de vergunning (of een door beide partijen medeondertekend document waaruit een aanstelling in de vorm van een arbeidsovereenkomst binnen de onderneming in de zin van de wet van 3 juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten bevestigd wordt, met vermelding van de duur ervan).

**Gegevens die specifiek nodig zijn voor de persoon (personen) bevoegd voor het gebruik en de interpretatie van het model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en van het (de) model (modellen) van analyse van de risico's voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie en bedoeld in artikel 27, § 1, 3°**

- Bijlage 7 : voor elke persoon bevoegd voor het gebruik en interpretatie van het model van analyse van de risico's, het volgende verstrekken : een curriculum vitae met een nota die de ervaring inzake gebruik van het (de) model(len) van risicobeoordeling aantoont.

**Gegevens die specifiek nodig zijn voor de persoon (personen) bevoegd op het gebied van de technieken en opvolging van saneringswerken, als bedoeld in artikel 27, § 1, 1°**

- Bijlage 8 : Voor elke persoon bevoegd op het gebied van de technieken en opvolging van saneringswerken, het volgende verstrekken : een gedetailleerd curriculum vitae met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring opgedaan op het gebied van de technieken en opvolging van de saneringswerken in de drie tot zes jaar

voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag.

### **Morele en financiële garanties**

Bijlage 9.1. Voor de aanvrager bedoeld in vak I, punt 1.1 (rechtspersoon), een verklaring op erewoord behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden, indien, waaruit blijkt dat de aanvrager :

- over voldoende financiële middelen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning aangevraagd wordt ;
- geen veroordeling in verband met de sociale, fiscale en financiële wetgevingen opgelopen heeft ;
- zijn verplichtingen nagekomen is inzake sociale zekerheid, directe belastingen en BTW ;
- geen rechtstreekse of onrechtstreekse directie- of beheersfunctie uitoefent, voor eigen rekening of via een persoon die voor zijn eigen rekening werkt, in een activiteit inzake productie, kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, of in een activiteit in verband met de materiële uitvoering van saneringshandelingen en -werken
- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;

Bijlage 10.1 Verklaringen op erewoord indienen, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke persoon bedoeld in vak I., punt 1.6.1, die aantonen dat hij/zij :

- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet verloren heeft.

Bijlage 10.2 Voor elke besturende vennootschap bedoeld in vak I, punt 1.6.2, een verklaring op erewoord indienen, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden, die aantoont dat de vennootschap :

- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;

Bijlage 9.2 Voor de aanvrager bedoeld in vak I, punt 2.1 (natuurlijke persoon), een verklaring op erewoord indienen, behoorlijk gedateerd en ondertekend, die aantoont dat de aanvrager :

- over voldoende financiële middelen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning aangevraagd wordt ;
- geen veroordeling in verband met de sociale, fiscale en financiële wetgevingen opgelopen heeft ;
- is zijn verplichtingen nagekomen inzake sociale zekerheid, directe belastingen en BTW ;
- geen rechtstreekse of onrechtstreekse directie- of beheersfunctie uitoefent, voor eigen rekening of via een persoon die voor zijn eigen rekening werkt, in een activiteit inzake productie, kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, of in een activiteit in verband met de materiële uitvoering van saneringshandelingen en -werken ;
- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet verloren heeft.

Bijlage 11 Verklaringen op erewoord indienen, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke persoon bedoeld in artikel 26, 3°, 4° en 5°, die aantonen dat hij/zij :

- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet verloren heeft.

Bijlage 12 Verklaringen op erewoord indienen, behoorlijk gedateerd en ondertekend door iedere persoon bedoeld in artikel 27, § 1, 1° en 3°, die aantonen dat hij/zij zich ertoe verbindt de door de administratie of diens mandataris georganiseerde opleidingsmodules te volgen, met betrekking tot zijn/haar eigen vakgebied (risicobeoordeling/saneringstechnieken)

Bijlage 13 Verklaringen op erewoord indienen, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke persoon bedoeld in artikel 27, § 1, 4° en § 2, die aantonen dat hij/zij :

- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake

leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;

- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet verloren heeft ;
- de Franse taal beheerst ;
- zich ertoe verbindt te volgen :
  1. De modules van voortgezette opleiding georganiseerd door de administratie of diens mandataris ;
  2. Info- of opleidingsvergaderingen die door de administratie erkend worden als verband houdend met zijn/haar opdrachten, voor een minimum van 12 uur per jaar.

**Uitrusting en middelen op technisch, menselijk en IT-niveau als bedoeld in artikel 26, lid 1, 8°**

Bijlage 12 : Het overzicht van het materieel bijvoegen, alsook de technische, menselijke en IT-middelen waarover de aanvrager beschikt om de wettelijke methoden en procedures toe te passen en de opdrachten uit te voeren waarvoor de erkenning vereist is.

**Verzekeringscontract bedoeld in artikel 27, § 1, 5°**

Bijlage 13 : een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij bekomen waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning een beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt

**Systeem van kwaliteitsmanagement in verband met de prestaties geleverd in het kader van de aangevraagde erkenning als bedoeld in artikel 27, § 1, 6° en § 3.**

Bijlage 14 : Documenten in te dienen :

- hetzij een afschrift van het geldig ISO 9001-certificaat : 2015 (of later) ;
- hetzij een afschrift van de handleiding van kwaliteitsborging.

**Naleving van de regels bedoeld in artikelen 30 to 32.**

Bijlage 15 : De verklaring bijvoegen waarvan het model door de administratie verstrekt wordt via de website van het Waalse leefmilieuportaal, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt het geheel aan regels bedoeld in artikelen 30 tot 32 na te leven en te doen naleven, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden.

Ondergetekende(n), ....., de  
persoon (personen) geïdentificeerd in vak I, punt 1.6.1 of 2.1, verklaart  
(verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en  
bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te ....., op .....

Handtekening

**Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website  
van het Waalse leefmilieuportaal, met een elektronische handtekening  
die via een door de administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018  
betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare  
Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

**Bijlage 5****ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER LABORATORIUM**

*Een erkenningsaanvraagformulier indienen per betrokken exploitatiezetel.*

*Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, met een elektronische handtekening die via een door de administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.*

*De aanvrager maakt een referentie van de bijlagen en legt deze voor naar het model van dit formulier.*

*De vereiste documenten en attesten moeten origineel en recent zijn (minder dan drie maanden oud).*

**VAK I : VOORWERP VAN DE AANVRAAG**

De aanvraag betreft de erkenning als laboratorium\* :

uit **categorie 1** (« volledige » erkenning : het laboratorium voert alle analyses bedoeld in bijlage I van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en –sanering voor de matrices bodem en water) uit

0 uit **categorie 2** (« gedeeltelijke » erkenning : het laboratorium voert een deel van de analyses bedoeld in bijlage I van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en –sanering uit : de gekozen parameters worden nader bepaald in een bijlage, per type matrix (matrices bodem of water) (ze kunnen betrekking hebben op analytische packs – matrices bodem/water of organische/minerale analyses, enz.))

0 uit **categorie 3** (« aanvullende » erkenning : het laboratorium voert de analyses betreffende de parameters of matrices niet bedoeld in bijlage I van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en –sanering uit : de gekozen parameters worden nader bepaald in een specifieke bijlage, per type matrix (in vaste of vloeibare vorm))

(\* ) de aangevraagde categorie (rieën) aanvinken.

**VAK II : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER****1. Identiteit :**

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) : .....

Rechtsvorm :.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) : ..... ..

BTW-identificatienummer :

**2. Adres van de maatschappelijke zetel :**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

: .....

Email : .....@.....

**3. Adres van de exploitatiezetel bedoeld in de aanvraag :**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr..... bus .....

**Gesprekspartner op technisch vlak die de Franse taal en technische modaliteiten voldoende beheerst**

NAAM :

.....

Voornaam:

.....

Functie :

.....

: ..... Fax : ..... Email : .....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :

**Contactpersoon in het kader van de aanvraag (persoon die de Franse taal beheerst) :**NAAM :  
.....Voornaam:  
.....Functie :  
..... : .....

Email : .....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :  
.....**5. Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders of personen met bevoegdheid om de vennootschap waarvoor de aanvraag ingediend wordt, te binden :**

## 5.1 Natuurlijke personen :

NAAM : .....

Voornaam :

Functie :

Naam : .....

Voornaam :

Functie :

NAAM : .....

Voornaam :

Functie :

5.2 Rechtspersonen :

Firmanaam of benaming :

Rechtsvorm :

.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister :

.....

Firmanaam of benaming :

.....

Rechtsvorm:

.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister :

.....

**6. Identiteit van de voorgestelde bevoegde persoon (personen) bedoeld in artikel 39, § 1, 2° en § 2**

NAAM :

Voornaam:

: .....

Email : .....@.....

NAAM :

Voornaam :

: .....

Email : .....@.....

**VAK III : BIJLAGEN**

*De aanvrager registreert de bijlagen en legt deze voor naar het model van dit formulier.*

*De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.*

**Parameters waarvoor de erkenning aangevraagd wordt**

Bijlage 1 De lijst "**Parameters\_Erkenning\_Laboratorium**", behoorlijk ingevuld, die op de website van de administratie ter beschikking gesteld is, bijvoegen : de parameters waarvoor de erkenning aangevraagd wordt dienen in deze lijst geïdentificeerd te worden.

In geval van onderaanneming :

- a. de parameters waarvoor de onderaanneming voorzien is dienen in deze lijst geïdentificeerd te worden ;
- b. het erkend laboratorium dat als onderaannemer werkt dient voor de parameters van punt a. vermeld te worden ;
- c. een **afschrift van de overeenkomst van onderaanneming**, met identificatie van de exploitatiesite en vermelding van de duur van de onderaanneming (bijlage 2) dient ingediend te worden.

**Identificatiedocumenten van de rechtspersoon die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak II, 1. en 2.)**

Bijlage 3 Het indienen van een afschrift van de bekendmaking van de statuten (in gecoördineerde versie) van de rechtspersoon of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag van bekendmaking van de statuten

Bijlage 4 Het indienen van een afschrift van het uittreksel dat de registratie bij het nationale handels- en vennootschappenregister bewijst

**Bijlage GEN 3 Documenten eigen aan de exploitatiezetel waarvoor de aanvraag ingediend wordt (organisatie, bevoegdheden)**

Bijlage 4 Het indienen van een gedetailleerd organogram van de exploitatiezetel, met vermelding van de personen bedoeld in artikel 39, § 1, 1° en 2° (laboratoriumverantwoordelijke en bevoegde persoon (personen) alsook een organogram dat de plaats van het laboratorium binnen de hele organisatie situeert

Bijlage 5 Het indienen van het tabel « **Ervaring\_kwalificaties** » dat ter beschikking gesteld is op de website van de administratie, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de aanvrager en door elke persoon bedoeld in artikel 39 § 1, 1° en 2° (laboratoriumverantwoordelijke(n) en bevoegde persoon (personen)).

Dit tabel vermeldt met name :

- de identiteit van de in dienst genomen natuurlijke personen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning aangevraagd wordt ;
- De kwalificaties van die personen : diploma / aantal jaar ervaring (in verband met de aangevraagde erkenning) ;
- De vakgebieden beheerst door iedere persoon in verband met de bevoegdheden die voor de uitoefening van de erkenning nodig zijn ;
- Het type contract en de aanstellingsperiode.

#### **Gegevens die specifiek nodig zijn voor de bevoegde persoon (personen)**

Voor elke bevoegde persoon, het volgende indienen :

- Bijlage 6 : een gedetailleerd curriculum vitae met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring die opgedaan is in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag ;
- Bijlage 7 : afschrift van het (de) diploma('s) ;
- Bijlage 8 : afschrift van de arbeidsovereenkomst tussen de bevoegde persoon en de aanvrager van de erkenning (of een door beide partijen medeondertekend document waaruit een aanstelling in de vorm van een arbeidsovereenkomst binnen de onderneming in de zin van de wet van 3 juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten bevestigd wordt, met vermelding van de duur ervan).

#### **Morele en financiële garanties**

Bijlage 9 Voor de aanvrager bedoeld in vak II. 1 en 2 (rechtspersoon), het indienen van een verklaring op erewoord behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden, waaruit blijkt dat de aanvrager :

- geen veroordeling in verband met de sociale, fiscale en financiële wetgevingen opgelopen heeft ;
- is zijn verplichtingen nagekomen inzake sociale zekerheid, directe belastingen en BTW ;
- over voldoende financiële middelen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning aangevraagd wordt ;

- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- geen rechtstreekse of onrechtstreekse directie- of beheersfunctie uitoefent, voor eigen rekening of via een persoon die voor zijn eigen rekening werkt, in een activiteit inzake productie, kwaliteitscontrole of grondbeheer in de zin van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, of in een activiteit in verband met de materiële uitvoering van saneringshandelingen en -werken

Bijlage 10.1 Het indienen van verklaringen op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke persoon bedoeld in vak II. 5.1, die aantonen dat :

- hij/zij geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet ontnomen werden.

Bijlage 10.2 Voor elke vennootschap bedoeld in vak II. 5.2, het indienen van een verklaring op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden, die aantoont dat de vennootschap :

- geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;

Bijlage 11 Het indienen van verklaringen op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke persoon bedoeld in artikel 39, § 1, 1<sup>o</sup>, die aantonen dat :

- hij/zij geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet ontnomen werden.

Bijlage 12 Het indienen van verklaringen op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door elke persoon bedoeld in artikel 39, § 1, 2° en § 2, die aantonen dat :

- hij/zij geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet ontnomen werden ;
- hij/zij zich ertoe verbindt de modules van voortgezette opleiding georganiseerd door de administratie of diens mandataris te volgen.

**Uitrusting en middelen op technisch, menselijk en informatica niveau als bedoeld in artikel 39, § 1, 3°**

Bijlage 13 : Het overzicht bijvoegen van het materieel alsook van de technische, menselijke en IT-middelen waarover de aanvrager beschikt om de wettelijke methoden en procedures toe te passen en de opdrachten uit te voeren waarvoor de erkenning vereist is, opgesteld naar het model verleend door de administratie via het leefmilieuwebportaal van het Waalse Gewest.

**Erkend kwaliteitsborgingsysteem als bedoeld in artikel 39, § 1, 4° (voor laboratoria van categorie 1 of 2)**

Bijlage 14 : Het volgende indienen voor laboratoria van categorie 1 of 2 :

- a. hetzij een afschrift van het accreditatiecertificaat ISO 17025 (met tenminste een geanalyseerd parameter) ;
- b. hetzij de documenten waaruit blijkt dat een ander organisatorisch en technisch kwaliteitsborgingsstelsel voor laboratoriumactiviteiten ingevoerd is, die door de administratie voorgeschreven of aanvaard wordt.

**Technisch onderzoeksrapport van het ISSeP (openbaar wetenschappelijk instituut) bedoeld in artikel 41 en uitvoeringsplanning van de bepalingen van artikel 39, § 1, 5°.**

Bijlage 15 : het indienen van het verslag van het ISSeP bedoeld in artikel 41.

Dit verslag bevat, voor de laboratoria van categorie 1 of 2, de "**Algemene overzichtstabel**" die door de administratie op het Waalse leefmilieuportaal ter beschikking gesteld wordt, naar behoren ingevuld en ondertekend door de partijen.

**Naleving van de regels bedoeld in artikelen 42 en 43.**

**Bijlage 16** : Het bijvoegen van de verklaring waarvan het model door de administratie verstrekt wordt via het leefmilieuwebportaal van het Waalse Gewest, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt het geheel aan regels bedoeld in artikelen 42 en 43 na te leven en te doen naleven, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon met bevoegdheid om de vennootschap te binden.

Ondergetekende(n), ....., de persoon (personen) geïdentificeerd in vak II. 5.1, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te ....., op .....

Handtekening

**Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, aangevuld met een elektronische handtekening die via een door de administratie goedgekeurd **stelsel** geleverd wordt.**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## Bijlage 6

**Algemene overzichtstabel die ingediend moet worden bij het ISSeP bij de aanvraag van een technisch onderzoek bij het ISSeP**

A. Algemene overzichtstabel									
Dient ingevuld te worden door het LABORATORIUM vóór het technisch onderzoek van het ISSeP						In te vullen door het ISSeP			
						In te vullen door het LABORATORIUM tijdens het technisch onderzoek van het ISSeP (in samenspraak met het ISSeP)			
Parameter (1)	Fiche nr (2)	Intern referentie nummer (3)	Identificatie van de toegepaste methode			De toegepaste methode wordt erkend (Ja-Nee) (7)	Onderzoek door het ISSeP van de conformiteit van de methode toegepast door het Laboratorium ten aanzien van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering (8)	CWEA-methode (9)	Verbintenis van het laboratorium om de CWEA-methode (of een gelijkwaardige methode) voor de voorziene datum uit te voeren (10)
			CWEA-methode (4)	Internationale methode (ref) (5)	Interne methode (ref) (6)				
<b>(1)</b> : Identificatie van de parameter + (CAS) : parameter(s) waarvoor de erkenning Laboratorium nodig is									
<b>(2)</b> : Nr van de informatiefiche in verband met het protocol, opgemaakt in overeenstemming met het CWEA en gevoegd bij dit tabel									
<b>(3)</b> : Intern referentienummer van de methode									
<b>(4)/(5)/(6)</b> : Het laboratorium identificeert de methodes toegepast voor de parameter en vult enkel één van de drie kolommen ; in kolom (4) : verwijzen naar het protocol inzake Afneming, het protocol inzake Voorbehandeling en het protocol inzake Analyse omschreven in het CWEA (Matrix bodem P-xx , S-I-xx et S-II-xx ou S-III-xx / Matrix water : P-xx et E-II-xx ou E-III-xx)									
<b>(7)</b> : De toegepaste methode wordt erkend (Ja-Nee)									
<b>(8)</b> : een methode wordt als conform beschouwd indien ze helemaal overeenstemt met het CWEA of indien ze als gelijkwaardig erkend wordt ; het ISSeP vermeldt : (a) indien de methode Overeenstemt (O) of Niet Overeenstemt (NO) met de methode aangekondigd door het laboratorium en vermeld in kolom (4) ; (b) indien de methode toegepast door het laboratorium en vermeld in kolommen (5) of (6) Gelijkwaardig (G + nr ISSeP-verslag) of Niet Gelijkwaardig (NG) is met de CWEA-methode vermeld in kolom (9)									
<b>(10)</b> : het laboratorium vermeldt de geplande datum voor de effectieve uitvoering van de CWEA-methode of de gelijkwaardige methode, bepaald in overeenstemming met het ISSeP (maximaal toegestane termijn, naargelang het geval : (a) indien het laboratorium aangeeft de CWEA-methode uit te voeren in kolom (4) en indien het ISSeP niet bevestigt dat er overeenstemming is tussen het protocol toegepast door het laboratorium en de aangekondigde methode (CWEA) : 6 maanden ; (b) indien het laboratorium aangeeft een methode uit te voeren die de CWEA-methode niet is in kolom (5) of (6) en indien het laboratorium de gelijkwaardigheid niet behaald heeft op de datum van : 2 jaar (1 jaar om de gelijkwaardigheid aan te tonen + 1 jaar om de gelijkwaardige methode op een gebruikelijke wijze uit te voeren )).									
<b>Matrix : bodem</b>									
<b>Metalen/metalloïden</b>									
arsen (CAS-7440-38-2)									
Analyse								S-II-2.2	
Voorbehandeling								S-I-I	
Afname								P-1, P-6, P-7, P-8, P-10	
cadmium (CAS-7440-43-9)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Voorbehandeling									
Afname									
chromium totaal									
Chroom : CAS 7440-47-3									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Voorbehandeling									
Afname									
Chroom III : CAS-16065-83-1 (de waarden voorgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering voor chroom totaal baseren op trivalent chroom)									
Analyse								S-II-2.1 ; S-II-2.2	
Voorbehandeling									
Afname									
chromium VI (CAS-18540-29-9)									





<b>Tetrachloromethaan (CAS-56-23-5)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>Tetrachloroetheen (PCE) (CAS-127-18-4)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>Trichloroetheen (TCE) (CAS-79-01-6)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>1,2-Dichloroetheen (som) (DCE)</b>							
cis-DCE (CAS-156-59-2)							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
trans-DCE (CAS-156-60-5)							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>Chloroetheen (VC) (CAS-75-01-4)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>1,1,1 - trichloroethaan (1,1,1-TCA) (CAS-71-55-6)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>1,1,2 - trichloroethaan (1,1,2 - TCA) (CAS-79-00-5)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>1,2 - dichloroethaan (1,2 - DCA) CAS-107-06-2)</b>							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>Cyaankali</b>							
Vrije cyaankali (CAS-57-12-5)							
Analyse							S-II-5.1 ; S-II-5.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>Andere organische verbindingen</b>							
Methyl-tert-butyl-ether (MTBE) (CAS-1634-04-4)							
Analyse							S-III-1.1 ; S-III-1.2
Voorbehandelin g							
Afname							
<b>Oliekoolwaterstoffen</b>							
deel EC > 5-8 (geen CAS)							
Analyse							S-III-4
Voorbehandelin g							
Afname							
Deel EC > 8-10 (geen CAS)							
Analyse							S-III-4
Voorbehandelin g							
Afname							
Deel EC >10-12 (geen CAS)							
Analyse							S-III-5
Voorbehandelin g							
Afname							
Deel EC > 12-16 (geen CAS)							
Analyse							S-III-5
Voorbehandelin g							
Afname							

Deel EC > 16-21 (geen CAS)								
Analyse								S-III-5
Voorbehandeling								
Afname								
Deel EC > 21-35 (geen CAS)								
Analyse								S-III-5
Voorbehandeling								
Afname								
<b>Andere parameters</b>								
Matière sèche (geen CAS)								
Analyse								
Voorbehandeling								S-I-3
Afname								
Indice phénol (geen CAS)								
Analyse								S-III-2.1
Voorbehandeling								
Afname								
<b>Matrix :water</b>								
<b>Metalen /métalloïdes</b>								
arsen (CAS-7440-38-2)								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
cadmium (CAS-7440-43-9)								
Analyse								E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
chrom totaal								
Chroom : CAS 7440-47-3								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
Chroom III : CAS-16065-83-1 (de waarden voorgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering voor chroom totaal baseren op trivalent chroom)								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
chromium VI (CAS-18540-29-9)								
Analyse								E-II-3
Afname								
koper (CAS-7440-50-8)								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
kwik (inorganisch Hg : CAS-7487-94-7)								
Analyse								E-II-2.1 ; E-II-2.2
Afname								
nikkel (CAS-7440-02-0)								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
lood (CAS-7439-92-1)								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
zink (CAS-7440-66-6)								
Analyse								E-II-1.1 ; E-II-1.2.1 ; E-II- 1.2.2
Afname								
<b>Niet-gehalogeneerde aromatische koolwaterstoffen</b>								
benzeen (CAS-71-42-2)								

Analyse									E-III-1.1 ; E-III-1.2
Afname									
Ethylbenzeen (CAS-100-41-4)									
Analyse									E-III-1.1 ; E-III-1.2
Afname									
ToluEEN (CAS-108-88-3)									
Analyse									E-III-1.1 ; E-III-1.2
Afname									
Xyleen (som) (CAS-1330-20-7)									
Analyse									E-III-1.1 ; E-III-1.2
Afname									
Styreen (CAS-100-42-5)									
Analyse									E-III-1.1 ; E-III-1.2
Afname									
Fenol (CAS-000108-95-2)									
Analyse									néant (réf E-III-2.2 mais non existante)
Afname									
<b>Niet-gehalogeneerde polycyclische aromatische koolwaterstoffen</b>									
Naftaleen (CAS-91-20-3)									
Analyse									E-III-1.1 ; E-III-1.2 ; E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Acenaftyleen (CAS-208-96-8)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Acenafteen (CAS-83-32-9)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Fluoreen (CAS-86-73-7)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Fenanthreen (CAS-85-01-8)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Anthraceen (CAS-120-12-7)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Fluorantheen (CAS-206-44-0)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Pyreen (CAS-129-00-0)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Benzo(a)anthraceen (CAS-56-55-3)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Chrysène (CAS-218-01-9)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Benzo(b)fluorantheen (CAS-205-99-2)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Benzo(k)fluorantheen (CAS-207-08-9)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
benzo(a)pyreen (CAS-50-32-8)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Dibenzo(ah)anthraceen (CAS-53-70-3)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Benzo(g,h,i)peryleen (CAS-191-24-2)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2
Afname									
Indeno(1,2,3-c,d)pyreen (CAS-193-39-5)									
Analyse									E-III-3.1 ; E-III-3.2



Voor de laboratoria uit cat. 3 :									
Lijst verbindingen (parameters of matrixen niet-bepaald in bijlage 1 van decreet van 1 maart 2018)									
Matrix : ...									
Parameter : ...									
Analyse									
Voorbehandeling									
Afname									

De vertegenwoordiger van het laboratorium verklaart voor echt dat de methodes, opgegeven in de tabel, toegepast worden door het laboratorium en verbindt zich ertoe de corrigerende maatregelen uit te voeren binnen de termijn bedoeld onder kolom 10.

Datum:

Handtekening

Op grond van zijn technisch onderzoek verklaart de vertegenwoordiger van ISSeP dat hij nagegaan heeft dat het laboratorium de gemelde methodes uit de tabel uitvoert, evenals de overeenstemming ervan met die methodes ten opzichte van het Waals compendium.

Datum:

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018

Voor de Regering,

De Minister-President

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

**Bijlage 7****REGISTRATIEAANVRAAGFORMULIER STAALNEMER**

*De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.*

*De vereiste documenten en attesten moeten origineel en minder dan drie maanden oud zijn, met uitzondering van het in bijlage 3 te verstrekken ISSeP-attest, dat maximaal 12 maanden vóór het indienen van dit formulier afgegeven moet worden.*

*Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, aangevuld met een elektronische handtekening die via een door de administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.*

**VAK I : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER (natuurlijke persoon)****1. Identiteit van de staalnemer :**

NAAM :

Voornaam :

Wenst de activiteit van staalnemer uit te oefenen\* :

0 voor eigen rekening

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) : .....

BTW-identificatienummer :

0 voor rekening van de volgende vennootschap :

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) : .....

Rechtsvorm : .....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) : ..... BTW-identificatienummer :

(\* ) Vakje aanvinken

**2. Adres :**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode :  
.....Straat : ..... nr..... bus  
..... : .....

Email : .....@.....

**3. Adres van de exploitatiezetel(s) bedoeld in de aanvraag**

Land: .....

Gemeente : ..... Postcode :  
.....Straat : ..... nr..... bus  
..... : .....

Email : .....@.....

**4. Contactpersoon in het kader van de aanvraag (persoon die de Franse taal beheerst) :**

NAAM : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

 : .....

Email : .....@.....

Voorkeursuur en -dag om gecontacteerd te worden :

.....

**VAK II : BIJLAGEN**

*De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.*

*De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.*

**Identificatiedocumenten van de persoon die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak I, punt 1.)**

Bijlage 1 Het indienen van een afschrift van het uittreksel dat de registratie bij het nationale handels- en vennootschappenregister bewijst

**Morele garanties ; materieel en technische en IT-middelen**

Bijlage 2 het indienen van een verklaring op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager bedoeld in vak I, die aantoont dat :

- hij/zij geen veroordeling opgelopen heeft in verband met gewestelijke milieuwetgevingen (voor het Waalse Gewest gaat het om overtredingen van de eerste en tweede categorie, zoals bepaald in het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu), met federale of enige andere milieuwetgevingen van een Lidstaat van de Europese Unie ;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten niet ontnomen werden,
- hij/zij beschikt over de nodige uitrusting en technische middelen voor de uitvoering van de opdrachten waarvoor de registratie vereist is ;
- hij/zij over de nodige uitrusting en IT-middelen beschikt die nodig zijn voor de mededeling van informatie naar de laboratoria, deskundigen of de administratie ;
- hij/zij over voldoende redactionele vaardigheden in het Frans of in het Duits beschikt ;

**Attest van deelname aan de ISSeP-opleiding - Staalnemer**

Bijlage 3 Het indienen van een afschrift van het recente attest (minder dan 12 maanden oud) van het ISSeP waaruit blijkt dat de aanvrager actief deelneemt aan de opleidingsmodule over de methoden van afnemering, monsterneming, conditionering en bewaring van monsters zoals beschreven in het « CWEA », het « CWBP » en andere technische documenten in verband met het besluit van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en -sanering.

**Verzekeringscontract**

Bijlage 4 Het indienen van het afschrift van de verzekeringscontract of van een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de registratie een beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten van de staalnemer

**Naleving van de regels bedoeld in artikelen 52 en 53**

Bijlage 5 : Het bijvoegen van de verklaring waarvan het model door de administratie verstrekt wordt via het leefmilieuwebportaal van het Waalse Gewest, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt het geheel aan regels bedoeld in artikelen 52 en 53 na te leven, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager.

Ondergetekende(n), ....., de persoon (personen) geïdentificeerd in vak I.1, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te ....., op .....

Handtekening

**Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, aangevuld met een elektronische handtekening die via een door de administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

**Bijlage 8****Formulier in verband met het kader « Decreet betreffende bodembeheer en bodemsanering » vermeld in de bijlagen 4 tot 9 van het reglementair Deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling****FORMULIER IN VERBAND MET HET KADER «DECREET BETREFFENDE BODEMBEHEER EN BODEMSANERING » AANVRAAGFORMULIEREN VOOR STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING, EENMALIG OF GEÏNTEGREERD**

*Dit formulier en de eventuele bijlagen moeten gevoegd worden bij het aanvraagformulier voor de vergunning aangevraagd bij de bevoegde overheid als bepaald in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.*

*De vereiste documenten zijn minder dan drie maanden oud*

*De termen « Decreet bodem » van dit formulier verwijzen naar het Decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.*

*Hulp bij het invullen van dit formulier is beschikbaar op het Milieuportaal van de Waalse Overheidsdienst*

<https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires.html>

**VAK I : VERIFICATIE VAN DE GEGEVENS VERMELD IN DE « B.D.E.S. » IN VERBAND MET HET GOED**

I.1. Gelieve de lijst van de kadastrale percelen in verband met het goed waarvoor een vergunning wordt aangevraagd en hun status in de « B.D.E.S. » te vermelden hetzij via de onderstaande behoorlijk ingevulde tabel hetzij door middel van een kleurenscreenshot van de identificatie van de betrokken percelen uit de « B.D.E.S. » en met vermelding van de raadplegingsdatum (in plaats van de screenshot kan ook een eensluidend verklaard uittreksel worden verstrekt, daarvoor worden wel kosten in rekening gebracht)

Referentie van het betrokken kadastrale perceel	Raadplegingsdatum in de B.D.E.S.	Statuut van het perceel in de B.D.E.S. : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Categorie 1 en/of 2 – zoals bedoeld in artikel 12 §2 en/of 3 van het Decreet Bodem</li> <li>- Categorie 3 – zoals bedoeld in artikel 12 §4 van het Decreet Bodem</li> <li>- Zonder statuut (kleurloos)</li> </ul>

I.2 Beschikt u over bijkomende informatie over de toestand van de bodem, met betrekking tot het voorwerp van de vergunningsaanvraag, die niet in de « BDES » aanwezig is en nog niet aan het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst overgemaakt is ?

- Ja, gelieve de procedure te volgen die in het Decreet Bodem bedoeld is, om :
- hetzij een aanvraag tot rechtzetting in te dienen (gebruik van de daartoe voorziene knop "rechtzetting" (rectification) voor elk perceel vermeld in de « B.D.E.S. »)
  - hetzij aangifte te doen van een bodemverontreiniging (aangifteformulier van bodemverontreiniging beschikbaar op het Leefmilieuportaal van de Waalse Overheidsdienst)
- Nee

## **VAK II : VEREISTE DOCUMENTEN KRACHTENS DE VERPLICHTINGEN UIT HET DECREET BODEM**

II.1. Zijn de in vak I.1 bedoelde kadastrale percelen die onder categorie 1 en/of 2 vallen, betrokken bij een vergunningsaanvraag overeenstemmend met een van de volgende gevallen, waardoor de verplichting tot het uitvoeren van een oriënteringsonderzoek voor deze percelen niet van toepassing is (gelieve het overeenstemmende vakje aan te vinken) :

1° vergunningsaanvraag met als hoofddoel de verwezenlijking van een netwerk voor de distributie, de productie of de sanering van water, elektriciteit of gas, telecommunicatie, tele-informatica, teledistributie of het vervoer van gas, elektriciteit of vloeistoffen ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

2° vergunningsaanvraag met als hoofddoel de verwezenlijking van wegenwerken ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

3° vergunningsaanvraag in verband met een tijdelijke vestiging in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en waarvan de onafgebroken exploitatieduur niet meer dan één jaar bedraagt.

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

4° vergunningsaanvraag waarvoor de nodige handelingen en werkzaamheden van beperkte aard of omvang zijn, overeenstemmend met :

1° de aanleg van een vaste installatie die niet bestemd is voor een woning en waarvan de stabiliteit verzekerd wordt door het feit dat ze op de grond steunt, in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

2° de bouw van een gebouw of van een werk of de aanleg van een vaste installatie die in de grond ingebouwd is of in de grond verankerd is, in de zin van artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op voorwaarde dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldaan wordt :

a) de bouw of installatie is niet voor een woning bestemd ;

b) de grondinneming is kleiner dan veertig vierkante meter ;

c) voor de handelingen en werken is er geen bodemuitgraving nodig ;

d) geen enkel deel van de bodem is bedekt met een ondoordringbare bedekking als gevolg van de werkzaamheden die in het kader van de vergunning uitgevoerd zijn ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

3° de aanzienlijke wijziging van het bodemreliëf op een oppervlakte kleiner dan veertig vierkante meter en waarvan de hoogte als ophoging of in ingraving maximaal vijftig centimeter bedraagt ten opzichte van het natuurlijk niveau van het terrein ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

4° het rooien of wijzigen van de beplanting in de zin van artikel D.IV.4, lid 1, 13°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op een oppervlakte van minder dan twintig vierkante meter ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

5° een bebossing in de zin van artikel D.I.V.4, lid 1, 4°, wanneer die bestemd is om een fytomanagementproject te verwezenlijken.

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden : .....

Nee

II.2. Voor de percelen bedoeld in vak I.1, opgenomen in categorie 1 en/of 2 en niet betrokken door één van de situaties beschreven in punt II.1, houdt de vergunningsaanvraag handelingen en werken in die in artikel 23, § 1, eerste lid, 1° en 2° van het Decreet Bodem bedoeld zijn ? Namelijk :

1° de uitvoering van handelingen en werken zoals bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 4°, 9° en 13° van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, voor zover ze een wijziging van de grondinneming met gevolgen voor het bodembeheer inhouden (namelijk een wijziging van de grondoppervlakte of een herbewerking van de bodem als gevolg van handelingen en werken die onderzoeken, analyses of saneringshandelingen en -werken mogelijk beletten of uiterst moeilijk maken, die gericht zijn op een bodemverontreiniging die op het terrein zelf of in de directe omgeving ervan geïdentificeerd is.

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen te vermelden en een korte beschrijving te geven van de handelingen en werken die u overweegt : .....

Nee

2° een wijziging van het gebruikstype naar een dwingender gebruik, veroorzaakt door een wijziging van bestemming (zoals bedoeld in bijlage 2 van het Decreet Bodem) of van feitelijk gebruik (zoals bedoeld in de bijlage van hetzelfde decreet) ;

Ja, gelieve de betrokken kadastrale percelen alsook de overwogen wijziging van gebruik te vermelden : .....

Nee

II.3. Voor de percelen bedoeld in vak I.1, opgenomen in categorie 1 en/of 2 en niet betrokken door één van de situaties beschreven in punt II.1 maar wel betrokken door de handelingen en werken beschreven in punt II.2, kan een afwijking in de zin van artikel 29, § 1, van het BodemDecreet gebruikt worden ?

Ja, gelieve

- de toepasselijke afwijking te vermelden : ....
- in geval van gebruik van een afwijking bedoeld in lid 1, 3° of 4°, van artikel 29, § 1, gelieve een attest op erewoord bij te voegen volgens welke geen vervuiling of vermoedelijke vervuiling die zich later heeft voorgedaan of die niet onderzocht is, of geen noemenswaardig element op de betrokken percelen ontstaan is die in overweging genomen kon worden

Nee, gelieve bij dit formulier een oriënteringsonderzoek over deze percelen te voegen, uitgevoerd door een erkende deskundige, zoals vereist door het Decreet Bodem, en gelieve tegelijkertijd dit onderzoek in te dienen bij de Directie Bodemsanering van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu

Ik, ondergetekende ..... , bevestig dat de in dit formulier verstrekte informatie juist en oprecht is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## **Bijlage 9**

### **Waalse code van goede praktijken**

#### **Voornaamste elementen die in aanmerking moeten worden genomen bij het vaststellen van de referentiële handleidingen, structuur en inhoud van de verslagen**

##### **Referentiële handleiding voor het oriënteringsonderzoek (GREO)**

De handleiding bepaalt het kwaliteitsniveau waaraan het oriënteringsonderzoek moet voldoen om de doelstellingen vastgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering te bereiken. Ze preciseert de te verzamelen gegevens alsook de methodologische specificiteiten waaraan bodembeheerdeskundigen moeten voldoen om deze doelstellingen te bereiken.

Het oriënteringsonderzoek dient om de eventuele aanwezigheid van een verontreiniging in de bodem op te sporen en om, desgevallend, een eerste omschrijving en raming van de omvang daarvan te geven. De conclusie van het onderzoek moet de rechtvaardiging van de noodzaak van een kenmerkenonderzoek en, in voorkomend geval, van een risico-onderzoek mogelijk maken. Het onderzoek kan ook leiden tot aanbevelingen i.v.m. de opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden.

Het kan ook leiden tot een voorstel van bodemcontrolecertificaat (CCS) wanneer er geen bodemverontreiniging is. In dit geval moeten de conclusies van het onderzoek het mogelijk maken om de afwezigheid van verontreiniging te garanderen met voldoende kwaliteit en niveau van informatie.

In deze optiek bepaalt de handleiding de te verzamelen gegevens en de te volgen methodologieën teneinde:

- te beschikken over historische, administratieve en milieugegevens betreffende een grond;
- staalafname- strategieën en -plannen vast te stellen;
- onderzoekingen inzake opsporen van verontreiniging (aantal boringen, piëzometers, analyses,..) uit te voeren volgens nauwkeurige richtsnoeren om een "gemeenschappelijke norm" en de kwaliteit van de informatie te waarborgen;

- de resultaten ten opzichte van het reglementaire kader en de kenmerken van de grond te interpreteren;
- het onderzoekverslag te structureren en op te stellen;
- een referentiekader te bieden aan de hand waarvan de administratie de conformiteit van het onderzoek en de representativiteit van de voorgestelde resultaten kan beoordelen.

De handleiding laat de afwijking van de voorgeschreven methodologische voorschriften toe voor zover een rechtvaardiging, gestaafd door een kwaliteitsvolle argumentering, verstrekt wordt en voor zover de alternatieve methode het mogelijk maakt eenzelfde kwaliteitsniveau van de informatie te bereiken.

### **Inhoud van de Referentiële handleiding voor het oriënteringsonderzoek (GREO)**

#### **Inleiding**

De handleiding stelt in de inleiding de door het oriënteringsonderzoek specifiek nagestreefde doelstellingen en de rol van de deskundige voor.

#### **methodologie**

De handleiding zorgt voor de organisatie van de uitvoering van een oriënteringsonderzoek in drie opeenvolgende fasen:

**Fase I: Voorbereidend onderzoek**

De handleiding stelt de te verzamelen gegevens en de doelstellingen van het voorbereidend onderzoek vast. Ze bepaalt de uit te voeren middelen en methodes om:

1) de relevante gegevens en opmerkingen betreffende de grond en de omgeving ervan te verzamelen. In deze optiek bepaalt de handleiding de middelen die uitgezet of geraadpleegd moeten worden voor de verzameling van:

- administratieve gegevens;
- historische gegevens met inbegrip van de inventaris van de activiteiten die op de grond zijn uitgevoerd;
- milieugegevens.

2) de potentiële verontreinigingsbronnen en de relevante vervuilende stoffen, met inbegrip van de grondopvullingen, te identificeren en te lokaliseren.

**Fase II: Onderzoeking van de verdachte zones**

De handleiding stelt te gegevens die in het kader van de onderzoekingsfase verzameld moeten worden, en de door deze onderzoeking nagestreefde doelstellingen vast.

De handleiding bepaalt de staalafname- en analysestrategieën die van toepassing zijn volgens de hypothesen m.b.t. de verdeling van de vervuilende stoffen – vlek versus grondopvulling – die in de grond potentieel aanwezig zijn en naar gelang van de gegevens uit het voorbereidend onderzoek.

Ze preciseert ook de beginselen die nodig zijn voor de opmaking en de voorstelling van het staalafnameplan naar geval van de verdachte zones en van de kenmerken van de grond alsook de toepasselijke richtsnoeren en aanbevelingen inzake de uitvoering van de veldwerken en analyses.

**Fase III : Interpretatie van de resultaten en conclusies**

De handleiding bepaalt de voorstellings- en interpretatiemodaliteiten voor de resultaten ten opzichte met name van het technische kader (terreinwaarnemingen, toegepaste strategieën, kenmerken van de grond...) en van het wettelijke kader (perceel, normen, verplichtingen...) via met name een conceptueel model van de site (MCS).

Ze bepaalt de draagwijdte van de conclusies ten opzichte van de doelstellingen van het oriënteringsonderzoek, de uitvoering van de opvolgingsmaatregelen (aard en termijnen), de noodzaak van de uitvoering van een kenmerkenonderzoek en van een risico-onderzoek.

De handleiding herinnert aan de doelstellingen van het onderzoek en bepaalt de voor te stellen gegevens om vast te stellen of aan deze doelstellingen volledig wordt voldaan.

Ze bepaalt de methodologie die ertoe strekt het geheel van deze gegevens te synthetiseren, te interpreteren en voor te stellen in de vorm van een conceptueel model van de site (CMS).

**inhoud en structuur van het verslag van het oriënteringsonderzoek**

De handleiding stelt de inhoud en de structuur van het verslag en van de bijlagen ervan alsook de modaliteiten die nuttig zijn voor de indiening van de onderzoeken door een mandataris vast.

De handleiding bepaalt de inhoud van de samenvatting van het onderzoek.

De handleiding definieert de kaarten en plannen die bij het verslag gevoegd moeten worden en stelt een aantal aanbevelingen vast i.v.m. de voorstelling van bedoelde kaarten en plannen om de leesbaarheid ervan te garanderen.

Ze verwijst ook naar een reeks tabellen waarmee de informatie op synthetische wijze voorgesteld kan worden.

Ze bepaalt de al dan niet geïnformatiseerde formulieren voor de verzameling van gegevens alsook de modaliteiten voor hun overmaking aan de administratie.

De handleiding bepaalt de modaliteiten van de voorstelling van het voorblad van het onderzoek en de gegevens die hierop opgenomen moeten worden.

Het verslag bevat minimum vijf hoofdstukken, een samenvatting en een aantal bijlagen, kaarten en plannen, als volgt gestructureerd:

Samenvatting

Hoofdstuk 1 : Inleiding

Hoofdstuk 2 : Algemene context

Hoofdstuk 3 : Onderzoeking van de verdachte zones

Hoofdstuk 4 : Interpretatie van de resultaten

Hoofdstuk 5 : Operationele conclusies en aanbevelingen

Bijlagen, kaarten en plannen

### **Referentiële handleiding voor het kenmerkenonderzoek (GREC)**

De handleiding bepaalt het kwaliteitsniveau waaraan het kenmerkenonderzoek moet voldoen om de doelstellingen vastgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering te bereiken. Ze preciseert de te verzamelen gegevens alsook de methodologische specificiteiten waaraan bodembeheerdeskundigen moeten voldoen om deze doelstellingen te bereiken.

Het kenmerkenonderzoek heeft de volgende doelstellingen : de aard van de aangetroffen verontreinigingen identificeren, ze in de ruimte afbakenen en de intensiteit ervan beoordelen en, in voorkomend geval, vaststellen of ze ernstige risico's vormen. In dit laatste geval moet de conclusie van het onderzoek de noodzaak van de al dan niet uitvoering van een risico-onderzoek rechtvaardigen en in voorkomend geval rekening houden met dit onderzoek. Het onderzoek kan ook leiden tot aanbevelingen i.v.m. de veiligheids-en opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden.

Het kenmerkenonderzoek moet ook bepalen of het noodzakelijk is om al dan niet over te gaan tot een sanering en aanwijzingen geven i.v.m. de termijnen en de dringende sanering.

In geval van **historische verontreinigingen** kan het kenmerkenonderzoek tenslotte leiden tot een voorstel van bodemcontrolecertificaat (CCS) wanneer bedoelde verontreinigingen geen **ernstig risico** vormen. De conclusies van de deskundige moeten dan het mogelijk maken om deze bewering met voldoende kwaliteit en niveau van informatie te garanderen.

In deze optiek bepaalt de handleiding de te verzamelen gegevens en de te volgen methodologie teneinde:

- over de voor de uitvoering van het onderzoek nodige gegevens te beschikken;
- staalafnamesstrategieën en -plannen vast te stellen;
- onderzoekingen inzake afbakening en volumetrie van de verontreinigingen (aantal boringen, piëzometers, analyses,..) uit te voeren volgens nauwkeurige richtsnoeren om een "gemeenschappelijke norm" en de kwaliteit van de informatie te waarborgen;
- de resultaten ten opzichte van het reglementaire kader en de kenmerken van de grond te interpreteren, waarbij rekening moet worden gehouden met de vrijwaring van de burgerrechten van derden die door de verontreiniging worden getroffen, tegen een kennelijke schending;
- het onderzoekverslag te structureren en op te stellen;
- een referentiekader te bieden aan de hand waarvan de administratie de conformiteit van het onderzoek en de representativiteit van de voorgestelde resultaten kan beoordelen.

De handleiding laat de afwijking van de voorgeschreven methodologische voorschriften toe voor zover een rechtvaardiging, gestaafd door een kwaliteitsvolle argumentering, verstrekt wordt en voor zover de alternatieve methode het mogelijk maakt eenzelfde kwaliteitsniveau van de informatie te bereiken.

## **Inhoud van de Referentiële handleiding voor het kenmerkenonderzoek (GREC)**

### **Inleiding**

De handleiding stelt in de inleiding de door het kenmerkenonderzoek specifiek nagestreefde doelstellingen en de rol van de deskundige voor.

### **Methodologie**

De handleiding organiseert de uitvoering van een kenmerkenonderzoek in drie opeenvolgende fasen:

#### **Fase I: Voorbereidend onderzoek**

De handleiding stelt de te verzamelen gegevens en de doelstellingen van het voorbereidend onderzoek vast. Ze bepaalt de uit te voeren middelen en methoden om:

- 1) de relevante gegevens en opmerkingen betreffende de grond die in het stadium van het oriënteringsonderzoek zijn gemaakt, op te tellen, aan te vullen en bij te werken.

De handleiding kan verwijzen naar de voorschriften van de referentiële handleiding voor het oriënteringsonderzoek voor het verwerven van ontbrekende gegevens.

- 2) het conceptueel model van de site (MCS) te valideren of bij te werken;
- 3) het doel van het onderzoek nader te bepalen en aan te geven welke gegevens moeten worden verkregen, met name door de verontreiniging te kwalificeren als vlek van verontreiniging en grondopvulling.

## **Fase II: Kenmerken van de verontreinigingen**

De handleiding stelt te gegevens die in het kader van de onderzoekingsfase verzameld moeten worden, en de door deze onderzoeking nagestreefde doelstellingen vast.

De handleiding bepaalt de staalafname- en analysestrategieën die van toepassing zijn volgens de hypothesen m.b.t. de verdeling van de vervuilende stoffen – vlek *versus* grondopvulling – die in de grond potentieel aanwezig zijn en naar gelang van de gegevens uit het voorbereidend onderzoek en uit het oriënteringsonderzoek.

Ze bepaalt algemene richtsnoeren die van toepassing zijn met name inzake afbakening van de verontreinigingen ten opzichte van de normen, inzake berekening van de volumetrie, inzake relevante vervuilende stoffen en bepaling van het piëzometrisch niveau.

De handleiding voorziet in de regels die voor de combinatie van strategieën van toepassing zijn.

Ze bepaalt ook de beginselen die nodig zijn voor de opmaking en de voorstelling van het staalafnameplan naar geval van de kritische zones en van de kenmerken van de grond alsook de toepasselijke richtsnoeren en aanbevelingen inzake de uitvoering van de veldwerken en analyses.

## **Fase III : Interpretatie van de resultaten en conclusies**

De handleiding bepaalt de voorstellings- en interpretatiemodaliteiten voor de resultaten ten opzichte met name van het technische kader (terreinwaarnemingen, toegepaste strategieën, kenmerken van de grond...) en van het wettelijke kader (perceel, normen, saneringsverplichtingen, saneringsdoelstellingen...).

Ze bepaalt de wijze waarop er in de conclusies van het kenmerkenonderzoek rekening moet worden gehouden met de conclusies van een risico—onderzoek, uitgevoerd overeenkomstig de referentiële handleiding voor het risico-onderzoek (GRER).

Ze preciseert de draagwijdte van de conclusies ten opzichte van de doelstellingen van het kenmerkenonderzoek, van met name de uitvoering van de veiligheidsmaatregelen (aard en termijnen), de noodzaak en het dringende karakter van een sanering en de doelstellingen ervan.

De handleiding herinnert aan de doelstellingen van het onderzoek en bepaalt de voor te stellen gegevens om vast te stellen of aan deze doelstellingen volledig wordt voldaan.

Ze bepaalt de methodologie die ertoe strekt het geheel van deze gegevens te synthetiseren, te interpreteren en voor te stellen in de vorm van een conceptueel model van de site (CMS).

### **Inhoud en structuur ten opzichte van het kenmerkenonderzoek en het gecombineerd onderzoek**

De handleiding stelt de inhoud en de structuur van het verslag en van de bijlagen ervan alsook de modaliteit die nuttig zijn voor de indiening van de onderzoeken door een mandataris, vast.

De handleiding bepaalt de inhoud van de samenvatting van het onderzoek.

De handleiding definieert de kaarten en plannen die bij het verslag gevoegd moeten worden en stelt een aantal aanbevelingen vast i.v.m. de voorstelling van bedoelde kaarten en plannen om de leesbaarheid ervan te garanderen.

Ze verwijst ook naar een reeks tabellen waarmee de informatie op synthetische wijze voorgesteld kan worden.

Ze bepaalt de al dan niet geïnformatiseerde formulieren voor de verzameling van gegevens alsook de modaliteiten voor hun overmaking aan de administratie.

De handleiding bepaalt de modaliteiten van de voorstelling van het voorblad van het onderzoek en de gegevens die hierop opgenomen moeten worden.

Het verslag bevat minimum vijf hoofdstukken, een samenvatting en een aantal bijlagen, kaarten en plannen, als volgt gestructureerd:

Samenvatting

Hoofdstuk 1 : Inleiding

Hoofdstuk 2 : Actualisering van de algemene context

Hoofdstuk 3 : Kenmerken van de verontreinigingen

Hoofdstuk 4 : Interpretatie van de resultaten

Hoofdstuk 5 : Operationele en bijkomende conclusies en aanbevelingen

Bijlagen, kaarten en plannen

Bij gebrek aan referentiële handleiding voor het gecombineerd onderzoek bepaalt de referentiële handleiding voor het kenmerkenonderzoek de inhoud en de structuur van het verslag van het gecombineerd onderzoek dat minimum vijf hoofdstukken, een samenvatting en een aantal bijlagen, kaarten en plannen omvat, als volgt gestructureerd:

Samenvatting

Hoofdstuk 1 : Inleiding

Hoofdstuk 2 : Algemene context

Hoofdstuk 3 : Onderzoeking van de verdachte zones en werken voor het kenmerken van de verontreinigingen

Hoofdstuk 4 : Interpretatie van de resultaten

Hoofdstuk 5 : Operationele en bijkomende conclusies en aanbevelingen

Bijlagen, kaarten en plannen

### Referentiële handleiding voor het risico-onderzoek (**GRER**)

De handleiding bepaalt het kwaliteitsniveau waaraan het risico-onderzoek moet voldoen om de doelstellingen vastgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering te bereiken. Ze bepaalt de te verzamelen gegevens alsook de methodologische specificiteiten waaraan bodembeheerdeskundigen moeten voldoen om deze doelstellingen te bereiken.

Het risico-onderzoek dient voor de bepaling van :

1. 1° het risiconiveau voor de menselijke gezondheid en voor de kwaliteit van het leefmilieu rekening houdend o.a. met de eventuele mobiliteit van de vervuilende stoffen en het gebruik van de grond; het risico-onderzoek moet ook het mogelijk maken te bepalen dat een verontreiniging al dan niet een ernstig risico vormt;
2. 2° de noodzaak en het dringende karakter van de sanering en, indien ja, de aanbevelingen betreffende de data waarop de saneringshandelingen en -werken aangevat en voltooid moeten worden;
3. 3° de aanbevelingen i.v.m. de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden.
4. de concentratie van vervuilende stoffen, waarbij het ernstige risico kan worden geschrapt;
5. de overblijvende risico's voortvloeiend uit een gedeeltelijke sanering naar gelang van de beschikbare beste technieken.

De handleiding bepaalt de te verzamelen gegevens en de te volgen methodologieën teneinde:

- een risico-onderzoek uit te voeren volgens de drie volgende onderdelen:
  - beoordeling van de risico's voor de menselijke gezondheid;
  - beoordeling van de risico's voor het grondwater (risico's van uitspoeling en verspreiding)
  - beoordeling van de risico's voor de ecosystemen.
- voor elk van de drie onderdelen, een risico-onderzoek in 2 fasen uit te voeren:
  - een **gesimplificeerde beoordeling van de risico's** (ESR), aan de hand van eenvoudige hulpmiddelen met bewarend karakter;

- een **gedetailleerde beoordeling van de risico's** (EDR) aan de hand van een modellering en eventueel van specifieke maatregelen teneinde het geheel van de kenmerken van de site en van de aanwezige verontreinigingen in aanmerking te nemen.
- de verkregen resultaten in termen van risico's en ernstig risico te interpreteren en de veiligheids-en/of opvolgingsmaatregelen gebonden aan het(de) betrokken blootstellingsscenario(s) te bepalen;
- het onderzoekverslag te structureren en op te stellen;
- een referentiekader te bieden aan de hand waarvan de administratie de conformiteit van het onderzoek en de representativiteit van de voorgestelde resultaten kan beoordelen.

Deze handleiding geeft de richtsnoeren, de voorschriften en de aanbevelingen die gevolgd moeten worden bij de uitvoering van een risico-onderzoek. Ze hebben met name betrekking op:

- de verbanden die met eerdere onderzoeken (oriënteringsonderzoek en kenmerkenonderzoek) moeten worden gelegd;
- de naar gelang van het gebruik van de grond toepasselijke scenario's;
- de concentratie van vervuilende stoffen die in aanmerking moeten worden genomen naar gelang van de type verontreiniging;
- de onderdelen waarop het risico-onderzoek betrekking moet hebben naar gelang met name van het gebruik van de grond;
- de voorwaarden waaronder een gesimplificeerde beoordeling van de risico's (ESR) en een gedetailleerde beoordeling van de risico's (EDR) worden uitgevoerd;
- de criteria die het ernstige risico vaststellen;
- de regels inzake de additiviteit van de risico's.

De handleiding bepaalt de informatische hulpmiddelen of software die in het kader van de toepassing van de referentiële handleiding voor het risico-onderzoek (GRER) gebruikt moeten worden en de modaliteiten voor het gebruik en de parametrisatie van die hulpmiddelen.

De handleiding laat de afwijking van de voorgeschreven methodologische voorschriften toe voor zover een rechtvaardiging, gestaafd door een kwaliteitsvolle argumentering, verstrekt wordt en voor zover de alternatieve methode het mogelijk maakt eenzelfde kwaliteitsniveau van de informatie te bereiken.

## **Inhoud van de Referentiële handleiding voor het risico-onderzoek (GRER)**

De handleiding bestaat uit vijf delen.

### **DEEL A: ALGEMENE METHODOLOGIE**

De handleiding stelt de door het risico-onderzoek specifiek nagestreefde doelstellingen, de rol van de deskundige voor en stelt de algemene beginselen vast die van toepassing zijn voor de uitvoering van het risico-onderzoek.

Ze bevat:

- de kernbegrippen en hun uitleggingscriteria;
- de omschrijving van de stappen van de methodologie;
- de instructies voor algemene toepassing bij de uitvoering van risico-onderzoeken, met name met betrekking tot het conceptuele model van de site, de concentraties van vervuilende stoffen, de soorten huidig of voorgesteld feitelijk en rechtelijk gebruik en de voorwaarden voor gebruik van het grondstuk;
- de algemene beslissingscriteria tot vaststelling van het ernstig risico;
- de regels voor de interpretatie en de globalisering van de resultaten naar gelang van de 3 risicobeoordelingonderdelen.

De algemene methodologie die van toepassing is op de gesimplificeerde beoordeling van de risico's (ESR) en de gedetailleerde beoordeling van de risico's (EDR) wordt in drie fasen georganiseerd

1. **Fase I: Voorbereidende analyse**
2. **Fase II: Analyse van de gegevens-kenmerk van de risico's.**
3. **Fase III : Interpretatie van de resultaten**

### **DEEL B: risicobeoordelingsmethode voor de menselijke gezondheid**

De handleiding bepaalt de beoordelingsmethode voor het risico voor de menselijke gezondheid dat kan voortvloeien uit een blootstelling aan een verontreiniging, door de dosis in te schatten, waaraan een ontvanger (menselijk doelwit) via de verschillende relevante wijzen van overdracht wordt voorgesteld.

De handleiding bepaalt de concepten waarop de methodologie zich baseert; ze bepaalt de gegevens en parameters die in aanmerking moeten worden genomen bij het opstellen van het conceptuele model van de site voor de beoordeling van de risico's voor de menselijke gezondheid.

Ze bepaalt de te verzamelen gegevens en stelt de methodologie vast voor de uitvoering van de gesimplificeerde beoordeling van de risico's (ESR) en de gedetailleerde beoordeling van de risico's (EDR), de voorgestelde hulpmiddelen alsook de modaliteiten voor het gebruik en de configuratie van deze hulpmiddelen.

In het kader van de gesimplificeerde beoordeling van de risico's stelt de handleiding de voor de menselijke gezondheid aanvaardbare grenswaarden en de methodologie om de gegevens van de grond te beoordelen ten opzichte van grenswaarden.

In het kader van de gedetailleerde beoordeling van de risico's bepaalt ze de wijze van beoordeling van de blootstellingsdosis en de gevaarindicator.

De handleiding stelt de regels vast voor de interpretatie van de resultaten inzake de aanvaardbaarheid van de risico's (beslissingscriteria), behoeften aan veiligheids- en/of opvolgingsmaatregelen en bepaling van de saneringsdoelstellingen voor de bescherming van de menselijke gezondheid.

### **DEEL C : risicobeoordelingsmethode voor het grondwater**

De handleiding bepaalt de risicobeoordelingsmethode voor het grondwater volgens welke de mogelijke effecten van een bestaande verontreiniging van een grond op de grondwatervoorraden en de andere doelwitten/ontvangers gebonden aan het grondwater, zoals het oppervlaktewater en de winningen, nader bepaald moeten worden

De handleiding bepaalt de concepten gebonden aan de hydrageologische begrippen waarop de methodologie zich baseert; ze bepaalt de gegevens en parameters die in aanmerking moeten worden genomen bij het opstellen van het conceptuele model van de site voor de beoordeling van de risico's voor het grondwater.

Ze bepaalt de te verzamelen gegevens en stelt de methodologie vast voor de uitvoering van de gesimplificeerde beoordeling van de risico's en de gedetailleerde beoordeling van de risico's, de voorgestelde hulpmiddelen alsook de modaliteiten voor het gebruik en de configuratie van deze hulpmiddelen.

De risico's kunnen worden overwogen op basis van de verschillende processen voor de overdracht van de vervuilende stoffen naar de verzadigde en onverzadigde gebieden (uitspoeling en verspreiding....). In dit geval bepaalt de handleiding ook de regels voor de integratie van risico's volgens de verschillende overwogen overdrachtsprocessen.

In het kader van de gesimplificeerde beoordeling van de risico's stelt de handleiding de voor de menselijke gezondheid aanvaardbare grenswaarden en de methodologie om de gegevens van de grond te beoordelen ten opzichte van grenswaarden.

In het kader van de gedetailleerde beoordeling van de risico's stelt de handleiding de methodologie vast die ertoe strekt de overdracht van de vervuilende stoffen naar of in het grondwater te modelleren en om de impact ervan te meten. Deze gedetailleerde beoordeling heeft betrekking op de ontvangers, hun blootstellingsvoorwaarden en hun verontreinigingsbronnen.

De handleiding stelt de regels vast voor de interpretatie van de resultaten inzake onzekerheden, aanvaardbaarheid van de risico's (beslissingscriteria), behoeften aan veiligheids- en/of opvolgingsmaatregelen en bepaling van de saneringsdoelstellingen voor de bescherming van het grondwater.

#### **DEEL D: risicobeoordelingsmethode voor de ecosystemen**

De handleiding bepaalt de risicobeoordelingsmethode voor de ecosystemen. Met deze methode moet worden bepaald of er wegens de aanwezigheid van vervuilende stoffen in de bodems en/of in het grondwater al dan niet een biologische stress of een ernstig risico voor het ecosysteem, voor de ene of de andere overwogen ecologische ontvangers bestaat .

De algemene methodologie die van toepassing is op de gesimplificeerde beoordeling van de risico's (ESR) en de gedetailleerde beoordeling van de risico's (EDR) wordt in drie fasen georganiseerd:

De handleiding bepaalt de concepten gebonden aan de ecosystemen waarop de methodologie zich baseert; ze bepaalt de gegevens en parameters die in aanmerking moeten worden genomen (representatieve concentratie, soort vervuilende stof, blootstellingsscenario, ecologische ontvanger...) en de methodologie die toegepast moet worden bij het opstellen van het conceptuele model van de site voor de beoordeling van de risico's voor de ecosystemen.

Ze bepaalt de te verzamelen gegevens en stelt de methodologie vast die toegepast moet worden om de gesimplificeerde beoordeling van de risico's (ESR) en de gedetailleerde beoordeling van de risico's (EDR) te verwezenlijken, de voorgestelde hulpmiddelen alsook de modaliteiten voor het gebruik en de configuratie van deze hulpmiddelen.

In het kader van de gesimplificeerde beoordeling van de risico's bepaalt de handleiding de voor de ecosystemen aanvaardbare grenswaarden en de methodologie om de gegevens van de grond te beoordelen ten opzichte van grenswaarden.

In het kader van de gedetailleerde beoordeling van de risico's stelt de handleiding de methodologie vast die ertoe strekt de ecotoxicologische impact te modelleren en te meten. Deze gedetailleerde beoordeling heeft betrekking op de ontvangers, hun blootstellingsvoorwaarden en de bronnen van stress van de overwogen grond.

De handleiding stelt de regels van interpretatie van de resultaten vast, die gedifferentieerd zijn volgens het gebruik van de grond en de onmiddellijke omgeving ervan.

De interpretatie heeft betrekking op de onzekerheden, de aanvaardbaarheid van de risico's (beslissingscriteria), de behoeften aan veiligheids- en/of opvolgingsmaatregelen en de bepaling van de saneringsdoelstellingen om het herstel van de biologische kwaliteit van de omgeving te bevorderen.

**DEEL E : inhoud en structuur van het verslag van het risico-onderzoek**

De handleiding bepaalt de inhoud en de structuur van het verslag en van de bijlagen ervan voor de gesimplificeerde beoordeling van de risico's en voor de gedetailleerde beoordeling van de risico's. Ze preciseert de elementen die gebonden zijn aan de reeds uitgevoerde onderzoeken (oriënteringsonderzoek en kenmerkenonderzoek).

De handleiding bepaalt de inhoud van de samenvatting van het onderzoek.

De handleiding definieert de kaarten en plannen die bij het verslag gevoegd moeten worden en stelt een aantal aanbevelingen vast i.v.m. de voorstelling van bedoelde kaarten en plannen om de leesbaarheid ervan te garanderen.

Ze verwijst ook naar een reeks tabellen waarmee de informatie op synthetische wijze voorgesteld kan worden.

Ze bepaalt, wat betreft de hulpmiddelen voor de beoordeling van de risico's, de al dan niet geïnformatiseerde formulieren voor de verzameling van gegevens alsook de modaliteiten voor hun overmaking aan de administratie.

De handleiding bepaalt de modaliteiten van de voorstelling van het voorblad van het onderzoek en de gegevens die hierop opgenomen moeten worden.

Het verslag bevat minimum vier hoofdstukken, een samenvatting en een aantal bijlagen, kaarten en plannen, als volgt gestructureerd:

## Samenvatting

Hoofdstuk 1 : Kenmerken van de site

Hoofdstuk 2 : Voorbereidende analyse

Hoofdstuk 3 : Beoordeling van de risico's (gesimplificeerde beoordeling van de risico's en gedetailleerde beoordeling van de risico's)

Hoofdstuk 4 : Globalisering van de resultaten en conclusies

Bijlagen, kaarten en plannen

## **Referentiële handleiding voor het saneringsproject (GRPA)**

De handleiding bepaalt het kwaliteitsniveau waaraan het saneringsproject moet voldoen om de voorschriften vastgesteld in de artikelen 53 tot 58 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering te vervullen. Ze bepaalt de te verzamelen gegevens alsook de methodologische specificiteiten waaraan bodembeheerdeskundigen moeten voldoen om deze doelstellingen te bereiken.

Het saneringsproject heeft als doel de voorstelling van het type saneringswerken en de uitvoeringsmethode van de saneringswerken die het meest geschikt zijn om de in het decreet vastgelegde saneringsdoelstellingen te bereiken en, in voorkomend geval, naar gelang van de beste beschikbare technieken.

In deze optiek bepaalt de handleiding de te verzamelen gegevens en de te volgen methodologie teneinde:

- over de voor de uitvoering van het saneringsproject nodige gegevens te beschikken;
- de verschillende toepasselijke technieken te analyseren en de optimale variant te kiezen, die zo goed mogelijk de doelstellingen van het decreet vervult en die de in de zin van het decreet best beschikbare technieken uitvoert;
- de optimale variant en haar uitvoeringsmodaliteiten te omschrijven;

- het verslag te structureren en op te stellen en te zorgen voor de leesbaarheid ervan in het kader van de openbare raadpleging (projectaankondiging of, in voorkomend geval, openbaar onderzoek);
- een referentiekader te bieden aan de hand waarvan de administratie de conformiteit van het onderzoek en de representativiteit van de voorgestelde resultaten kan beoordelen.

De handleiding laat de afwijking van de voorgeschreven methodologische voorschriften toe voor zover een rechtvaardiging, gestaafd door een kwaliteitsvolle argumentering, verstrekt worden en de alternatieve methode het mogelijk maakt eenzelfde kwaliteitsniveau van de informatie te bereiken.

### **Inhoud van de referentiële handleiding voor het saneringsproject (GRPA)**

#### **Inleiding**

De handleiding stelt in de inleiding de door het saneringsproject specifiek nagestreefde doelstellingen, de te volgen stappen, de methodologische principes, de rol van de deskundige en de concepten waarop de methodologie zich baseert, voor.

De handleiding bepaalt de inhoud van de niet-technische samenvatting van het onderzoek en de doelstellingen ervan.

#### **Methodologie**

De handleiding bevat de algemene beginselen waarop de methodologie, georganiseerd in drie opeenvolgende fasen, zich baseert.

**Fase I: Voorbereidend onderzoek**

De handleiding stelt de te verzamelen gegevens en de doelstelling van het voorbereidend onderzoek vast. Ze definieert de uit te voeren middelen en methodes om de gegevens te verzamelen die nodig zijn voor de uitvoering van het saneringsproject en voor de bijwerking van het conceptuele model van de site (onderzoekgegevens, saneringsdoelstellingen, specifieke beperkingen van de grond, toepasselijke technieken,...).

**Fase II: Selectie van de optimale saneringsvariant**

De Fase II is de fase voor de selectie van de optimale saneringsvariant, die een kwalitatieve evaluatie van de saneringstechnieken naar gelang van de specifieke voorwaarden en beperkingen van de situatie inhoudt.

Bij een eerste benadering voorziet de handleiding in een evaluatie van de haalbaarheid van een sanering via het uitgravingproces dat de totale afvoer van de verontreiniging mogelijk maakt.

De handleiding stelt de methodologie vast, die in een vergelijkende en kwalitatieve analyse van de mogelijke technieken bestaat om de saneringstechnieken die op de te saneren verontreinigingen van toepassing zijn, te kiezen met inachtneming van de specifieke voorwaarden en beperkingen van de grond.

De handleiding stelt ook aan de hand van criteria de methodologie voor de vergelijking van de varianten en voor de selectie van de optimale variant. Deze criteria moeten rekening houden met de begrippen van in de zin van het decreet best beschikbare technieken en van duurzame sanering.

**Fase III : Omschrijving van de gekozen optimale saneringsvariant**

De handleiding bepaalt de elementen die nodig zijn voor de omschrijving van de gekozen saneringsvariant (afmeting, verwachte resultaten, verwezenlijkingstermijnen, opvolgingsmaatregelen tijdens de werken, kosten,...) alsook, in voorkomend geval, de veiligheidsmaatregelen (met inbegrip van de toegangs-, gebruiks- en aanwendingsbeperkingen en de controlemaatregelen) alsook de aanvullende en compenserende herstelmaatregelen.

**inhoud en structuur van het saneringsproject**

De handleiding bepaalt de inhoud en de structuur van het verslag en van de bijlagen ervan alsook de modaliteiten die nuttig zijn voor de indiening van het verslag door een mandataris.

De handleiding definieert de kaarten en plannen die bij het verslag gevoegd moeten worden en stelt een aantal aanbevelingen vast i.v.m. de voorstelling van bedoelde kaarten en plannen om de leesbaarheid ervan te garanderen.

Ze verwijst ook naar een reeks tabellen waarmee de informatie op synthetische wijze voorgesteld kan worden.

Ze bepaalt de al dan niet geïnformatiseerde formulieren voor de verzameling van gegevens alsook de modaliteiten voor hun overmaking aan de administratie.

De handleiding bepaalt de modaliteiten van de voorstelling van het voorblad van het onderzoek en de gegevens die hierop opgenomen moeten worden.

Het verslag bevat minimum zeven hoofdstukken, een samenvatting en een aantal bijlagen, kaarten en plannen, als volgt gestructureerd:

Hoofdstuk 1 : Inleiding

Hoofdstuk 2 : Bijwerking van de administratieve gegevens

Hoofdstuk 3 : Voorbereidend onderzoek

Hoofdstuk 4 : Onderzoek van de gesimplificeerde optie "uitgraving-totale afvoer"

Hoofdstuk 5 : Toepasselijke technieken, saneringsvarianten en vergelijkende analyse

Hoofdstuk 6 : Gedetailleerde omschrijving van de gekozen variant

Hoofdstuk 7 : Conclusies en aanbevelingen

### **Bijlagen, kaarten en plannen**

#### **Referentiële handleiding voor de eindbeoordeling (GRAF)**

De handleiding bepaalt het kwaliteitsniveau waaraan de eindbeoordeling moet voldoen om de doelstellingen vastgesteld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering te bereiken. Ze bepaalt de te verzamelen gegevens alsook de methodologische specificiteiten waaraan bodembeheerdeskundigen moeten voldoen om deze doelstellingen te bereiken.

De eindbeoordeling heeft tot doel:

- de overeenstemming van de uitgevoerde werken en van de bereikte doelstellingen met het saneringsproject en de door de administratie in haar goedkeuring van het project vastgestelde voorwaarden te evalueren;
- een bodemcontrolecertificaat per betrokken kadastraal perceel voor te stellen.

In deze optiek bepaalt de handleiding de te verzamelen gegevens en de te volgen methodologie teneinde:

- over de voor de uitvoering van de eindbeoordeling nodige gegevens en over het bodemcontrolecertificaat te beschikken;
- de verwezenlijking van de werken te omschrijven;
- de resultaten te interpreteren en, in voorkomend geval, de overblijvende risico's te evalueren;
- het/de voorstel/voorstellen van bodemcontrolecertificaat op te stellen;
- het verslag te structureren en op te stellen;
- een referentiekader te bieden aan de hand waarvan de administratie de conformiteit van het onderzoek en de representativiteit van de voorgestelde resultaten kan beoordelen.

De handleiding laat de afwijking van de voorgeschreven methodologische voorschriften toe voor zover een rechtvaardiging, gestaafd door een kwaliteitsvolle argumentering, verstrekt wordt en voor zover de alternatieve methode het mogelijk maakt eenzelfde kwaliteitsniveau van de informatie te bereiken.

### **Inhoud van de Referentiële handleiding voor de eindbeoordeling (GREF)**

#### **Inleiding**

De handleiding stelt in de inleiding de door de eindbeoordeling specifiek nagestreefde doelstellingen, de stappen van de methodologie, de rol van de deskundige en de concepten waarop de methodologie zich baseert, voor.

De handleiding stelt de modaliteiten vast die nuttig zijn voor de indiening van de onderzoeken door een mandataris.

De handleiding bepaalt de inhoud van de niet-technische samenvatting van het onderzoek en de doelstellingen ervan.

## **Methodologie**

De methodologie wordt in vier opeenvolgende fasen georganiseerd.

### **Fase I:** Toezicht op de saneringshandelingen en -werken

De handleiding bepaalt de gegevens die in het kader van de uitvoeringsfase van de werken verzameld moeten worden, en de uitvoeringsmodaliteiten van de toezichtmaatregelen om aan het einde van de werken de conformiteit en de prestatie ervan te kunnen beoordelen.

### **Fase II:** Validering van de saneringshandelingen en -werken

De handleiding bepaalt de naar gelang van de gekozen variant te verzamelen gegevens en uit te voeren controles om het einde van de sanering te valideren en stelt de beëindigingscriteria vast.

De handleiding bepaalt de maatregelen betreffende de evaluatie van de prestatie van de sanering en hun interpretatie.

### **Fase III :** Uitwerking van het conceptuele model van de site, beoordeling van de risico's, van de veiligheids- en nabeheermaatregelen.

De handleiding bepaalt de elementen die in aanmerking moeten worden genomen om het conceptuele model van de site aan het einde van de werken vast te stellen en om de eventueel nodige veiligheidsmaatregelen te definiëren. Ze bepaalt de verschillende typen veiligheidsmaatregelen.

Ze bepaalt ook de beoordelingsmethode voor de overblijvende risico's.

### **Fase IV :** Opstelling van het bodemcontrolecertificaat (CCS)

De handleiding stelt de inhoud van het voorstel van bodemcontrolecertificaat vast. Op basis van het conceptuele model van de site aan het einde van de

werken preciseert de handleiding de inventaris van de gegevens die nodig zijn voor de opstelling van het voorstel van bodemcontrolecertificaat voor elk betrokken perceel.

Ze stelt de gegevens en criteria vast die in aanmerking moeten worden genomen voor de registratie van de overblijvende verontreinigingen naar gelang van het type verontreiniging.

Ze bepaalt de modaliteiten voor de ligging en de voorstelling van de overblijvende verontreinigingen, van de infrastructuren gebonden aan de veiligheidsmaatregelen en van de andere liggingselementen die nuttig zijn voor de leesbaarheid van het document.

### **inhoud en structuur van het verslag van de EINDBEOORDELING**

De handleiding bepaalt de inhoud en de structuur van het verslag en van de bijlagen ervan alsook de modaliteit die nuttig zijn voor de indiening van het verslag door een mandataris.

De handleiding bepaalt de inhoud van de samenvatting van het onderzoek.

De handleiding definieert de kaarten en plannen die bij het verslag gevoegd moeten worden en stelt een aantal aanbevelingen vast i.v.m. de voorstelling van bedoelde kaarten en plannen om de leesbaarheid ervan te garanderen.

Ze verwijst ook naar een reeks tabellen waarmee de informatie op synthetische wijze voorgesteld kan worden.

Ze bepaalt de al dan niet geïnformatiseerde formulieren voor de verzameling van gegevens alsook de modaliteiten voor hun overmaking aan de administratie.

De handleiding bepaalt de modaliteiten van de voorstelling van het voorblad van het onderzoek en de gegevens die hierop opgenomen moeten worden.

Het verslag bevat zeven hoofdstukken, een samenvatting en een aantal bijlagen, kaarten en plannen, als volgt gestructureerd:

Hoofdstuk 1 : Inleiding

Hoofdstuk 2 : Algemene context

Hoofdstuk 3 : Saneringshandelingen en -werken

Hoofdstuk 4 : Validering van de saneringshandelingen en -werken

Hoofdstuk 5 : Conceptueel model van de site aan het einde van de werken en veiligheidsmaatregelen

Hoofdstuk 6 : Bodemcontrolecertificaat

Hoofdstuk 7 : Conclusies en aanbevelingen

**Bijlagen, kaarten en plannen**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018

Voor de Regering,

De Minister-President

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

**Bijlage 10****Aangifteformulier voor dringende beheersmaatregelen**

*In dit formulier heeft de term « houder » of « titularis » betrekking op de natuurlijke persoon/rechtspersoon die de verontreiniging ontdekt en voor het beheer ervan zorgt overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 80 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering. Het formulier, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de titularis (kader I tot IV) wordt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent aan de « DGO3 » gericht, Avenue prince de Liège nr.15 te 5100 JAMBES.*

**VAK I : IDENTITEIT VAN DE TITULARIS****A. Natuurlijke persoon**

NAAM : .....

Voornaam : .....

Hoedanigheid

- eigenaar
- exploitant
- andere : .....

Adres:

Plaats : ..... Postcode : .....

Straat : ..... Nr. ... bus

.....

☎ : ..... Email : .....@ .....

**B. Voor rechtspersonen**

Handelsnaam : .....

Nr. onderneming

Adres

Plaats : ..... Postcode : .....

Straat : ..... Nr. ... bus

.....

Contactpersoon :

NAAM : .....

Voornaam :

Hoedanigheid :

☎ : ..... Email : .....@ .....

**VAK II : LIGGING VAN HET BETROKKEN TERREIN**

Benaming, gehucht :

Adres

Plaats : ..... Postcode : .....

Straat : ..... Nr. ...

Kadastrale referenties : afdeling ....., sectie ....., nr .....

*Als het terrein niet gekadastreerd is, wordt het op een plan geïdentificeerd door de afbakening ervan op een kadastrale achtergrondkaart en wordt het in bijlage 1 vermeld.*

**VAK III : MEEGEMAAKTE OMSTANDIGHEDEN - ATTEST OP EREWOORD**

Ik verklaar op erewoord de volgende situatie meegemaakt te hebben :

De verontreiniging is op ..... tijdens een behoorlijk vergunde werf ontdekt, op het terrein dat in kader II vermeld wordt.

I was niet op de hoogte van deze verontreiniging en ik kon er redelijkerwijs het bestaan ervan niet weten vóór de ontdekking.

De noden van de werf leggen op om beheersmaatregelen uit te voeren binnen termijnen die onverenigbaar zijn met de termijnen bedoeld in artikelen 42 tot 69 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

De verontreiniging is het gevolg van een ongeval gebeurd op ..... op het terrein vermeld in kader II en deze verontreiniging moet dringend aangepakt worden door middel van maatregelen die onverenigbaar zijn met de termijnen bedoeld in artikelen 42 tot 69 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

**VAK IV : IDENTITEIT VAN DE ERKENDE DESKUNDIGE EN  
BESCHRIJVING VAN DE VERONTREINIGING**

Aangewezen erkende deskundige : .....

Beschrijving van de verontreiniging (tenminste het volgende vermelden :  
omstandigheden van de ontdekking / ongeval, verontreinigende stof(fen),  
volume).....  
.....  
.....

Geschatte duur van de beheersmaatregelen : .....

Datum

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018  
betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare  
Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO